JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

DGSE

LA FABRIQUE DES AGENTS SECRETS

TALLANDIER

Jean-Christophe Notin

DGSE. La fabrique des agents secrets

TALLANDIER

© Éditions Tallandier, 2024
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-5351-9

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À Rémi,
Qui aurait été si précieux,
Car il avait tant fait.
À toi, l'ami.

SOMMAIRE

Titre

Copyright

Dédicace

Le plus grand secret de la DGSE

Bernard Émié, directeur général

Lionel, directeur administratif

Jérémie, officier traitant contre-terrorisme

Nicolas, chef de poste

Anne, officier supérieur contre-prolifération

Alexis, officier supérieur contre-prolifération

Frédéric, interprète image

Luc, analyste contre-prolifération

Cécile, conseillère analyse

Nom de code : la réforme

Alexandre, directeur

Jean, officier supérieur contre-terrorisme

Sofya, linguiste-traductrice

Charles, interprète de données techniques

Suites de l'affaire Aleg. Et fin ?

Bertrand, directeur de la Recherche et des Opérations

Blake, agent du Service Action

Franck, expert en renseignement humain

Éric, expert en renseignement humain

Martin, ingénieur en systèmes embarqués

Mélinoé, OT clandestin

Ulysse, officier supérieur cyber

Le Monastère

Remerciements

Du même auteur

Le plus grand secret de la DGSE

Septembre 2022. Un amphi de l'est parisien. Pour y accéder, un austère escalier de béton, puis un couloir guère plus séduisant. Dans l'antichambre, des tables en procession proposent un sac de papier à chaque nouvel arrivant. Certains se présentent seuls, pas forcément à l'aise. D'autres font irruption en groupe, très détendus, sachant sans doute ce qui les attend. Tous s'enfournent dans l'amphi où ceux qui bientôt seront leurs collègues de travail ont eu droit aux avant-premières de la série *Le Bureau des légendes*.

À l'écran aujourd'hui, l'immense portrait noir et blanc d'un jeune homme. Il sourit. Peut-être à cause de ce qui se trame devant lui ? Nous sommes 133, boulevard Mortier, siège de la Direction générale de la sécurité extérieure. À deux cents mètres de la porte des Lilas, le royaume supposé de la discrétion, de la mesure, du secret. Et voilà dans cette salle désormais conquise par un joyeux brouhaha, non pas cinq, ni dix, mais trois cents agents dont les noms seront sous peu projetés en grands caractères dans ce qui aura toutes les allures d'un tableau d'honneur…

La direction de l'administration, grande maîtresse de la cérémonie, aura-t-elle pris soin de modifier certains patronymes ? Pour satisfaire le mythe, gageons que oui. D'autant que lorsque l'assistance laisse traîner le regard vers le balcon, elle peut s'étonner d'être exceptionnellement observée par des porteurs de badge de couleur rouge, signe qu'ils ne sont pas des leurs, et qu'en plus, ils braquent sur eux des caméras de télévision.

L’inquiétude reste néanmoins contenue. Le tournage du documentaire pour France 2 a bien sûr été annoncé.

Un rien de sagacité suffit pour gommer une part du mystère enveloppant l’assemblée. Ces jeunes hommes isolés aux cheveux ras, au costume impeccable, ce sont évidemment des militaires, se destinant pour partie à l’ancienne Direction des opérations (DO), au Service Action, à la crapahute et aux frissons. Ces étudiants qui rigolent entre eux : ils portent encore sous leurs semelles les copeaux de soudure des instituts scientifiques à peine quittés – à eux la Direction technique et de l’innovation (DTI), les laboratoires, les ordinateurs, l’excitation aussi, mais plus souvent à distance. Outre les émules de Bob Maloubier et les professeurs Cosinus, des lambdas, inclassables, donc parfaits pour leur futur métier. Parmi eux, des diplômés en sciences politiques, des linguistes, des comptables, des enseignants, des ingénieurs… Ils se répartiront entre l’administration et les centres de mission apparus fin 2022 avec la réforme de l’organisation.

La DGSE est le BHV des métiers : on peut y trouver de tout. Et ces trois cents personnes le savent bien. Cela fait une semaine qu’elles ont été admises à « la Boîte », ou au « Service », ou à la « Centrale », premières de ces expressions à vite apprendre pour ne pas prononcer en société les quatre lettres qui attirent l’attention. Pour cela, une quarantaine ont réussi le concours d’entrée à la charnière du printemps et de l’été. D’autres, essentiellement pour la DTI, sont des contractuels. Enfin, les militaires ont décroché leur mutation, non sans réticence parfois de la part de leur hiérarchie.

Cette première semaine à la DGSE, scandée par des présentations de l’histoire et des missions du Service, a permis de créer des liens. Son nom, protégé par le secret-défense, est une promesse d’aventures qui ne commenceront en vérité que dans quelques jours avec le stage terrain. Les stagiaires seront alors confrontés en bord de mer à des épreuves physiques

destinées à les souder. « Je ne veux pas plus de 1 % de pertes ! » lancera avec malice dans quelques minutes Lionel, directeur de l'administration.

La salle finit de se remplir. Puisque les portables sont proscrits à l'intérieur de la DGSE, les plus matheux peuvent se distraire à vérifier que les femmes ne représentent pas plus du quart de l'assistance. Encore moins de « minorités visibles ». Comme il n'est pas l'heure de demander pourquoi, les stagiaires tuent le temps en ouvrant le sac offert à l'entrée et en extraient les brochures qui s'y trouvent. À en juger par leurs mimiques, manifestement, la guerre d'Indochine ne passionne pas les petits-enfants des commandos infiltrés chez les Hmong par le Sdece, acronyme probablement un peu nébuleux pour certains[1], qui orna pourtant ces murs quarante ans durant, dont dix sous la gouverne du légendaire Alexandre de Marenches.

Le BCRA, lui, nul ici ne peut en ignorer la signification. Bureau central de renseignement et d'action. Il est le principal objet de cet « amphi filiation ». Le portrait qui domine l'assistance est en effet celui d'Alain Grout de Beaufort, officier des services secrets de la France libre, assassiné en mission le 27 juillet 1944. Le conservateur du musée de l'Ordre de la Libération, Vladimir Trouplin, prend le premier la parole pour en décrire le parcours et l'amphi se tait. Par politesse. Et par respect. « Jac » avait leur âge, 26 ans. Il était de ces jeunes Français qui considérèrent que leur vie, leur famille, leurs études comptaient moins que la libération de leur pays. Un de ces soixante Compagnons du BCRA morts pour la France.

Plus le discours avance, plus le sens de la cérémonie s'affirme. « En vous parrainant, déclare le conservateur, Alain de Beaufort revit à travers vous et son engagement lumineux ne s'évanouira pas dans le brouillard cotonneux d'une mémoire collective chancelante. » Des limbes qu'il a rejoints il y a près de quatre-vingts ans, le martyr du BCRA passe un pacte de sang avec ses lointains successeurs : servir la France dans le secret est un sacerdoce pouvant mener au sacrifice suprême.

Aux mots succède la remise d'un insigne frappé des inscriptions BCRA et DGSE, qui emprunte beaucoup de la symbolique de l'Ordre de la Libération : la croix de Lorraine, les couleurs vert et noir, mais seulement la première moitié de la devise – « *Patriam servando* » (« En servant la patrie »).

L'insigne est numéroté au verso. Le tout premier exemplaire a été remis en 2020 au président de la République, le deuxième à celle qui occupait alors l'hôtel de Brienne, Florence Parly. Chaque pièce est donc unique, comme une clé de chiffrage individuelle pour relier le présent au passé. Pour les distribuer, des cadres de la DGSE à l'orée de la retraite. Un jour, cette cérémonie sera considérée comme l'adoubement aux prémices d'une carrière que tous, dans les gradins comme sur l'estrade, parmi les stagiaires comme parmi la direction, espèrent longue. Car à l'instar du vin, le renseignement s'affine avec le temps. Combien dans cet amphi de futurs chefs de poste à Kaboul, Téhéran ou Ankara, d'experts du contre-terrorisme ou de la contre-prolifération, d'analystes devenus directeurs ?

Comme ailleurs, le développement tous azimuts de la technologie fera disparaître des métiers. Et il modifiera sensiblement la composition de la salle : de plus en plus de scientifiques, de moins en moins de parachutistes. Toutefois, ce ne seront pas les nanotechs et l'intelligence artificielle qui mettront le plus au défi les trois cents stagiaires de ce vendredi. Dans une société individualiste, vampirisée par la quête d'argent et de notoriété facile, pourquoi choisir la défense des intérêts collectifs avec sa litanie de contraintes égrenée par le directeur de l'administration : pas de syndicat, pas de grève, pas de droit de retrait, des obligations spéciales de sécurité, mutisme absolu à l'extérieur de la citadelle ? « Mais vous n'êtes pas seuls, tient-il à mettre en contrepoint. Vous avez des collègues tout autour de vous, il faut s'appuyer sur eux ; des structures existent au sein de la DGSE pour vous accompagner, vous soutenir. Vous disposerez des meilleurs moyens pour accomplir vos missions. Vous vivrez de belles aventures

professionnelles et amicales. Et rappelez-vous toujours que vous avez la chance d'appartenir à un service essentiel à l'indépendance nationale. » La conclusion tombe tel un couperet : « Nous comptons sur vous. »

À bien des égards, franchir chaque matin le sas du 133 Mortier relève d'un abandon de tout ce qui fait aujourd'hui un citoyen des sociétés occidentales. Le nom des employés de la DGSE, la marque des logiciels qu'ils utilisent, la localisation de leurs sources : tout cela, bien sûr, a un intérêt, même une valeur, que pourrait monétiser un service adverse. Mais tout cela n'est qu'éphémère. Le principe de servir son pays dans l'anonymat et des conditions souvent extrêmes, lui, est intangible. Et il attire toujours, chaque année, des milliers de candidats, quand bien même la « modernité » souffle très fort en vent contraire. Il est là, le trésor de la DGSE, son véritable et plus grand secret : non pas le détail de ce qu'elle fait, mais pourquoi, et comment.

1. Sdece : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.

Bernard Émié, directeur général

« On ne trouve bien que ce qu'on cherche et que ce qu'on sait qu'on doit chercher. »

23 juin 2023. Il vient à l'esprit d'un ancien brigand, qui le paiera cher, de faire marcher sa compagnie de mercenaires sur Moscou. Stupeur dans le monde. Un mois plus tard, lors de son discours aux armées, le président de la République, à mots couverts, félicite la DGSE d'avoir prévu le coup bien en amont. Voici son directeur général, Bernard Émié, porté au pinacle de la République française.

26 juillet 2023. Mohamed Bazoum, président du Niger, pays clé de la stratégie française et occidentale en Afrique, est renversé par un putsch. Stupeur dans le monde. Une semaine plus tard, la presse affirme qu'Emmanuel Macron aurait reproché au directeur général de ne rien avoir vu venir. Tant pis si elle se méprend : le chef de l'État ne visait pas particulièrement le service de renseignement extérieur mais tous les acteurs et connaisseurs de la politique de la France en Afrique, donc également les militaires et les diplomates. Et le ton n'était pas aux reproches, mais aux regrets. Qu'à cela ne tienne, voici, dit-on, Bernard Émié promis à une éviction prochaine, finalement survenue le 20 décembre au profit de Nicolas Lerner.

La morale : qui veut diriger la DGSE doit avoir les nerfs aussi solides que ses futures troupes. Depuis 1989, l'exécutif estime que le poste ne peut revenir qu'à de hauts commis de l'État, préfets ou ambassadeurs qui, tous, ont eu leur lot de grands succès fêtés dans l'intimité de Mortier et de critiques tapageuses dans les cercles parisiens. Après avoir représenté la France en Jordanie, au Liban, en Turquie, au Royaume-Uni, en Algérie, Bernard Émié, 65 ans, avait élu domicile porte des Lilas il y a six ans. Depuis la création de la DGSE en avril 1982, seuls Jacques Dewatre et Pierre Brochand en avaient fait autant. Pour atteindre le record de la légende Alexandre de Marenches, dont il ne reste plus que les Chesterfield dans le salon de réception, il lui aurait fallu quatre années de plus. L'importante réforme qu'il a impulsée en 2022[1] permettra en tout cas à Bernard Émié de laisser bien au-delà son empreinte sur le Service.

*

Question à la fois simple et compliquée, comment définiriez-vous la DGSE ?

La DGSE, c'est le service secret de la France. Ça veut dire que c'est un service de renseignement dont l'objectif est d'aller chercher à l'extérieur du territoire national des renseignements indispensables pour nos autorités afin d'avoir leur pleine autonomie de décision stratégique. C'est un service spécial. C'est-à-dire qu'il a des moyens particuliers pour agir et qu'il agit aussi de manière clandestine. Donc il déploie des moyens à l'extérieur du territoire national afin d'aller chercher, par des méthodes issues en grande partie de la Résistance française et du BCRA, ces renseignements. Et puis, c'est aussi un service extrêmement démocratique car nous sommes aujourd'hui dans une société qui souhaite vivre en liberté, mais en même temps avoir les meilleurs renseignements possibles pour se protéger. La DGSE, elle protège les Français, elle protège la nation et elle protège l'État.

Est-ce que l'on peut imaginer un grand pays sans grand service ?

Je pense effectivement qu'il est indispensable pour une démocratie de mettre les moyens nécessaires, sur les plans financier et humain, dans son service de renseignement extérieur, comme d'une manière générale dans ses services de renseignement puisqu'il n'y a pas que l'extérieur. Il y a aussi des services intérieurs, des services militaires, et tout cela contribue à ce que l'on appelle la communauté nationale du renseignement.

C'est la grande question : il est donc démocratique de se doter d'un service qui va légalement agir de manière illégale ?

La réponse est que, sur le territoire national, tous les services sont soumis à des lois et à des contrôles extrêmement stricts, de notre Parlement, d'une commission particulière, spéciale, qui veille à ce que les interceptions que nous demandons correspondent à des besoins prévus par la loi[2] et qui, ensuite, lorsque nous avons ces autorisations, veille à ce que nous ne fassions que ce pour quoi nous avons été autorisés. Donc, nous sommes un service qui agit dans un cadre légal à l'intérieur du territoire national. À l'extérieur, nous agissons d'une manière plus dangereuse et nous devons être extrêmement vigilants, notamment pour nos agents, car ils interviennent dans des conditions souvent risquées et, effectivement, sans protection juridique.

Les contrôles ont été considérablement accrus ces dernières années. Est-ce une contrainte pour la DGSE ?

La DGSE est composée de fonctionnaires et la première chose qu'ils font, c'est d'appliquer la loi. Je pense que les Français sont rassurés de savoir que leurs services agissent d'une manière efficace, mais avec des contrôles. Ces contrôles sont importants aussi pour nos jeunes agents. Car les jeunes générations, peut-être encore plus que les anciennes, sont très attachées à agir dans un cadre normé, qui les protège également.

À la fin de 2022, une réforme majeure a été impulsée à la DGSE. Quels en sont les objectifs ?

L'organisation de la DGSE remontait à 1989, avant l'effondrement de l'Union soviétique. La maison fonctionnait « en silos », pour une raison simple, c'est que les services de renseignement russes étaient à l'époque très agressifs contre l'ensemble de notre structure, d'où un besoin d'en connaître et un cloisonnement nécessaires à la sécurité. À travers les années, ce mode de fonctionnement est apparu comme étant moins performant. Il y a eu une sorte de constat collectif, par l'ensemble des agents de cette maison, pour que le Service entre dans le XXI^{e} siècle en termes d'organisation. Donc, nous sommes passés d'une DGSE très ancienne, organisée avec des directions assez cloisonnées, à une DGSE plus moderne avec des missions clairement identifiées.

Quelles sont-elles ?

Sept missions majeures ont été identifiées avec l'accord de nos autorités. Toutes les capacités, les savoir-faire, les métiers, sont désormais placés à [leur] service. Ces missions sont simples et de bon sens. Elles consistent d'abord à lutter contre le terrorisme. Qu'est-ce qu'attendent les Français de leur service de renseignement ? Qu'il n'y ait pas d'attentat sur le territoire français. Et c'est un travail pour lequel la DGSE est chef de file de la communauté du renseignement à l'extérieur du territoire national, nos cousins de la DGSI étant les « patrons » sur le territoire national. Deuxièmement, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, des armes chimiques, nucléaires, biologiques, bactériologiques. C'est une compétence exclusive de la DGSE que de travailler comme chef de file dans ce domaine. Et puis, il y a d'autres domaines qui sont ceux des situations politiques, des situations économiques dans tous les théâtres d'opérations où notre pays à un intérêt. Je pense à l'Afrique, à la Russie, au monde européen, à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Je pense aussi à

la Chine, à toute la zone Indopacifique sur laquelle nous avons fait une bascule d'effort très importante au cours des dernières années. Et puis, je pense aussi, en liaison avec d'autres services de la communauté du renseignement, à la protection de nos intérêts économiques, de nos brevets, à tout ce que l'on appelle souvent familièrement la lutte contre les ingérences étrangères.

Un des effets de la réforme a été de faire disparaître l'ex-Direction du renseignement (DR). Comment casser les habitudes au sein d'une maison si structurée ?

Il s'agissait de ne casser personne. Il s'agissait de construire pour être plus efficace. En réalité, même les agents issus de cette direction historique ont parfaitement compris que [la DGSE] était thrombosée. Et donc ils ont été les premiers partisans de cette réforme, vécue aujourd'hui comme une vraie transformation du fonctionnement du Service.

Cette réforme a en partie pour but que les jeunes arrivants, jusqu'aux plus bas échelons, se sentent plus impliqués dans la prise de décision. Comment les attirer ? Que trouveront-ils à la DGSE qu'ils n'auront pas ailleurs ?

Ce qu'ils ne trouveront pas ailleurs : travailler dans le secret, dans la clandestinité et dans une maison composée de gens ordinaires pour faire des missions extraordinaires, avec des moyens exceptionnels. L'attractivité de cette maison est très forte. D'abord parce que les jeunes qui veulent entrer dans la haute fonction publique ont très souvent le sens de la mission, ils aiment leur pays. Deuxièmement, ils vont trouver ici la capacité d'acquérir un métier car on ne s'invente pas membre de la DGSE, on le devient après avoir passé un concours et on doit subir une formation exigeante, longue, pour devenir un bon agent et, on va dire, un bon espion. Et puis, c'est un métier très attractif parce que vous alternez le travail en centrale et la projection à l'étranger.

Les nouvelles générations sont donc encore réceptives à un discours mettant en avant le service du pays ?

Je pense que ça a encore un sens. Ce qu'il faut comprendre, c'est que, quand on entre à la DGSE, on entre dans une administration qui s'inscrit dans l'histoire, qui fait un métier très particulier et où l'on peut aller jusqu'au sacrifice ultime de sa vie.

En ce qui concerne l'histoire de la DGSE, vous avez tenu à ce que, lors du stage d'entrée, l'histoire du BCRA soit rappelée.

Si on veut être forts aujourd'hui, et inventer l'avenir, il faut s'inscrire dans le passé. L'ADN de la DGSE, c'est la lutte clandestine. Nos méthodes, pour nombre d'entre elles, on les a héritées des services secrets de la France libre, le BCRA, le service secret du général de Gaulle, créé à Londres en 1942 par le colonel Passy. Parmi ses agents, cent soixante-dix ont été faits Compagnons de la Libération. Nous avons voulu graver [cette filiation] dans le marbre. La ministre des Armées d'alors, Florence Parly, le président de la République, Emmanuel Macron, ont accédé à ma demande et conféré aux unités militaires de la DGSE l'immense privilège de porter la fourragère [verte] de l'Ordre de la Libération. Le tout, avec la bénédiction, si je peux dire, des derniers Compagnons vivants, dont l'un était membre du BCRA, Daniel Cordier, secrétaire de Jean Moulin. L'autre, Hubert Germain, qui fut le dernier Compagnon de la Libération vivant, avait beaucoup d'admiration pour le BCRA. Et lorsque je suis allé le voir personnellement à l'Institution nationale des Invalides, aux côtés du général Baptiste, délégué national de l'Ordre de la Libération, pour lui présenter ce projet ambitieux, il me donna immédiatement son accord. Lorsque cet homme de près de 100 ans se lève dans la cour des Invalides quand la ministre des Armées accroche l'Ordre de la Libération au fanion du 44e régiment d'infanterie[3], qui incarne les unités militaires de la DGSE, et se met au garde à vous, alors, un souffle passe. Alors, la transmission s'effectue. C'est cette histoire que je souhaite que mes agents s'approprient.

Les sentez-vous également réceptifs à ce genre de discours ?

Ils y sont extrêmement sensibles. Au terme de leur parcours d'intégration, nous leur donnons un nom de promotion – ils ne le choisissent pas –, c'est le nom d'un Compagnon de la Libération, issu du BCRA, mort pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il y en a soixante, sur cent soixante-dix, c'est un taux d'attrition exceptionnel. Eh bien, ils sont fiers de porter ce nom[4]. Nous leur conférons également[5] [un] insigne que je porte au revers de ma veste, aux couleurs de l'Ordre de la Libération, avec une partie de la devise. Avec ces mots, ces sigles, BCRA, DGSE, nous avons gravé dans l'histoire cette filiation entre le service secret d'aujourd'hui et le service secret du général de Gaulle.

Certains ont pu avoir l'impression que vous aviez exclu de la mémoire les services giraudistes et ceux de Vichy qui ont été, eux aussi, à l'origine de la DGSE…

Notre fil directeur a été l'Ordre de la Libération. Si je réfléchis à un certain nombre de grandes réussites des services de renseignement français, je pense à la manière dont les services issus de la III^{e} République ont contribué à casser la machine Enigma, la fameuse machine des nazis. Ces officiers français ont travaillé de manière clandestine pour les Britanniques, les Polonais. Le lien avec le BCRA, ce n'est pas de l'exclusion, c'est de la filiation.

Au-delà des morts du BCRA, vous avez tenu à afficher à l'entrée de la direction générale les portraits des agents français morts depuis 1982. Quelle était votre intention ?

Elle est simple. C'est de faire en sorte que le haut encadrement du service, que les visiteurs de la direction générale se rappellent qu'à la DGSE, il y a des morts au service de la France, et que ce n'est pas seulement un service de renseignement au sens classique du terme, c'est un

service secret, opérationnel, où on prend des risques. On peut mourir en action. Depuis 1982, il y a eu beaucoup de morts[6]. Il s'agit de leur rendre hommage chaque jour, en pensant à eux et aussi à leurs familles avec lesquelles nous restons en contact très régulier. Dans le cadre du double anniversaire[7], nous avons ranimé la flamme du Soldat inconnu sous l'Arc de triomphe [lors] d'une cérémonie totalement privée avec le Premier ministre Jean Castex, la ministre des Armées, Florence Parly, et, pour la première fois dans l'histoire de ce service, nous avons lu les pseudos de nos agents décédés. Une cérémonie extrêmement forte pour l'ensemble des agents du Service et pour leurs familles.

Quand un soldat meurt en opération extérieure, une cérémonie est organisée aux Invalides. Comment les familles vivent-elles le fait qu'il n'y ait pas l'équivalent pour un agent de la DGSE ?

C'est une contrainte que les agents connaissent quand ils rejoignent le Service. Ce qui me frappe toujours lorsqu'il y a des drames, c'est la dignité des familles. Un jour, un père m'a dit : « M. le directeur général, mon fils vient de mourir, mais il a vécu la vie qu'il souhaitait vivre. Il était heureux chez vous. Il est mort. Sa vie a été brève mais sa vie a été dense. »

Lorsque vous engagez des agents dans des missions sensibles, pensez-vous aux risques qu'ils encourent ?

J'y pense tous les jours. C'est une responsabilité lourde, qu'il faut assumer, qui m'a été confiée et que j'exerce autant que je le peux.

Comment justement devient-on DGSE ? Faut-il candidater ?

Le DGSE est un haut fonctionnaire parmi d'autres. Il doit donc répondre à un certain nombre de critères. Le premier est sans doute qu'il faut qu'il exprime ses disponibilités pour exercer l'une des fonctions les plus lourdes de ce pays. Le deuxième, c'est qu'il faut qu'il ait une sorte de relation de confiance avec les plus hautes autorités de l'État. Le troisième,

c'est qu'il doit connaître le monde, ses enjeux, je dirais la politique internationale et de sécurité. Et puis, il doit aussi avoir une appétence pour le monde du renseignement, le monde du secret, la direction d'une maison composée de chevaux de course, que ce soit dans le domaine du renseignement, des ingénieurs, des soldats. Nous avons des gens de très grande qualité à tous les étages.

Peu après sa nomination, Alexandre de Marenches avait dit lors de son premier discours à ses troupes : « J'ai peur. » Car il découvrait tout du monde du renseignement. Quelles furent vos premières impressions ?

La différence, c'est que moi je connaissais un peu la DGSE parce que j'étais ambassadeur dans des pays à crise. J'ai beaucoup travaillé avec mes prédécesseurs DGSE dans le cadre de prises d'otages, d'enlèvements. Quatre sur cinq depuis vingt ans ont été des ambassadeurs[8], et ils étaient des amis. Donc, j'avais une certaine acculturation. Par ailleurs, quand vous êtes ambassadeur, vous avez dans vos postes des représentants du Service. Ce que j'ai découvert, ce sont les immenses capacités de la DGSE, ses missions et par ailleurs, la qualité de ses agents.

Est-ce qu'il y a cette sensation de passer de l'autre côté du miroir ? De lire la marche du monde d'une façon différente ?

C'est une maison dont le travail est souvent, comme on le dit familièrement, de donner aux autorités le dessous des cartes. Donc, notre travail c'est d'anticiper, de confirmer, de recouper et puis ensuite, de renseigner les plus hautes autorités […]. Incontestablement, nous avons des capacités très fortes de comprendre des situations, des crises, de voir un certain nombre de mouvements.

Quel est votre niveau de connaissances à vous ? Recevez-vous les agents avant leur départ pour une mission importante par exemple ?

Il y a sept mille personnes dans cette maison, j'en connais sûrement mille. Ayant été à la tête de cette maison depuis plus de cinq ans maintenant, ayant nommé ou fait nommer l'essentiel des hauts responsables, j'ai une idée assez précise de qui fait quoi, et où. Les opérations les plus sensibles, naturellement le directeur général en est informé ou il les décide.

Vous connaissez la véritable identité des agents qui sont projetés ?

Je les connais sous leur pseudo et je vais l'oublier aussitôt. Moins on en sait, moins on bavarde. C'est le besoin d'en connaître[9] et c'est quelque chose qui a un sens. Parce que malheureusement, souvent, le secret n'est pas un sport de masse.

C'est antinomique avec les sociétés actuelles…

Oui. Mais parce que nous sommes dans un monde de compétition, de confrontation, de guerre, tout État a besoin de secret pour se protéger, pas pour faire des choses qui ne seraient pas correctes à l'égard de ses principes, de ses valeurs, de ses fondamentaux.

Pour se protéger, l'État doit-il être prêt à tout ? Y a-t-il des limites à l'action d'un service comme la DGSE ?

Mais naturellement. La déontologie, la morale, sont des préoccupations qui en permanence viennent à notre esprit. On ne fait pas dans nos démocraties – pour reprendre une expression que je n'aime pas – n'importe quoi. Bien au contraire. Nous faisons strictement ce qui est nécessaire pour protéger notre pays.

Depuis le déclenchement de l'opération Serval au Mali le 11 janvier 2013, de très nombreux djihadistes ont été neutralisés au Sahel, pour certains liés à des attentats contre des intérêts français. Peut-on parler de vengeance d'État ?

Non, mais nous avons effectivement une mémoire. La DGSE, c'est la mémoire de beaucoup de choses, d'un certain nombre de grandes affaires de notre pays, et c'est la nécessité de s'inscrire dans la durée. Nous ne sommes pas « 36 15 Renseignement ». Nous ne sommes pas le renseignement magique. Lorsque nous avons une question, nous allons acquérir du renseignement, nous luttons contre le terrorisme dans le cadre de manœuvres de renseignement qui nous conduisent à activer des capteurs[10] très différents pour obtenir ce que nous appelons un effet final recherché. Donc, il ne s'agit en aucun cas d'une vengeance d'État. Il s'agit d'une mémoire longue pour faire en sorte que les actions ne restent pas impunies ou que des mouvements terroristes ne puissent pas continuer à poursuivre leurs sinistres projets.

C'est un message qui peut être envoyé aux ennemis de la France : attentez à nos intérêts, un jour vous le paierez.

Attenter aux intérêts français est quelque chose qui, effectivement, ne reste pas sans conséquences. Il y a un prix pour tout.

Au sujet de la réforme que vous avez impulsée, un de ses objectifs ne fut-il pas de réduire le nombre de notes produites par la DGSE dont, parfois, certains ministères se plaignaient ?

La DGSE n'est pas un service qui invente ses missions. C'est un service qui répond à des orientations fixées par le gouvernement, dans le cadre de ce que l'on appelle un Plan national d'orientation du renseignement. Donc, elle essaye de produire des renseignements, ça veut dire des éléments que l'on ne trouve pas en source ouverte, qui apportent une valeur ajoutée.

Ce qui nous permet d'évoquer le positionnement de la DGSE dans l'appareil d'État. Pourquoi maintenir la subordination organique avec le ministère des Armées quand, dans les faits, la DGSE opère souvent en lien direct avec la présidence de la République ?

D'abord, la présidence de la République, au titre de la Constitution de la V^e^ République, n'a pas de services rattachés. Les services sont rattachés au Premier ministre, comme le secrétariat général du gouvernement. Deuxièmement, l'organique est essentiel car [il] donne les moyens, l'environnement juridique, les finances et les opérations, mais à l'instar de l'état-major des Armées qui, sous la V^e^ République, dépend du chef des Armées ; le chef des Armées, c'est le chef de l'État, et c'est lui qui oriente les opérations. Enfin, le rattachement au ministère des Armées est important parce que la militarité de ce service est fondamentale. Le fait que nous soyons au sein du ministère des Armées nous apporte une exigence, une rigueur, une culture et nous permet de gérer cette mixité entre civils et militaires – vous avez un peu moins d'un tiers de militaires, 70 % de civils. Beaucoup de services de renseignement sont souvent très homogènes à ce point de vue. Nous, cette différence, cette diversité, crée notre richesse et notre efficacité.

N'y a-t-il pas de compétition au sein du ministère des Armées pour récupérer les meilleurs éléments ?

La DGSE, c'est une petite maison, sept mille personnes. Les armées, ce sont deux cent cinquante mille personnes. Mais nous avons des personnels très bien formés, avec une très forte valeur ajoutée et effectivement, il y a au sein de la communauté du renseignement, du ministère des Armées, une compétition pour avoir les meilleurs. Cependant, nous réussissons avec les chefs d'état-major, sous l'autorité du ministre, à organiser des parcours croisés afin que les uns et les autres puissent bénéficier des meilleures compétences.

70 % de civils, c'est en constante progression ?

Nous avons [atteint] une sorte de palier. Nos effectifs ont crû à travers les années, [mais] le nombre de militaires n'a pas crû au même rythme et donc, naturellement, ce pourcentage baisse un peu. Il est important pour

moi de le maintenir à un niveau suffisant afin que cette mixité reste un facteur de richesse et de mobilisation pour tout le monde.

Et en termes de féminisation ?

Nous avons un petit tiers de femmes, en croissance significative, notamment dans les cadres civils, mais aussi militaires. Ce n'est pas assez, mais c'est au-dessus de la moyenne du ministère des Armées en général.

Revenons à la place de la DGSE au sein de l'État. Le directeur général rencontre le président de la République beaucoup plus souvent que naguère. Cela veut-il dire que la DGSE est devenue un instrument premier de souveraineté ?

Après les attentats de 2015, le Conseil de défense et de sécurité nationale s'est réuni de manière plus régulière sous la présidence du chef de l'État. Au titre de ces conseils, sont présents institutionnellement deux directeurs généraux, le DGSE et le DGSI. Et puis, le DGSE rencontre de temps à autre – il n'y a pas de fréquence institutionnelle – le président de la République pour recueillir des orientations ou des instructions, ce qui permet de vérifier que vous êtes bien dans le tempo souhaité par le gouvernement et les plus hautes autorités. Cela permet [aussi] à la DGSE d'apporter ses renseignements, sa valeur ajoutée, dans la construction d'une politique publique du renseignement. C'est très important : la raison d'être de la DGSE est d'apporter ce renseignement en fonction de ce qui est souhaité et de ne pas être en autogestion ou en auto-allumage comme ce put être le cas autrefois, où ce service pouvait fonctionner parfois en parallèle de ce qui étaient les objectifs des plus hautes autorités.

En quoi consistent les orientations de l'exécutif ? Concernent-elles des missions très précises, des zones géographiques, des thématiques particulières ?

Les objectifs de renseignement sont fixés d'abord dans leur équation générale, dans une stratégie nationale du renseignement publiée en 2019 dans laquelle nous décrivons les attentes essentielles à l'égard des services de renseignement[11]. Ensuite, un document secret, le Plan national d'orientation du renseignement, fixe les grandes missions. Et puis, derrière, une déclinaison opérationnelle est effectuée, qui permet à chacun de savoir ce qu'il doit faire et ce qu'il doit chercher. Car on ne trouve bien que ce qu'on cherche et que ce qu'on sait qu'on doit chercher. Voilà comment se font les choses dans un contexte où les orientations de l'exécutif sont claires, et pas *erga omnes*, complètement globales.

Quelle est la part à la DGSE d'analyse de la marche du monde actuel et d'anticipation de crises futures ?

Tout est lié. Nous faisons à la fois un travail de renseignement sur les crises, les déstabilisations possibles, les coups d'État potentiels, et puis par ailleurs, nous réfléchissons à un travail d'anticipation, mais qui est plus un travail de réflexion et d'analyse. Le travail de renseignement se fait sur les situations présentes.

Nous avons évoqué la place de la DGSE en France. Comment s'organisent les relations avec les services de pays amis ? Quand deux services secrets se rencontrent, de quoi peuvent-ils discuter ?

De ce qu'ils ont en intérêts communs. Je vais vous donner un exemple. Quelle est la priorité numéro un aujourd'hui des services de renseignement français ? La sécurité des Jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, nous discutons avec nos partenaires, et même ceux de pays qui peuvent vous paraître comme étant un peu lointains, voire sur des positions différentes. Parce que quand on parle de lutte contre le terrorisme, on est tous dans le même bateau. Lorsque nous travaillons contre Daech, contre Al-Qaïda en Afrique ou ailleurs, le travail entre services de renseignement est un travail gagnant-

gagnant fondamental. Nous avons des capacités différentes, des accès différents, des zones d'intérêt qui peuvent être différentes, et notre intérêt, au fond, c'est de mettre en commun lorsque nous avons des [objectifs] convergents. Ce qui explique que la CIA par exemple, sûrement le plus grand service de renseignement occidental, considère que la DGSE est aujourd'hui dans le top 3 de ses partenaires en termes d'efficacité. Et ce n'est pas moi qui le dis, c'est la directrice de la CIA sortante, Mme Gina Haspel ; elle considère que la DGSE est parmi les services les plus performants du monde[12]. Les Français peuvent en être fiers parce que c'est quelque chose qui n'est pas très connu. Nous sommes moins de vingt mille dans la communauté du renseignement, je crois que nous produisons beaucoup et que le retour sur investissement pour le contribuable français est très positif.

Toujours dans le cadre des relations entre services amis, peut-on parler de Yalta du renseignement ? C'est-à-dire de zones géographiques qui seraient plus spécifiquement traitées par les Français, d'autres par les Américains ou les Britanniques… ?

Yalta du renseignement, non. Mais naturellement, il y a des zones où chaque service fait un effort particulier pour des raisons historiques, politiques, d'intérêts sur le terrain. Et nous partageons en fonction de cela. Mais aujourd'hui par exemple, le renseignement français sur la Russie est performant et a des capacités importantes, [comme] d'autres, et nous sommes dans une logique de complémentarité et d'échange. C'est important à comprendre puisque le renseignement est un monde où nous sommes parfois en rivalité. Nous allons chercher des renseignements sur des pays [avec] lesquels par ailleurs nous pouvons coopérer et collaborer…

Vous évoquez la Russie. Quand la guerre se déclenche en Ukraine, la DGSE a-t-elle assez de capteurs pour proposer une analyse divergente de celle de la CIA ?

Par le passé, la DGSE a beaucoup investi à l'Est. Donc, au moment du déclenchement de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, la DGSE avait les mêmes renseignements techniques que ses partenaires américains. Le problème du renseignement, c'est l'exploitation que vous en faites, l'analyse que vous en tirez. En termes d'anticipation, pour dire les choses simplement, nous étions tout à fait dans la course et nous avons apporté à nos autorités le renseignement technique, précis, sur le déclenchement du conflit lui-même. Là où nous avons [eu] une divergence d'analyse, c'est que nous pensions, avec d'ailleurs beaucoup de services de nos partenaires de l'Est, que les Russes ne déclencheraient pas le conflit tant que les négociations diplomatiques à niveau élevé se poursuivraient. Et en fait, ils l'ont fait contre toute attente, mais nous savions très bien qu'ils étaient prêts à le faire à tout moment.

Et il y a eu cette divergence d'appréciation parce que la DGSE avait moins de capteurs humains que la CIA par exemple ?

Mais pas du tout. C'est une question d'analyse. Simplement une question d'analyse. La CIA avait fait le choix, tout à fait respectable, de divulguer le renseignement qu'elle avait avec comme objectif de dissuader les Russes de lancer leur opération. C'est une politique que, nous, nous n'avons pas. Mais en termes de renseignement, nous étions au même niveau de connaissances. Pour dire les choses simplement : personne n'avait dans l'entourage de Poutine celui qui a accès à son logiciel personnel.

C'est vraiment très centré sur la personne de Poutine…

C'est un système où la décision est assez centralisée.

Ça vous a surpris personnellement, ce déclenchement de la guerre ?

J'ai pensé que la négociation avait encore des chances d'aboutir.

Je ne vais pas vous demander ce que la DGSE fait actuellement dans cette zone-là, mais à quoi peut servir la DGSE dans un conflit ouvert de ce type ?

Dans un conflit de cette nature, il y a des tas de choses à comprendre sur les phénomènes des sociétés, des gouvernements, sur les intentions des structures militaires, des dirigeants, tout ça, c'est le champ de la DGSE. Notre travail, c'est la connaissance des intentions des acteurs et l'anticipation par rapport aux phases à venir.

Le contexte actuel a-t-il nécessité une réorientation des capteurs vers la zone Russie-Chine ?

Le ministère des Affaires étrangères a une vocation universelle, donc il se doit d'être présent, même avec des structures parfois petites, dans beaucoup de pays du monde où nos intérêts sont souvent assez marginaux. Le Service, lui, a la souplesse, en fonction des crises, de se réarticuler par rapport aux priorités. En ce sens, nous sommes agiles.

Ne pourrait-on imaginer, vu la multiplication des crises[13]*, que la DGSE ait besoin d'augmenter ses effectifs ?*

Je n'ai jamais considéré que la course à l'effectif était la réponse pour être plus efficace. Je pense que nous avons aujourd'hui, et je le dis en sincérité, les moyens nécessaires à l'accomplissement de nos missions. Les gouvernements français à travers les années, et sûrement depuis l'élection du président de la République en 2017, ont donné aux services de renseignement des moyens importants, qui nous permettent de recruter et d'avoir les éléments techniques nécessaires. Les budgets ont augmenté de manière considérable. Dans la [nouvelle] LPM[14], les services de renseignement dépendant du ministère des Armées (DGSE, mais aussi DRM et DRSD[15]) [ont] un budget d'environ 5 milliards d'euros sur la période, ce qui est très conséquent. Mon ambition, c'est de rester dans le peloton de tête des grands services occidentaux. Nous le sommes aujourd'hui, et nous devons le rester […]. Si je regarde les autres services

de la communauté occidentale, en général, en Allemagne, en Angleterre, ils sont plus nombreux. Sont-ils plus efficaces ? Je ne crois pas.

Parce que leur relation avec l'exécutif est différente ?

Ce sont d'excellents partenaires, mais le nombre n'explique pas tout. Notre ratio coût-efficacité est toujours très satisfaisant. Sans doute aussi parce que nos autorités ont fait des choix à travers les années de mutualiser à la DGSE les moyens techniques du renseignement français pour optimiser et éviter les duplications des différents services de renseignement. Donc, nous avons une capacité d'agir qui nous permet davantage d'agilité et d'optimisation.

Nous parlions d'anticipation. Quelle lecture faites-vous des menaces à venir pour la France avec l'évolution des technologies ? Les espions de demain seront-ils des cyber-espions ?

Aujourd'hui, on parle beaucoup des guerres hybrides. Ça veut dire quoi ? Qu'on recourt à des moyens militaires et non militaires, à des techniques assumées et non assumables. Qu'on recourt beaucoup aux actions cyber. Les menaces qui pèsent sur notre pays sont donc d'ordre classique, la projection de terroristes depuis des territoires éloignés. Deuxièmement, ce sont des menaces de ce qui est appelé la djihado-sphère, la manière dont, par les réseaux sociaux, on peut inciter un certain nombre, je dirais, d'esprits faibles, à commettre des attentats sur le territoire français. C'est quelque chose sur lequel on travaille beaucoup avec nos camarades de la DGSI particulièrement. Et puis, vous avez des menaces autres. D'abord, des menaces liées à la grande criminalité organisée. Et puis, des menaces liées au cyber. Beaucoup de cyberattaques sont lancées contre notre pays, nos institutions, nos entreprises. Avec un objectif qui peut être, soit de fragiliser nos systèmes d'information, soit de faire chanter nos entreprises et d'exiger des rançons. Avec l'Anssi[16], nous sommes extrêmement vigilants. Ces attaques sont multidimensionnelles. Nous

pouvons être attaqués par des hackers qui se trouvent dans un pays d'Asie du Sud-Est, mobilisés par un grand pays d'Asie et qui vont s'en prendre à des institutions. Ou alors nous pouvons être attaqués directement dans des infrastructures vitales. Le travail de la communauté nationale du renseignement, et pas que de la DGSE, c'est de prendre en compte la diversité de ces menaces, chacun selon ses capacités propres.

L'explosion des nouvelles technologies, la biométrie, ne signent-elles pas la mort de l'espion à l'ancienne ?

Vous posez un problème important : comment maintient-on la clandestinité dans un monde numérisé avec la biométrie, la reconnaissance faciale, etc. ? Ce n'est pas la mort de l'espionnage à l'ancienne, c'est l'adaptation de l'espionnage à ces techniques nouvelles. Nous devons les utiliser à notre profit, et par ailleurs, nous en prémunir pour rester dans notre action traditionnelle. C'est toutes ces murailles numériques, ces défis technologiques, que cette maison se doit de relever et c'est ça, son travail, et c'est ça, ma responsabilité.

De manière anecdotique, une crise comme le Covid, avec les limites imposées aux déplacements, a-t-elle affecté la DGSE ?

Bien sûr. Comme toutes les administrations d'État, nous avons dû respecter les précautions données par le gouvernement mais jamais, pas une seconde, la protection de ce pays n'a été interrompue pendant la crise du Covid. [Car] les terroristes d'Al-Qaïda, de l'État islamique au Grand Sahara, n'ont pas posé la moto, ni la kalachnikov, pour mettre un masque et aller se faire vacciner. Ils ont continué à tuer, à harceler et à nuire à nos intérêts.

Avec l'Ukraine, le sujet du djihadisme est un peu passé au second plan. Le retrait de Barkhane[17], et le fait que certains gouvernements africains se

soient tournés vers la Russie, ont-ils eu un impact sur les opérations de la DGSE ?

Nous avons recomposé notre capacité à agir en partenariat avec les pays qui ont voulu poursuivre cette coopération, et aujourd'hui notre action reste aussi importante et vigilante. Vous dites « la Russie », [mais] ce n'est pas la Russie, c'est Wagner. Même si Wagner est un proxy de la Russie, en réalité, c'est Wagner qui est intervenu dans ces pays qui ont voulu se protéger et, d'une certaine manière, prendre des garanties pour la prolongation de leur propre pouvoir. La situation reste dangereuse et nous demeurons, avec d'autres, mobilisés dans ce combat contre le terrorisme et pour éviter la reconstitution d'États islamiques dans cette région du monde.

Quelle lecture la DGSE fait-elle de la montée du sentiment antifrançais au Sahel ?

Vous avez eu, à travers les années, tout d'abord la montée en puissance d'autres acteurs, avec les moyens diplomatiques, économiques, militaires qui sont tout à fait légitimes. Et puis, vous avez des acteurs qui ont décidé de s'en prendre aux intérêts occidentaux, dont les intérêts français. Ces acteurs, nous les voyons essentiellement comme des acteurs paraétatiques, à commencer par cette société Wagner, qui est une nébuleuse de structures de déstabilisation, et qui organise des manœuvres d'influence pour entamer nos positions. Tout cela correspond plus à une politique concertée délibérée qu'à un sentiment anti-français qui, à mon avis, n'est pas aussi puissant que ce qu'on voit quand on fait des zooms par rapport à des petites actions de déstabilisation, très médiatisées par les réseaux sociaux et par la machine de propagande de Wagner qui s'en prend beaucoup à notre pays. Cette lutte contre la manipulation de l'information a été prise en compte par les autorités françaises, notamment par la création d'une nouvelle agence, Viginum [18], qui se trouve auprès du secrétaire général pour la défense et la sécurité nationale. Nous sommes très vigilants sur tout cela et nous répondons aux attaques quand c'est le cas. Vous vous souviendrez

notamment de cette attaque, la plus grossière, la plus sordide possible, lorsque la société Wagner a inventé un charnier français à Gossi (Mali)[19]. Sur renseignement du Service, les armées ont pu révéler cette provocation sans nom. Ces gens de Wagner avaient tué des Maliens et les avaient ensuite enterrés près d'un camp où nous avions été, avec pour objectif très simple d'accuser les soldats français d'avoir tué des civils. Grâce au travail fait par les armées françaises et le Service, nous avons pu déconstruire l'image de Wagner et [démontrer qu'il était un] proxy agressif, nuisible, barbare, infréquentable de la Russie.

À l'origine, il y avait donc un renseignement du Service ?

Les armées ont reçu des renseignements du Service pour envoyer leur drone. Sans ce renseignement du Service, ces images ne seraient jamais sorties […]. On voit bien que les Wagner ont recours à des méthodes qui sont les leurs, d'une très grande violence et d'une très grande barbarie. Et donc, les populations réagissent assez mal. Wagner, en aucun cas, ne peut être un substitut à une action étatique et à une coopération internationale.

L'Afrique en bouleversement, la guerre en Ukraine, l'expansionnisme chinois : la DGSE a-t-elle la capacité d'être partout présente et pertinente ?

Nous devons rester très forts et très présents – c'est une demande de nos autorités – dans nos zones historiques d'excellence, de compétence et d'intérêt, tout en sachant, parce que le président de la République a défini une stratégie indopacifique très ambitieuse, faire un effort peut-être encore plus important dans cette région du monde. C'est une dimension majeure, qui ne nous conduit pas à des renoncements, même si nous pouvons faire des impasses sur un certain nombre de zones géographiques où, au fond, la valeur ajoutée du travail fait par le renseignement par rapport à la diplomatie n'est pas considérable. La DGSE s'adapte, bascule des moyens, des efforts. C'est une maison souple et agile.

En ce qui concerne l'Ukraine, sans doute le sujet à l'international qui préoccupe le plus les Français, quelle suite pour le conflit envisage la DGSE ?

Notre rôle, c'est de nous préparer à tous les scénarios possibles. Naturellement, le scénario que nous souhaitons, c'est de voir la Russie dans une forme d'acceptation d'un échec de son opération spéciale, d'un repli des territoires occupés et puis, d'une négociation qui devra bien, à un moment où un autre, intervenir. Pour le reste, nous nous préparons aussi sur le temps long parce que peut-être que ce conflit va être, à un moment ou à un autre, stabilisé, peut-être gelé.

On lit dans la presse qu'il y a des contacts entre services américains et russes. Cela peut-il être le cas de la DGSE ?

Les services français maintiennent les canaux ouverts avec tout le monde, c'est leur rôle, c'est notre métier.

Donc on peut l'imaginer dans cette partie-là du monde…

On peut l'imaginer.

1. Voir le chapitre « Nom de code : la réforme ».
2. La Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).
3. Cérémonie du 17 septembre 2018 à l'Hôtel des Invalides exceptionnellement fermé au public.
4. Les noms sont attribués par ordre alphabétique. La première promotion reçut donc à l'automne 2017 celui de Valentin Abeille.
5. Depuis 2020.
6. Cela se chiffre en dizaines.
7. En 2022, la DGSE a fêté le 40e anniversaire de sa création et le 80e de celle du BCRA.
8. Outre Bernard Emié, il s'agit de Jean-Claude Cousseran, Pierre Brochand et Bernard Bajolet.
9. Expression très en cours à la DGSE pour désigner l'accès à différents types d'informations classifiées en fonction du niveau d'habilitation.

10. Un capteur désigne tout ce qui peut server à recueillir du renseignement : une source humaine, une interception téléphonique, une image satellitaire…

11. La première version datait de 2014. En 2019, ont été distingués quatre enjeux prioritaires : la menace terroriste, l'anticipation des crises et de risques de rupture majeure, la défense et la promotion des intérêts économiques et industriels de la France, la lutte contre les menaces transversales (cyber, criminalité organisée, prolifération des armements…).

12. Directrice de la CIA de 2018 à 2021. Interview dans *Challenges* (24 juin 2022) : « Je considère que [les Français] sont dans le top 3 de nos partenaires. Leur expertise sur le contre-terrorisme et l'Afrique est sans équivalent. C'est aussi un service opérationnel qui n'a pas peur du risque et n'est pas paralysé par un excès de bureaucratie. »

13. L'interview a été réalisée le 12 juillet 2023. Il faut déjà ajouter les attaques terroristes menées par le Hamas le 7 octobre suivant et la réplique de l'armée israélienne dans la bande de Gaza (précision apportée en décembre 2023 au cas où d'autres crises seraient encore survenues avant la parution de cet ouvrage…).

14. Loi de programmation militaire.

15. DRM : Direction du renseignement militaire ; DRSD : Direction du renseignement et de la sécurité de la défense.

16. Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information.

17. Qui prit la suite de l'opération Serval en août 2014 et fut arrêtée en novembre 2022.

18. Créée en juillet 2021, sa mission est de détecter et de caractériser les ingérences numériques étrangères.

19. Le 21 avril 2022, l'armée française observe par drone des soldats de type caucasien enterrer des corps dans la base militaire de Gossi qu'elle avait remise aux autorités maliennes le 19.

Lionel[1], directeur administratif

« Venez ici, parce que vous allez faire des choses que vous ne ferez nulle part ailleurs. »

Pour s'entretenir avec le « DA », il faut passer les portiques de sécurité, descendre dans les sous-sols du XX^{e} arrondissement, emprunter le long tunnel devenu emblématique de la DGSE tant sa photo a été reprise, naviguer dans une caserne en chantier de modernisation, traverser le musée du Service en regrettant de ne pouvoir s'y attarder, grimper à l'étage, avoir la surprise de trouver quelques-uns des rares bureaux au goût du jour à « Mortier », enfin s'asseoir au bout d'une table tout simplement fonctionnelle qui donne sur les portraits des deux figures révérées par le maître des lieux, Arthur Rimbaud et Jean Moulin. Cette descente au cœur de la Centrale symbolise le rôle moteur de la direction. Si les membres de la DGSE sont encore ces « soutiers de la gloire » chers à Pierre Brossolette, la DA est la soute des soutiers. À elle le mandat de leur fournir absolument tout ce dont ils ont besoin, en hommes, en matériels, en finances, en textes juridiques. À sa tête depuis 2019, un jeune préfet, souriant, décontracté, au discours glissant parfois mécaniquement vers les éléments de langage qu'il a rodés auprès de ses interlocuteurs institutionnels. Car pour toujours recruter les meilleurs éléments et décrocher des rallonges de crédits, mieux vaut avoir patiemment aiguisé ses arguments.

*

Quelles sont les missions de la direction de l'administration (DA) ?

D'abord, c'est un soutien RH : le recrutement, la gestion des personnels, civils, militaires, c'est la richesse principale de notre maison. C'est ensuite le service financier – ce n'est pas neutre car à la DGSE, on gère les fonds spéciaux qui sont le gage de la clandestinité et de l'anonymat du financement de nos opérations. C'est la direction qui fait la formation des agents. Ça aussi, c'est quelque chose d'absolument capital : former des espions, on ne peut le faire qu'en interne. On gère la logistique : restauration, transport, impression, infographie. Et puis, c'est le service immobilier ; on est autonomes pour construire nos projets. La DGSE [par ailleurs] est implantée dans le monde entier. Donc, c'est soutenir les implantations du Service dans tous les pays et parfois dans des zones très exposées.

Voyons tout d'abord l'aspect financier. Quel est le budget de la DGSE ?

À peu près 1 milliard d'euros. La moitié, ce sont des dépenses d'investissement et de fonctionnement, ce qui est un ratio assez élevé. Nous gérons des fonds normaux : un programme budgétaire classique permet de faire les grandes acquisitions, les ordinateurs, les calculateurs, les matériels les plus sophistiqués. Et puis, la DGSE est le premier service de l'État consommateur de fonds spéciaux. Et on les gère avec beaucoup de rigueur parce qu'on a une obsession, c'est qu'on ne puisse pas nous reprocher une mauvaise utilisation. Donc, c'est beaucoup de *process*. On fait nos achats aussi, avec des procédures de marché classiques, mais qui [sont] démarqués. Et puis, nous sommes autonomes en matière de paie, ce qui est aujourd'hui singulier au sein de l'État, mais [la fiche de paie] pourrait être une manière d'identifier les agents.

L'enveloppe des fonds spéciaux attribuée à la DGSE est-elle publique ?

Non.

Un chiffre était sorti dans la presse il y a quelques années : 36 millions d'euros… Comment sont-ils utilisés : en cash, par opérations bancaires ?

Les fonds spéciaux, ce sont quelques dizaines de millions d'euros[2]. En fait, qu'est-ce qui se passe ? Une enveloppe de fonds spéciaux est attribuée au Service. Parfois, effectivement, cela peut être des billets qu'on va chercher à la Banque de France. Mais ce sont aussi des opérations comptables qui transitent par comptes bancaires, avec une relation tout à fait privilégiée avec la Banque de France. Des *process* extrêmement stricts encadrent l'utilisation de ces fonds spéciaux qui ne peuvent être débloqués qu'avec des justificatifs ou sur instruction du directeur général quand il y a des montants importants ; à ce moment-là, le DG signe une décision d'engagement. Ces fonds sont contrôlés par une institution parlementaire, la Commission de vérification des fonds spéciaux (CVFS), qui a le monopole du contrôle. Elle contrôle tout, et dans le détail. Il peut y avoir, je le dis très clairement, des pertes – un agent peut très bien perdre des sommes, en général des toutes petites sommes – auquel cas, tout de suite, il y a une vérification. Chacun doit rendre compte des fonds qui auraient pu disparaître pour une raison x ou y. C'est très rare, mais nous sommes capables de justifier à l'euro près la totalité des fonds qui nous sont octroyés. Il y va de la crédibilité et du professionnalisme de nos agents.

Cela présuppose que tout agent à l'étranger doit demander des justificatifs chaque fois qu'il engage une dépense ?

Tout poste à l'étranger dispose d'une enveloppe de fonds spéciaux et tout agent qui utilise ces fonds spéciaux doit justifier de l'emploi, de manière très précise.

Y compris l'agent clandestin lorsqu'il prend un taxi, va à l'hôtel… ?

Quand un agent prend un café, il doit fournir la pièce justificative [expliquant] pourquoi il a utilisé les fonds spéciaux pour inviter quelqu'un. C'est normal. Ce sont des fonds de nature particulière et il est absolument essentiel qu'on soit capable d'avoir une traçabilité impeccable, parfaite, exhaustive. On n'a pas eu d'écart qu'on n'ait été capables de justifier.

Il n'y a pas de contradiction avec l'exercice de la clandestinité ?

Les gens qui nous contrôlent trouvent parfois qu'on est presque trop exigeants dans les justificatifs demandés. Peut-être que l'usage n'est pas suffisamment souple. En même temps, dans la formation de nos agents, il y a des formations sur l'utilisation de ces fonds spéciaux.

Mais si un agent fait des dépenses à l'étranger, les justificatifs qu'il va rapporter ne permettront-ils pas de lever un peu le voile sur sa mission ?

À la DA, nous ne connaissons pas les motifs opérationnels. Une opération sensible peut tout à coup nécessiter une demande extraordinaire. Qui attribue les fonds spéciaux dans l'État ? Le Premier ministre. Donc, soit l'enveloppe annuelle est suffisante – et grâce à un effort de sincérité ces dernières années, on a eu des enveloppes qui correspondaient à nos besoins. Soit nous n'avons pas les fonds nécessaires et on peut demander au Premier ministre d'abonder. On explique pourquoi, mais nous, nous sommes ensuite comptables de l'utilisation. Donc, il y a des justificatifs. Après, c'est le rôle de la CVFS de procéder à des contrôles. Normalement, on ne montre pas les opérations en cours, mais elle peut avoir connaissance dans le détail d'une opération passée.

Imaginons une demande de rançon dans le cadre d'une affaire d'otages, cela peut-il vous concerner ?

Ce qui peut impacter un service comme le nôtre, c'est que, pour libérer des otages, on peut avoir besoin de mobiliser des fonds importants pour une opération. Pas pour payer des rançons. Sur décision du DG, on peut

mobiliser une somme pour envoyer des agents sur place, faire des opérations de renseignement qui peuvent être onéreuses. Vous parlez d'otages, mais il y a d'autres types d'opérations exceptionnelles qui justifient l'emploi de fonds spéciaux. La crise ukrainienne par exemple : on a réorganisé notre service, on a mobilisé des agents et, dans ce cadre, on a mobilisé des fonds.

Quel est le mode opératoire de la CVFS ?

Ces parlementaires accrédités peuvent venir chez nous et procèdent au contrôle des pièces qu'ils demandent. C'est eux qui déterminent le champ de leur contrôle et ils ont la capacité de contrôler la totalité des fonds spéciaux du Service s'ils le souhaitent. C'est un examen annuel.

Et vous y êtes contraints ?

Absolument. Mais de manière très naturelle. Le Service s'y soumet comme il se soumet à de nombreux contrôles de ses techniques d'interception aussi […]. Parfois ça peut être lourd, je ne vous le cache pas. Mais de mon point de vue, il est absolument normal qu'un service aussi sensible que la DGSE fasse l'objet de contrôles. Il est vrai aussi que ces contrôles sont adaptés. La plupart des parlementaires sont placés sous le secret-défense, ils relèvent de la Délégation parlementaire au renseignement. De l'expérience que je peux avoir, sur trois ans, on a un dialogue tout à fait sain, positif, et d'ailleurs les parlementaires font parfois des recommandations d'usage qui sont tout à fait utiles. Ce qui serait problématique, c'est si ce contrôle entravait l'action, mais ce n'est pas du tout ce qui se passe aujourd'hui.

Pas de contradiction là non plus entre un service dit secret et le fait de devoir échanger avec des parlementaires ?

Service secret ne veut pas dire service qui n'est pas contrôlé. Ce qui est important, c'est que la procédure de contrôle soit adaptée. Le rapport n'est

pas rendu public. Nous avons régulièrement des auditions parlementaires – Commission de défense de l'Assemblée nationale, du Sénat, Délégation parlementaire au renseignement à l'Assemblée nationale.

Le budget de la DGSE est concerné par la loi de programmation militaire qui est en pleine discussion[3]*. Sera-t-il en augmentation ?*

Nous étions dans la LPM 2019-2025, et nous sommes en train de travailler pour élaborer la nouvelle qui va commencer en 2024 et s'achever en 2030. Le ministre des Armées a annoncé que les services de renseignement allaient voir [leur] enveloppe augmenter de 60 %. Sous l'impulsion du gouvernement, grâce au Parlement, nous avons des moyens qui sont en augmentation régulière sur les vingt dernières années. Je ne sais pas s'il faut s'en réjouir, c'est le signe qu'on a un service sollicité du fait du contexte international. En tout cas, nos moyens sont utilisés pour répondre à la commande publique. Notamment, nous avons le financement de notre projet de déménagement au Fort-Neuf de Vincennes.

Est-il acté ?

Le président de la République a annoncé le 6 mai 2021 que le Service allait déménager. Ces fonds ont été votés par le Parlement en loi de finances initiale, et ils sont aujourd'hui dans la LPM 2024-2030 où il est écrit que le Service concrétisera son déménagement à l'horizon 2029-2030.

C'est un peu une arlésienne…

Le projet est inscrit en tant que tel dans la nouvelle LPM, donc le Parlement va être saisi pour confirmer les crédits déjà votés. Les principaux services de renseignement étrangers qui travaillent avec la DGSE se sont eux-mêmes dotés de nouveaux sièges, donc pour nous c'est important de mener à bien cette opération qui est aussi importante pour améliorer l'efficacité du Service.

La date de début des travaux est-elle fixée ?

Notre objectif est de signer le marché en 2023, donc la consultation est en cours. Nous disposons des droits à construire, c'est déjà fondamental, et l'objectif est de commencer les travaux en 2025, après les Jeux olympiques et paralympiques de Paris, parce que les armées vont rester sur le site de Vincennes, notamment pour loger les soldats de l'opération Sentinelle mobilisés pour la sécurité des JO. L'idée est de commencer les travaux en 2025 et de nous installer en 2030.

Que deviendra le siège actuel ?

La caserne Mortier du XIX^e^ siècle est inadaptée pour la mission qui est la nôtre. Il reviendra au ministère des Armées de la céder [ou] de la conserver comme une emprise dans l'Est parisien.

Cela va être un déchirement pour certains…

Nous sommes sur le site de Mortier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, donc forcément il y a une histoire. Les agents parfois [y] ont fait la totalité de leur parcours professionnel. Mais nous sommes ici avec des ingénieurs, des militaires, dans Paris, et c'est fondamental de leur donner des conditions de vie adaptées aux besoins de la vie moderne : des installations de sport, de restauration… On ne peut pas le faire dans le site actuel. Pour nous, déménager, c'est un enjeu de qualité de vie au travail. On ne fait pas de télétravail à la DGSE. Très peu. Donc il faut que les agents susceptibles d'aller travailler dans les grands groupes d'informatique mondiaux trouvent chez nous des conditions qui les incitent à rester. Bien sûr, travailler pour la sécurité des Français, ça engage ; les gens viennent chez nous parce qu'ils ont le sens de la mission. Mais ce n'est pas satisfaisant de travailler dans des Algeco ou dans des installations précaires, mal éclairées, mal chauffées, parce que c'est un peu la réalité aujourd'hui dans certains bureaux… Les gens qui travaillent à la DGSE ont le droit d'être exigeants, ils sont exposés.

Vous avez évoqué le recrutement. Commençons par vous : vous êtes diplômé de l'ENA où longtemps la cote de la DGSE ne fut pas très élevée – c'est moins le cas. Donc, qu'êtes-vous venu chercher ?

Je suis issu du corps préfectoral. Quand on est au ministère de l'Intérieur, on n'a pas vocation à aller travailler à la DGSE. Mais c'est un ministère régalien, on a le sens de l'État, et pour moi c'était important de rester dans ce secteur régalien. Il y a eu un concours de circonstances, j'ai fait de la finance, des RH et donc, quand le poste de DA s'est libéré, mon CV a circulé, je me suis tout de suite porté candidat. Au ministère de l'Intérieur, je m'étais attaché à la figure de Jean Moulin et de Daniel Cordier. Ce sont des figures qui parlent.

Y a-t-il un casting au niveau des directeurs… ?

Je crois qu'il y avait beaucoup de candidats, donc je mesure le privilège d'être à ce poste ! C'est une maison magnifique, parfois un peu compliquée car il y a cette notion, le besoin d'en connaître : la plupart du temps, je ne sais pas tout ce qui se passe au sein du Service. Il y a des gens qui peuvent être très frustrés par ça. Moi, je pense que c'est exceptionnel parce qu'il y a ici des gens au profil incroyable. Il y a plus de deux cent quarante métiers à la DGSE. Rien qu'à la DA, il y a cent quarante métiers. Cette richesse humaine est, je crois, absolument unique. On a envie d'aider à ce que les choses fonctionnent bien.

Le dilemme existe moins au niveau des directeurs, mais dans votre entourage, les gens savent-ils que vous êtes à la DGSE ?

Nous sommes tous astreints à un certain nombre de règles de discrétion, de confidentialité, ça vaut pour les directeurs aussi, même s'il peut être plus aisé de [les] connaître […]. Nous sommes tous concernés par l'infraction du secret et c'est [d'ailleurs] la DA qui peut prendre des sanctions disciplinaires, que ce soit pour les militaires ou pour les personnels civils.

Ces sanctions sont-elles fréquentes… ?

Je n'ai pas de statistiques, mais nous sommes une institution humaine, donc il y a des écarts. Chaque année, des agents sont sanctionnés, y compris révoqués. Il nous est arrivé par exemple d'avoir des agents qui donnent une interview sans autorisation… Si un agent va contacter un journaliste d'un grand quotidien parisien pour lui expliquer ce qu'il fait, c'est très, très grave.

Gérez-vous également ceux qui ont quitté la DGSE ?

Quand vous quittez le Service, vous signez une charte d'engagement. Vous devez respecter le secret, vous n'avez pas vocation à vous exprimer sur ce que vous avez fait à la DGSE. Et un contact est maintenu. On ne quitte jamais vraiment la DGSE…

Revenons donc au recrutement, quel est le besoin de la DGSE ?

Nous recrutons plus de huit cents agents chaque année, ce qui est très important compte tenu des effectifs du Service. Et nous avons des profils extrêmement différents, c'est vraiment un des aspects les plus magiques du Service. Nous recrutons des ingénieurs qui vont aller à la DTI[4], des militaires – un cinquième de notre ressource est composée de militaires –, des attachés, des secrétaires administratifs, des fonctionnaires de catégorie C… Nous avons notre propre corps de fonctionnaires.

Quelles sont les voies d'accès ?

Soit vous passez un concours pour intégrer le corps de la DGSE. Pour les attachés, il faut savoir qu'il y a mille candidats pour une vingtaine de places, c'est un des concours les plus sélectifs de la place de Paris. Mais aujourd'hui, plus de la moitié de nos recrutements sont faits par la voie du contrat. Une modalité excessivement souple, qui convient aux générations d'aujourd'hui qui prennent à la fois un engagement, mais qui peuvent

vouloir évoluer au bout d'un certain temps. Et puis, chaque année, nous recrutons des militaires de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine[5].

Laissez-vous les gens venir à vous ou allez-vous les chercher ?

Nous sommes extrêmement mobilisés pour recruter parce que nous sommes, comme les autres, soumis à vive concurrence dans des métiers souvent en tension, je pense aux métiers informatiques par exemple. Donc, nous allons sur les réseaux sociaux utilisés par les jeunes : Welcome to the Jungle, Job Teaser, éventuellement LinkedIn. Nous sommes présents dans les forums. Il faut savoir qu'entrer à la DGSE n'est pas neutre. On met six à neuf mois. Parce qu'entre le moment où quelqu'un a manifesté un intérêt et le moment où il va véritablement travailler chez nous, il subit une évaluation psychologique, une enquête de sécurité et il doit obtenir une habilitation spéciale de sécurité.

Il y a des légendes selon lesquelles la DGSE dispose de relais dans certains établissements d'enseignement…

Nous avons des relations avec des écoles d'ingénieurs qui envoient naturellement des gens chez nous, et nous avons des relations privilégiées, en tout cas suivies, avec un certain nombre d'établissements. Nous venons [y] présenter le Service pour qu'en amont les jeunes soient informés [que] ça peut être intéressant dans un premier parcours de carrière de commencer à travailler chez nous.

Que dites-vous à un jeune élève d'écoles scientifiques sachant qu'il peut gagner deux fois plus dans les Gafam ?

Je crois que les gens aujourd'hui, les jeunes particulièrement, ont besoin d'avoir un métier qui a du sens. Chez nous, ça a du sens. Et puis, on n'est pas si mal payés que ça en début de parcours professionnel, notamment pour les jeunes ingénieurs. Évidemment, au bout de cinq ans, de dix ans, il

vaut mieux aller travailler dans une entreprise privée, je ne le cacherai pas. Mais les jeunes restent chez nous, même au-delà de dix ans, parce qu'à un moment donné, ils trouvent un épanouissement, une valorisation, une reconnaissance dans l'utilité de ce qu'ils font.

On a pourtant parlé il y a quelque temps d'un taux de départs important à la DGSE ?

Les fonctionnaires ont vocation à faire carrière chez nous. Pour les contractuels, au bout de six ans, ils sont, comme on dit, CDI-sés, et ils peuvent rester autant de temps qu'ils veulent. Mais on a beaucoup de populations très compétitives sur le marché du travail qui, très naturellement, au bout de sept-huit ans, ont envie de partir travailler en province, de fonder une famille ou qui ont des opportunités ailleurs. Ce modèle nous convient bien parce que nous avons besoin de renouveler nos populations. C'est vrai qu'après la crise Covid, on a eu plus de départs que les autres années, et ça, ce n'est pas satisfaisant, notamment lorsque les gens nous quittent après trois ou quatre ans chez nous, c'est-à-dire au moment où ils sont le plus opérationnels. Donc, on a obtenu, grâce au ministre des Armées, M. Lecornu, une revalorisation de nos contractuels et ce flux de départs s'est tari.

Une volonté également de recruter plus de femmes qui, selon le DG, représentent un tiers de l'effectif ?

Nous sommes un service qui n'est pas suffisamment féminisé. On a des excuses, parce qu'on recrute des ingénieurs, des militaires, des populations par nature peu féminisées. Mais on s'est dotés d'un plan égalité hommes-femmes, qui est [celui] du ministère des Armées, très complet, avec une volonté d'assurer des rémunérations égales entre les hommes et les femmes. Tous nos jurys aujourd'hui sont féminisés à parité. Nous ne sommes pas [non plus] suffisamment représentatifs de la diversité de la société, encore une fois parce que les métiers qu'on recrute ont tout de même un biais.

Une fois la personne admise par concours ou contrat, peut-elle encore se voir barrer l'accès à la DGSE ?

Nous menons une enquête de sécurité extrêmement rigoureuse qui conduit à écarter des agents dont le profil nous intéressait initialement. Par exemple, on a besoin de gens qui parlent farsi, mais si vous avez de la famille en Iran, cette famille peut être utilisée contre vous. Donc, avoir de la famille dans un pays sensible – ce n'est pas le fait d'être binational, on a beaucoup de binationaux à la DGSE –, ça peut être rédhibitoire. Vous ne devez pas avoir de casier judiciaire, vous devez avoir un comportement de vie exemplaire. Vous ne devez pas consommer de drogue. Si vous avez une addiction aux jeux, c'est une vulnérabilité.

Vous évoquez les binationaux. Autrefois ils ont pu être interdits…

La binationalité peut être un frein au recrutement si vous avez la nationalité d'un pays sensible, et de la famille qui vit là-bas. Évidemment, à l'heure de l'invasion russe en Ukraine, avoir une belle-famille ou une famille en Russie, ce sera un obstacle.

Et ceux qui étaient déjà à la DGSE, et qui ont des attaches avec le monde russe ?

L'habilitation spéciale de sécurité est revisitée. Et s'il arrivait qu'on décèle une vulnérabilité, on pourrait prendre des mesures pour écarter un agent d'une mission, voire du Service.

La DA a la charge de la formation. Comment celle-ci se décompose-t-elle ?

Si vous entrez pour être ingénieur à la DTI, souvent vous disposez déjà des connaissances qui vous permettent de rapidement intégrer votre service. Mais si vous voulez devenir espion, on n'apprend à être espion qu'ici. Il faut savoir que c'est très long. Quand vous intégrez la DGSE, vous faites un stage de plusieurs mois qui vous donne des techniques opérationnelles pour

acquérir du renseignement humain. Ensuite, vous devenez analyste pendant plusieurs années. Et au bout de quatre, cinq, six ans, sept ans, vous allez faire un autre stage qui dure à nouveau plusieurs mois. Et ce n'est qu'à l'issue que vous devenez « officier traitant » (OT), espion. L'engagement à la DGSE est sur le long terme.

Tout analyste devient OT ?

On a besoin de tout le monde à la DGSE, mais tout le monde n'a pas les qualités pour être officier traitant. Cela ne veut pas dire que vous n'êtes pas utile !

En quoi consistent les tout premiers mois de formation ?

Pour l'agent qui intègre la DGSE, s'il entre dans la voie de la recherche humaine, il va apprendre les techniques de manipulation. Ce sont des formations maison [qui] reposent sur des cours théoriques, la diffusion de films parfois connus, mais tout à fait illustratifs de ce que l'on attend, et puis, des tests pratiques, régulièrement, sur le terrain, avec des validations d'acquisition.

Après ce premier stage, les agents deviennent donc analystes.

C'est le fondement de tout agent au Service. Ils sont analystes dans un des centres de mission et acquièrent une expertise dans un domaine de compétence. Après plusieurs années comme analyste, à l'issue d'une deuxième formation qui leur permet de devenir OT, [ils] peuvent être affectés en poste à l'étranger.

En quoi consiste cette seconde période de formation ?

Il faut deux stages pour devenir véritablement espion et le deuxième est un stage d'aguerrissement où, pour de vrai, on met en œuvre toutes les compétences pour recruter et traiter une source, avec des exercices pratiques. Je pense à ce film, *Spy Game*, où l'on demande d'entrer dans le

logement d'une personne inconnue et de saluer à la fenêtre[6]. Voilà un exemple, en termes de référence, de ce que l'on peut demander.

Peut-on faire toute sa carrière comme OT ?

On peut être OT jusqu'à la retraite. Il y a des profils d'agents qui n'ont envie que de ça, d'être sur le terrain. Nous, notre travail, c'est qu'on alterne les postes à l'étranger et en centrale. Je pense que c'est indispensable d'avoir ce va-et-vient, cette respiration.

Grâce à vos contacts avec vos homologues étrangers, savez-vous si les formations se ressemblent ? Y a-t-il une patte DGSE ?

La formation, c'est vraiment quelque chose de très sensible pour nous. Parce qu'en réalité, les techniques qui permettent de devenir espion, OT, sont héritées du BCRA. Donc, autant il y a des échanges réguliers avec d'autres services, et notamment avec la DGSI, sur les techniques de filature, d'espionnage, autant sur les techniques qui nous sont propres, il n'y a aucun échange, et encore moins avec les services étrangers.

Cela fait partie des trésors d'un service.

Absolument.

1. L'identité du directeur de l'administration est facilement retrouvable sur la Toile. Nous ne le citerons pas ici, seule celle du directeur général pouvant désormais être rendue publique (auparavant celle du directeur technique l'était aussi). C'est pourquoi la plupart des intervenants de cette enquête apparaîtront sous le pseudo qu'ils se sont choisi.

2. L'enveloppe globale des fonds spéciaux à la disposition de l'exécutif est publique : elle s'élève en 2023 à 76 millions d'euros. C'est la répartition entre les services qui est couverte par le secret.

3. L'interview a eu lieu à la fin du printemps 2023.

4. Direction technique et de l'innovation.

5. Au sein de la promotion concernée par l'« amphi filiation » décrit en introduction, plus de 50 % des recrues se destinaient à la DTI, 17 % à la direction de l'administration, 15 % aux centres de mission et 7 % à la Direction de la recherche et des opérations.

6. Un formateur de la CIA, incarné par Robert Redford, demande à une recrue, Brad Pitt, de se montrer à la fenêtre d'un appartement désigné au hasard.

Jérémie, officier traitant contre-terrorisme

« La force d'un service de renseignement, c'est sa mémoire. »

Si, au gré de la tyrannie de son agenda, Bernard Émié fut le dernier de nos vingt témoins, Jérémie fut le premier. Avec lui, tout était donc à découvrir. L'antre tout d'abord de son centre de mission, le CT, contreterrorisme. À elle seule, une ode au déménagement à Vincennes : des locaux restés dans le jus des années 1980, mais équipés bien entendu de tout ce qu'il faut en matière informatique, ici encore un drapeau piqué à Daech, là des portraits de djihadistes qui seraient peut-être flattés d'apprendre qu'ils font l'objet de tant d'attentions de la part d'un grand service occidental. Jérémie n'a qu'un peu plus de 40 ans, mais il leur en a déjà consacré dix. Son témoignage a été retenu car la DGSE a accepté de raconter l'une de ses opérations de longue haleine, la traque des auteurs d'un attentat commis en Mauritanie en 2007. Jérémie en fut l'un des acteurs majeurs. Mais parce que la réussite d'une enquête dépend beaucoup de la qualité des enquêteurs, voyons déjà avec lui comment, d'un étudiant, la DGSE fait un officier traitant.

*

Le fait d'appartenir à une institution dont, comme le disait John Kennedy, seuls les échecs seront connus, est-il pesant à la longue ?

Je ne sais pas si les gens retiennent essentiellement les échecs. Je pense qu'ils ont une vision naturellement romancée des services et donc de la DGSE. Et elle est plutôt habitée par les œuvres de fiction. Il y a eu quelques échecs retentissants, mais j'ai l'impression qu'ils appartiennent plus à l'histoire, je pense au *Rainbow Warrior*[1].

Est-ce pour vous une gêne de ne jamais pouvoir partager ce que vous faites ?

Ce n'est pas forcément une souffrance, ou un manque, à partir du moment où on a bien compris que ça faisait partie du métier, que la protection du secret est l'essence de ce qu'on fait. Avec les années, je m'y suis fait.

Quelle est votre parade quand on vous questionne sur votre travail ?

C'est d'évoquer des tâches administratives, rébarbatives. Si quelqu'un tient absolument à en savoir plus, il faut utiliser d'autres subterfuges, passer à autre chose. Les gens ont une idée assez vague de ce que fait le ministère des Armées, donc souvent, je parlais de l'Afrique, qu'on travaillait dans la coopération. [Mais] si vous tombez toujours sur quelqu'un qui est véritablement au ministère, et qui vous dit : « Ah, ouais, quel endroit ? quel bureau ? et tu connais monsieur… ? » Ça peut être des moments un peu difficiles.

Comment êtes-vous venu à la DGSE ?

Ce n'était pas véritablement un projet de longue date. J'ai fait des études de droit et de relations internationales, différents stages en Europe centrale et, début des années 2000, au Secrétariat général de la défense nationale, organe interministériel où se rencontrent les services de renseignement. À l'époque, c'était vraiment quelque chose d'assez secret. Il fallait écrire à une boîte postale parfaitement anonyme, une suite de lettres

et de chiffres. Aujourd'hui, il y a un site de la DGSE, c'est quand même beaucoup plus simple.

Quelle image en aviez-vous ?

Ce qui m'avait le plus marqué, c'est le film *Les Patriotes*[2]. Le Grand Jeu, les liens entre les nations, les intérêts de chacune, et puis la manipulation de sources humaines, avec des méthodes parfois questionnables, mais pour une bonne cause.

Et l'attrait du secret, l'adrénaline, l'action ?

Non. La chose que je venais chercher, c'était l'opportunité d'être au cœur des choses, de voir comment on lutte contre des groupes terroristes, comment les États défendent leurs intérêts au-delà de ce qu'on peut voir publiquement.

Vous avez passé le concours. En quoi consiste-t-il ?

Je pense qu'il a beaucoup évolué, mais c'était, sans surprise, des questions internationales, une épreuve importante de synthèse, deux épreuves de langue obligatoires… Un concours administratif assez classique, somme toute.

Vous vous souvenez des questions posées à l'oral ?

On m'a demandé de décrire en dix minutes une géopolitique du sport, quelque chose qui, *a priori*, n'a pas de lien direct avec le renseignement. Mais à un moment, le président du jury m'a dit : « Vous savez qu'ici on est là pour recruter des individus, les faire trahir ?… »

Vous êtes donc reçu. Comment se déroulent les tout premiers jours ?

On passe par de nombreux bâtiments parfaitement inconnus. Et ce qui frappe, c'est que souvent ils sont anonymes : des numéros, des lettres, rien de très explicite. On vous donne un numéro d'immatriculation, et puis

après, on vous amène face à la structure à laquelle on vous a affecté, en ce qui me concerne le contre-terrorisme.

Dans une zone géographique particulière ?

Oui. J'ai été [engagé] sur le radicalisme islamique et les menaces terroristes, au tout début, en Afrique saharienne.

Quelque chose dans votre cursus vous y prédestinait ?

Je n'avais jamais mis les pieds en Afrique. Et je ne parle pas arabe…

Comment alors êtes-vous formé à ces dossiers ?

La première approche avec l'action de la DGSE, c'est ces « notes de renseignement », qui sont le produit raffiné après que le renseignement a été recueilli de sources humaines, techniques ou opérationnelles. On a un point de vue sur les actes de tel groupe terroriste, de tel émir qui a proféré des menaces contre la France, et puis, il y a des descriptions géopolitiques [sur] comment les groupes terroristes fonctionnent à l'échelle d'une région comme l'Afrique du Nord et la bande sahélo-saharienne (BSS).

Quelle est la finalité des notes de renseignement ?

C'est véritablement la parole de la DGSE vis-à-vis de nos grands destinataires, donc en premier lieu l'exécutif, l'Élysée, aussi tous les ministères, le ministère des Armées, le Quai d'Orsay, le ministère de l'Intérieur…

Quelle sensation retirez-vous donc de la lecture de toutes ces notes ? Êtes-vous impressionné par les connaissances à disposition de la DGSE ?

Pour être tout à fait honnête, la première chose qu'on se dit, c'est : « Qu'est-ce que je fais là ? » Passé ce moment de doute, qui est humain, on se rend compte qu'on entre dans une équipe [avec] des gens expérimentés qui sont là pour transmettre. Et puis, on a le temps de se former, d'acquérir

les connaissances, les techniques nécessaires pour exploiter le renseignement, un certain nombre d'outils et avant tout, l'archivage. La force d'un service de renseignement, c'est sa mémoire. Une des premières actions qu'on [apprend] en particulier quand on parle de réseau criminel ou terroriste, c'est comment on reçoit l'information de nos postes extérieurs, des flux techniques, de [nos] partenaires, et comment on intègre ça dans une base. Parce que, le jour où il y a une menace, une attaque, souvent, c'est quelques éléments d'informations, des bribes. Et c'est là que notre capacité à solliciter notre base de données, à mobiliser une connaissance humaine, permet de reconstruire ce qui, au départ, est presque toujours un puzzle, avec peu de pièces.

Il existe à la DGSE une sorte d'Intranet, où vous pouvez entrer des mots-clés ?

Oui, c'est ça. L'outil permet à la fois d'entrer les données, les individus signalés, les numéros de téléphone, les localisations géographiques et ensuite de requêter, de poser des questions pour reconstituer des réseaux.

Comme jeune arrivant, vous aviez accès à l'ensemble de la base de données ?

S'il y a une donnée sensible au Service, c'est celle qui a trait aux sources humaines. La protection de l'identité de ces sources, c'est vraiment « la » chose à protéger. Donc on y accède un peu plus tard, quand on a démontré qu'on maîtrise les mesures de sécurité.

Combien de temps cette période d'acquisition dure-t-elle ?

Avant un an, c'est un peu difficile de bien cerner l'ensemble de ce qu'est capable de faire le Service, d'être capable de proposer des choses.

Vous allez ensuite suivre, comme évoqué par le directeur de l'administration, la formation d'officier traitant (OT). Quelle définition en

donneriez-vous ?

L'OT, c'est la personne chargée par le Service de rencontrer une source et d'échanger avec elle pour obtenir les renseignements. Il a, à sa charge, la sécurité de la manipulation, c'est-à-dire si la personne semble plus stressée, dispersée que d'habitude, de bien comprendre si la personne est toujours en phase avec le type de dialogue qu'on veut avoir avec elle.

Tout fonctionnaire à la DGSE n'est pas OT.

Non. On a dans notre carrière la possibilité de faire de nombreux métiers dont celui-là, de faire de la recherche humaine, mais aussi d'être un analyste du renseignement, d'avoir une pensée géopolitique, de réfléchir à des dispositifs techniques. La DGSE est un service intégré, ça crée, je pense, une culture générale des métiers du renseignement qui est une force.

Dans le grand public, on parle plutôt d'« agent secret », d'« espion », vous vous y retrouvez ?

Chez nous, l'« agent secret » désigne plus celui qui est la cible de nos opérations, c'est-à-dire quelqu'un dont on va faire un agent de renseignement, et il est secret pour ça. « Espion », c'est une partie de l'activité de la DGSE. Si on me demande comment je me définirais, je suis un officier de renseignement.

Quels sont donc les enseignements de la formation des OT ?

Comment on exploite du renseignement ? Comment on le reçoit ? Comment orienter nos différents capteurs ? Et on apprend ce qu'est le cœur de métier, ce qu'on appelle « le terrain », c'est-à-dire comment on met en œuvre un rendez-vous clandestin, comment on détecte une filature, comment on communique avec des sources clandestines, sans être repéré. Aussi, comment on aborde une personne dont on pense vouloir faire une source.

C'est un mélange de cours et d'exercices ?

Un cours théorique rappelle les règles, et ensuite, il y a des mises en pratique, au départ dans Paris, puis en France, pour mettre en œuvre concrètement ses contacts, sa sécurité personnelle, être capable de se rendre jusqu'à un endroit, s'assurer qu'on n'a pas été suivi ni repéré, convenir d'un rendez-vous avec une personne, que la personne ait envie de ce rendez-vous sans pour autant connaître la véritable finalité de ce contact, s'assurer qu'elle arrive sans personne derrière, que l'entretien se passe dans des conditions de discrétion optimale. Et puis, essayer de comprendre comment elle fonctionne, vérifier que ce qu'elle sait présente un intérêt, [enfin] savoir si on doit se dévoiler à un moment vers cette personne et lui dire qu'en fait, on travaille pour un service français.

Les exercices se déroulent en conditions réelles ?

Il y a d'abord des exercices avec des gens du Service, qui jouent le rôle, et puis des exercices réels, où on va vraiment au contact d'individus intéressants pour le Service.

Vous souvenez-vous d'un exercice en particulier ?

C'est vraiment le premier niveau : on vous lâche dans n'importe quel endroit dans Paris où il y a une activité sociale, classiquement un bar, on vous pointe quelqu'un, et après il faut aller vers la personne, engager la conversation, et le but, c'est de savoir ce qu'[elle] fait, le moyen de la recontacter ensuite […]. C'est une première approche intéressante parce que, ensuite, quand on le fait sur un véritable objectif, ça se fait avec une étude approfondie. C'est-à-dire que pour approcher quelqu'un dans de bonnes conditions, un haut fonctionnaire, un militaire, quelqu'un d'un autre service de renseignement, [cela] se travaille énormément en amont pour ne pas éveiller de soupçons.

L'apprentissage de la filature se déroule dans les mêmes conditions ?

Ce qu'on apprend en premier, chez nous, c'est la contre-filature. L'idée est d'évoluer sans avoir l'air d'un espion. Ça demande une connaissance des lieux, parce que si on se retourne avec un regard inquiet, ou paranoïaque, assez rapidement on va confirmer aux gens derrière, s'ils sont là, qu'ils suivent la bonne personne. La grande maxime dans la discipline : « C'est le terrain qui commande. » On nous apprend des techniques, des habitudes, des repères, mais il faut bien savoir que ça ne se passe jamais comme ça.

Cela vous est-il arrivé par la suite de vous sentir suivi ?

Les phases les plus sensibles que j'ai rencontrées, j'étais dans le nord du Burkina Faso, dans une zone où il n'y a plus de forces de sécurité, plus rien. Et effectivement, quand on se déplace avec un pick-up, qu'un nuage de fumée apparaît à l'horizon, qu'on sait qu'il y a un certain nombre de maquis djihadistes de l'autre côté de la frontière, ça crée assez rapidement une forme de tension…

Au cours de cette formation, vous apprenez également à manipuler une source, c'est-à-dire à l'amener à lui faire trahir son pays, sa cause. Cela vous pose-t-il un cas de conscience ?

La question qu'il faut se poser, c'est : quel est l'objectif ? Quand on amène quelqu'un à trahir, ça ne veut pas dire forcément l'amener à se compromettre, en tout cas vis-à-vis de son pays, de ses fonctions, de son service. On a à cœur la sécurité de la personne avec laquelle on parle, ne serait-ce que pour sa propre sécurité. Ensuite, les personnes qui choisissent d'aider la France, en conscience, donc en trahissant, on prend un grand soin de protéger leur activité et de les soutenir en cas de problèmes. Après, il peut toujours arriver des cas de figure où ça se passe mal…

Les sources, pour votre part, ont-elles conscience que vous appartenez à la DGSE ?

Pas nécessairement. Souvent c'est important que la personne ait conscience de transmettre des informations qu'elle ne devrait pas transmettre, parce que ça crée une relation, un lien important, utile. En revanche, il n'y a pas nécessairement à dire qu'on est de tel ou tel service.

Les Russes privilégient le chantage, la force. Qu'en est-il des Français ?

Culturellement, le Service n'utilise pas la contrainte […], ce n'est pas la bonne méthode pour avoir une collaboration durable. Les individus ont besoin de soutien, ils ont des projets, ça peut être un soutien médical, des financements bien sûr, ça peut être aider un parent… On essaie d'identifier là où on peut, finalement, rendre la personne redevable, et donc générer une coopération.

Une source peut-elle être utilisée sur une longue durée ?

Les statistiques n'existent pas, en tout cas je n'en ai pas connaissance. Mais oui, ça peut durer de nombreuses années en fonction de la position des individus et de leurs profils.

Les sources se transmettent alors au sein du Service ?

C'est la règle. Une source n'appartient pas à l'OT qui la voit, même si un lien personnel se crée très souvent, surtout si c'est une personne qu'on a recrutée soi-même. Les sources appartiennent au Service.

Une base de données réunit-elle, et classe-t-elle, toutes les sources de la DGSE ?

Oui, il y a des profils extrêmement variés. On peut avoir besoin de sources de très haut niveau qui vont être entourées d'énormément de sécurité, parce que la personne pour le coup risque sa vie. Et parfois, on a juste besoin de quelqu'un qui vend des puces téléphoniques, à côté du bon puits dans une partie du Sahel, où des djihadistes passent, parce qu'il a un prétexte naturel pour être là, parce qu'il voyage régulièrement…

Est-ce qu'on mesure la force d'un service au nombre de ses sources ?

Non, c'est vraiment la qualité qui fait la différence. La sécurité du monde, les relations internationales, la prolifération nucléaire, le contre-terrorisme, la criminalité organisée : le champ d'action [de la DGSE] est si vaste que nécessairement il y a beaucoup de sources, mais la vraie plus-value du Service, c'est quand elle a un nombre de sources, même restreint, vraiment au cœur des réseaux qui nous intéressent.

Pour en terminer avec la formation d'OT, apprend-on également à transmettre un renseignement depuis l'étranger ?

Oui. Il y a tout un ensemble de techniques, d'appareils qui permettent de transmettre plus ou moins discrètement, suivant le niveau de surveillance auquel on peut être exposé. Si on a une grosse équipe sur zone, il y a juste à rejoindre le quartier général où il y a toute facilité pour écrire, parler, envoyer des éléments vers la Centrale. Si on est dans une zone où il n'y a pas de représentation française, un tas de gadgets ou de méthodes permettent d'envoyer toutes formes d'éléments audios, écrits…

Le directeur administratif a exposé que les OT peuvent accomplir un second stage dans leur cursus…

Oui, ce stage valide pour partir à l'étranger, traiter des sources, en recruter et ensuite les traiter […]. J'ai dû le faire environ cinq ans après mon arrivée au Service. On met vraiment en œuvre, sur des objectifs réels notamment, tous les savoir-faire accumulés.

Quand prend-on conscience du risque encouru ?

Je pense qu'il faut l'avoir en tête. Effectivement, si on vous envoie en Syrie, oui, vous risquez votre vie. Il faut aussi comprendre que la sécurité dans une opération, même la plus anodine, est omniprésente. C'est vraiment

une construction collective. Moi, mon expérience personnelle, c'est qu'à chaque fois des risques raisonnables ont été engagés.

1. Le 10 juillet 1985, la DGSE coule le navire amiral de Greenpeace, tuant au passage un membre de l'organisation. L'affaire tourne au scandale d'État en France et occasionne une brouille diplomatique avec la Nouvelle-Zélande.

2. Film diffusé en 1994, réalisé par Éric Rochant, également *showrunner* du *Bureau des légendes*.

Nicolas, chef de poste

« Ce n'est pas James Bond, on n'a pas un Walter PPK dans la poche. »

C'est une pièce du répertoire classique. Dont la guerre en Ukraine a permis de nouvelles représentations. Deux pays montent en tension. L'un accuse l'autre qui accuse l'un, mais l'un et l'autre conviennent, même tacitement, qu'il n'y a tout de même pas de quoi s'échanger un florilège de ce que leurs industries d'armement respectives ont mis au point. Un remède est bien pratique : une capitale annonce l'expulsion d'une liste de diplomates présentés comme des « espions » et l'autre l'imite au quart de tour. Message envoyé aux opinions publiques : l'adversaire sévissait dans l'ombre et il a été châtié ; les apparences sont sauves, de représailles menées au terme d'enquêtes rigoureuses. Mais il ne s'agit bien que d'apparences. Car, James Bond and Co. doivent-ils trépasser, les membres d'un service de renseignement étranger sont le plus souvent déclarés auprès du pays hôte. Certes pas tous. Pas ceux œuvrant depuis des années sous couverture et qui n'auraient sinon plus rien de clandestins. Mais ce qui est appelé le « poste », lui, est officieusement officiel. Jérémie a présenté le parcours d'analyste à officier traitant. Ainsi qu'il l'a avancé, pour prétendre au départ à l'étranger, le candidat doit franchir une dernière étape comme l'a fait Nicolas il y a près de vingt ans. La cinquantaine, l'homme a la

loquacité maîtrisée, et le costume ajusté, de l'emploi. Il a été, et espère encore être, « chef de poste ».

*

Comment êtes-vous arrivé à la DGSE ?

J'étais à Sciences Po au début des années 1990 et j'ai fait un DESS en défense et sécurité. Dans ce master, un camarade passait le concours de la DGSE, je n'en connaissais pas l'existence car à l'époque il était confidentiel. Je lui ai dit : « Mais, c'est ça que je veux faire ! Donne-moi l'adresse, je vais écrire. » Lui, malheureusement, a échoué, moi j'ai été accepté…

Comment s'est déroulée votre intégration ?

À l'époque, il y avait un stage de plusieurs mois avec à la fois des aspects théoriques, des mises en situation sur le terrain, notamment des stages à l'étranger.

Dès la première année ?

Oui. Une semaine dans un pays étranger sous identité fictive. On devait, sur place, effectuer des missions d'agent de terrain, et rendre compte régulièrement à notre instructeur par des moyens opérationnels démarqués.

En quoi consistaient ces missions ?

C'était plutôt essayer de se repérer dans une ville, [y] définir des itinéraires de sécurité et des lieux de contact pour pouvoir, le jour venu, [y] traiter une source. Je me souviens qu'à un moment donné je prenais des photos de boîtes aux lettres, parce qu'un tas de procédures imposent d'utiliser des signaux pour des montages[1]. Tout à coup, un monsieur est sorti d'une villa, en civil, et a commencé à me parler dans la langue locale. J'ai compris « passeport », « police ». Je lui ai dit : « Je ne comprends pas, je suis un touriste, je prends des photos. » Il a vu que je n'avais pas une tête

de malfaisant – c'était un pays très marqué par des attentats terroristes. Il m'a rendu mon passeport et j'ai quitté la zone.

Réaction de votre instructeur ?

Il m'a félicité car j'avais gardé mon sang-froid. Je n'ai pas bafouillé, j'ai décliné mon identité fictive. Pour tout vous dire, j'avais gardé mon prénom, donc ça facilitait un peu les choses. La chance que j'ai eue, c'est qu'il n'a pas été trop intrusif non plus. Si jamais il [avait voulu] expertiser l'appareil photo, dérouler les pellicules, là, ça aurait été un peu bizarre car il y avait tout un tas de photos qui n'étaient pas censées être des photos de touriste… Donc, [dans cette situation,] on avait pour consigne d'ouvrir le boîtier au soleil pour [les] rendre illisibles.

Au terme de ce stage, vous devenez analyste ?

J'ai fait trois vœux pour travailler sur l'arc de crise, la zone qui m'intéresse le plus, en gros entre la Mauritanie et l'Iran. J'ai été choisi dans la filière géopolitique qui était mon premier choix. Trois ans d'analyse sur un pays, puis trois ans chef du bureau qui gérait la région, et ensuite je suis parti comme adjoint chef de poste.

Pourriez-vous décrire le métier d'analyste, parfois présenté comme laborieux ?

Ça consiste essentiellement à recueillir du renseignement venant de différents capteurs. L'étudier, l'analyser, le mettre en perspective, le synthétiser et, à partir de ce matériau brut, sortir un matériau raffiné qui est la diffusion que l'on transmet à nos autorités […] C'est beaucoup de paperasse, mais il y a une certaine continuité par rapport aux études de sciences politiques. Et puis, c'est de l'analyse vraiment très concrète. Vous êtes extrêmement relié à l'actualité. Donc, vous n'avez pas l'impression de routine. Vous rentrez chez vous, vous allumez la télé, et ça parle du sujet que vous avez traité de manière confidentielle au bureau.

Pas de tentation alors d'en dire plus à la maison… ?

J'avais passé deux concours en même temps : la DGSE et un concours d'attaché du MinDéf[2]. J'avais été pris d'abord au MinDéf. Pendant six mois, j'ai géré des dossiers de désarmement pour les armées françaises. Donc, ma légende a été au début : « Je casse des chars pour le ministère des Armées. » Et je peux vous dire que, dans les dîners en ville, quand vous êtes entre un avocat, un banquier d'affaires et que vous dites que vous cassez des chars, très rapidement, on passe à quelqu'un d'autre autour de la table…

Vos six premières années sont donc consacrées à l'analyse.

Oui. Mais pour nous mettre le pied à l'étrier, très rapidement ils nous passaient des petites sources qu'on appelait à l'époque des « sourcinettes ». Votre chef vous convoque un jour et vous dit : « Tu es apte à traiter des gens et donc je propose de te transmettre une des sources que l'on gère au secteur. » Vous avez [alors] ce cérémonial où vous allez avec votre chef dans un café ou un local démarqué, et il vous présente une source que lui-même traitait. C'est la première étape de votre carrière dans le domaine de la recherche et de l'opérationnel.

Ce sont des sources conscientes ?

Ce sont des vraies sources, que l'on traite à Paris pour deux raisons. Soit parce que ce sont des gens qui résident en France, en général des étrangers. Soit ce sont des gens de passage en France et qui [y] sont traités pour des raisons de sécurité. Par exemple, je me souviens que parmi les sources qu'on m'avait présentées les premières années, il y avait un journaliste étranger qui travaillait pour nous. Quelqu'un de très intéressant, vraiment un fin analyste de la situation de son pays, [avec] de très bons contacts, ce qu'on appelle des premières mains. Mais il s'attachait énormément à son traitant. Notamment, il faisait des malaises, et après il

m'appelait. Il avait besoin d'être réconforté. Il fallait être en permanence disponible pour lui montrer qu'on n'était pas là seulement pour l'exploiter.

Que pouviez-vous attendre d'un journaliste ?

Un journaliste va très bien connaître les coulisses de la vie politique de pays auxquels on n'a pas forcément accès. Il va nous servir de poisson-pilote pour aller poser des questions qui nous intéressent sous couvert d'articles de presse ou simplement en *off*.

En l'occurrence, lui le faisait pour la France ou pour l'argent ?

Lui, il le faisait vraiment pour la France. Il avait une espèce de fascination pour la culture française, pour la France, ce qu'elle représentait. Il y avait ça et il y avait vraiment la relation affective qu'il créait avec son officier traitant. Il avait une vie sentimentale un peu dissolue, toujours entre deux divorces, et donc son point de stabilité pendant ces trois ans, c'était son correspondant de la DGSE.

Et de votre côté, le lien affectif que vous avez créé était-il factice ?

Mon point de vue à moi, c'est qu'une des principales qualités que vous devez mettre en avant, c'est l'empathie, sincère. Vous devez vous mettre à la place de la personne et essayer d'[en] comprendre les ressorts. Donc, moi, depuis plus de vingt ans de carrière, je me suis attaché. Je me souviens encore de toutes les sources que j'ai recrutées ou traitées, avec une certaine dose d'affection, de respect pour ce qu'elles ont fait pour nous et pour moi.

Mais vous n'avez plus moyen de les contacter.

Vous êtes obligé de couper les ponts. C'est pour vous protéger, pour protéger le Service et puis, si tout va bien, la manipulation continue avec un autre traitant. L'histoire se poursuit, mais vous-même vous sortez du paysage.

Parle-t-on toujours du MICE[3] en formation ?

Le MICE, c'est le *book*, la théorie. La compromission, au sein des services occidentaux, ça se fait vraiment de moins en moins. C'est plutôt l'argent, l'idéologie et l'ego. Ça reste des ressorts qui sont très forts. Mais c'est quelque chose que vous mettez en œuvre, à mon sens, de manière assez naturelle en fait. Il faut aussi expliquer [à la source] pourquoi vous avez besoin d'elle. Ça peut être parce qu'il y a des attentats à entraver, que le pays d'où elle vient est en train de dériver sur le plan politique et qu'il faut nous aider pour éviter une déflagration générale dans la région… Ce n'est pas seulement : « Tu me donnes de l'argent, je te donne du rens[4]. » Si c'est ça, ça ne va pas marcher très longtemps ou alors la source va être tentée d'inventer du rens pour pouvoir maintenir sa rémunération et le Service va y perdre.

Ainsi que Jérémie l'affirmait, les services français écartent donc la voie du chantage contrairement à des homologues plus à l'Est…

Des défecteurs de l'URSS disaient qu'il y avait le *French Paradox* : si vous essayiez de piéger un Français avec une maîtresse, ça ne marchait pas. Il disait : « Mais allez-y, montrez ce que vous voulez à ma femme, elle comprendra ou elle est déjà au courant. » Les Soviétiques et les Russes ont mis en œuvre des compromissions un peu plus sophistiquées, et pénalement plus répréhensibles, avec des mineurs… Certains services qui ont des moyens financiers très importants utilisent, eux, beaucoup l'argent, avec les limites que je décrivais tout à l'heure.

Miser sur l'attachement des sources à la France, n'est-ce pas une manière de mesurer son influence dans le monde ?

Parmi les leviers, il peut y avoir les visas que vous pouvez donner. Vous pouvez laisser sous-entendre à la source qu'à un moment, quand elle aura vraiment travaillé pour vous, vous pourrez l'installer en France ou soutenir l'installation de sa famille. Donc, oui, c'est un des indicateurs de

l'attractivité de la France, savoir si la source accepte de vous parler à vous, plutôt qu'à nos amis anglais, américains, hollandais ou israéliens.

Quand êtes-vous passé des « sourcinettes » à des sources plus importantes ?

J'étais toujours à Paris, on m'a transmis une source plus sensible, un militaire d'une armée étrangère, qui était une source depuis quelques années. Là, on est entrés un peu plus dans le dur. La première fois que je l'ai vu, quelque part en France, avec son OT qui me le transmettait, [il] a immédiatement souri, s'est retourné vers l'OT et lui a dit : « Il est bien jeune votre expert ! » Il y a tout un travail de conviction pour lui montrer que vous connaissez très bien le dossier et son profil, son parcours, son environnement […]. Il y a des aires culturelles où [la source] aime bien [vous] tester un petit peu, un côté un peu ironique, joueur. [Elle] vous challenge. Soit en vous sortant des banalités, soit en essayant de poser des questions ouvertes pour voir si vous êtes en mesure de répondre, si vous connaissez les dirigeants de son pays, la façon dont ça fonctionne, son armée…

Vous avez le souvenir de sources avec lesquelles le feeling n'est pas passé ?

J'ai le souvenir d'un HC[5], un Français. Il travaillait à l'étranger dans une structure sensible qui représentait un intérêt majeur pour nous, notamment dans le domaine de la lutte antiterroriste. J'ai mis en place le moyen de le rencontrer un jour par hasard. On a discuté au cours d'un cocktail, je l'ai [ensuite] invité à un dîner au bord de la mer. Assez rapidement, je me suis dévoilé. Il s'est laissé convaincre, j'ai mis en place ce qu'on appelle un plan de liaison. Deux jours après, il trouve le moyen de me recontacter et me dit : « Je suis désolé, j'ai réfléchi à ce que tu m'avais demandé. Le directeur de la sécurité de la société est dans le bureau juste à côté de moi, c'est un local, il a accès à tous nos serveurs et il surveille ce que je fais, qui je vois. Je risque ma liberté, voire ma vie… » Ça s'est arrêté

là. Je comprends ses réticences. Il risquait *a minima* sa carrière, voire sa liberté. Personnellement, à sa place, conscient des enjeux, je pense que j'aurais réagi différemment. Mais je respecte tout à fait ce choix-là.

Cela veut-il dire que pour recruter un HC ou une source, vous acceptez de le mettre en danger ?

Chacun prend sa part du risque. Vous, OT, en général, vous êtes sous couverture diplomatique. Donc, au pire, vous risquez une convocation par le service local. Dans certains pays, il y a eu quelques claques aussi. Et ensuite une expulsion. Bon, un déménagement prématuré avec votre famille, ce n'est pas dramatique, vous vous en remettrez. La source en question, elle, peut effectivement risquer sa liberté. C'est pour ça que vous mettez en place toutes les procédures opérationnelles pour éviter qu'[elle] se fasse identifier. Parfois, ça peut impliquer qu'il n'y ait aucun contact physique avec l'OT à l'ambassade. Vous mettez en place des plans de liaison à l'ancienne, avec des boîtes aux lettres mortes, des itinéraires de sécurité, des récupérations de documents à certains endroits. Pas de collusion technique non plus entre l'OT et la source. Du coup, le risque physique pour [elle] est quand même relativement limité. Vous ne lui dites pas que c'est zéro risque, mais qu'on a l'habitude de faire ça.

Franchit-on un cap quand on recrute soi-même une source ?

C'est un peu une sorte de Graal au Service. Une source que vous recrutez, par définition, il faut qu'elle soit transmissible. Donc, ce n'est pas uniquement une relation amicale. Vous devez être en mesure de la convaincre de continuer à travailler pour votre successeur. C'est là qu'il y a un défi important. C'est une étape fondatrice et formatrice dans une carrière.

Vous vous en souvenez ?

C'était une source étrangère, dans un pays un peu agité, avec une forte contrainte contre-espionnage. Donc il y a toujours une part de risque pour la source, mais aussi pour le jeune OT que j'étais. L'avantage, c'est que la source que j'ai recrutée était de ma tranche d'âge. Donc, au départ, ça a commencé par une relation un peu amicale, et puis après, j'ai déroulé le discours qu'on déroule quand on est OT en ambassade : on explique qu'on vient d'arriver, qu'on ne connaît pas très bien la situation dans le pays, même si, en fait, on l'a étudiée depuis dix ans, qu'on sait qui fait quoi, qu'on connaît très bien la personne qu'on a en face puisqu'il y a eu tout un processus de ciblage en amont. On dit qu'on aimerait bien que la personne nous éclaire. Vous pouvez lui demander des rapports un peu anodins, sans éléments confidentiels, pour l'habituer de commencer à travailler pour vous, à produire pour vous. Vous allez [ensuite] de plus en plus loin dans ce que vous lui demandez, dans le plus en plus confidentiel…

À partir de quand considère-t-on que la source est recrutée ?

Il y a plusieurs écoles. Certaines vous diront qu'elle est recrutée à partir du moment où elle est consciente de travailler pour la DGSE, qu'elle est rémunérée et qu'elle est transmissible. Ce sont les trois indicateurs. J'ai tendance à avoir une vision légèrement plus souple. Je pense qu'une source doit être transmissible, ça, c'est indéniable. Elle doit être consciente de faire quelque chose qui n'est pas légal, c'est vrai. Après, est-ce qu'elle doit être consciente de travailler pour la DGSE ou simplement pour le gouvernement français, la France, un cabinet de consulting privé français… ? L'essentiel, c'est qu'elle donne du renseignement utile. Il y a des sources, si vous leur dites « DGSE », elles vont reculer, ça va leur faire peur. Alors que si vous restez dans le non-dit, elle saura au fond d'elle-même qu'elle travaille pour les services de sécurité français, mais jamais le mot « DGSE » n'aura été prononcé et donc, d'une certaine manière, ça la rassurera : elle sait qu'elle travaille pour la France, pour le gouvernement français, pour le bien des relations bilatérales entre nos pays, ça lui suffit et ça me suffit aussi.

L'acronyme est désormais plus connu, mais dans le milieu des années 2000, « DGSE », ça parlait à l'étranger ?

Non. C'est pour ça qu'en général, vous ne dites pas facilement « DGSE ». La plupart des OT sont sous couverture diplomatique en ambassade, donc vous dites que vous travaillez sur des dossiers politiques, sécuritaires, nationaux, internationaux… Après, vous développez un peu en expliquant que vous n'êtes pas un diplomate comme les autres, que vous travaillez beaucoup dans le domaine de la sécurité ; la source commence à comprendre.

Le fait d'être français peut-il fermer des portes dans le recrutement ?

Ça dépend des pays et des cibles que vous visez. Si vous essayez d'approcher des gens de la mouvance islamiste locale, le fait d'être français, vous pouvez penser au départ que ce n'est pas forcément un atout. Mais quand la personne apprend à vous connaître, elle se rend compte que vous êtes intéressé par son pays, par elle-même finalement, sa vision des relations bilatérales. Les islamistes de l'Islam politique, la mouvance Frères musulmans, ont une vision très transactionnelle et pragmatique. Un Français qui s'intéresse, à mon époque, ils n'avaient pas l'habitude, donc ils étaient contents d'expliquer leurs ressorts idéologiques, politiques. Il y avait moyen de trouver un terrain d'entente.

Quel était l'intérêt pour le Frère musulman ?

Parfois des intérêts purement mercantiles, individuels, un soutien financier, l'aide à la scolarité en France par exemple. Mais ça pouvait être un intérêt plus politique et stratégique. La personne avait intérêt à fréquenter un diplomate français, ou un agent des services français connu ès qualités, parce qu'elle avait envie de vendre sa vision de la situation, et le fait que le jour où elle arriverait au pouvoir, elle n'irait pas fomenter des

attentats dans Paris, qu'elle serait tout à fait ouverte à négocier avec la France.

Vous n'avez jamais prétendu avoir une autre nationalité que française ?

Non. Il y a une affaire très connue : quand nos amis israéliens sont allés s'occuper de Mahmoud al-Mabhouh, un leader palestinien, à Dubaï, le chef du commando avait un passeport français[6]. Normalement, ça ne se fait pas entre services de pays amis.

Après avoir été analyste, vous avez donc fait plusieurs années comme OT. Est-ce un aboutissement à la DGSE que de devenir chef de poste ?

Des gens font de très belles carrières en restant analystes à la Centrale. Pour des raisons personnelles, ils n'ont pas envie de partir s'expatrier. De mon point de vue, le fait de partir en poste, c'était un aboutissement. La première fois comme OT, donc comme adjoint du chef de poste, et ensuite comme chef de poste à plusieurs reprises.

Au bout de combien d'années devient-on chef de poste ?

Au bout d'à peu près douze ans de carrière. C'est une des particularités de la DGSE, en général on fait trois ans à l'étranger, mais on n'enchaîne pas sur un poste à l'étranger directement comme le font les diplomates, on revient à la Centrale.

Comment définiriez-vous un poste ?

Un poste de la DGSE est une structure complètement intégrée au sein de l'ambassade. Le chef de poste, qui est sous couverture diplomatique, participe aux réunions de service présidées par l'ambassadeur. Mais en même temps, il a ses missions propres, qui ne relèvent que du DG de la DGSE, et dont il ne rend compte à personne d'autre. Pour ce faire, il ne passe pas par le chiffre du Quai, il a ses moyens propres de communication.

Comment s'est déroulé votre premier poste ?

J'étais célibataire. Je suis parti dans un pays à risque sécuritaire.

Vous étiez déclaré comme membre du Service vis-à-vis du pays d'accueil ?

La politique de la DGSE, qui est bonne amie avec tout le monde, c'est de déclarer ses OT à l'étranger. Sachant que la mission d'un OT, et encore plus d'un chef de poste, est un peu schizophrène puisque vous avez cette double casquette : vous êtes chargé de piloter des programmes de coopération avec le service local, notamment dans le domaine de la lutte antiterroriste, mais vous avez aussi la plupart du temps une mission de recueil de renseignement clandestin sur d'autres sujets. Ce n'est pas le cas de [nos] postes dans des pays occidentaux : là, il y a uniquement la mission de coopération avec les services locaux ; on ne travaille pas sur les pays en question.

C'est ce qu'on appelle un poste Totem ?

C'est ça. Un poste Totem ne fait que de la coopération. On a des partenariats extrêmement denses avec les grands partenaires traditionnels, les Américains, les Britanniques, les Allemands, les Israéliens, mais aussi avec d'autres pays européens dont parfois on ne soupçonne pas les capacités. Dans ces pays, on s'interdit complètement la recherche clandestine. Pour deux raisons. La première, c'est que le renseignement politique sur les pays en question n'est pas du ressort de la DGSE : il y a les diplomates. La seconde raison, c'est qu'on ne voudrait surtout pas risquer de remettre en cause les accords de coopération avec ces pays-là, qui sont réellement structurants, fondamentaux, et donc essentiels pour la sécurité de la France.

Est-on sûrs de la réciproque… ?

Est-ce qu'on est sûrs que nos alliés occidentaux, européens, ne nous espionnent pas… ? Je pense qu'on est à peu près sûrs que nos alliés

européens ne nous espionnent pas par du renseignement humain. Après, je ne peux pas garantir ce qui se passe sur le plan technique…

La DGSE dispose-t-elle d'un poste dans chaque pays ?

Le choix qui a été fait, parce que la France est une puissance mondiale, c'était d'essayer d'avoir des postes répartis un peu partout sur la planète. À l'époque notamment de Bernard Bajolet[7], face au développement des crises en Afrique ou au Proche et Moyen-Orient, il a été décidé de recentrer un peu les postes sur l'arc de crise et de les y renforcer. Aujourd'hui, avec la multiplication des crises, des réflexions sont menées sur la nécessité de rouvrir des postes au-delà de ces zones.

Le poste peut-il également s'entretenir localement avec le service d'un pays pas franchement ami de la France ?

La mission de la DGSE, c'est d'être en mesure de parler à tout le monde, à partir du moment où le pouvoir politique donne les directives d'ouvrir un dialogue. Donc, la DGSE peut être amenée à discuter avec des structures privées ou étatiques peu recommandables, ou non reconnues, ou avec lesquelles la France a des relations tendues. C'est l'intérêt de la DGSE de pouvoir maintenir ce canal. J'ai travaillé dans des pays avec lesquels on avait des relations diplomatiques au bord de la rupture, mais on avait toujours ce canal de discussion entre services qui, du coup, outrepassait la simple coopération sécuritaire. Un canal pour faire passer des messages. C'est essentiel pour éviter que la situation ne dégénère complètement entre deux pays.

Peut-on alors parler de diplomatie de l'ombre ?

La diplomatie, c'est l'apanage des diplomates. À partir du moment où tous les canaux officiels ont été rompus, vous maintenez un canal clandestin ou secret, toujours avec l'aval de l'exécutif, ça, c'est notre métier. Ce n'est pas de la diplomatie de l'ombre, c'est un métier différent.

On se rappelle qu'à partir de 2012, l'exécutif avait interdit tout contact avec le régime de Bachar el-Assad en Syrie où la DGSE dispose traditionnellement de nombreux relais.

Il y avait des directives fermes du pouvoir politique de ne pas parler aux Syriens. Et donc, la DGSE a rompu tout lien avec les services de renseignement syriens, malgré les appels du pied soit des services syriens, soit d'alliés des services syriens qui souhaitaient que la France reprenne contact.

La DGSE ne mène pas de jeu personnel.

Non. La DGSE est tout à fait légaliste ; elle applique les directives qui lui sont transmises.

Que requiert comme qualités le travail en poste ?

C'est une aventure humaine parce que, que vous soyez célibataire ou en famille, c'est une vie d'expatrié. Avec parfois le confort de la vie d'expatrié, mais très souvent on part dans ce qu'on appelle les « postes à moustiques », c'est là qu'on a besoin de la DGSE. La vie n'[y] est pas forcément très confortable… Sur le plan professionnel, c'est une dimension complètement différente. Vous entrez vraiment dans le grand bain, avec un niveau de risque qui n'est plus du tout le même, soit parce que la situation sécuritaire est instable avec des menaces d'attentats, soit parce que le contre-espionnage local est très agressif : on peut imaginer qu'un jour vous ayez un accident de voiture, qu'il y ait des intimidations, qu'il y ait une fausse agression…

Les services adverses savent que vous êtes membre de la DGSE, donc ils vous filent certainement. Comment faites-vous pour, quand même, mener un travail clandestin ?

J’ai servi dans des pays où j’ai été suivi quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre. [Quand] j’allais au restaurant avec ma conjointe, quelqu’un se mettait à la table d’à côté, sortait son téléphone et me filmait. Là, c’était de l’intimidation. Même, je rentrais chez moi le soir, et ils se mettaient sur l’immeuble en construction en face pour me montrer qu’ils étaient là, et qu’à travers la baie vitrée, ils surveillaient ma famille. C’est ce qu’on appelle une situation sécuritaire de contre-espionnage dégradée. Mais on est formés pour échapper à la vigilance des services locaux. Ça passe par une gestion appropriée des moyens de communication, par des savoir-faire terrain. Sachant qu’une surveillance ne peut pas non plus durer vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, parce qu’il faudrait mobiliser sept, dix, quinze, vingt agents. Il n’y a pas que la DGSE à l’étranger qui représente une menace pour les pays en question, il y a d’autres services, des groupes terroristes, et donc, ils ne peuvent pas être en permanence derrière vous. Parfois, ils en laissent un ou deux, mais il faut bien qu’ils se reposent aussi, qu’ils discutent avec les copains. C’est à ce moment-là que vous vous échappez.

C’est un jeu usant ?

Il y a une part d’excitation, et en même temps, tout ça doit être très maîtrisé parce que l’idée n’est pas non plus d’humilier le service adverse. Il ne s’agit pas d’accélérer tout à coup à deux cent vingt sur l’autoroute, au mépris des règles de circulation, et au mépris du service local qui sera avec sa petite Hyundai qui va à cent vingt maximum. Le lendemain, vous aurez trois fois plus de monde derrière vous. Il faut faire ça de manière discrète.

Quelles méthodes sont employées ?

Des techniques de rupture de filature. Parfois, on est plusieurs au poste, jamais des dizaines, mais on est quand même en mesure de brouiller des dispositifs et, à partir du moment où la surveillance se concentre sur une personne, d’essayer d’en faire jouer une autre.

Quand il part dans ce recueil clandestin, le chef de poste est-il escorté ?

Dans les zones de guerre, il y a des gardes du corps, un véhicule blindé. Sinon, soit l'OT souhaite partir tout seul, parce qu'il peut plus facilement se fondre dans le paysage, soit il a besoin de quelqu'un pour voir s'il n'est pas suivi, si la source n'est pas suivie, et dans ces cas-là, il peut y avoir une équipe mobilisée sur le terrain, des gens qu'on fait venir de Paris ou des postes de la région.

Ce sont des personnes en armes ?

On essaye de se conformer à la réglementation locale en vigueur. Donc, si on n'a pas de permis de port d'armes, on n'a pas d'armes […]. Ce n'est pas James Bond. On n'a pas un Walter PPK dans la poche.

Y a-t-il des situations où vous avez regretté de ne pas en avoir ?

Non. J'ai [pourtant] servi dans des pays en guerre ou avec un fort risque d'attentat. Ce n'est pas dans [notre] culture.

De manière générale, vous est-il arrivé d'avoir peur ?

J'étais en poste dans un pays où, là aussi, il y avait des attentats un peu partout. J'avais de très bonnes relations avec mon homologue américain. Un jour, il m'appelle et me dit : « Nicolas, il faut que je te voie. » On se rencontre dans un café où on avait nos habitudes, on marche un peu sur la plage et il me dit : « Ne me demande pas comment, mais on a obtenu un renseignement, il y a une menace contre un diplomate français qui habite à tel endroit. Tu m'avais dit que tu habitais là, donc j'ai tout de suite pensé à toi. » On alerte Paris et on réfléchit aussi à qui, à l'ambassade, habite dans le même quartier. J'ai trouvé un autre diplomate français, je lui ai demandé de redoubler de vigilance, s'il y avait un gardien qui gardait sa maison. Moi non, donc Paris me conseille de déménager, principe de précaution. J'étais un peu embêté parce que je venais d'emménager dans un appartement

plutôt sympathique, donc j'ai réussi à convaincre Paris que j'allais moi aussi faire très attention, regarder sous ma voiture le matin, etc. Pendant trois semaines, j'ai fait très attention. Et… je suis encore devant vous pour vous parler une dizaine d'années après !

Vit-on facilement pendant trois semaines avec cette épée de Damoclès ?

Surtout qu'à cette époque-là j'étais en famille… Je n'avais pas donné de détails à mon épouse pour ne pas l'effrayer, mais je lui avais dit de faire particulièrement attention. Elle a vécu aussi dans différents pays étrangers, donc elle est un petit peu sensibilisée. Je ne pense pas que c'était de l'inconscience parce que je faisais vraiment attention, et puis on développe un sens de l'observation particulièrement fin. De toute façon, on ne va pas se bunkeriser non plus.

Cela fait-il partie du jeu entre services de ne pas s'en prendre aux familles ?

Ça dépend du niveau d'hostilité… Normalement les services du pays n'ont pas à s'en prendre à votre famille, à partir du moment où [elle] n'est pas impliquée dans vos activités professionnelles. Ce qui arrive dans certains pays, c'est que les services locaux, pour accentuer la pression sur vous, et donc indirectement sur votre famille, pénètrent dans votre domicile, en général au moment où vous n'y êtes pas, mais de manière ostentatoire. C'est des choses comme ouvrir le frigo, sortir une pizza ou une bouteille de Coca, poser sur la table, grignoter un peu, ensuite, ils referment à clef et ils repartent. C'est destiné à intimider.

Et vous n'allez pas vous en plaindre à la police ?

Cela peut arriver quand il y a des filatures extrêmement poussées, régulières, où vous pouvez penser que ce n'est pas forcément le service local, [mais] un groupe terroriste ou mafieux qui vous prend en filature. Là, vous pouvez éventuellement vous en plaindre. On l'a déjà fait dans certains

pays où j'ai servi, à mon niveau, et à un niveau hiérarchique plus élevé. On a passé des messages en disant qu'il fallait arrêter. D'autant que c'était une période où le pays traversait une très grosse phase d'instabilité. On était là pour essayer de l'aider, pas pour le déstabiliser. Et donc, c'était assez pénible de voir qu'il allouait des ressources énormes à la filature du chef de poste de la DGSE plutôt qu'à [celle] du groupe qaïdiste extrêmement actif dans la mosquée d'à côté.

De manière générale, vos relations avec les services locaux de l'arc de crise ont été commodes ou vous sentiez chez eux de la suspicion ?

Vous savez, on prête beaucoup à la DGSE. Je me souviens, j'étais jeune analyste dans un pays de l'arc de crise où il y avait des troubles. On avait intercepté une communication téléphonique entre des dirigeants d'un pays de la zone qui disaient, texto : « Ça, c'est encore le Sdece qui est à la manœuvre ! » Ces gens-là étaient persuadés que c'était la DGSE, qu'ils appelaient le Sdece, alors que nous-mêmes, on s'arrachait les cheveux pour savoir ce qui se passait.

Et à l'intérieur de l'ambassade, comment se passent les relations entre le chef de poste et l'ambassadeur ?

Comme dans toute nouvelle structure, charge à vous d'aller vous présenter. Aux chefs de service, en général, vous leur dites qui vous êtes, ce que vous allez faire, qui vous remplacez. À l'ambassadeur, vous lui expliquez ce que vous avez fait avant et ce que vous allez faire ici, les spécificités de notre métier, que vous êtes disponible à tout moment s'il a une question, mais [que] vous n'êtes pas là pour rédiger des notes diplomatiques même si vous avez une couverture de diplomate « normal ». Vous insistez sur les aspects sécuritaires : à tout le reste du personnel, on ne dit pas que je suis de la DGSE. J'ai toujours eu de très bonnes relations avec les ambassadeurs.

Historiquement, elles ont parfois été dégradées…

Le personnel diplomatique évolue, le personnel de la DGSE [aussi]. Je suis arrivé au Service il y a vingt-cinq ans, il y avait de drôles de spécimens ! Maintenant, le concours est extrêmement sélectif, vous avez des gens ouverts sur le reste de la société civile, qui ont voyagé à l'international, qui souvent ont déjà travaillé en ambassade. Une charte aussi a été signée entre le MEAE[8] et la DGSE pour rappeler les spécificités des missions des uns et des autres.

La DGSE peut-elle faire bénéficier l'ambassadeur de ses moyens ?

La DGSE dispose de techniciens pouvant être envoyés en mission pour vérifier la présence de micros dissimulés. À cette occasion, on propose à l'ambassadeur, à l'attaché de défense, à d'autres chefs de service, de vérifier aussi leur bureau, si jamais il y a eu des travaux à l'ambassade, par exemple.

Vous avez eu des cas où l'ambassade était « microtée » ?

J'ai eu plusieurs missions de contrôle technique, on n'a jamais rien trouvé. Par contre, je sais que dans d'autres pays, ont été trouvés des piégeages dans des murs, dans des prises téléphoniques…

C'était très fréquent du temps de la guerre froide…

Oui. Et ça continue ! Soit des pièges sophistiqués, soit un employé local qui va dissimuler un micro dans un pot de fleurs, juste avant une réunion, et le récupérer juste après. C'est tellement simple, mais en même temps, ça marche bien.

A contrario, si une équipe clandestine de la DGSE est envoyée par Paris pour une mission qui peut être amenée à poser des micros, en êtes-vous toujours informé ?

En tant que chef de poste, vous êtes responsable vis-à-vis du partenaire local de tout ce que la DGSE fait dans ce pays. Après, il y a le besoin d'en connaître. Si des opérations extrêmement sensibles sont menées, vous n'[en] êtes pas forcément informé. Moi, j'ai toujours insisté pour au moins savoir qu'une mission de la DGSE était présente sur le territoire parce que, si cette mission se fait détecter, c'est sur moi que ça va retomber, c'est moi qui vais me faire convoquer par le service adverse et me faire réprimander *a minima*, voire entraver par le service adverse.

Aujourd'hui vous travaillez à la Centrale. Vous espérez repartir en poste ?

Oui. C'est l'une des occasions de faire le métier le plus passionnant de la DGSE. Vous faites vraiment tout à la fois : acteur, curé, diplomate, confesseur, plein de métiers différents.

Y a-t-il beaucoup de candidats ?

C'est un des défis auxquels la DGSE, comme les ministères qui ont des succursales à l'étranger, est confrontée : la sociologie des recrutements change. À [une] époque, l'épouse suivait naturellement son mari militaire. Maintenant ça a changé. Ce sont beaucoup de jeunes civils, qui ont chacun une carrière à préserver. Donc il y a beaucoup de postes où on a du mal à trouver des volontaires. Pour les OT, vous trouvez toujours des jeunes, avides d'aventure, qui vont faire un super travail à l'étranger, parce que c'est vraiment passionnant. Chef de poste est un [métier] plus compliqué, avec de vraies contraintes personnelles. C'est des gens qui ont 45 ans, des enfants d'une dizaine d'années, les épouses ou les maris arrivent à un niveau de leur carrière où aussi c'est assez *challenging*, ils n'ont pas envie de [la] quitter. On n'a pas encore trouvé la solution miracle pour employer les deux, mari et femme !

1. Par exemple, des traits sont pratiqués à la craie sur une boîte aux lettres pour indiquer qu'un rendez-vous doit être annulé ou qu'un message a été déposé à un autre endroit.

2. Ministère de la Défense, devenu ministère des Armées en 2017.

3. Acronyme anglais des quatre leviers universels de la manipulation : *Money, Ideology, Compromission, Ego*.

4. Abréviation de « renseignement », particulièrement utilisée.

5. « Honorable correspondant » : personne qui accepte de rendre service ponctuellement à la DGSE, généralement sans rétribution.

6. Mahmoud al-Mabhouh était un logisticien du Hamas, soupçonné en particulier d'avoir assassiné deux soldats israéliens. Il fut tué le 19 janvier 2010 par un commando utilisant également des passeports allemands et irlandais.

7. Directeur général de la sécurité extérieure de 2013 à 2017.

8. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Anne, officier supérieur contre-prolifération

« On sait que cette note va être, peut-être, le matin, à côté de la tasse de café du président de la République. »

Le bout du bout d'une aile 1970 à façade gaufrée de béton. Des photos de paysages, comme des diapos de voyage, développées sur de la mousse, une roquette – dont il faut *in extremis* cacher le numéro de série – et un masque à gaz militaire. Bienvenue à la contre-prolifération, « CP » pour les dingues d'acronymes. Derrière ses lunettes épaisses, Anne, c'est tout d'abord un enthousiasme à la mesure de sa grande taille. Presque trente ans de boîte et toujours le même ravissement à débusquer les armes les plus horribles que l'humain a cru bon d'inventer. Une très bonne cliente, comme on dit, pour les médias, moins pour S., l'officier de sécurité qui nous a accompagnés pendant ces entretiens et que sa bienveillance ne pouvait empêcher de tiquer aux reparties trop spontanées… Anne, c'est aussi une ingénieure sur des terres que l'on pourrait croire réservées aux diplômés en sciences politiques et relations internationales. C'est enfin une femme, ce qui lui valut d'être un jour appelée en urgence par l'une de ses sources sous le prétexte de lui transmettre une information de la plus haute importance : en fait, l'accord de sa première épouse pour qu'il en prenne une seconde, elle ! L'anecdote fait sourire. Elle démontre pourtant le talent de l'officier

de renseignement pour avoir noué des liens d'une telle qualité que l'autre a pu croire qu'il pourrait les pousser beaucoup plus loin.

*

Quel fut votre premier contact avec la DGSE ?

C'était il y a plus de vingt-cinq ans. J'ai eu l'occasion de participer à une espèce de table ronde avec plusieurs ingénieurs dans le domaine de l'armement. À cette occasion, une personne nous a dit : « Si vous voulez entrer à la DGSE, nous cherchons des ingénieurs. » Je connaissais l'image de l'espion, mais pas la structure en elle-même. Et pour moi, un espion, ce n'était pas du tout un ingénieur. Cela m'a surprise.

Pour quelle raison ?

Quand on fait des études d'ingénieur, ou qu'on est en classe prépa, on vise une école, on prend la meilleure, et on ne pense pas à ce qu'on va faire derrière. Et après on se rend compte : « Ah, j'ai quand même pris une école spécialisée dans l'armement, mais est-ce que je veux faire des armes ? Est-ce que ça correspond à mon éthique ? »

Le salaire n'a pas été un paramètre de votre décision ?

À cette époque, à la fin des années 1990, la situation économique n'était pas exceptionnelle. Des ingénieurs, il y en avait beaucoup sur le marché, donc le salaire n'est pas véritablement entré en compte. Il y avait cette espèce d'attirance pour quelque chose de totalement différent […]. On se dit : des études et d'un travail qui auraient dû être très tournés vers moi-même, je vais pouvoir en faire quelque chose de beaucoup plus grand, de plus noble quelque part.

Vous avez gardé des liens avec les camarades étudiants passés dans le privé ?

Très peu. À l'époque la politique était assez stricte. On nous disait : « Essayez de couper un peu avec vos cercles d'amis. » En fait, on coupe naturellement. Je n'ai gardé aucun contact avec mes collègues de promotion, à part ceux qui sont entrés à la Boîte.

Dans les écoles d'ingénieur, il y a un annuaire. Comment le renseignez-vous ?

J'ai dû mettre « ministère de la Défense ».

Et que dites-vous à votre famille ?

Cela a évolué. Des fois, comme je suis partie travailler à l'étranger, j'ai dit que j'avais une nouvelle affectation au ministère des Affaires étrangères, que je faisais de la stratégie de l'armement. Dans la famille, au bout d'un moment, les gens ne vous posent plus de questions. Il y a un lâcher prise. Personne ne va vous demander tous les jours : « Mais au fait, tu fais quoi ? » C'est juste : « Ça va ? le travail est sympa ? ton nouveau chef est bien ? » C'est super parce que mentir n'est quand même pas agréable […]. C'est ce qui fait qu'on se lie d'amitié beaucoup plus avec des gens de la Boîte. Car on n'a pas à mentir avec eux.

Le Service essaie de recruter des gens qui soient honnêtes intellectuellement et on leur demande de mentir. Ce n'est pas contradictoire ?

Ce n'est pas vraiment mentir, c'est jouer un rôle. C'est comme si on était un comédien. On crée un personnage en fait. Si ce n'est que quand on va jouer notre scène […], on ne pourra pas dire : on arrête, on la refait ?

Pour qui est ingénieur à la base, cela peut ne pas sembler très naturel…

Un ingénieur conçoit des projets, planifie, crée des outils. Donc, en fonction de ce dont on a besoin dans une opération, notre côté ingénieur va souvent nous aider à mieux anticiper.

Vous incitez donc les ingénieurs à rejoindre la DGSE…

Dans mon entité, on travaille notamment sur la contre-prolifération des armes de destruction massive. Donc on a besoin de chimistes, de biologistes, de mécaniciens, de spécialistes en aéronautique, en nucléaire… Tous les ingénieurs de France peuvent se dire qu'il y a une place pour eux à la DGSE !

Vous souvenez-vous de vos premiers jours ici ?

On ne sait pas trop où on met les pieds. On s'attend à quelque chose de merveilleux et en fait, quelque part, c'est une société comme une autre. Avec un secrétariat, une DRH… Quand vous arrivez, vous remplissez vos formulaires d'entrée, votre carte pour la cantine, vraiment des choses très basiques. Et puis, vous êtes amené dans un bureau où on vous explique que vous intégrez une équipe. Moi, j'ai eu la chance d'intégrer celle en charge des vecteurs balistiques et de croisière, donc les missiles. Je me suis sentie tout de suite très à l'aise, avec des gens très accueillants. Dès le premier jour, je suis sortie épatée en me disant : « C'est génial, je sers tout de suite à quelque chose ! »

Épatée aussi parce que vous aviez découvert l'étendue des connaissances de la DGSE ?

Oui et non. J'ignorais tout des programmes de missiles des pays proliférants. Il y avait l'Axe du mal, la Corée du Nord, la Syrie, l'Irak, la Libye, etc. Mais je ne savais pas d'où on partait. Par contre, très vite, ce que j'ai vu, c'est la capacité d'un analyste à poser des questions à un capteur technique : « Va me chercher cette information », à un capteur humain : « Toi qui es sur le terrain, va voir ce qu'il se passe à tel endroit », à un capteur partenarial : « Toi, mon homologue d'un pays étranger mieux placé que moi, peux-tu me dire ce qui se passe là ou là ? » Et on voit les réponses arriver et quelque part, ça, c'est génial. Tous les petits renseignements

qu'on va récupérer vont nous permettre, au fur et à mesure, de voir se dessiner la réalité d'un programme. Il y a ce côté Sherlock Holmes, je cherche les indices, je les collationne et j'en sors un produit fini, ce qu'on appelle chez nous une « note jaune » et on sait qu'elle va être, peut-être, le matin, à côté de la tasse de café et du croissant du président de la République ou de ses ministres. C'est très, très valorisant.

Cela ne fait-il pas non plus reposer une certaine pression sur vos épaules ?

C'est à la fois un plaisir et une pression. Le pire, c'est quand une autorité a une question et qu'on est obligé de dire : désolé, nous n'avons pas d'éléments sur ce point-là. Sachant que pour en obtenir, il va nous falloir activer des capteurs qui vont pouvoir répondre rapidement… ou pas. Recruter une source humaine, c'est une année. Donc, allez dire aux autorités : revenez dans un an, je saurai peut-être… D'où l'importance de travailler toujours en anticipation. On sait globalement ce que les autorités veulent. On sait en regardant nos dossiers les endroits où on a des trous, des manques de renseignement, et donc, avant même qu'on nous pose la question, on va lancer des actions qui vont nous permettre de compléter nos petites failles.

Prenons l'exemple de la crise irakienne en 2003. Depuis quand la DGSE s'intéressait-elle aux potentielles armes de destruction massive (ADM) de Saddam Hussein ?

En fait, on est dessus depuis le départ. Le programme de Saddam Hussein avait été « réduit », contraint, et donc on veut être sûrs qu'il ne dépasse pas le cadre de ce qui est autorisé. On vérifie ce qu'il développe, ce qu'il achète, ce qu'il teste. Du coup, quand la question des ADM arrive, on est déjà prêts.

Que ressentez-vous quand vous entendez à l'ONU Dominique de Villepin déclarer que la France s'oppose à la guerre ?

Ce discours, c'était le 14 février 2003, on était tous devant notre télé. C'était un moment assez magique parce que certaines de ses phrases étaient issues de nos notes de rens. Les équipes avaient beaucoup travaillé, que ce soit mon équipe missiles ou l'équipe chimie […]. On était tous très, très, très fiers.

Grossièrement, la position de la DGSE fut : nous ne sommes pas en mesure de dire que Saddam est en train de produire des ADM ?

Des éléments [étaient] donnés par la presse, un partenaire, des fois des ONG. Il fallait qu'on confirme ou qu'on infirme. Et on avait un vrai souci, nous, dans notre équipe missiles, c'est qu'un missile Scud, c'est un tube métallique de 88 centimètres de diamètre. Avec des petits ailerons et une tête un peu conique qui est rajoutée à la fin, mais au final, c'est juste un tube de 88 centimètres. Un pipeline pour le pétrole, c'est un tube de 80 centimètres. Qu'est-ce qui ressemble plus à un tube de 80 centimètres qu'un tube de 88 centimètres… ? Et donc, il fallait perpétuellement envoyer des équipes, vérifier et dire : non, c'est une usine de pipelines. On a eu le cas aussi où on nous disait : « Dans ce bâtiment-là, il y a des corps de missile. » Et en fait, pas du tout, c'était… une usine de tapis. Le tapis roulé donnait l'impression tubulaire d'un corps de missile !

Vous dites que certains ont pensé que c'étaient des missiles. Ils se basaient sur une image satellitaire ou ils disposaient de personnel sur place ?

En fait, ils ne donnaient pas leurs sources. Quoi qu'il en soit, l'imagerie satellitaire française à cette époque-là n'était pas capable d'avoir une précision [permettant] de dire : c'est un missile ou pas. Nos images – c'était Spot[1] à l'époque –, c'étaient des taches de gris clair et gris foncé. On avait un spécialiste interprète photo dans notre équipe et moi, petit *padawan* des missiles, je lui disais : « Moi, là, je ne vois rien. » Il me disait : « Mais, tourne-la dans l'autre sens, tu verras mieux. » Je tournais, je disais : « Moui, tu as raison, je vois mieux… bof. »

La DGSE disposait-elle d'agents sur place ou de sources ?

Les deux. Ou alors, c'est l'une de nos sources qu'on appelle « parisiennes », puisqu'elles sont traitées à Paris, qui a le prétexte et la bonne couverture pour aller dans le pays, passer à côté d'un endroit, prendre des photos et nous dire : « Non, c'est des tapis. » […] Le but, c'est d'arriver à mettre la source au cœur de l'endroit le plus secret. Là où se prennent les décisions les plus stratégiques, qu'elles soient politiques, militaires, scientifiques. C'est notre quotidien de recruter ce genre de personnes et de les avoir dans les instances les plus importantes des pays qui nous menacent.

À partir de quel moment avez-vous été amenée, vous, ingénieur, à travailler vous-même sur un matériau humain ?

On a plusieurs casquettes à la DGSE. Le matin, on est analyste. À midi, on va faire un déjeuner avec un partenaire d'un autre pays. Et puis le soir, on va aller voir une source ou quelqu'un qu'on veut faire devenir une source. J'ai très vite basculé parce que, quand vous êtes face à un scientifique, [la personne que vous approchez] voit tout de suite si vous y connaissez quelque chose. Et quand vous n'y connaissez rien, [elle] vous méprise quelque part. Et va vous donner des banalités. D'où l'intérêt de la DGSE d'avoir des ingénieurs pour faire de l'analyse, mais aussi pour être projetés sur le terrain.

Cela relève-t-il du roman d'imaginer quelqu'un ne connaissant rien à une science, mais qui recevrait une formation expresse pour en discuter sur le terrain ?

Ça dépend à quelle étape du recrutement [de la source] on se trouve. Quand on est en train de la convaincre de travailler pour nous, et qu'on travaille sur l'humain – quelle est sa vie ? qu'est-ce qu'il veut ? comment je peux l'aider ? – il n'y a pas besoin d'être ingénieur. Par contre, quand [elle]

décide de s'ouvrir, là, si vous avez un ingénieur en face [d'elle], on va tirer toute la substantifique moelle de ce qu'[elle] a dans son cerveau. Donc, ce qu'on fait souvent, c'est une combinaison d'un OT plus généraliste, qui va bien connaître les procédures de sécurité, et d'un OT plus jeune pour dialoguer avec la source.

Vous vous souvenez de votre première source ?

La première que vous recrutez, celle qui consciemment décide de franchir une ligne rouge, de trahir son employeur, son pays, pour vous, ah ça… Cette source-là, c'est un peu comme votre premier enfant. C'est assez magique de se dire : j'ai réussi […]. Ça vous donne une confiance en vous. C'est un peu comme faire du vélo. Une fois que vous avez enlevé les roulettes, et que vous vous rendez compte que ça roule, vous pouvez partir pour des dizaines de kilomètres.

Avez-vous une approche de prédilection dans la manipulation ?

Une source, il faut qu'elle ait envie de travailler pour vous. L'étape numéro un, c'est de [créer] une vraie connivence, […] ce degré de confiance, presque d'amitié, qui est factice, on va être honnête – de notre part en tout cas –, pour que la personne se dise : « Je sais qu'elle ne me trahira pas, qu'elle ne me demandera pas quelque chose qui va me mettre en insécurité, allez, j'y vais. » L'idéologie joue beaucoup. On a une image fabuleuse à l'étranger. On est le pays de la liberté, le pays des Lumières, les gens aiment nos valeurs. On est un modèle pour beaucoup d'étrangers. Pour certains, ils auraient rêvé d'être nés en France. On a aussi une position parfois plus pondérée à la table des Nations unies.

Quel est le taux d'échec ?

Ça dépend du niveau de la cible, de vous, des circonstances. Des gens ne trahiront jamais, mais vous les prenez deux ans après, quand les circonstances géopolitiques ont changé, ou que [leur] situation familiale a

changé, et celle qui n'aurait jamais trahi va trahir. En tout cas, il faut tenter beaucoup pour être sûr d'en réussir […]. Vous savez, les gens aiment parler d'eux. Faites un déjeuner avec un ami et, vous allez voir, si vous lancez la conversation sur lui, vous pouvez passer le déjeuner à parler de lui. Une source, c'est pareil. Donc, il faut être dans ce mode-là : vous l'écoutez, vous la faites parler, et du coup, vous comprenez qui elle est, vous sentez ses besoins. [À la DGSE], on apprend à plus écouter, on voit tout un tas de choses qui nous permettent de sentir, peut être mieux, l'humain.

Le fait d'être une femme est-il un atout ou un blocage, par exemple au Moyen-Orient ?

C'est un énorme avantage. Bêtement, parce que vous faites partie – c'est horrible ce que je vais dire – du « sexe faible ». Donc, vous ne faites pas peur. Vous pouvez parler avec les hommes, les femmes ; vous pouvez entrer dans tous les scénarios, vous fondre beaucoup plus dans le paysage. Vous apparaissez souvent comme une personne plus sympa, parce que plus fragile, donc moins menaçante. Les sources pensent beaucoup que les femmes – ce qui est vrai – ont un instinct naturel maternel, qui fait qu'on va prendre soin d'[elles]. Parfois [elles] vont avoir l'impression qu'on est leur sœur, leur mère, leur fille. Ça va créer une espèce de liant, propice à une manipulation tout en douceur et [permettre d']amener la personne à franchir des lignes qu'elle n'aurait pas franchies avec un homme.

C'est sans état d'âme de votre part ?

On sait l'importance de la personne qu'on veut recruter, ce qu'elle va potentiellement nous apporter pour répondre à des questions fondamentales. Donc, pour nous, l'importance fait qu'on ne met pas d'affect. Et puis, pour que ça fonctionne, c'est du gagnant-gagnant : il a un besoin, j'ai un besoin et c'est la convergence des besoins qui fait qu'il va trahir. Donc, je lui rends [aussi] service puisque je vais répondre à un de ses besoins. Soit il est

déprimé, son ego est raplapla, et je vais le rebooster. Soit il a des besoins financiers et je vais y répondre.

Pour l'intérêt de la France, avez-vous eu à sacrificier une source ?

C'est une limite. J'ai de la chance, je n'ai jamais eu à la franchir. Et j'espère que je n'aurai jamais à la franchir, parce qu'on lui promet que ce qu'elle fait, elle va le faire en sécurité. Et là, on ne ment pas. Parce qu'une source morte ou emprisonnée ne sert à rien. Il faut voir aussi que, si vous traitez mal vos sources, ça se sait. Or, si vous voulez que les gens aient envie de travailler avec vous, agent de la DGSE, de la France, il ne faut pas qu'il y ait cette espèce de rumeur. Quelque part, prendre soin de nos sources, c'est un service après-vente. Il y a des sources qui, au bout de quelques années, ne sont plus rentables. Pour autant, on ne va pas les laisser dans la nature toutes seules si elles ont des besoins. On va faire en sorte de clôturer proprement la relation de façon qu'elles soient satisfaites de la fin de notre collaboration pour que l'image de la France reste très positive.

Imaginons donc qu'un régime fasse usage d'ADM, que les réseaux sociaux commencent à en faire état, quel plan d'action mettez-vous en œuvre à la contre-prolifération ?

On va déjà regarder qui le dit, est-ce que c'est de la source ouverte, une ONG, un partenaire ? En fait, on récupère tout un tas de petits rens qui vont nous faire dire : « Ah, il y a peut-être quelque chose. »

Que demandez-vous alors à vos sources ?

C'est progressif. On ne va pas [leur] demander de nous rapporter un bout de missile au premier entretien. Donc, on va poser des questions, auxquelles elles vont apporter des réponses, qu'on va étudier : est-ce du vrai renseignement ou ce qu'elles pourraient trouver sur Internet ? Plus on aura confiance, plus on va leur demander des choses précises. Après, pour tout ce qui concerne les allégations d'[emploi d']armes chimiques, le on-dit ne

vaut rien : les premiers retours, ça va être « Il y a eu de la fumée », « Ça piquait les yeux », « Ça sentait », « Il a toussé », « Il est mort »… Allez expliquer ça à vos autorités ! Ce n'est pas scientifiquement probant. C'est là tout l'avantage d'être dans une entité où il y a beaucoup d'ingénieurs : ça aime le concret, les preuves, et donc ça va mettre au point une méthodologie pour récupérer des échantillons de vêtements, de cheveux, du sang, de l'urine…

Cela nécessite-t-il une opération compliquée ?

Que ça soit chimique, ou des parties de munitions, on ne va pas le demander à n'importe qui. On va sélectionner des gens, les former pour que, quand ils vont potentiellement être appelés pour cette mission, ils l'aient déjà fait à l'entraînement, sous la supervision de quelqu'un qui leur a donné des conseils : comment se protéger au niveau des mains, au niveau des voies respiratoires. Un, pour leur sécurité, qui est notre priorité. Et deux, pour la préservation, l'intégrité des échantillons.

Quelle est la finalité des prélèvements biologiques en cas d'attaque chimique ?

Que ce soit le sang, l'urine ou les cheveux, ce sont des marqueurs très caractéristiques, qui ne mentent pas. D'où l'importance de les récupérer. Pour certaines victimes, il y a des symptômes extérieurs, on voit un myosis au niveau de l'œil, et donc on sait qu'il y a eu exposition à un neurotoxique. On demande [alors] à la personne si elle nous autorise à prendre un prélèvement de son sang pour caractériser l'agent auquel elle a été exposée.

Encourt-elle un risque ?

Ça va être fait de façon très sécurisée pour ne pas mettre la vie de la personne en danger. Personne ne saura que du matériel biologique est en train d'être rapatrié […]. Ces échantillons arrivent [à la Centrale] au bout de quelques jours, parfois semaines, et parfois trop tard : l'échantillon s'est

dégradé, on n'en tirera rien. C'est pour ça aussi qu'on essaye d'avoir un maximum de sources capables d'être projetées.

Cela représente un dispositif de combien d'éléments ?

Quand les situations sont tendues, il faut vraiment beaucoup de monde et en fait on crée des espèces de maillage. C'est comme un réseau d'alerte. Des fois, on a deux, trois échantillons d'une même attaque qui arrivent ; ça nous permet de corroborer.

Disons que l'utilisation d'armes chimiques est établie. Quelle suite pour vous ?

Déjà, on a préalerté les autorités sur la suspicion d'une attaque chimique dans le cadre d'une note jaune. Quand la preuve arrive, on va refaire une note [apportant] très précisément les circonstances et la conclusion […]. Ces documents-là sont sensibles dans le sens où, à chaque fois qu'on apporte un renseignement très important, quasi stratégique, ça peut avoir des implications diplomatiques, sécuritaires ou autres. C'est vrai que quand il y a une réaction [des autorités] sur nos diffusions, on est contents car on sait qu'elles ont été appréciées.

Et la note jaune n'est pas signée ?

Non.

N'y a-t-il pas un sentiment de frustration de ne pas voir son travail publiquement reconnu quand, par exemple, vos analyses donnent lieu à une intervention diplomatique ou militaire ?

Quand on travaille à la DGSE, on n'a pas besoin de ce sentiment de reconnaissance de l'extérieur. Même s'ils ne disent pas que c'est nous, nous, on le sait. On sait qui a fait la bonne opération, qui a fait le bon recrutement, quelle équipe est arrivée à aboutir. Que notre voisin [de palier]

ait de la reconnaissance, on s'en fiche. Quant à notre famille, elle nous aime pour ce qu'on est, et pas pour ce qu'on fait.

La DGSE est un très grand service mais a-t-elle les moyens de s'intéresser à la fois à la Russie, à la Corée du Nord, à l'Iran, à la Syrie, à la Libye… ?

En fait, il n'y a pas tant de pays que ça pour lesquels il faille concentrer nos efforts. On finit toujours par y arriver même si on a besoin de moyens supplémentaires. Dans le domaine de la CP, c'est important d'avoir des partenaires étrangers […]. Autour de la contre-prolifération des ADM, il y a un consensus mondial pour faire en sorte de stopper ou d'entraver un maximum, de retarder certains pays à acquérir des ADM. Le fait que tout le monde ait le même but fait qu'on parle tous le même langage et qu'on va tous faire les mêmes actions, les mêmes efforts.

Et en franco-français, comment la coordination s'opère-t-elle ?

[Si] on sait qu'un pays cherche un produit, nos collègues de l'Intérieur vont alerter les sociétés qui le fabriquent en disant : « Attention, surtout, ne le vendez pas. » Il y a aussi tout un tas de procédés quand on sait qu'un produit est en transit à l'étranger, on va voir quel partenaire peut nous aider pour que le produit n'arrive pas… C'est un travail classique, au quotidien, d'entrave des filières d'acquisition de matériel proliférant.

Quelle est la « tendance » actuelle dans les ADM ?

Quand je suis arrivée au Service, c'était la prolifération de systèmes d'armes complets. Avec l'évolution des nouvelles technologies, qui fait que, maintenant, tout est publié sur Internet, les pays sont en capacité de faire eux-mêmes de grosses parties de leurs armements. Par contre, il leur manque toujours des éléments clés.

Vos réponses ont également évolué ?

Il faut être imaginatif, comme toujours. Quand vous empêchez quelque chose, vous pouvez être sûr que la partie adverse va essayer de contourner, c'est notamment vrai dans les systèmes de sanctions. Nous, on va essayer de contrer le contournement. C'est un petit peu le jeu classique du chat et de la souris.

1. Famille de satellites français mis en orbite entre 1986 et 2014.

Alexis, officier supérieur contre-prolifération

« Il y a un mythe de la DGSE : “Ils nous cachent plein de choses.” C’est faux. »

Pas un ensemble de bureaux n’est construit de nos jours sans une salle de détente, un baby-foot, un coin repas. Engoncée dans la vieille caserne des Tourelles, la DGSE ne peut rien proposer de tout cela. Le contre-terrorisme s’est distingué par ses couloirs aussi interminables qu’impersonnels. Dans l’aile opposée, la contre-prolifération renchérit avec des dédales plus exigus, à moins que ce ne soit la faute de l’obscurité dans laquelle une panne de néons la plongeait, comme s’il était encore besoin de ramener du noir au royaume des ombres. Grandeur et servitude d’un service de renseignement à l’étroit dans ses murs, et peut-être dans son obsession de vouloir éviter des contacts impromptus qui mettraient trop en péril l’incontestable dictature du « BEC », le besoin d’en connaître. La torpeur des locaux peut aussi être vécue comme un test pour qui n’est pas convaincu de l’utilité de son travail au quotidien. Et la question ne se pose manifestement plus depuis longtemps chez Alexis. Dans son bureau partagé avec des plantes vertes, il décrit d’une voix douce et posée un parcours entamé à la fin des années 1990 dans une école de chimie de son Sud natal. Derrière sa chaise, à côté du tableau Velleda sur lequel courent les molécules, trône entre autres l’article de presse relatant l’une des plus belles

réussites de CP à laquelle il a contribué. Mais bien sûr, il ne sera pas possible d'en faire mention puisque la DGSE ne l'a pas officiellement assumée…

*

Selon quels critères une arme est-elle dite « de destruction massive » (ADM) ?

Pour les armes chimiques et biologiques, c'est généralement quand on fait appel à des agents étudiés pour être utilisés sur un théâtre de guerre, avec une certaine doctrine.

Quelles sont les grandes catégories d'ADM ?

Les armes nucléaires, radiologiques, chimiques et biologiques.

Comment sont-elles traitées au sein de la DGSE ?

Un bureau va s'occuper des armes chimiques, un bureau des armes biologiques, un autre des vecteurs qui permettent de disséminer ce type d'armes, et enfin un va s'occuper plus particulièrement de tout ce qui est nucléaire et radiologique.

La contre-prolifération (CP) est un des services historiques de la DGSE.

Oui. C'est un service assez ancien qui a été, dans un sens, très utile lors du conflit en Irak parce qu'on a apporté de l'expertise et des renseignements qui ont permis à nos autorités de prendre des décisions.

La CP n'existait pas au temps de la guerre froide ?

Cet élément-là n'était pas encore bien pris en compte.

Malgré l'arsenal dont s'était doté l'URSS ?

Même du temps de l'Irak, les équipes étaient très réduites. Ça a pris de l'ampleur [avec] les menaces grandissantes de certains pays qui mettaient

en place ce type de programmes.

On peut donc dire que la CP a pris son essor à partir de l'Irak en 2003 ?

Un peu avant. La DGSE travaille sur plein de thématiques, donc il faut faire des choix. Généralement la prolifération est plus vue comme une menace à moyen et long terme que comme une menace imminente. Contrairement à la menace terroriste par exemple.

Venons-en à vous. Comment avez-vous rejoint la DGSE ?

Pour être franc, j'ai atterri à la DGSE par hasard. J'ai effectué mon service national en tant qu'ingénieur en chimie et on avait la possibilité de [le] faire dans des laboratoires de l'armée. Je me suis inscrit dans un [de ces laboratoires] qui avait besoin de ma spécialité et il s'est avéré que c'étaient les services de renseignement français.

Comment avez-vous réagi en l'apprenant ?

J'ai eu un peu d'inquiétude au début en me disant : qu'est-ce qu'ils vont me faire faire ? Ensuite, durant l'année, j'ai bien vu que c'était à but défensif, [pour] se prémunir de ce type de menaces. À l'issue, ils m'ont demandé de rester en tant que civil contractuel.

Cela vous aurait-il gêné d'être associé à un programme offensif ?

Oui. Développer ce type d'armes dans le but de tuer, même pour la France, je n'aurais pas accepté.

La France ne le fait plus.

La France a signé la convention pour l'interdiction des armes chimiques, donc non. Elle est très active à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) où elle met à contribution ses services de renseignement.

Quelles furent vos motivations pour rester à la DGSE ?

J'avais vu que mes collègues travaillaient sur des thématiques très intéressantes, sur l'Irak, la Russie, dans le but d'essayer d'évaluer l'intérêt que certains pays pourraient avoir à développer ce type de programme et aussi de les empêcher de les développer.

En tant qu'ingénieur chimiste, vous auriez pu gagner beaucoup plus dans l'industrie pharmaceutique…

J'aurais pu, mais sur le long terme, j'aurais été moins gagnant. Un scientifique qui travaille à la DGSE va découvrir plein d'autres domaines comme la géopolitique, l'orientation des capteurs et tout ça. Aussi avoir affaire à plein de personnes différentes. D'un point de vue personnel, c'est très enrichissant.

Votre travail à la DGSE est-il de même nature que celui qu'il aurait pu être dans le privé ?

Ce qui me gênait en venant travailler au sein de la DGSE, c'est que je n'allais plus faire du tout de laboratoire… On nous forme à manipuler le renseignement, à l'exploiter, à le diffuser pour nos autorités, et aussi, un peu plus tard, à échanger avec nos sources de manière sécurisée.

Cela vous a-t-il beaucoup demandé à vous qui veniez du milieu des ingénieurs qui n'est pas, disons, le plus ouvert ?

C'est une très bonne question. C'est plus facile de comprendre la science et les molécules parce que ce sont des choses pour lesquelles il y a des lois scientifiques et des règles. L'humain est beaucoup plus complexe. Moi, je me disais que je n'allais pas rester derrière un écran toute ma vie à exploiter du renseignement scientifique et orienter des capteurs. Évoluer vers quelque chose de plus opérationnel, et humain, ça pourrait être intéressant, enfin, en milieu de carrière.

Donc vous avez une première patrie de carrière plutôt centrée sur la science.

Oui. Je suis devenu expert dans le domaine des armes chimiques.

Il vous a fallu combien de temps ?

Je dirais sept ou huit ans.

L'équivalent d'une thèse.

Oui, parce qu'en plus il y a beaucoup de dossiers différents. Chaque pays a développé ses programmes. Il faut apprendre pourquoi untel développe tel programme, sa doctrine, tous les organismes impliqués. C'est un travail sur le long terme.

Imaginons qu'un pays est soupçonné de posséder des ADM. Comment la DGSE se prononce-t-elle ?

En utilisant les capteurs techniques pour surveiller si certains sites sont en activité ou pas. Et en essayant de recruter des personnes qui vont pouvoir nous dire s'il y a encore des activités sensibles. Et contrairement à d'autres thématiques plus politiques, c'est très difficile parce que ce sont en général des programmes cachés, non revendiqués, donc les personnes qui savent réellement voyagent peu, sont très surveillées et peu nombreuses. On peut être plusieurs dessus…

Plusieurs services de renseignement, vous voulez dire ?

Oui. C'est pour ça aussi que c'est important de coopérer avec nos services alliés.

Une personne est identifiée comme un acteur du programme secret de son pays de développement d'ADM : vous essayez de connaître ses besoins pour éventuellement la manipuler ?

Oui. Ou alors elle se rend compte que le programme dans lequel elle travaille ne va pas forcément être utilisé contre le pays voisin, mais contre sa propre population. Ça peut créer des problèmes d'éthique, donc des leviers idéologiques peuvent entrer en compte.

La contre-prolifération emploie-t-elle ses propres agents pour aller au contact ? Ou fait-elle appel à un autre service de la DGSE ?

Pour récupérer un maximum d'informations sur la cible, on n'a pas forcément à entrer en contact directement avec elle. On a plein de capteurs, images, techniques, et aussi ce qu'on peut trouver en sources ouvertes, c'est-à-dire principalement Internet et la presse. À partir de là, si on se rend compte qu'elle a une passion, et que pour cette passion, la personne va voyager, ça peut créer un moyen, soit de recueillir encore plus de renseignement sur elle, soit de s'en approcher en envoyant quelqu'un sous le prétexte le plus adapté.

Quelqu'un de l'ex-Direction du renseignement (DR), de l'ex-Direction des opérations (DO) ?

Ça peut être quelqu'un d'opérationnel, ça peut être un scientifique comme moi parce que le profil pourra mieux converser avec la personne ciblée. Ça peut être aussi une très lourde opération, avec beaucoup de logistique, parce qu'il y a une couverture particulière ; dans ces cas-là, ça ne sera pas forcément quelqu'un comme moi qui analyse le renseignement, mais quelqu'un qui va devoir investir beaucoup de temps pour pouvoir s'approcher de la cible.

Vous arrive-t-il à la contre-prolifération de former un agent de l'ex-DO pour consolider sa couverture ?

Soit de la DO, soit des opérationnels de la DR. C'est un dialogue constant entre le bureau qui a étudié la cible et la personne qui va aller au contact.

Je suppose que vous-même vous avez pu y aller ?

Oui, mais c'étaient des sources assez faciles d'accès. Il m'est aussi arrivé d'aller en tant qu'expert au contact d'une source recrutée par une personne plus opérationnelle pour pouvoir la débriefer sur ses connaissances scientifiques

Dans ce cas, la source sait qu'elle parle à la DGSE ?

Soit à la DGSE, soit à quelqu'un du ministère des Armées, un officiel. L'essentiel, c'est de pouvoir discuter sans retenue avec elle. Si elle était vraiment inconsciente, on ne pourrait pas lui poser toutes les questions que l'on veut.

Au gré de votre expérience, les sources parlent-elles facilement ?

En contre-prolifération, c'est très, très difficile. Il faut vraiment une opportunité opérationnelle, un déclenchement idéologique, quelque chose qui fasse coopérer la personne parce que, en fonction de la zone, elle peut risquer sa vie.

Pouvez-vous décrire l'éventail de capteurs techniques également à votre disposition ?

On peut essayer d'obtenir des interceptions, des actions d'intrusion technique, et puis, ce qu'on a tendance à oublier, on peut voir dans un premier temps ce qui est dans l'ouvert. Tout ce qui est armement chimique et biologique, c'est à la fois un avantage et un inconvénient, ce sont des choses à double usage. Un pays qui serait capable de produire tous les vaccins qu'il veut pourrait très facilement faire un programme d'armement biologique. Et un pays avec une bonne chimie pourrait très facilement, de manière autonome, développer un programme chimique…

Beaucoup de pays ont cette bonne chimie ?

Certains pays d'intérêt, oui.

Cela suppose que la DGSE dispose d'une espèce de base de données de tous les laboratoires existants dans le monde ?

Ce n'est pas une base de données. Ce sont des recherches qu'on archive […]. On est obligés de se focaliser sur les structures les plus sensibles censées développer ce type d'agents.

Nous avons évoqué avec Anne la partie missiles du supposé programme irakien d'ADM. Quelle fut votre analyse à vous ?

On n'avait pas de renseignement suffisamment concluant et fiable pour dire que Saddam Hussein est en train de relancer un programme chimique ou biologique.

Sans entrer dans les détails, le renseignement était-il plus d'origine humaine ?

Il y avait de tout. Interception, renseignement satellitaire, un peu de renseignement humain, mais aussi beaucoup d'expertises à éplucher, tout ce que l'Irak déclarait dans son programme.

Parviendriez-vous à illustrer ce point-là ?

Par exemple, tant de tonnes de ce précurseur, plus tant de tonnes de ce précurseur, vont donner tant de tonnes de toxiques. Il faut être scientifique pour pouvoir dire : OK, c'est raisonnable. Je schématise, mais ils peuvent se tromper, ou délibérément se tromper, et au lieu de dire « ça va faire 100 tonnes », en fait ça va faire 150 tonnes, et ils mettent 50 tonnes de côté.

Cela induit-il que la DGSE suit toutes les filières d'importation de produits pouvant entrer dans la fabrication d'une ADM ?

Oui. C'est une [autre] équipe qui va suivre tous les réseaux d'acquisition pour ce type de programmes, donc des listes de produits que,

nous, on valide et qu'on expertise.

L'étude des vecteurs ne fait pas partie de vos prérogatives.

Les armes chimiques et biologiques peuvent être mises dans des missiles, mais, comme on a pu le voir l'année précédente [2022], elles peuvent être utilisées dans des armes beaucoup plus petites. Dans ces cas-là, l'expertise se fait à notre niveau. En fait, notre but est aussi d'essayer d'identifier l'arsenal du pays : quel type d'agents chimiques ou biologiques il développe ? Dans quelles armes ? Où est-ce stocké ? Et aussi, quelque chose d'important, la doctrine : contre qui ça va être utilisé et pourquoi ?

Pour un sujet comme l'Irak en 2003, combien de sources peut mobiliser la DGSE ?

Très difficile à dire. On pouvait avoir identifié beaucoup de personnes susceptibles de nous fournir du renseignement, mais après, sur le nombre de personnes qu'on a vraiment réussi à contacter, et auprès desquelles on a recueilli du renseignement intéressant, je dirais… très peu. Il faut être patient. C'est un travail de fourmi.

Il n'y a pas, comme dans les romans, la source qui livre l'existence et la localisation d'un programme dangereux…

Ah non !

Dans votre domaine, quel genre d'entités ciblez-vous ?

Des États. Pour les groupes terroristes, on coopère avec nos collègues du contre-terrorisme dès qu'ils [vont] avoir un intérêt pour des agents biologiques ou chimiques, le suivi des scientifiques qui pourraient développer ce genre de programmes. Mais cela reste avant tout une thématique CT parce que le terroriste va s'intéresser à tous les moyens à sa disposition pour faire des attentats ; il ne va pas forcément faire la différence entre le chimique, le biologique, le conventionnel.

Sans donner de précisions, y a-t-il eu des alertes en ce sens ?

Oui. Al-Qaïda s'intéresse à ce genre d'agents. L'agent chimique ou biologique, c'est sale, ça fait peur, beaucoup plus que du conventionnel. Même si c'est raté, ça va créer une certaine phobie.

Sans être un oiseau de mauvais augure, comment expliquez-vous que les terroristes y aient relativement peu eu recours ?

En plus d'al-Qaïda, l'État islamique a quand même effectué pas mal d'activités dans ce domaine-là du temps où ils maîtrisaient de grandes zones en Syrie et en Irak. Ils avaient développé un programme.

Dont ils ont fait usage ?

Sur le théâtre de guerre, mais pas forcément avec une grande efficacité[1].

Quelle en fut l'analyse de CP ?

C'était : ils sont en train de développer un programme, pas avec une grande efficacité. On fait face à deux problèmes techniques pour ce genre d'agents chimiques : le produit est rare, en certaine quantité, avec une certaine pureté. Et aussi il faut savoir l'utiliser et le disperser. Ils avaient réussi à en produire, mais pas de manière très pure et pas forcément en utilisant le meilleur vecteur. Sans trop entrer dans les détails…

Ça veut dire que les groupes terroristes peuvent recruter des scientifiques.

Oui.

Connus de la communauté scientifique ?

Pas forcément. Parce qu'en fonction du type d'agents, on n'a pas forcément besoin d'être un grand scientifique. Il suffit de sortir d'école d'ingénieurs et d'avoir les procédés de synthèse.

Il n'y a pas besoin de grand-chose pour produire ce genre d'armes…

Non. La secte Aoum avait fait ça dans un garage[2].

Beaucoup d'éléments sont hélas accessibles sur Internet…

Internet a changé beaucoup de choses. On peut recueillir beaucoup plus de renseignement dans l'ouvert que quand je suis arrivé. Le tout, c'est de disposer d'assez de temps et de capacités pour le chercher, au bon endroit.

Imaginons maintenant qu'une crise éclate dans une zone et que le risque d'utilisation d'ADM est estimé élevé, comment la DGSE se prépare-t-elle ?

Ce serait l'idéal de se retrouver pile au bon moment, au bon endroit, mais on n'a pas les capteurs adéquats. Personne, même les plus grands pays, ne les a. Donc, on va essayer de développer un réseau de personnes qui va pouvoir nous aider à recueillir des échantillons sur une attaque.

Dispose-t-on d'une cartographie des stocks supposés d'ADM ?

On peut avoir une idée assez précise de l'arsenal. Mais au moment où ils vont le déployer et l'utiliser, le plus difficile est de savoir qui va donner l'ordre. On ne peut pas tout savoir à l'avance. L'événement chimique va d'abord apparaître dans l'ouvert, des tweets, des posts Facebook, dans la presse, parce que les gens sur place vont témoigner. Nous, notre travail, c'est de recueillir ces éléments, d'orienter nos capteurs afin de voir si vraiment il y a eu un événement chimique. Et si on estime que oui, on va activer nos opérations et notre réseau pour essayer de prélever un échantillon.

Finalement, les réseaux sociaux peuvent également être considérés comme un capteur ?

Un capteur passif, on va dire…

Quel est le stade suivant ?

Dans certains cas, comme ces événements se répétaient, les gens savaient que ça pouvait intéresser certains pays et donc ils prélevaient automatiquement. Mais un des grands enjeux, c'est la traçabilité de ce qui est prélevé. Les opposants vont avoir intérêt à gonfler un événement ou inventer une nouvelle [attaque] pour accuser le pays qui les oppresse. Donc, pour éviter de se faire instrumentaliser, on a essayé aussi de former des gens pour pouvoir prélever de manière correcte

Vous n'envoyez donc pas systématiquement quelqu'un avec le matériel adéquat ?

Si la zone est praticable, si… Mais souvent, il faut prélever dans les vingt-quatre heures, donc on n'a pas le temps. Après, il y a des personnes dans le milieu médical, certains scientifiques, qui peuvent prélever de manière très correcte, ça ne demande pas une technicité extraordinaire. Il faut juste faire attention d'un point de vue sécuritaire et ne pas trop s'approcher de l'événement pour ne pas s'empoisonner par exemple

Il peut y avoir un risque de contamination ?

Souvent, quand l'arme a explosé, elle est dispersée dans la terre. En fonction de la zone, ça peut être des traces pas forcément dangereuses. S'il reste vraiment du liquide ou de l'agent non encore dispersé, là, ça l'est. Et puis, pour certains toxiques comme le chlore, ça laisse des traces, mais on peut passer deux heures après sans forcément se mettre en danger.

Quel est le délai pour que l'échantillon arrive ici ?

De vingt-quatre heures à… trois mois. [*Rire*.] Je ne peux pas en dire plus, mais il y a dû y avoir des barrages… Pour nous, plus c'est tôt, mieux c'est. Mais trois mois, ça reste toujours utile. Par exemple, il y a certaines enquêtes actuellement de l'OIAC sur des événements qui ont eu lieu en 2013 et 2018.

Où va l'échantillon une fois en France ?

Un laboratoire du ministère des Armées est référent pour analyser les toxiques de guerre[3]. Donc, l'idéal, c'est de lui faire analyser ce type d'échantillons-là. Quand nos politiques veulent porter un dossier ou une accusation à l'OIAC ou à l'ONU, c'est important qu'un laboratoire indépendant analyse l'échantillon.

Quel délai lui faut-il pour rendre son verdict ?

Ça peut être très rapide. Avec les symptômes, le type d'armes utilisé, on peut, nous, déjà avoir une très bonne idée du type d'agent. Donc, on peut orienter le laboratoire pour qu'il se focalise sur un produit précis.

Vous êtes donc obligés d'observer les photos des victimes ?

Oui. Il y a des symptômes bien caractéristiques pour certains produits… On arrive à se démarquer de ça… J'arrive à le faire parce que c'est pour la bonne cause.

Il n'y a pas de colère qui peut monter ? Ce sont souvent des femmes et des enfants…

Il peut y avoir de la colère, mais c'est une petite partie de la mortalité d'un conflit : les armes conventionnelles amènent bien plus de victimes. Donc, on relativise. L'essentiel est de pouvoir amener le renseignement le plus rigoureux possible.

Une fois que le laboratoire s'est prononcé, que mettez-vous dans la note jaune ?

Tout ce que l'on a pu recueillir sur l'échantillon en lui-même ; on va essayer aussi de dire : ça s'est passé à telle heure, dans telle localité, ce sont les opposants qui ont été visés, un avion ou un hélicoptère est passé juste avant les premiers symptômes des personnes arrivées dans tel hôpital… On va essayer de reconstituer tout l'événement, par nos renseignements.

Vous interrogez-vous sur les conséquences éventuelles de ce que vous écrivez ?

Oui. Il y a des échantillons par exemple que l'on a refusés parce qu'on n'avait pas une assez bonne traçabilité et qu'on n'arrivait pas à donner un dossier suffisamment fiable à nos politiques.

Si l'État décide d'intervenir militairement, comment le vit-on ?

On est fier. On a l'impression que les renseignements que l'on transmet ont servi à quelque chose.

Ce n'est pas toujours le cas ?

Si, mais il y a des choses moins visibles que d'autres.

Des notes jaunes ont donné lieu à des interventions dont le grand public n'a pas eu connaissance ?

Pas forcément une intervention. Savoir que tel ou tel pays a développé tel ou tel agent, que tel réseau terroriste s'intéresse à tel agent facilement utilisable, c'est quelque chose que l'on doit diffuser de façon à ce que nos politiques en prennent conscience, mais aussi que le ministère des Armées, et par exemple la sécurité civile, l'Intérieur ou même la Santé, puissent prendre en compte cette menace et essayer de développer des moyens de détection, des contre-mesures médicales, des moyens de s'en protéger.

Est-ce également de votre ressort de déterminer la chaîne de commandement lors de l'utilisation d'une de ces ADM ?

Oui. C'est ce que l'on appelle l'imputabilité. Et c'est ce qu'il y a de plus dur.

Comment faites-vous ?

On essaye de recueillir un maximum de renseignements. Par exemple, si on a la vidéo d'un hélicoptère qui largue une grenade, on sait que, dans telle zone, la voie aérienne est maîtrisée par le pays et pas par l'opposition.

Dans quel degré de précision entrez-vous ? Cherchez-vous le nom des responsables ?

Si on peut trouver la personne qui a donné l'ordre au pilote d'hélicoptère, oui. Là aussi, il y a tout un travail en amont, mais c'est très, très difficile. C'est ce qu'il y a de plus secret.

Dans les affaires de ces dernières années, y êtes-vous arrivés ?

On a pu avoir une certaine idée, oui. Mais ça reste du renseignement. Contrairement à l'échantillon, ce n'est pas une preuve, c'est un petit élément. Telle personne nous a dit : je sais que c'est untel et je l'ai récupéré de telle ou telle façon. En avoir la preuve, c'est encore autre chose.

Les pièces de vos dossiers peuvent-elles être transmises à la justice internationale ?

S'il y a une plainte, et que la France doit y contribuer, on peut nous demander de transmettre nos fameuses notes jaunes. Il y a un mythe de la DGSE – « Ils nous cachent plein de choses » –, c'est faux. Le renseignement qu'on peut transmettre, on ne le garde pas pour nous. Le renseignement doit être utile.

Les notes jaunes transmises sont censurées ?

Ce qu'on appelle caviardées. Notre seule limite est la protection des personnes et des capteurs qui nous ont permis de recueillir ce renseignement, c'est notre priorité.

Pour faire le lien avec une crise plus proche, quels enseignements CP a-t-il tirés du Covid ?

Elle a montré qu'un virus peut perturber la planète entière. Donc, on va essayer de voir, d'un point de vue biosécurité, si les pays soupçonnés de développer des activités sensibles dans le biologique sont fiables.

Et s'ils ne le sont pas, rien ne peut être mené pour les dissuader d'un mauvais emploi ?

C'est tout le problème du double usage. Les agents chimiques et biologiques sont produits à partir de techniques qui sont utilisées dans le civil, pour produire des vaccins, des pesticides, des produits pharmaceutiques. On ne peut [donc] pas empêcher un pays d'acquérir ces technologies-là. C'est aussi pour ça qu'on est là, pour essayer de faire la part des choses entre ce qui est louable et ce qui ne l'est pas.

Après un certain nombre d'années à la DGSE, comment regardez-vous l'ingénieur que vous étiez en sortie d'école ?

J'étais un jeune scientifique intéressé par la science et la chimie, qui en vingt ans a découvert la géopolitique, le renseignement, les institutions, les coopérations avec nos correspondants nationaux et étrangers. Donc, même si je regrette de ne plus faire de laboratoire, de ne plus être « à la paillasse », j'ai découvert plein d'autres choses très diversifiées.

Si vous deviez présenter la DGSE à un amphi d'école d'ingénieurs, qu'en diriez-vous ?

Un service qui permet d'avoir une vision très large, même si on travaille dans un dossier particulier, sur ce qui se passe dans le monde. Un travail administratif, mais aussi très diversifié. Je peux un jour me retrouver à rédiger une note jaune, un autre jour à aller voir un partenaire outre-Atlantique pour discuter d'une opération particulière, me retrouver [ensuite] à sensibiliser un politique sur un événement ou même à aller à la frontière d'un pays qui nous intéresse pour reconditionner et récupérer des échantillons…

1. Daech a par exemple employé des armes chimiques à Taza Khormatu, le 8 mars 2016.

2. Le 20 mars 1995, des adeptes dispersent du gaz sarin dans le métro tokyoïte. Bilan : treize morts et plus de six mille blessés.

3. Il se situe à la Direction générale de l'armement.

Frédéric, interprète image

« Il est impossible d'être omniscient. »

Des tapis confondus avec des missiles. Vingt ans plus tard, cette erreur, volontaire ou non, ne serait probablement plus possible. La légende prétend que les satellites actuels permettraient de lire l'heure au poignet d'un individu, et faut-il forcément chercher à la vérifier ? De toute façon, les services ont désormais à leur disposition toute une panoplie de matériels, civils et militaires, leur permettant de voir à des milliers de kilomètres comme derrière la dune qui les sépare de leur cible. Ils peuvent voir, mais savent-ils pour autant ? De la même manière que pour les données numériques, l'afflux de photos est inutile sans des filtres facilitant leur exploitation. L'œil de Frédéric, interprétateur à la direction technique et de l'innovation, en fait partie. La quarantaine sportive, des phrases courtes, pesées, qui parfois peuvent avoir la chance d'être ponctuées d'un agréable sourire : il n'a pas tout abandonné du milieu militaire d'où il vient. L'intrusion dans son bureau d'un autre monde de l'image a il est vrai de quoi le perturber, sans compter les camarades qui viennent chambrer celui qui, pour une fois, passe de l'autre côté de l'écran. De la difficulté aussi de parler technique quand il ne faut pas ne rien dire pour être compris tout en évitant de trop en dire de peur de l'être trop bien…

*

Dans quel service opérez-vous ?

Un bureau d'analyse image et également de Geoint[1] […]. C'est un service qui a maintenant plusieurs années. Il utilise l'imagerie satellite, mais également toute une quantité de données géolocalisées pour subvenir aux besoins des officiers traitants.

Comment définiriez-vous le Geoint ?

Le Geoint utilise une donnée géolocalisée et la « replaque » sur un fond cartographique pour faire apparaître différentes tendances, différents mouvements qui apportent une plus-value au renseignement.

Comment y êtes-vous venu ?

Je suis militaire, je me suis engagé au titre de cette spécialité d'imagerie. Il y a une vingtaine d'années, c'était assez inconnu, à tel point que le recruteur m'a dit : « Je suis désolé, je ne peux pas vous renseigner, je ne sais pas ce que c'est. Par contre, je peux vous diriger vers d'autres spécialités. » Je suis parti en école de sous-officiers toujours sans savoir où j'allais mettre les pieds. Le classement final faisant, je me suis retrouvé à la Direction du renseignement militaire (DRM), où j'ai fait plusieurs années, avant de venir à la DGSE.

Comment la DRM et la DGSE se distinguent-elles en la matière ?

À la DRM, mon travail en tant qu'interprète photo était dirigé sur les activités militaires dans le monde ou sur les théâtres de guerre. Venir à la DGSE, c'était élargir le champ de compétences et travailler sur d'autres thématiques. On change un peu d'environnement, mais pas tant que ça. La DRM reste similaire en termes de moyens mis à disposition ; il y a juste des outils un peu différents, souvent des développements internes au Service. C'est assez facile de glisser de la DRM à la DGSE dans une spécialité comme celle-ci.

Vous souvenez-vous du premier dossier qui vous fut confié ?

Quand je suis arrivé, mon chef de section m'a fait part de son souhait de refaire le point sur nos connaissances sur la Corée du Nord. J'ai eu à traiter dans le domaine balistique l'ensemble des connaissances qu'on pouvait avoir, les recentraliser sur les sites, synthétiser. À la DRM je n'avais jamais traité ce pays, donc je suis parti de zéro quasiment.

Prenons donc le cas d'espèce de la Corée du Nord. Pour faire le point, vous disposez d'une banque de données ?

Le Service travaille depuis de nombreuses années sur la Corée du Nord. Il existe une base de sites, des dossiers archives. Donc il m'a fallu reprendre l'ensemble de ces données, parler aussi beaucoup avec les officiers traitants qui étaient sur le sujet. C'est un savant mélange entre le dialogue avec les officiers traitants et les archives.

À quoi font référence les « sites » que vous évoquez ?

Suivre un programme de développement balistique, c'est suivre l'ensemble des sites qui, de la fabrication au site de lancement, seront mis en œuvre. Ça peut comprendre de nombreuses infrastructures, de nombreux pas de tir, des sites d'essais moteur.

Ce genre de données sont mises à jour régulièrement via des passages satellites ?

La finalité ultime serait d'être capable d'anticiper toutes les actions, en l'occurrence des essais de missiles balistiques, ce qui est extrêmement compliqué, et demande une ressource technique, humaine, absolument gigantesque, pour lesquelles on n'est peut-être pas dimensionnés. Malgré tout, on arrive, avec l'ensemble des données techniques allouées, à suivre assez proprement le développement de ces programmes. Effectivement, on joue avec ces programmations satellites. Mais il n'y a pas que nos données

propres, classifiées. La source ouverte est aussi un élément important du renseignement.

Que recouvrent les « sources ouvertes » dans votre domaine ?

Sont compris tous les messages de propagande qu'un régime peut diffuser. On les prend en compte, dans le sens où on peut aller les vérifier, et pour ça l'imagerie satellite est parfaite. On suit aussi certains réseaux sociaux, parce qu'on [y] trouve des gens extrêmement doués pour localiser des photos tout seuls ; eux aussi, à leur niveau, confirment certaines activités, par exemple balistiques en Corée du Nord ; ils arrivent à relocaliser des photos propagées par le régime. C'est [enfin] aller faire d'autres recherches pour comprendre certaines choses techniques qui arrivent de façon un peu parcellaire en source ouverte et qui pour nous sont d'un intérêt certain.

Comment des individus parviennent-ils à localiser une image avec leur seul PC ? Des outils sont disponibles en ligne ?

Ils utilisent des plateformes comme Google Earth et je pense qu'ils connaissent bien les pays. C'est quand même assez bluffant de voir ce qu'ils font pour retrouver aussi rapidement les zones de lancement de missiles balistiques, par exemple. Je pense que ce sont [parfois] d'anciens interprètes photo qui, par loisir, continuent *via* la source ouverte à assouvir une certaine passion.

À l'instar de Google Earth, diriez-vous que la puissance de l'informatique peut concurrencer le genre de métier que vous pratiquez ?

Google Earth est un outil extrêmement pratique, mais rien ne concurrencera les moyens souverains que la France possède, la capacité que nous avons de diriger nos capteurs. Sur une plateforme comme Google Earth, on va subir ce qui est mis à disposition alors que là, on sera maître de

pouvoir programmer des images satellites sur des points qui sont réellement d'intérêt et qui nécessitent une mise à jour très récente.

La résolution de vos images est aussi largement supérieure.

Effectivement, la constellation de satellites qu'on utilise peut avoir une très haute résolution.

Peut-on en donner la précision ?

Je ne peux pas vous en parler, non.

C'est un secret-défense ?

Actuellement, oui.

Êtes-vous en mesure de savoir la résolution à disposition des autres services ?

Oui, on peut voir aisément jusqu'où le partenaire ou le concurrent peut aller […]. Des échanges sont réalisés pendant les réunions que les officiers traitants réalisent avec les partenaires. Dans ce cadre-là, on a des échanges « matière » […]. Un partenaire aura des choses qu'il ne souhaite pas montrer, mais ne serait-ce qu'avec ce qu'il nous permet de voir, on peut facilement en déduire ses capacités liées à l'imagerie satellite.

Comment travaillez-vous en interne à la DGSE : ce sont les officiers traitants qui vous sollicitent sur un dossier particulier ?

Nos activités sont calquées sur les différents bureaux qui existent chez les officiers traitants. On peut avoir un bureau qui traitera d'une thématique balistique d'un pays particulier, d'une thématique nucléaire, et ces gens-là, ponctuellement, nous commandent certains travaux, des mises à jour sur certains sites ou une confirmation. Les réponses qu'on va apporter sont extrêmement ciblées. Le volume que nous sommes ne nous permet pas de nous disperser. Il est impossible d'être omniscient.

Votre expertise va-t-elle porter sur la possession par tel pays de tel missile ou cela peut-il aller jusqu'à : tel pays est en train de préparer l'utilisation de tel missile ?

C'est plutôt vers ça qu'on tend, effectivement. On est plus dans le suivi de développement de programmes nucléaire, balistique, chimique ou biologique pour être en mesure de dire : attention, le pays est en train de se doter de cette capacité.

Imaginons qu'un conflit de haute intensité se déclenche quelque part dans le monde, comme en Ukraine, allez-vous surveiller l'emploi de missiles par exemple ?

Dans une crise, on est tout de suite sur du déploiement de forces militaires. Là, on est plus sur les plates-bandes de la DRM.

Peut-on dire que la DRM s'empare alors du volet purement militaire entre belligérants et que, vous, vous regardez plutôt les à-côtés ?

Nous, on sera orientés par nos officiers traitants sur les sites sensibles pour voir s'ils sont engagés dans l'appui à la crise par exemple.

Ce n'est donc pas un travail, à proprement parler, en urgence. Ce n'est pas : attention, ils sont en train de sortir tel missile et s'apprêtent à tirer dans dix jours ?

L'anticipation est très compliquée. Ça fonctionne quelques fois, parce qu'il y a quand même des éléments très marquants, des *process* de certains pays qu'on maîtrise et qui permettent d'anticiper certains tests. Il y a aussi des règles internationales qui font que tirer un missile nécessite, ou devrait nécessiter, d'alerter en diffusant des Notam[2] par exemple, des restrictions d'espace aérien, qui sont très signants […]. C'est assez difficile de suivre l'ensemble de nos sites. Quelques fois, on se fait aussi surprendre par l'actualité.

Le domaine de compétence de l'imagerie satellite n'est pas dévolu qu'à la contre-prolifération.

Non, on suit aussi des activités contre-terroristes, avec plusieurs agents dédiés.

Que recherchez-vous en matière de contre-terrorisme ?

Le déploiement de groupes djihadistes, la recherche de campements somme toute mobiles… Ça nécessite d'avoir en amont des informations assez importantes de la part des officiers traitants pour pouvoir aller chercher au bon endroit. Ça fait penser un petit peu à une quête sans fin de courir après ces groupes terroristes, mais [cela] aboutit très régulièrement et donne de très bons résultats notamment *via* l'imagerie satellite.

Des capteurs vous manquent-ils par rapport à ce que peuvent faire d'autres services ?

On a maintenant, en plus de nos capteurs souverains, beaucoup d'images commerciales mises à disposition. On est moins sur un volume d'images que sur une problématique de ressources humaines. Les images, on arrive à en avoir beaucoup. Avoir un capteur souverain, ça veut dire disposer d'archives sur certains sites : à l'instant T, ces sites d'intérêt ne représentent pas une menace, mais les archiver, se faire une idée pour y revenir *a posteriori* afin d'essayer de caractériser ce qui s'est passé dans le passé, c'est important dans notre domaine.

Êtes-vous capables de faire de l'exploitation 3D qui permettra de mettre en évidence la construction d'un site par exemple ?

On a la possibilité de recréer l'environnement en 3D qui peut permettre dans certains cas de mieux appréhender le site, les infrastructures qui se construisent.

Vous disposez de logiciels maison à cette fin ?

Des choses en source ouverte fonctionnent extrêmement bien, [mais] vont jouer sur le relief du terrain plus que sur le bâtiment. Notre développement interne, lui, va chercher à élever le bâtiment en 3D. Pour nous le relief du terrain est aussi important pour bien comprendre l'implantation de certains bâtiments caractéristiques qui nécessitent d'être protégés en cas d'accident.

Quelle est la part de la technologie dans l'interprétation image ?

L'intelligence artificielle pallie le flot d'images qui nous arrive, c'est-à-dire qu'il y a des sites ou des zones sur lesquels on peut lancer du *machine learning* parce que quelquefois des signaux très faibles peuvent être facilement détectés par de l'IA. Ça fonctionne relativement bien et ça nous déleste de la surveillance de beaucoup de zones. Malgré tout, le facteur humain est prépondérant. C'est encore l'homme, l'œil, qui va faire l'ensemble du travail.

Combien de temps vous faut-il pour rendre votre verdict ?

Si c'est pour confirmer la tenue d'un tir de missile balistique, ça peut aller très vite si on a l'image prise au bon moment. Si c'est pour analyser un site, ça peut être très long, plusieurs jours, parce qu'on a besoin de travailler sur de l'archive, pour comprendre ce qu'on voit à l'instant T.

Dans le cas où vous arrivez à vous faire une idée grâce aux satellites, mais qu'il vous manque quand même des éléments, un angle de prise de vue, pouvez-vous demander l'envoi d'une équipe sur place ?

C'est des dialogues qu'on a avec les officiers traitants qui, par exemple, veulent avoir des renseignements sur des bâtiments. Ils ont peut-être à disposition un agent sur le terrain qui pourra aller prendre une photo.

Vous souviendriez-vous de cas où vos doutes ont été confirmés ou infirmés par cette coordination ?

Oui, mais qui ressortent surtout d'expériences en mission. Vous imaginez bien que la présence d'agents et de sources en Corée du Nord par exemple, c'est très compliqué… Quand on est en mission, peut-être sur un théâtre de crise, on a quand même pas mal de monde à l'extérieur et qui peuvent donc travailler conjointement.

En tant qu'interprétateur image, vous pouvez donc être également projeté ? Mais comment faites-vous sans les moyens lourds dont vous disposez ici ?

On part avec des moyens beaucoup plus légers en mission… Ici, on travaille avec un soutien d'imagerie satellite ; là-bas, le soutien [que nous apportons] ne sera pas le même […]. La réponse attendue doit être beaucoup plus rapide, et les moyens sont *de facto* beaucoup plus modulables qu'un satellite qui est quand même assujetti à des contraintes techniques.

Y a-t-il toujours un caractère d'urgence à l'envoi de personnel de la Direction technique de l'innovation ?

Oui. Pour une crise ou des choses propres au Service.

Comme une question soulevée par une direction ?

Oui. On est amenés à réaliser des projections là où des moyens satellites ne suffiraient pas et qu'il est nécessaire de recourir à des moyens propres. Lors des projections, on utilise notamment des moyens aéroportés, je veux dire par là un avion doté de capteurs afin de répondre encore plus finement et précisément à la demande.

L'adversaire sait depuis longtemps que des satellites passent au-dessus de sa tête. Le voit-on mettre en œuvre des parades ?

Ça se voit à différents niveaux. Lors d'un théâtre de crise, très souvent les véhicules sont camouflés, l'activité se fait souvent sous couvert ou à l'abri de la végétation. Mais même à une autre échelle, quand on essaie de suivre certains développements de programmes, de nombreuses activités sont réalisées de nuit par exemple et deviennent assez problématiques à suivre. Ça ne nous empêche pas de les déceler [autrement], mais l'adversaire essaie par tous les moyens de masquer ses activités les plus menaçantes ou les plus proliférantes.

Le fait qu'ils fassent ces activités à la vue de tous ne peut-il être aussi considéré comme un message envoyé ?

On est presque dans de la propagande quand ça devient tellement visible. Tout ce qui restera masqué de nuit, c'est ce qui est pour nous le plus intéressant à suivre.

La DGSE n'est donc pas « aveugle » la nuit ?

Des moyens techniques permettent de pallier ce problème…

De quels moyens auriez-vous besoin pour être encore plus performants ? Y en a-t-il sur le marché dont ne disposerait pas la DGSE ?

C'est tout l'enjeu et la problématique de souveraineté : toutes les capacités techniques que nous développons visent à ce que nous puissions être capables tout seuls d'apporter une réponse à nos autorités, de façon sûre et certaine, sans qu'il y ait eu une retouche de quelqu'un qui nous fournit l'image. Il nous manque [ainsi] peut-être certaines compétences techniques, comme par exemple de l'imagerie radar.

Que peut-on en tirer ?

En schématisant, l'imagerie radar s'affranchit de la météo, du jour et de la nuit…

1. Geospatial Intelligence : renseignement issu de l'analyse d'images satellitaires ou de photographies aériennes.
2. *Notice to Airmen* : messages émis par les agences gouvernementales de contrôle aérien.

Luc, analyste contre-prolifération

« Quand vous intégrez la DGSE, vous prenez un TGV en route, mais vous le prenez en pleine figure. »

« Ni oui ni non. » Avant le rouge caméra, c'est l'une des suppliques adressées par l'intervieweur à l'interviewé afin que l'entretien ne tourne pas à la partie de ping-pong. Avec Anne, Alexis et Luc, il fallut cependant élaborer une variante : ni oui, ni non, ni « P ». Car si la DGSE a accepté pour la première fois de dévoiler le mode d'emploi d'une de ses opérations de contre-prolifération (CP) datant d'il y a quelques années, elle n'a pas souhaité que le nom du pays soit cité. D'où « P ». Luc, la quarantaine approchante, collier de barbe sur cravate un peu trop courte, s'en est tiré remarquablement. L'épreuve cependant n'est pas si difficile pour des habitués de la gymnastique mentale. Surtout lorsque, et tel fut le cas, vient se plaquer sur la carapace du secret une seconde épaisseur de rationalisme scientifique. Il n'y aura donc pas l'excitation d'apprendre où CP s'est distinguée[1], mais se pencher sur la façon dont elle y est parvenue n'est-il pas plus judicieux ? Qu'un triste satrape se prenne encore d'envie d'employer une arme de destruction massive et l'on aura alors le privilège de pouvoir discerner entre les lignes de la presse les silhouettes des fonctionnaires, comme Luc, à l'œuvre pour le châtier.

*

Nous sommes sur un site de la DGSE à l'extérieur de Paris qui accueille en ce moment de nombreux travaux.

Depuis que j'y suis, la DGSE est un chantier permanent. Les moyens alloués sont conséquents, donc on a besoin de nouvelles infrastructures pour accueillir les jeunes dans de très bonnes conditions de travail, et aussi pour s'adapter aux besoins en matière de renseignement, de nouvelles technologies, aux nouveaux sujets à traiter.

Faire venir des entreprises extérieures ne pose pas de problèmes sur le plan de la sécurité ?

Un service compétent s'occupe du sujet. Pour nous, les agents de renseignement, dans notre quotidien, c'est quelque chose de transparent, on ne se pose pas de questions ni sur l'identité ni sur la raison de la présence de personnels extérieurs sur nos emprises.

Cela fait plusieurs années que vous êtes à la DGSE, vous n'êtes jamais passé par une phase de paranoïa ?

Il n'y a pas de place pour les paranoïaques à la DGSE. Les premières années, on doit prendre en compte de nombreuses consignes de sécurité. Ça devient assez vite une seconde peau.

Avez-vous eu tout de même ce petit frisson d'intégrer un service dit secret ?

Forcément. J'y suis arrivé tardivement, après mes 30 ans. Je suis ingénieur, docteur en sciences physiques, thermodynamique et thermochimie. J'ai eu une première partie de carrière en R&D, plus particulièrement dans l'architecture et le développement des armes au profit de l'industrie de défense française et de nos forces armées. J'étais plus attiré par des sujets à long terme. Les années passant, aussi à cause de l'actualité, du terrorisme, des crises internationales, j'ai voulu mettre à profit mes compétences dans le monde du renseignement.

Vous vouliez vous sentir plus utile ?

J'avais envie de me dire que ce que je faisais au quotidien avait un impact direct pour nos autorités, pour la France en général.

Les attentats des années 2010 ont été un élément déclencheur ?

Ils ont fini de me convaincre de rejoindre la DGSE. C'était aussi la confrontation des grands blocs qu'on sentait déjà poindre, la fin d'une certaine forme de stabilité, les Printemps arabes et, dans mon domaine à moi, l'impact des nouvelles technologies – certains grands dirigeants parlaient déjà de missiles hypersoniques.

Votre but était d'aider la France à se renseigner sur ces nouvelles armes ou de l'aider à en disposer aussi ?

C'est toujours la dialectique du bouclier et du glaive. Plutôt aider la France à savoir ce dont sont capables nos adversaires pour, dans un deuxième temps, adapter nos systèmes de défense. On avait un besoin criant de renseignement pour savoir ce que font nos adversaires, au-delà de la propagande des grands dirigeants.

Le fait de passer du monde fermé de la recherche au monde encore plus fermé du renseignement ne vous a pas fait peur ?

Je pense que si vous êtes un ingénieur qui travaille dans le nucléaire civil ou sur des applications médicales sensibles où il y a beaucoup de concurrence, vous êtes déjà sensibilisé à la notion de confidentialité. Tous les scientifiques ne sont pas naïfs. Derrière ces applications légitimes peuvent se cacher des applications militaires ou de mauvaises intentions. Donc, non, il y avait une forme de continuité.

Vous a-t-on vendu du mythe pour vous recruter ?

Non, c'est très terre à terre. Une fois qu'on a intégré, on est impressionné par l'ampleur des moyens et la profondeur de la mission, mais

le décor tombe assez vite par rapport à ce qu'on peut voir de l'extérieur. Un collègue avait utilisé cette métaphore : vous prenez un TGV en route, mais vous le prenez en pleine figure. Vous êtes noyé sous une quantité d'informations, d'abréviations, de jargon propre au monde du renseignement, d'outils, de procédures pour notre propre sécurité et la sécurité des collègues… Donc, l'arrivée peut être un choc. Vous êtes mis dans un train qui va très vite, et une fois que vous êtes dedans, les mois défilent et un jour, vous levez la tête, et ça fait déjà dix ans que vous êtes là !

La formation au métier d'officier de renseignement n'a pas été trop difficile ?

Certains exercices terrain le sont. Le plus dur est de passer outre ses propres limites, parfois, de timidité, de gérer son stress, de rester naturel en toutes circonstances. Il faut arriver à vaincre sa propre éducation. Mais quand on vous demande de faire, vous le faites pour une bonne raison, et en France je pense qu'on a de vraies bonnes raisons.

Étant scientifique, vous vous attendiez à devoir faire cela ?

De l'extérieur, je savais que mes compétences pouvaient servir pour analyser, agglomérer un ensemble d'informations que la DGSE obtient par les capteurs à sa disposition : imagerie satellite, etc. Par contre, je ne savais pas concrètement ce que c'était d'être un agent de terrain, et ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a un écart quand même substantiel entre ce que l'on peut voir à la télévision et la réalité où on nous demande d'être souples, agiles, adaptables.

Vous-même, vous espériez faire du terrain ?

Il y a encore quelques décennies, la DGSE s'appelait le Sdece, avec le mot « document » dans le titre même du Service[2]. Donc, c'est quand même avant tout un métier de tête. Pour ma part, je passe plus de temps dans un

bureau qu'à l'extérieur, mais au fur et à mesure de l'évolution des différentes compétences nécessaires au renseignement, vous êtes amené aussi à être sur le terrain, à l'étranger.

Le fait de ne pas avoir accès à Internet sur votre bureau n'est-il pas handicapant dans votre domaine qui reste très apparenté à celui de la recherche ?

Pour des raisons de sécurité, on a parfois le sentiment d'être un peu aveugle. Pour autant, on a des spécialistes qui permettent d'observer les réseaux sociaux, ce que l'on peut trouver sur le Web, le Dark Web, toute la zone grise d'Internet, et bien entendu les revues de presse. C'est ce que l'on appelle l'OSINT[3] dans notre jargon.

Et cela ne freine pas votre travail de ne pouvoir le faire vous-même, directement ?

Avec le recul, je pense que c'est nécessaire d'avoir ce cloisonnement et surtout des méthodologies qui permettent d'évaluer en permanence l'information que l'on regarde. Si vous regardez l'ouvert, les médias, Internet, vous allez être perturbé, même, je dirais, intoxiqué. Récolter du renseignement sensible, l'analyser, le hiérarchiser, c'est un métier. Regarder ce qu'il se passe à l'extérieur [en] est un autre.

Rejoignez-vous la contre-prolifération dès votre arrivée à la DGSE ?

J'ai été intégré à la thématique de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) ou, plus généralement, des armes dites « non conventionnelles », donc les armes nucléaires, biologiques, chimiques. C'est une mission historique de la DGSE, liée au fait que la France possède l'arme nucléaire, donc on est bien placés pour savoir ce que l'on peut faire en matière de développement d'ADM. De nos jours, on peut [y] ajouter tout ce que les nouvelles technologies permettraient de faire, les

nouveaux toxiques par exemple – elles ouvrent un champ des possibles beaucoup plus large qu'au siècle dernier.

Comment êtes-vous mis dans le bain ?

Vous faites face à énormément de dossiers sur nos adversaires principaux. Prenez la France, vous la mettez au milieu d'un planisphère, c'est grosso modo tout ce qui se situe à l'est/sud-est. Et vous avez deux effets qui se cumulent. Vous découvrez que la France savait un certain nombre de choses et vous faites le lien : « Tiens, je comprends mieux le discours du président Chirac à l'époque, je comprends mieux tel événement. » Donc, il peut y avoir un côté grisant. D'un autre côté, vous voyez aussi ce que l'on ne sait pas… Parce qu'on n'est pas omniscient. Ce n'est pas de la déception, c'est de la réalité. Dans le domaine de la CP [enfin], on est à peu près alignés sur le sujet, toutes les démocraties. Personne n'a envie que des dictatures ou un certain nombre de pays développent des ADM. Donc, vous vous rendez compte aussi de ce que savent nos grands partenaires sur le sujet.

Anne nous a expliqué que l'échange entre services était total sur la contre-prolifération.

Autant sur d'autres sujets, on n'a pas forcément d'ennemis, mais des adversaires, autant sur ce sujet-là, l'échange avec nos grands alliés peut être assez fluide. Est-ce que l'on va [leur] faire confiance aveuglément ? Bien évidemment non. On va toujours chercher à recouper l'information. Surtout quand on engage derrière des moyens militaires français ou que cela a des conséquences stratégiques, nos autorités nous demandent d'avoir une vision propre sur ce type de sujets. Donc partage, mais pas aveugle ou aveuglé.

En matière de CP, la DGSE doit-elle obligatoirement faire des choix ?

Nos dossiers prioritaires nous sont fixés par les autorités. La difficulté, c'est toujours de répondre à la menace à l'instant T, mais on doit aussi

toujours avoir un coup d'avance sur la menace dans dix, quinze, vingt ans. La DGSE n'a pas la puissance en termes d'effectifs des services américains, mais on a une force, liée à l'histoire de la France, et à l'histoire même du Service, qui fait qu'on est bien placés dans beaucoup d'endroits sur la planète. Ce qui fait aussi notre force, c'est qu'on est un service intégré, on a tous les moyens à notre disposition au même endroit contrairement aux Américains qui ont dispatché dans différentes agences.

Imaginons que les autorités demandent votre sentiment sur un dossier précis, tel pays est-il en possession de telle ADM, comment CP se met-il en branle ?

Il y a deux cas. Soit on travaille déjà sur le sujet, donc on va donner notre évaluation avec un niveau de fiabilité du renseignement : c'est très probable, probable ou possible. Soit on ignore le sujet. N'avoir aucun renseignement, parfois, c'est du renseignement. Quand vous ne détectez aucun des signaux faibles, c'est déjà une information. On va donc utiliser tous les capteurs à notre disposition : les images satellites, tout ce qui est électromagnétique, informatique… Poser aussi des questions à nos grands partenaires. Et puis, on va utiliser nos propres moyens humains, questionner nos sources, orienter nos agents pour essayer d'obtenir du renseignement sur le sujet qui vient d'apparaître. La difficulté majeure lorsque vous êtes face à une crise émergente, c'est d'essayer d'expliquer qu'il y a la réalité médiatique où tout va très vite – il y a parfois des informations fausses qui sortent en quelques heures – et la réalité du renseignement. Pour obtenir des secrets d'État, par définition très gardés, il va nous falloir un peu de temps quand même. Le temps du renseignement n'est pas toujours compatible avec le temps médiatique. Au milieu, il y a le temps politique et une de nos grandes missions, c'est d'expliquer que tout ne se fait pas en claquant des doigts.

Envisageons cette fois le cas où il y a potentiellement usage d'arme chimique. Comment la DGSE procède-t-elle ?

Malheureusement, depuis plus d'une décennie, les allégations d'emploi d'armes chimiques, c'est devenu presque notre pain quotidien. Il n'y a plus vraiment de tabou, un certain nombre de pays ne s'interdisent pas de les utiliser, à des fins soit d'assassinat, soit d'usage contre leur propre population. La DGSE a pour mission de caractériser ce type d'événements. L'allégation elle-même d'emploi d'armes chimiques, par les réseaux sociaux, les ambassades, mais aussi les ONG, très rapidement vous aurez un bruit de fond. On va essayer de donner un avis : est-ce que tout ceci nous semble, sur le plan scientifique et technique, cohérent ? On a déjà été confrontés à des cas où, sur les réseaux sociaux, sont publiées des photos antidatées, donc cela peut être une manœuvre de propagande. Puis on va dérouler une méthode quasi scientifique. L'objectif final sera de collecter des preuves sur le terrain et de pouvoir les ramener sur le territoire national à des fins d'analyse […]. Les témoignages sur les symptômes observés, des photographies, des vidéos, c'est déjà des preuves en soi. Notre métier, c'est de [les] récupérer auprès des personnes qui ont pu les prendre et de s'assurer que ces photos-là n'ont pas été truquées. Surtout, vous pouvez demander ou prélever vous-même sur une victime de la salive, des cheveux, tous les fluides corporels, aussi des morceaux de vêtements… Le but du jeu, c'est de les récolter de la manière la plus traçable possible, donc connaître la date et l'heure, la personne sur laquelle vous avez prélevé l'échantillon. C'est mieux si vous avez des photos pour accompagner tout ça et un questionnaire dûment rempli comme si on venait vous faire une prise de sang ici en France. Ce sont des techniques de police scientifique, j'ai envie de dire.

Vous dites « vous prélevez » : qui est ce « vous » ?

On peut faire, mais surtout on fait faire. Tout notre métier consiste à construire des réseaux, à disposer de gens compétents au bon endroit, au

bon moment, capables de faire ce type d'actions et un agent du Service peut éventuellement s'intégrer dans une partie du schéma opérationnel.

En général, ce sont des pays inamicaux qui emploient ce genre d'armes. Cela veut dire qu'une équipe part de Paris avec du matériel et va essayer de s'infiltrer à l'intérieur ou qu'on essaye d'utiliser des sources locales ?

L'utilisation d'armes interdites, même dans des pays dit inamicaux, heurte les gens. Vous aurez quand même toujours des partisans du pouvoir qui seront contre. Je ne sais pas si vous avez déjà vu les symptômes générés par une arme chimique, mais c'est quelque chose qui a un impact psychologique très fort, et c'est un niveau de souffrance quand même probablement inégalé. Tout l'art de notre métier est de trouver des accès dans des zones *a priori* inaccessibles, par le biais de leviers idéologiques, d'opposants, de gens qui sont sur le terrain en tant qu'observateurs, sans les mettre en porte-à-faux bien entendu. Et dans certains pays, on peut [également] avoir des agents du Service dans le pays limitrophe. Il n'y a pas de méthode toute faite. Le point clé pour nous est de ne jamais perdre le visuel sur ce que l'on fait. Dit autrement, ça nous est déjà arrivé dans certains pays où il y a pu avoir ce type d'événements, que l'on se présente à notre porte, ou à une porte de l'ambassade, en disant : « J'ai des preuves, je vous les donne, mais vous, en contrepartie, vous me donnez de l'argent. » On ne pratique pas comme ça.

J'imagine que l'État fautif sait que des services étrangers vont essayer de savoir, donc qu'il va sécuriser la zone… ?

L'accès à la zone est soumis à très haut niveau de sécurisation même si vous êtes le plus souvent en zone de guerre. Donc, qui dit zone de guerre dit quand même zone de flou utile, et zone où, directement après l'événement, tout n'est pas sous contrôle… Tout le jeu pour nous, DGSE, c'est d'être directement opérationnels dans les heures qui suivent. La population elle-même, parfois, spontanément, se propose de récolter des preuves. On va

prendre toutes les mesures pour que la personne qui opère le fasse en toute sécurité, tant d'un point de vue sanitaire que d'un point de vue sécurité, [sur le plan du] contre-espionnage ou ce genre de choses. Avant de décider, on aura suivi toute une check-list.

Avez-vous rencontré des échecs, des zones que vous n'avez pas réussi à investiguer ?

On a fait parfois le choix de ne pas y aller. Pourquoi ? Parce que le délai était trop long entre l'événement lui-même et le moment où on aurait pu accéder à la zone. Soit parce que les premiers renseignements n'étaient pas cohérents, soit parce que l'on allait exposer inutilement un individu. Cela nous arrive, même plus souvent que l'inverse, de dire non. La difficulté, c'est d'expliquer cela dans la chaîne hiérarchique, et au-delà de la DGSE…

Les autorités pourraient-elles vous pousser à outrepasser certaines mesures de sécurité ?

Quand notre directeur général dit « on peut faire », « on a fait » ou « on ne fera pas », je pense qu'il est écouté. En tout cas, moi, à mon niveau, on ne m'a jamais dit : « Faites-le parce que vous devez le faire. » Les gens directement en prise avec le terrain sont les mieux placés pour dire oui ou non.

Revenons à notre cas d'école. L'échantillon a été prélevé, comment le faire sortir d'un pays hostile ?

Le faire revenir et analyser dans un laboratoire c'est un deuxième challenge. C'est l'autre partie de notre savoir-faire, trouver des gens capables de transporter un colis d'un point A à un point B en toute sécurité. On peut imaginer un tas de schémas, impliquer plusieurs acteurs, prendre le relais à un moment donné s'il le faut dans un pays limitrophe. Beaucoup de pays étant d'accord pour dire que ça doit être puni, cela nous est déjà arrivé de trouver des alliés de circonstance.

On entre un peu dans le mythe de la DGSE : à ce moment-là, la preuve est dissimulée dans je ne sais quel objet ?

Par nos collègues des services techniques, on peut avoir des solutions un peu *touchy*, innovantes, pour transporter différents types d'objets en toute confidentialité. Mais parfois, les solutions les plus simples, les plus naturelles, sont les meilleures. Le plus dur, quand on parle de zones de crises, c'est de trouver un livreur, qui ne sera pas forcément au courant de ce qu'il est en train de transporter… Mais on trouve toujours des solutions.

Vous-même vous avez été amené à aller sur le terrain dans le but de récupérer des preuves ?

Parfois ce serait contre-productif, voire inopérant, d'envoyer un personnel du Service dans une zone dans laquelle on est facilement identifiable, ne serait-ce que par notre accent, notre couleur de peau. Donc, on peut projeter du personnel du Service, mais c'est rarement la meilleure solution.

Venant d'un monde scientifique, où le sens de la communication n'est pas le plus fréquent, le traitement d'une source ne vous a pas paru une montagne ?

Mes compétences scientifiques m'aident à structurer mes entretiens, à poser des questions d'une certaine façon. Si c'est lié à des sujets techniques, j'aurai le même vocabulaire. Après, ce n'est pas lié à votre formation universitaire, vous avez le sens de la relation humaine ou pas. Personnellement, je découvre mon envie, mon appétence à faire ce genre de choses. Sous stress par exemple, mon côté très cartésien m'aide énormément. J'ai des réflexes froids, on va dire, analytiques.

Sur quel ressort joue-t-on à CP ?

Sur les sujets que je traite, l'idéologie en premier. Quand vous avez subi des atrocités, les effets d'une arme, le moteur est personnel.

Qu'espère la source de la DGSE en retour ?

On n'est pas obligés de dire que c'est la DGSE. Mais même quand vous parlez la langue, en fonction du niveau universitaire ou social de votre source, elle va comprendre qu'elle parle à un Occidental. Un Français qui parle anglais reste un Français facilement détectable… Par conviction politique, par idéologie, cette personne croit au pouvoir de la France, et d'un service de renseignement français, à pouvoir influer sur des mesures de rétorsion, des sanctions économiques, une application militaire. Ça peut être à double tranchant parce que les ONG, les associations, ont compris que le monde occidental réagissait très vite à des termes comme « attaque chimique » et elles ont peut-être surestimé les capacités françaises à pouvoir influer sur la scène internationale. Mais quand même, nos présidents successifs ont démontré que la France ne laisserait pas passer un certain nombre de faits répréhensibles.

L'échantillon prélevé (terre, munition, cheveux) sort donc du pays et arrive ici, sur ce site de la banlieue parisienne. Qu'en fait la DGSE ?

Notre laboratoire de chimie est à même de procéder à un ensemble d'analyses. Notre objectif est de détecter une trace du neurotoxique comme le sarin bien connu, d'autres produits toxiques industriels. On peut détecter aussi dans le corps humain ce que l'on appelle les métabolites : quand une victime est exposée à un produit toxique, le corps va le transformer en d'autres sous-produits. Ces produits de dégradation sont eux-mêmes une signature directe. On a toute une gamme d'instruments de laboratoire qui permettent de caractériser des particules dans un échantillon par l'utilisation d'un microscope électronique à balayage par exemple.

Que se passe-t-il après que le laboratoire a confirmé la présence de tels toxiques ?

Nous, notre équipe, on va déjà se placer un cran au-dessus. Ça va être : *a priori*, c'est venu de tel camp, par tel belligérant, parce que c'est un missile, une roquette, la situation tactique sur le terrain était celle-là. Notre produit fini, c'est une note de renseignement, aussi factuelle que possible, qui impute la responsabilité de l'événement. Le DG ensuite porte le message directement au président de la République, aux différents ministres si besoin. Après, c'est à la main du politique d'utiliser ce renseignement au niveau national, de décider des mesures de rétorsion, soit seul, mais le plus souvent à l'échelle de l'Union européenne. Ce qu'on a [aussi] pu faire au cours des dernières décennies, à la demande de nos autorités, c'est de fournir des rapports, des éléments factuels, de manière bien sûr nettoyée, en ne mettant personne en danger, surtout pas une de nos sources, à des missions d'enquête, avant que [cela] arrive un jour au tribunal de La Haye ou à une cour internationale. Toute la difficulté pour nous sur ce sujet est qu'on fait un travail clandestin, par définition illégal dans le pays où on a opéré, donc il nous faut traduire par des méthodes scientifiques, traçables, tout ce qu'on a récolté.

1. Même si avec un peu de sagacité, l'interrogation devrait pouvoir être facilement levée…
2. Sdece : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
3. Open Source Intelligence.

Cécile, conseillère analyse

« On est tous un petit rouage de quelque chose de plus grand que nous et qui sert un intérêt général. »

Bénédiction ou malédiction ? Ou quand un auteur au quotidien peuplé d'éditeurs accomplit un voyage dans les entrailles de la DGSE pour se retrouver face à… une éditrice. L'intitulé n'est pas tout à fait correct. Son vrai poste : conseillère analyse. Forgeronne aurait été pas mal non plus. Car entre les mains de Cécile passe le matériau le plus brûlant de la DGSE, les « notes jaunes » évoquées par presque tous les précédents témoins. Quelques pages tamponnées au rouge du secret-défense qui doivent fournir au sommet de l'État le fruit de centaines d'heures de réflexion sur un sujet forcément d'importance. On pourrait croire que la pratique régulière d'une telle matière aurait des effets euphorisants. Tout au contraire, Cécile fut sans doute la plus réservée de nos rencontres. Au point que Romane qui veilla sur nous avec tant d'attention durant tout ce périple crut bon de m'administrer un cours express de manipulation afin de créer le climat propice à l'échange : « Parle-lui de livres… »

*

Que représentait la DGSE pour vous avant d'y venir ?

Rien de particulier, à part un domaine un peu éloigné de ma vie et de mon quotidien.

Vous avez fait des études littéraires ?

Autour des métiers du livre. Mon ambition était de devenir éditrice et j'ai commencé à travailler dans ce domaine, environ trois, quatre ans, comme stagiaire dans un certain nombre de maisons d'édition, un peu en librairie également. Avant d'arriver au Service, j'étais assistante éditoriale.

Comment la DGSE est-elle entrée dans votre vie ?

Par un coup de fil. En fait, je cherchais à évoluer professionnellement. Donc j'avais remis mon CV en ligne. Et j'ai été repérée. Ils recherchaient des personnes dont c'était le métier de relire, de corriger des documents. Et qui n'avaient pas d'ego vis-à-vis de ça. C'est un métier qui est nécessaire ici, et important, mais qui est souvent difficile à pourvoir parce que tout le monde souhaite plutôt être analyste que de corriger des notes écrites par d'autres analystes.

Comment votre recrutement s'est-il donc déroulé ?

Quelqu'un m'a appelée en se présentant comme un recruteur du ministère de la Défense. Et en me demandant si j'étais intéressée par un poste qui consisterait à relire et corriger des notes écrites par de vieux colonels grincheux. Pour le dire comme on me l'a présenté !

Cela vous a malgré tout séduite ?

J'ai trouvé la proposition un peu incongrue, mais je me suis dit prête à explorer d'autres domaines professionnels […]. J'ai donc reçu une convocation pour venir boulevard Mortier. J'ai tout de suite googlé l'adresse et j'ai remarqué que ce n'était pas à Balard[1]. Donc, il y avait déjà anguille sous roche ! Le jour du rendez-vous, ils m'ont demandé : « Est-ce que vous savez où vous êtes ? » J'ai dit : « Effectivement, j'ai vu des

panneaux partout avec un gros logo DGSE… » Mais je n'avais pas encore conscience, je pense, de la spécificité de l'endroit.

Comment fut ce premier entretien ?

Intéressant, mais un peu curieux. J'ai eu tout un discours sur la sécurité. On m'a conseillé de ne pas ébruiter le fait que j'étais en phase de recrutement au sein de la DGSE. Y compris de faire attention vis-à-vis de mon entourage proche, voire même de ma famille. J'avoue que quand je suis sortie, j'étais un petit peu refroidie…

Vous qui veniez de l'édition, que vous a-t-on vendu ?

On m'a expliqué qu'il y avait tout un circuit de la diffusion du renseignement qui nécessitait différentes étapes de rédaction, de relecture, de validation. Et que mon profil les intéressait parce que j'avais cette capacité de recul sur une note pour pouvoir m'assurer qu'elle était intelligible pour nos correspondants extérieurs.

Pourquoi avez-vous accepté ?

Pas tellement par attrait pour le mystère de la DGSE. L'envie de servir, je pense qu'elle était présente ; j'avais toujours travaillé dans le privé, mais ça m'avait toujours intéressée de faire œuvre de bien public. Et le salaire proposé pour être honnête. Parce que l'édition est un milieu qui paie peu, surtout en début de carrière […]. J'ai été embauchée en tant que contractuelle de catégorie A. Un contrat de trois ans, renouvelable une fois. Et il se trouve que [depuis] j'ai passé le concours interne d'attaché auquel j'ai été admise.

Quelle légende avez-vous servie à votre entourage ?

J'ai un master en communication. Donc j'ai expliqué que je travaillais dans la fonction publique, dans un bureau de communication, tout simplement.

Vous qui avez connu le privé, avez-vous été surprise par le travail ici au quotidien ?

Ce qui m'a le plus étonnée en arrivant, c'est que beaucoup de gens me disaient : « Ah, tu viens de l'extérieur… » J'ai compris que c'était un monde à part. En même temps, je l'ai vu s'ouvrir de plus en plus vers ce monde extérieur dont [il] semblait un peu, pas coupé, mais en tout cas se protéger beaucoup. Il y a des règles, c'est sûr, très spécifiques, des règles de sécurité, au quotidien, dans la façon dont on travaille, dont on cloisonne notre travail… Après, on va petit à petit vers la modernité.

Par exemple ?

Typiquement, des outils de messagerie instantanée entre nous. C'est quelque chose que je n'avais jamais expérimenté dans le privé.

Avez-vous Internet sur votre poste de travail ?

Malheureusement non. C'est une des grosses différences avec le privé. On est moins distraits dans la journée… [*Sourire*.] C'est quelque chose [cependant] qui peut être un peu handicapant dans le cadre de mes fonctions parce que je dois vérifier un certain nombre de choses, notamment le fait de savoir si ce qu'on souhaite diffuser est déjà connu…

Comment faites-vous pour y palier alors… ?

On a des postes dédiés, mais pas toujours pratiques d'accès. Après, on a nos propres bases de données, un certain nombre d'outils qui nous permettent de vérifier des éléments.

Vous avez un coffre dans votre bureau…

Oui, une armoire forte.

Pour y ranger quel type de documents ?

Vu que tout ce sur quoi nous travaillons est classifié, nous rangeons tout à l'intérieur. C'est-à-dire que le but, le soir, en partant, c'est de ne pas laisser traîner de papiers.

Pareil pour les poubelles ?

Soit on les laisse à l'extérieur du bureau, soit on va les vider nous-mêmes. Mais dans tous les cas, il ne faut pas les laisser à l'intérieur.

Venons-en donc à votre apport à la rédaction des notes de renseignement.

Nos analystes rédacteurs ont souvent des parcours assez brillants avant d'arriver, donc il ne s'agit pas tant de réécrire que de les relire en demandant parfois d'ajouter des petites notes de bas de page, des choses qui permettent de recontextualiser. Un rédacteur vraiment très familier de son dossier peut rédiger en pensant à tout ce qu'il a rédigé auparavant, qui pour lui est connu, mais qui dans une note prise comme ça au débotté peut sembler un peu obscur. Je pense notamment à certains destinataires parmi l'appareil d'État qui peuvent avoir pris leurs fonctions récemment et ne pas connaître tout l'historique du sujet.

Il y a beaucoup de militaires à la DGSE, est ce que cela se ressent dans la rédaction ?

Je ne crois pas avoir constaté de différences de style rédactionnel entre les rédacteurs militaires et civils. Mes collègues militaires sont souvent très organisés, ce qui est assez appréciable.

Quels sont les biais principaux que vous rencontrez dans l'écriture des notes ?

Ça peut être d'adopter un style un peu trop jargonneux, d'être vraiment très pointu. Les autres problématiques sur lesquelles je travaille avec les rédacteurs, c'est de bien leur faire comprendre les attendus sur la forme, et quand je dis la forme, je dis le format, c'est-à-dire qu'il y a un certain

formalisme à respecter, un style DGSE. Il ne faut pas être journalistique […]. Il peut y avoir une envie de frapper les esprits, des tournures, parfois, un peu trop imagées. Le but est d'avoir un style assez neutre et plutôt factuel. Sauf quand on rédige clairement quelque chose qui relève du commentaire où, là, on a un peu plus de libertés pour donner l'avis du Service sur un sujet.

Les autorités font-elles part de desiderata sur la forme des notes ?

Nos autorités demandent notamment une certaine unification des formats entre les différents services de renseignement pour que ce soit plus immédiatement compréhensible : qu'est-ce qui relève du renseignement, du commentaire, d'un résumé ?

Quelle différence faites-vous entre renseignement et information ?

Le renseignement est une information secrète et protégée qu'on doit obtenir de manière clandestine.

À quel moment intervenez-vous dans le parcours d'une note ?

Tel que moi je l'ai pratiqué, j'étais souvent l'étape intermédiaire. Le rédacteur rédige, souvent il fait valider par sa hiérarchie pour l'intérêt de produire cette note, tandis que moi, j'étais positionnée juste après, plutôt pour tout ce qui concerne l'intelligibilité et m'assurer que ça n'entre pas en contradiction avec des choses qu'on aurait pu déjà produire par ailleurs, sur une autre thématique. Sachant que je n'étais pas la dernière étape de relecture. Il y a encore une entité, plutôt dans la partie commandement, état-major, qui vérifie la cohérence globale de la production du Service.

Les notes sont classifiées…

Il existe deux niveaux maintenant : « secret » et « très secret ».

Êtes-vous habilitée aux deux ?

Non, j'ai l'habilitation « secret ».

Ressent-on de l'excitation à lire une note classée « secret » ?

Peut-être un peu au début, mais cette impression s'est évaporée assez vite, c'est devenu de la routine.

Avez-vous souvenir de notes où vous vous êtes dit : « Ah oui, quand même, le Service sait ça » ?

Oui. Il m'arrive de lire ou de corriger des choses, et de les voir aux informations, mais avec plusieurs jours de différence […]. On se sent un peu privilégié, c'est vrai, mais un journaliste qui travaille sur ces thématiques-là peut probablement lui aussi savoir un certain nombre de choses avant même que ça sorte dans un journal. Nous ne sommes pas les seuls finalement.

Jamais eu la tentation d'expliquer à la maison que vous étiez depuis longtemps informée de tel événement faisant la une ?

Pas vraiment. Enfin… Une fois, ça m'est arrivé de voir quelque chose au journal télévisé, de dire à mon conjoint : « C'était prévisible », et lui de me dire : « C'est la première fois que j'entends parler de ce sujet ! »

Inversement, comment une personne venant de l'extérieur peut-elle s'imprégner des thématiques souvent complexes qui sont traitées par la DGSE ?

J'ai eu la chance d'arriver dans un bureau avec pas mal de personnes expérimentées qui m'ont vraiment formée sur le tas. J'ai aussi fait le tour de tous les différents bureaux où travaillaient les rédacteurs pour que chacun m'explique un peu sa thématique, ce sur quoi ils travaillaient, les priorités. J'ai lu d'anciennes notes pour avoir un vernis matière, on va dire. […] Finalement, les thématiques, à mon sens, sont plus faciles à appréhender quand on a une bonne culture générale. Moi, j'ai toujours aimé m'intéresser

à plein de sujets, c'est pour ça que je travaillais dans l'édition, donc ça n'a pas beaucoup changé, finalement.

À partir de quand une note de la DGSE devient ce que l'on appelle un « jaune » ?

Une note de renseignement est d'abord rédigée d'après un modèle [qui] a déjà un timbre secret. Une fois qu'elle est validée définitivement, et qu'elle est prête à être envoyée au destinataire extérieur, elle est transformée en un fichier jaune, avec un fond jaune, qui permet d'attester qu'il s'agit de la version définitive, et validée. On y joint la liste des destinataires, comme ça, on est sûrs de qui est autorisé à en prendre connaissance.

Donc la couleur est un peu la validation du travail ?

Oui, c'est vraiment la dernière étape avant la diffusion. […] La note porte le logo de la DGSE, ce qui, d'après les discussions avec mes collègues, signifie que c'est le DG lui-même qui prend la responsabilité des notes diffusées.

Avez-vous connaissance, à votre niveau, de la réaction des destinataires ?

Oui. Comme je conseille pour tout ce qui a trait à l'analyse, mon rôle concerne également en amont la phase d'exploitation, les orientations adressées par nos correspondants, les besoins exprimés en renseignement. Donc, j'ai à la fois cette vision sur l'expression de besoin et la réponse.

Quelle est l'attente actuelle des autorités : faire court ?

C'est ce que nous essayons de faire depuis longtemps. Nous sommes conscients que nos autorités n'ont pas le temps de lire des notes qui font dix pages, elles en reçoivent beaucoup, et pas uniquement de la DGSE. Il y a aussi un enjeu de rapidité : un renseignement peut rapidement se périmer,

donc il vaut mieux [parfois] envoyer une note courte sur un sujet très précis plutôt qu'attendre plusieurs semaines et faire quelque chose de complet.

Avez-vous le souvenir d'une note qui vous ait plus marquée que d'autres ?

Je vois passer tellement de notes que je vous avoue que ça se mélange assez vite dans ma tête. Ne pas trop m'en souvenir est aussi un avantage.

Quelles sont les erreurs que vous pointez le plus souvent dans la rédaction ?

Il m'arrive de trouver des erreurs dans les noms propres, ce qui est toujours un peu gênant, des petites fautes d'orthographe aussi, mais qui peuvent arriver à tout le monde… En phase d'apprentissage, je regardais de près les éléments de renseignement brut qui permettaient de construire la note, ça me permettait de mieux comprendre comment elle était construite, et il a pu m'arriver de relever parfois des contresens, mais c'était quand même assez rare.

Vous pouvez donc être conduite à demander à l'analyste comment le renseignement a été obtenu ?

De par mes fonctions, j'ai accès à ce qu'on appelle les pièces de base. Je peux savoir comment le renseignement a été obtenu, pas forcément dans tous ses détails. Et parfois, j'ai besoin de le savoir aussi, afin que je puisse m'assurer qu'on ne peut pas remonter à l'origine.

Auriez-vous un exemple ?

Quelqu'un peut écrire : « Lors d'une réunion, telle chose a été discutée. » Selon le cas, il peut m'arriver de dire : « Il vaudrait mieux ne pas dire que c'était lors d'une réunion. » Parce qu'on peut parfois déterminer de quelle réunion précise il s'agissait. Donc, on peut rester neutre et juste dire : « une discussion a eu lieu lors de laquelle telle chose a été dite ». Voilà. Rester plus évasif sur le sujet.

En termes de fond, comment se compose une note de renseignement ?

De manière générale, on présente les faits, le renseignement, et ensuite on a une partie plus consacrée au commentaire. Le but d'une note est vraiment de fournir des éléments de contexte à nos autorités pour qu'elles puissent prendre leurs propres décisions en connaissance de cause. Il ne s'agit pas du tout d'orienter dans un sens ou dans un autre la décision qui sera prise.

Pour vous qui venez de l'édition, la note idéale fait combien de caractères ?

Je n'ai jamais compté comme ça, ce serait probablement plus intéressant. Mais une note idéale, pour moi, fait une à deux pages.

Comment les deux pièces s'agencent-elles : un exécutif qui veut toujours que ce soit fait pour la veille et une machine lourde comme la DGSE ?

C'est toute la difficulté. Mais nous sommes une administration du service public, on travaille pour la nation dans son ensemble. L'efficacité dans notre travail garantit la sécurité de nos concitoyens, donc il y a aussi cet enjeu-là qu'on a toujours en tête, je pense. On est tous un petit rouage de quelque chose de plus grand que nous et qui sert un intérêt général.

Quand une crise majeure se déclenche comme l'Ukraine, cela vous mobilise-t-il particulièrement ?

Pour le coup, oui, quand une crise majeure se déclenche, on sait qu'il va falloir s'adapter, répondre à de nouvelles demandes, ressortir parfois des vieux dossiers qui n'étaient plus forcément d'actualité.

Et tout à coup, pour vous, une avalanche de notes à traiter ?

Cela a pu arriver effectivement.

Combien de temps consacrez-vous à chaque note ?

Personnellement, je suis assez peu interventionniste. Si la note me semble claire au premier abord, qu'en plus je connais déjà la thématique pour avoir déjà relu des papiers similaires, et que ça me semble dans la droite ligne de ce qu'on a pu produire précédemment, je peux très bien la vérifier en une demi-heure. Mais il m'est déjà arrivé d'avoir des notes moins bien construites et donc de passer plusieurs heures avec le rédacteur à revoir la structure et le message.

Et cela, l'analyste l'accepte facilement… ?

Tout dépend comment on s'y prend… Ayant travaillé dans l'édition avec des auteurs un peu susceptibles, j'ai toujours eu à cœur de savoir faire preuve d'empathie et surtout de pédagogie […]. Je ne suis pas du tout un censeur qui écrit à l'encre rouge « c'est mauvais ». Comme le disait Boileau, la critique est facile, l'art est difficile. Moi, je ne rédige pas vraiment des notes, donc je fais confiance à l'analyste pour savoir ce qu'il a envie de dire. Et quand moi, je ne comprends pas son message, je vais le voir en lui disant : « Je n'ai pas compris, est-ce que tu peux m'expliquer ? » C'est toujours dans un dialogue constructif, j'espère.

Pour terminer, vous exercez un métier qui, dans l'édition, est très féminin. Qu'en est-il de la DGSE dans son ensemble ?

La DGSE est un lieu très masculin. Après, je constate que dans les deux cas, le management est plutôt masculin. Mais les choses changent petit à petit, dans la société et à la DGSE.

Même dans les niveaux décisionnaires… ?

J'aimerais bien qu'il y ait une directrice générale un jour. [*Sourire*.] On dit souvent que c'est la compétence qui permet d'accéder à ce type de poste. Encore faut-il qu'on favorise l'apparition de profils féminins.

1. Siège du ministère des Armées.

Nom de code : la réforme

Très majoritairement attachée aux services veillant sur sa sécurité, sans doute l'opinion publique ne devine-t-elle pas combien la DGSE et ses ancêtres ont longtemps été méprisés. Sciemment ou non, les gouvernants ont confondu secret et complot, préférant se reposer sur l'armée et la diplomatie pour combattre l'ennemi de toujours, l'Allemagne. Un point de fracture fut, du temps de De Gaulle, l'affaire Ben Barka, qui vit en octobre 1965 la participation de membres du Sdece à l'enlèvement de l'opposant au roi du Maroc. Plus qu'une fracture, un sortilège. Pendant des décennies, les locataires des Tourelles n'ont que très peu été sollicités. Pauvre Alexandre de Marenches, qui se vantait d'avoir établi une relation de confiance avec Georges Pompidou, mais qu'il ne voyait jamais que quatre fois par an. Et ce fut pire encore avec Valéry Giscard d'Estaing. L'Élysée snobait Mortier qui, laissé sans orientations, s'autopilotait. D'où des dérives, des abus et des fautes inévitables dont le *Rainbow Warrior* fut l'apothéose : ou quand des autorités politiques, qui ne savent pas à quoi elle sert, demandent n'importe quoi à la DGSE, et que la DGSE, trop heureuse d'être enfin sortie de ses oubliettes exécutives, affirme pouvoir le faire. Le 11 Septembre, la deuxième guerre d'Irak, les affaires d'otages à répétition, le déclenchement de Serval ont progressivement fait bouger les lignes. La DGSE a vu ses moyens augmenter chaque année dans le budget de l'État, ainsi que dans la pensée des dirigeants. Le 13 novembre 2015 parachève l'évolution. L'ennemi qui était pourchassé en Afghanistan, au Sahel, en

Libye et en Syrie, cette fois, est dans Paris. Et il tue beaucoup plus que les terroristes libanais, Action directe ou le GIA réunis. Le temps n'est plus au dénigrement, c'est la mobilisation générale. Comme Bernard Émié l'a exposé, un Conseil de défense se tiendra désormais chaque semaine. Ce qui veut dire que chaque semaine, le président de la République voit le directeur général de la sécurité extérieure, écoute ses préconisations, juge de l'efficacité de ses troupes sur pièces et plus sur le qu'en-dira-t-on.

L'expansion de l'État islamique jusqu'en Europe n'est qu'un des symptômes de l'internationalisation et de l'intensification des menaces. Combien d'organisations djihadistes, ayant échappé à vingt ans de traque, sont devenues, selon le principe de sélection darwiniste, des machines de guerre encore plus redoutables ? Combien d'États à la gouvernance dévoyée ont tenté d'acquérir les armes les plus destructrices possibles pour saigner leurs voisins ou leur propre peuple ? Combien de filières mafieuses qui déstabilisent l'Europe par l'exploitation des migrations ? Les Gafam que tout citoyen utilise innocemment ne menacent-elles pas aussi, à leur manière, la vie démocratique des pays au contrôle desquels elles échappent ?

Cette relation nouvelle avec l'exécutif et ce nouvel état du monde ont convaincu la DGSE de se remettre en question. Comme jamais depuis trente ans. C'est de cette époque qu'elle tenait son organisation en cinq directions. Sous l'impulsion du préfet Claude Silberzahn, DGSE depuis 1989, avaient alors été créées la Direction des opérations (DO)[1] ainsi que la Direction de la stratégie (DS), principalement chargée du lien avec le Quai d'Orsay. Du précédent modèle subsistaient la Direction de l'administration (DA), la Direction technique (DT), et surtout la Direction du renseignement (DR), considérée comme la colonne vertébrale car concentrant tout, et de ce fait, décidant de presque tout. En 2020, une réflexion est lancée par Bernard Émié lors du séminaire des directeurs de la DGSE. Un groupe de travail est mis en place, confié à son directeur de cabinet qui faisait office de

numéro 2. L'équipe est resserrée, une douzaine de membres, représentant toutes les directions, mais avec l'engagement de chacun d'oublier sa provenance : personne ne devra rendre compte à son directeur. Mandat de ce commando d'architectes : la DGSE doit-elle se réformer à la marge ou se transformer en profondeur ?

Les échanges, dit-on, ont été très libres, foisonnants. Leurs conclusions, rendues à l'automne 2020, sont peu amènes pour la structure en place. En cause, le fonctionnement « en silo » de la DGSE : sous couvert de cadenasser la sécurité, chaque initiative de la base doit passer à la moulinette d'une dizaine de niveaux hiérarchiques. Résultat : les meilleures idées peuvent être vidées de toute substance avant d'arriver sur le bureau du DG qui a charge de les répercuter vers les autres directions. Ou alors, chaque responsable sachant que sa note passera au laminoir de plusieurs échelons supérieurs, tout finit par être envoyé à la direction générale sans se soucier de la faisabilité ou de la pertinence. Se démener pour rien ou bâcler le travail, voilà qui n'était pas très motivant, en particulier pour les nouveaux arrivants.

La consultation rend un autre constat, plus grave encore, car il touche au lien avec les décideurs : l'efficacité de la Boîte n'est pas à la mesure de ses ressources sans cesse abondées. Or, historiquement, l'exécutif s'est souvent plaint du contenu des notes de renseignement de la DGSE : trop denses pour le président de la République, qui n'avait pas le temps de les lire, pas assez pour le rédacteur du pays concerné au Quai d'Orsay. Leur nombre aussi faisait dire à certains que la DGSE cherchait à cacher ses lacunes dans tel ou tel de ses domaines de compétence par une avalanche de productions.

Il s'agit donc bien de transformer. Cependant on parlera d'une réforme, qui, comme tout à Mortier, reçoit son nom de code. Celui-ci n'est pas public, mais tout le monde à la Centrale ne parle jamais que de « la réforme ». Pas de dérogation au secret non plus : alors que la réorganisation est impulsée à la fin du printemps 2021, et que tout est en accès libre sur

l'intranet de la DGSE, rien n'en est su à l'extérieur. Des groupes de travail sont mis en place, incluant beaucoup de jeunes, et à la fin de l'année, les grandes lignes structurantes sont soumises au directeur général. La pièce maîtresse en est la disparition de deux directions. Celle de la stratégie tout d'abord, qui avait trois missions principales. La relation avec les institutions, en premier lieu : la DGSE est désormais suffisamment imbriquée dans l'appareil d'État pour que les personnes opérant par exemple en Afrique du Nord traitent directement, sans passer par une autre entité, avec la sous-direction correspondante aux Affaires étrangères. Les relations avec les partenaires étrangers ensuite : elles incomberont dorénavant à une création, le Secrétariat général à l'analyse et à la stratégie (Sgas), dirigé par Benjamin, cheville ouvrière de la réforme aux côtés du directeur de cabinet. Il serait de fait impensable de décentraliser les relations interservices, car si la CIA, le BND ou le MI6 sont des alliés, ils n'en restent pas moins des services de renseignement… Le Sgas récupère également la dernière mission dévolue à l'ex-DS : la stratégie et la prospective, dans le cadre des instructions du DG.

Si la fin de la DS ne suscite guère de remous, celle de la DR est un bouleversement. D'aucuns y voyaient le donjon de la forteresse qui, comme à la Renaissance, est donc la cible principale de la rénovation. Un donjon, il est vrai, pâtit de sa lourdeur. Sur ses ruines apparaissent des « centres de mission » qui concentreront la recherche (humaine comme technique) et l'exploitation du renseignement dans leurs domaines respectifs. Combien sont-ils ? Information confidentielle, mais sur laquelle l'interview du DG permet de lever juste ce qu'il faut le voile : des thématiques (contre-terrorisme, contre-prolifération, sécurité économique) et des secteurs géographiques.

Au niveau des directions, la DA est quasiment inchangée. La DT, elle, devient DTI – I pour « innovation » –, ce qui caractérise le souci réaffirmé d'investir dans le matériel et les formations de pointe, surtout dans la

recherche et le développement, que ce soit en interne ou au gré des partenariats avec le privé. Y sont ainsi mises en place des lignes de métier incluant la doctrine et la formation. Par ailleurs, la part de ses effectifs chargés de l'exploitation du renseignement basculent dans les centres de mission.

La réforme crée également la DRO, la Direction de la recherche et des opérations. Au premier coup d'œil, on pourrait croire à une fusion des anciennes DR et DO. Mais les centres de mission en ont capté nombre des prérogatives. En particulier, et c'est un autre point majeur de la transformation, ils ont un droit de tirage sur les unités clandestines, comme le Service Action. Celles-ci ne peuvent plus décider de leurs missions en autonomie ; elles doivent répondre à un besoin. Par conséquent, si autrefois la DR et la DO décidaient de leurs opérations, la DRO a désormais pour mission de soutenir celles de ses unités mises à la disposition des centres de mission et d'assurer leur développement capacitaire afin de garder ce coup d'avance indispensable à un service spécial.

La création des centres de mission a un double avantage. Elle permet de conserver la synergie entre la recherche et l'analyse du renseignement qui fait la force, et l'originalité, de la DGSE par rapport à ses homologues. Par ailleurs, elle raccourcit le circuit entre l'analyste et la direction générale qui pourra à son tour mieux sélectionner les sujets devant irriguer les ministères. Un comité exécutif, composé des directeurs et des chefs de centres de mission, entourera le DG pour mieux définir les lignes stratégiques du Service. Son rôle est transversal, sur toutes les directions, pour préparer les dossiers du moment et anticiper ceux du futur ; Benjamin en sera également le secrétaire.

Le dernier volet de la réforme est plus une retouche : le directeur de cabinet devient directeur général adjoint, poste que ses prédécesseurs et lui occupaient en fait officieusement.

Si naguère le DG était un organiste, avec autant de tuyaux que de directions, le voici donc désormais compositeur, s'assurant depuis la loge du roi que la partition décidée est à la fois réaliste et exécutée. À ne pas en douter, Bernard Émié n'aurait pu impulser pareil mouvement sans ses trois années de mandat déjà accomplies. Avec Florence Parly, à l'hôtel de Brienne depuis 2017 également, l'entente et la confiance sont totales. La ministre des Armées, habituée à diriger des grandes entreprises, se montre très intéressée par le projet et s'y investit même, en dressant le parallèle avec ce qui est en vigueur au sein de son vaste ministère. Une fois son quitus accordé, la réforme est présentée à l'Élysée. Le secrétaire général, Alexis Kohler, parle de mesures de bon sens. Et son enthousiasme est partagé par Emmanuel Macron, si soucieux de laisser une image de modernisateur de l'État. De toute façon, comment ne pourrait-il appuyer une réforme qui ne réclame ni effectif supplémentaire, ni enveloppe budgétaire, ni suspension d'activités ?

L'application toutefois va devoir patienter. Le printemps 2022 voit la tenue des élections présidentielles et législatives, la nomination d'un nouveau ministre des Armées, Sébastien Lecornu. Les arrêtés ne sont donc signés que le 13 juillet. Et encore la date d'entrée en vigueur est-elle repoussée au 1er novembre afin de laisser le temps de régler tous les problèmes induits d'informatique, d'administration, d'immobilier…

Un an plus tard, il est toujours trop tôt pour juger pleinement de l'efficacité de la réforme. Ce qui est certain est qu'elle continue à faire parler à Mortier (et ailleurs). Les bénéficiaires, ceux qui voient leurs désirs comblés ou leurs dossiers mis en avant, chantent ses louanges. D'autres, principalement dans l'ex-DR, ne comprennent pas pourquoi la DT, et en fait l'ex-DO, n'ont été que peu affectées. Dans la troupe, on s'échine à apprendre qui dépend dorénavant de quoi, qui doit signer quoi, où s'adresser pour obtenir tel soutien. Rien que de banals questionnements sous le soleil de la réforme d'une administration à la française. Rendez-

vous est fixé dans trente ans pour voir ce qu'il en demeurera. Ce sera la signature de sa pertinence. Aussi celle d'un monde qui aura peut-être eu son soûl de tumultes. Il n'est pas interdit de rêver à la DGSE non plus…

1. Regroupant le Service Action, le Service Mission et le Service opérationnel, ex-Service 7 (dit les crocheteurs de serrures).

Alexandre, directeur

« On fait un métier incroyable. »

Un directeur issu du rang. Cela pourrait sembler une évidence. Mais en France, dans le privé comme dans le public, on doute du fait que « connaissances » rime avec « compétences ». Il est vrai qu'un mécanicien n'est pas forcément appelé à devenir le meilleur commandant de son sous-marin. Mais *quid* du pacha d'un navire qui ne connaîtrait pas grand-chose des caprices de ses machines ? Pendant longtemps, cela n'a pas posé de problème à la DGSE. Signe du désintérêt qu'elle inspirait au sommet de l'État, ou tout simplement de son alignement républicain avec les autres directions générales, elle a vu se relayer aux postes de direction des hauts fonctionnaires, parfois dotés d'une expérience de quelques années dans le renseignement, parfois pas du tout, sans pour autant que leurs résultats aient dépendu de ces passages par Mortier. Alexandre fut le premier à y avoir fait à peu près toute sa carrière. Patron du Contre-Terrorisme dans les années 2000, il prit ensuite la tête de feu la direction du renseignement avant d'occuper aujourd'hui celle d'une zone géographique. C'est la traque des terroristes, à laquelle participa donc Jérémie à partir de 2007, que nous présente ce maître-espion aux airs de Douglas Fairbanks – la moustache en moins – avant qu'un autre de ses anciens subordonnés, Jean, ne la détaille, là encore de manière exceptionnelle.

*

En quoi le Sahel est-il singulier dans l'histoire récente de la DGSE ?

C'est l'une des zones sur lesquelles nous avions anticipé en raison de ses caractéristiques : un désert, une population fragile, des antagonismes historiques et une poussée de l'Islam conservateur et radical. Tous ces paramètres faisaient très clairement apparaître qu'après des zones comme l'Afghanistan, il allait y avoir des tensions dans cette région où il y avait des intérêts français.

Peut-on dire que cette anticipation tient aux liens de la France avec cette région ?

Nous avions une présence historique, c'est clair. La connaissance vient aussi de la pratique : nos OT sont habitués à travailler dans cette zone et ont une sensibilité travaillée par [cette] pratique.

De manière générale, cela veut-il dire que l'Afrique mobilise plus d'effectifs à la DGSE que d'autres continents ?

L'Afrique a toujours été une zone importante, comparable au monde arabe. Si on regarde dans l'histoire, les deux pôles étaient à peu près équivalents d'ailleurs, en compétition interne stimulante. La zone asiatique est sans doute moins fournie, et la zone Europe a été petit à petit requalifiée au fur et à mesure de la montée en puissance des crises post-11 Septembre.

Vous-même, quand avez-vous rejoint la DGSE ?

En 1987, juste après mes études à Sciences-Po. J'avais 22 ans. Ma motivation était simple : je voulais vivre à l'étranger, en situation d'exposition. Le Service sortait de la crise du *Rainbow Warrior*, et les articles que je lisais en tant que jeune étudiant étaient très mobilisateurs. Ils cherchaient à changer le recrutement, les profils, etc. Donc, je me suis dit : pourquoi pas ?

Le Rainbow Warrior aurait pu au contraire vous rebuter ?

C'était présenté comme la crise d'un système, étatique, interne aussi, et que c'était le moment d'apporter les réponses, et donc d'engager des gens qui n'avaient pas forcément de vécu dans cet univers-là, ou de relations de cooptation, parce que c'était aussi beaucoup comme ça que se recrutaient les gens du Service. Il y avait un appel à la nouveauté, à la fraîcheur.

Veniez-vous chercher l'action ou le dessous des cartes ? Un travail de terrain ou de bureau ?

Je me projetais plus sur le terrain, mais j'ai une formation d'analyste. Le plaisir du jeu, le jeu d'espions, le dessous des cartes, savoir ce que personne ne sait, voilà, c'était ça, ma motivation, et c'est resté un axe fort de ma carrière.

Comment rejoignait-on la DGSE en 1987 ?

J'ai écrit de manière naïve au ministère de la Défense… Au bout de six mois, j'ai reçu un dossier de trente pages à remplir, je me suis dit que ça devait être la réponse ! J'ai rempli le dossier et j'ai attendu trois mois pour recevoir une convocation à un examen qui se passait à l'École militaire.

Régnait-il encore à la DGSE la paranoïa anticommuniste qui avait marqué les services depuis la guerre ?

Il y avait encore le mur de Berlin et le monde soviétique, qui se rappelle à nous sous une autre forme aujourd'hui. C'est clair, il y avait la peur d'être pénétré par les services de l'Union soviétique, le grand KGB. Mais j'étais trop jeune pour être associé au traitement de ces cas de pénétration […]. Cinq ans après, ce n'était plus le même service. La chute du Mur a entraîné un nettoyage des priorités. On a dû se pencher sur de nouveaux sujets qui arrivaient, notamment la montée en puissance de l'Islam radical, sur lequel j'ai assez vite été positionné.

Vous l'avez demandé ?

À l'époque, [après l'entrée au Service], il y avait un grand stage, le stage A, où vous appreniez tout ce qui fait un officier de renseignement. Après, vous pouviez avoir trois choix. Moi, j'ai demandé le secteur arabe, le contre-terrorisme (CT) et le contre-espionnage (CE) arabe. Et j'ai eu mon troisième choix.

Avez-vous le souvenir de votre première mission ou de votre première source ?

Bien sûr. J'ai eu des premiers contacts amusants. J'étais au CE, sur les services arabes, qui sont plus ou moins agressifs. J'étais en partie en charge de toute la zone Levant, donc quand même des services assez professionnels, durs, très hostiles aux intérêts français. Ma première source était un « défecteur » d'un pays de la zone, donc c'était extrêmement intéressant. Une fois le débriefing fait, on l'a recruté, validé, renvoyé dans sa zone, et donc il fallait assurer [son] traitement dans des conditions de sécurité extrêmes […]. On avait des moyens anciens ; aujourd'hui ça ferait rire : de l'encre sympathique, des courriers clandestins, des boîtes aux lettres[1] mortes… Toute la panoplie des romans d'espionnage de John Le Carré ! Il fallait trouver des moyens de se voir sans compromettre ni l'un ni l'autre. C'était assez passionnant dans ma vingtaine d'années, en identité fictive. Beaucoup de travail sur soi, si je puis dire.

En quoi consiste le contre-espionnage ?

À détecter, entraver, les actions des services spéciaux étrangers contre nos intérêts. La DGSI le fait en France, nous, on le fait à l'extérieur. Les diplomates, nous-mêmes, on peut être attaqués par un service de renseignement, « attaqués » au sens recrutés. Donc il faut identifier ces actions pour les contrer. C'est sans doute le segment du Service le plus compliqué parce qu'une fois qu'on a détecté, il y a plein d'options possibles : on peut stopper, utiliser, retourner, etc. C'est là qu'on entre dans

le grand jeu entre services […]. Les opérations de contre-espionnage sont les plus secrètes dans le secret.

Un service comme la DGSE est-il soumis en permanence à ce genre de tentatives d'infiltration ?

Absolument. Des services amis, partenaires, et des services dont on sait qu'ils sont hostiles, même s'ils peuvent aussi être des partenaires, utilisent toute une palette de moyens pour essayer de savoir ce qui se passe à l'intérieur de la DGSE et par écran, à l'intérieur du système d'État.

Ce combat-là est-il en 2023 aussi intense que du temps de la guerre froide ?

C'est d'un rendement incroyable d'avoir quelqu'un dans un service de renseignement qui peut à la fois vous donner des documents, mais aussi les réflexions, les intentions ! Cela reste [donc] un objectif permanent des grands services. Mais le recrutement d'un agent, c'est quand même très difficile, pour ces services, comme pour nous. Je pense qu'ils essayent toujours avec beaucoup d'intensité. Les moyens de sécurité et de surveillance sont très forts dans notre monde numérique et, paradoxalement, de grands services sont capables d'utiliser ces moyens pour avoir ce qu'ils cherchent par la création d'accès.

Comment s'y prendrait un service étranger pour tenter d'infiltrer la DGSE ?

Il y a beaucoup de moyens. Le premier, c'est par ses sources et ses agents. Après, vous pouvez aussi, si vous êtes très ambitieux, créer des missions d'infiltration. Vous préparez quelqu'un à intégrer la DGSE, en passant le concours : il a fait les mêmes écoles que tout le monde, bien sûr, il parlera les bonnes langues, il aura tous les critères qu'il faut. Il est clean et donc il peut être recruté. Ça, c'est les grands services très organisés qui ont ce type de pénétration. Sinon, ça sera des opportunités. Partout dans le monde, les services vont rencontrer des Français, des diplomates, des

officiers de renseignement, des hommes politiques, des hommes d'affaires, et à chaque fois ils vont essayer de les recruter. C'est ce qu'on fait nous à l'étranger, ils le font aussi.

Quand avez-vous basculé du CE au CT ?

Assez vite. Parce qu'arrive la crise en Algérie, première crise islamiste. La montée en puissance du FIS, puis du GIA[2], génère un besoin de renforcement de la compréhension de ce qui se passe et d'identification de la menace pour notre territoire. Cette menace va croître assez vite et on me proposera au bout de trois ans de basculer dans la jeune entité qui se crée à l'époque pour travailler le CT d'origine islamiste. Il faut savoir qu'avant 1990, le CT était perçu comme une construction de l'URSS. Tous les mouvements dits terroristes-nationalistes des années 1970-1980, libanais, arméniens, irlandais, libyens, étaient perçus comme manipulés au profit de l'Union soviétique. C'est pour ça que c'était au contre-espionnage qu'étaient traitées les questions de terrorisme.

Comment prend-on un dossier comme l'islamisme radical à bras-le-corps ?

Comment on fait de l'espionnage… La base, c'est ce qu'on appelle les sources ouvertes. On a des diplomates qui nous expliquent ce qui se passe, on reçoit des rapports et nous, on va essayer d'aller au plus près de ces individus pour comprendre leurs intentions par rapport à la France. On se rapproche du terrain, on doit prendre des contacts et créer un réseau en France, dans le Maghreb, ailleurs. Le développement de la crise algérienne va quand même marquer vingt années de notre relation. Avec toutes les années noires, beaucoup de gens sont sortis d'Algérie et donc, la DGSE, comme tous les services de renseignement, a pris des contacts dans toute cette nébuleuse. Et plus le besoin sera opérationnel, plus on se rapproche des acteurs terroristes. Et là, ce n'est plus un débat de comprendre, mais d'être capable d'anticiper une action terroriste. C'est devenu notre métier. Au début, c'était comprendre, après, c'est agir dessus.

Quand un agent de la DGSE tamponne des réseaux islamistes, il se dévoile ?

[Si] vous avez quelqu'un dans un mouvement terroriste, il doit savoir qu'il travaille pour un service de renseignement, sinon il se met en difficulté, il prend des risques, et il vous en fait prendre. La conscientisation se fera donc au fur et à mesure du processus de recrutement. Ça prend du temps de recruter quelqu'un […]. Les opérations de pénétration du monde terroriste, on en a fait beaucoup, c'est compliqué, risqué et excitant aussi, bien sûr.

Très prosaïquement, comment fait un Européen blanc pour infiltrer le GIA ?

Ce n'est pas un Européen blanc, sauf si on joue un converti. On recrute des locaux. Il y a deux catégories. Soit on recrute quelqu'un déjà en place, soit on crée quelqu'un qui a les critères pour être mis en place. On a joué les deux. Recruter quelqu'un en place, c'est plus rapide, plus efficace. Après, il est déjà dedans, donc c'est plus compliqué de l'approcher et de le fiabiliser.

Qu'est-ce qui peut motiver un membre ou un futur membre du GIA à trahir ?

En Algérie même, c'est clair que c'était très compliqué, les services algériens étaient à la manœuvre, donc notre action était plutôt dans les intervalles extérieurs, dans cette remontée vers le territoire national. Il y a de la lassitude, des débats idéologiques, des exclusions, donc des gens en rupture : essayer de les trouver avant qu'ils soient en rupture officielle permet de les recruter. Il faut un peu de chance aussi : dans des pays où [les terroristes] s'installaient, on avait des moyens prépositionnés et donc, on arrivait assez vite à les environner, à identifier leurs centres d'intérêt, leurs difficultés.

Qu'offrir à des renégats du GIA ?

De l'argent, parce qu'ils en ont besoin. Mais la première motivation, c'est leur sécurité. Par rapport à leur groupe, par rapport aux actions qu'ils ont réalisées et qui sont susceptibles de poursuites judiciaires. Il faut leur garantir qu'ils pourront recommencer une vie sans être inquiétés, sans passer par la case prison. Ou pas, d'ailleurs. Parfois, on ne peut pas obtenir ça. La protection, la sécurité financière pour eux, leur famille, et puis après, là encore, s'ils ont l'appétence pour ce travail de renseignement, si c'est bien fait, on peut les garder en activité dans le groupe.

Certaines de vos sources ont-elles été détectées ?

Pas sur ce théâtre-là, mais sur d'autres, oui, des sources ont été arrêtées. Certaines ont avoué qu'elles travaillaient pour nous. Certaines, j'ai un souvenir précis, ont été emprisonnées, ont purgé leur peine et ont repris leur activité à notre profit, légitimées par le fait qu'elles avaient été en prison. Ce qui est parfois un élément important de leur crédibilité. Il y a tous les cas de figure.

Vous apprenez qu'une source est arrêtée, ou qu'elle court un danger, que faites-vous ?

Si elle est arrêtée, c'est beaucoup plus compliqué, mais on va essayer de savoir si elle parle de [notre] relation ou pas. C'est le premier critère. Si elle n'en parle pas, on va essayer de regarder si on peut l'aider sans se révéler, faire intervenir des tiers, pour en tout cas minimiser les contraintes pour elle. Si elle n'est pas encore arrêtée, on va essayer de la sortir, sauf si elle est d'accord pour être arrêtée. Ça dépend, il y a des gens qui sont très motivés.

Quand vous dites « on va essayer de la sortir », cela signifie l'envoi d'une équipe ?

Non, on va négocier avec les services locaux qui l'ont arrêtée. Sortir une source par des moyens militaires, c'est un cas de figure que je n'ai pas

rencontré. Par contre, on va faire tout ce qu'on peut pour régler son problème et souvent dans les pays en guerre, la corruption peut être un moyen plus efficace que l'intervention militaire.

Cela ne vous a jamais causé de tourment d'amener une personne à trahir… ?

C'est LA question. Les sources, les agents qu'on recrute, ce n'est pas des Kleenex, il se crée une relation. Vous donnez autant que vous prenez et ça marche justement parce que l'autre sent que vous donnez quelque chose. Ce n'est pas un ami, mais c'est une relation et il y a de l'affect. Donc, je ne les ai jamais mis dans une situation de devoir être mis en difficulté. On les amène à faire la transgression, on les rassure, on les accompagne et on compense. Notre boulot, c'est de sécuriser nos sources, et eux doivent nous sécuriser : si eux font une erreur, c'est nous qui pouvons être mis en difficulté. Il ne faut pas voir ça comme un jeu de manipulation froid, où on utilise les gens à leur insu. Non, il y a une acceptation. Il faut qu'il y ait une acceptation, l'intégration du risque par l'autre, et là on peut avoir du plaisir, tous les deux, à faire ce qu'on fait. Il faut aussi avoir une cause, qu'elle soit nationale, financière, égotique, il faut trouver le levier de fonctionnement de la relation. Mais dans la relation, on peut vraiment s'épanouir, elle n'est pas que négative, c'est une relation positive.

En ce qui vous concerne, quelle est votre motivation ? Le service du pays ?

Je ne me pose pas tous les jours la question de la France. Quand on a des moments de doute, peut-être qu'il faut revenir à cette motivation première. Mais j'ai eu la chance d'avoir un parcours cohérent qui m'a toujours amené à développer de nouvelles compétences, à découvrir, et j'ai été nourri par ça plus que par le drapeau ou la notion de service. Pour moi, c'est induit. On n'en parle pas entre nous d'ailleurs. Ce n'est pas quelque chose dont on a besoin de se parler. On fait un métier incroyable et c'est déjà fort.

Y a-t-il une adrénaline particulière à faire un métier rare, mais dont vous ne pouvez pas parler ?

Oui, c'est peut-être ça, la récompense. On est payés par ça. L'adrénaline, il y en a dans les gestes opérationnels qu'on fait à certains moments. Il y a des gestes difficiles, on prend un risque, soit personnel, soit collectif, mais oui, c'est aussi nécessaire d'avoir cette mise en situation personnelle. C'est ce moment-là qu'on cherche, le petit moment de vérité sur ce qu'on est aussi. C'est une récompense pour moi, les gestes opérationnels qui donnent l'adrénaline […]. Surtout quand on bosse dans l'antiterrorisme, il y a beaucoup de situations où on est confrontés à la douleur des gens, à des stress – les questions d'otages sont quand même très denses pour l'équipe, et bien sûr pour les familles… Cette intensité, on la cherche.

En quoi consistent l'identité fictive (IF) et la légende ?

À recevoir des documents d'identité sous un autre nom et une autre adresse que les vôtres. De manière à ne pas marquer votre appartenance au Service en cas de problème. La légende, c'est une histoire personnelle qui permet de passer des contrôles de police. Pour ma part, mes missions étaient des missions dites « d'intervalle » : deux, trois jours, une semaine maximum, dans un pays. Ce n'est pas la même chose que quand vous partez deux ans dans une mission clandestine.

Peut-on dire que tout membre de la DGSE est clandestin ?

Tout travail dans le renseignement a une part de clandestinité, oui. Après, la clandestinité est relative. Ça va du noir total au gris clair […]. Plus c'est noir, plus c'est long, plus c'est cher et plus c'est difficile. Tout ne justifie pas la clandestinité totale. Et à la DGSE, il y a beaucoup de clandestinité relative.

Laisse-t-on une part à l'instinct en mission ou tout doit-il être cadré ?

Le talent individuel est clé. Quand on travaille dans une équipe comme le CT, vous savez à peu près qui sait faire quoi, qui peut faire quoi, qui aime faire quoi. En fonction de la mission, vous choisissez. Je n'ai jamais été surpris quand il y a eu une initiative parce que c'était clair que celui qui l'a prise avait ce tempérament-là. Chaque OT a ses compétences et sa signature presque. Il y a des endroits où il faut mettre des gens qui ont cette espèce de pulsion, et puis d'autres où, au contraire, il faut mettre des gens qui sont dans la norme et qui ne prendront pas de risque parce que c'est ce qu'on attend d'eux.

Et comment vivez-vous la responsabilité d'engager des gens sur le terrain dans des dossiers aussi sensibles que le CT ?

Il y a des moments où j'étais inquiet, très, parce que, déjà, la mission était difficile, c'est des zones de guerre. La DGSE opère de plus en plus dans des zones de guerre parce que le monde est de plus en plus en guerre. Et parfois, vous êtes dans cette gestion : est-ce que l'intérêt valait le risque ? Vous avez envoyé quelqu'un pour une action en renseignement dont vous n'êtes pas si certain qu'elle [soit] véritablement justifiée… Après, on choisit les hommes pour faire la mission et ils sont volontaires, donc le risque est partagé.

Au milieu des années 1990, quelle est la part du renseignement technique par rapport au renseignement humain ?

Ça devait être 30 %. Maintenant, c'est peut-être 60-70 %. Plus que les pourcentages, les officiers de renseignement technique sont désormais intégrés à nos équipes d'exploitation. Ils transmettent en temps réel et combinent les opérations de l'humain et de la technique. La séparation, voire la classification technique/humain, est de moins en moins opératoire.

La DGSE étudie donc la crise algérienne. Quand s'alarme-t-elle des filières conduisant une partie de ces djihadistes vers l'Afghanistan ?

Dès le début, on fait le lien entre les zones de djihad […]. On voit monter al-Qaïda, Ben Laden, on a écrit beaucoup. Est-ce que c'étaient des alertes ? Non, on n'a pas prédit le 11 Septembre. Mais on avait compris la dynamique. Je me souviens d'avoir été invité par les Américains en 1993 pour le débriefing du premier [attentat au] World Trade Center[3]. On commençait à monter en puissance, mais on était déjà en avance parce qu'on avait ce djihad algérien qui se construisait sous nos yeux et qui permettait déjà de déduire ce qui pouvait se passer. Après, les connexions égyptiennes étaient déjà là aussi. Donc, on était déjà analytiquement pertinents et on a continué à développer notre capacité de compréhension, mais pas d'anticipation sur les actions terroristes, sauf exceptionnellement dans des espaces où on était mieux positionnés.

Êtes-vous quand même surpris par le 11 Septembre ?

On n'avait pas anticipé la formation des pilotes aux États-Unis. Je pense que personne [d'ailleurs]. Après, quand on l'a compris, ça s'insérait assez bien dans ce qu'on avait en photo de la situation d'al-Qaïda, de la personnalité et des ambitions d'Oussama Ben Laden. Et donc on a pu, avec d'autres, être en situation de réagir et de proposer des actions de renseignement, puis de participer à la coalition [en Afghanistan]. Le 11 Septembre change tout, il change la réponse américaine et il change le monde.

Il change aussi les méthodes du contre-terrorisme ?

Avant le 11 Septembre, le contre-terrorisme faisait partie du contre-espionnage, chez nous comme ailleurs. C'était un mode d'action de certains services ou groupes pour atteindre des objectifs politiques. Après le 11 Septembre, et le concept de guerre contre le terrorisme développé par les Américains, toute la CIA, le FBI se mettent en situation, ils créent de

nouvelles agences, ils développent complètement des outils technologiques. Ils changent leurs lois de sécurité, leurs règles – c'est arrivé chez eux, le traumatisme était total – pour atteindre d'abord la guerre en Afghanistan, puis la guerre en Irak. Donc, ça a changé toute la façon de travailler. C'est là que la militarisation du contre-terrorisme s'est développée. Avant, c'étaient des opérations policières et de renseignement. La militarisation, les drones, cette guerre moderne qu'aujourd'hui on regarde – observation, frappes dans des espaces très contraints où vous n'avez pas de troupes au sol –, la guerre d'en haut, c'est la guerre qu'ont inventée les Américains en Afghanistan.

Cette prise de conscience a-t-elle eu lieu dans le même temps côté français ?

Je pense qu'on a pris la mesure aussi. À l'échelle de la DGSE, ça a été un choc systémique. Le CT islamiste à l'époque, c'était une petite unité. En dix ans, ça a quadruplé, et dans les cinq ans suivants, c'était deux fois plus. On a explosé. Aucune mission n'a pris autant d'importance aussi vite dans un service de renseignement. Et ça a changé la façon de faire du renseignement aussi. Le renseignement de CT est un renseignement sécuritaire. Vous pouvez le partager. C'est une monnaie d'échange : vous donnez, ils vous aident, la cause est commune. On baisse les seuils de secret entre nous. Ça a des conséquences sur la façon de raisonner. Vous avez vécu ce partage, de travailler en coalition : les autres missions, qui aujourd'hui reviennent fortement [avec la guerre en Ukraine], doivent intégrer ce qui s'est passé. La contre-prolifération a adapté des techniques. Le renseignement politique, la dimension économique, tout le monde a bénéficié de cette façon de travailler sur des ciblages individuels. On ne cherche pas forcément à détruire la cible dans toutes les missions, mais l'information qui se concentre sur un homme, c'est toujours utile. Les modes d'action restent les mêmes, c'est le dernier geste qui change. On a appris à travailler de façon plus finalisée. Le renseignement comme ça est

beaucoup plus coûteux parce qu'on ne vous demande pas juste d'écrire ce qui se passe, on vous demande d'avoir une connaissance fine des acteurs.

Combien de temps a été nécessaire à la DGSE pour changer de paradigme ?

J'ai pris le CT en 2006, et pendant cinq ans, on a doublé en effectifs, on a développé la méthode de ciblage, on a fait des opérations dont celle d'Aleg en Mauritanie qui résume très bien cette [nouvelle] façon d'opérer pour traiter des questions concrètes : une autre approche du renseignement, finalisé sur un résultat opérationnel.

Comment l'affaire d'Aleg, survenue fin 2007, s'inscrit-elle chronologiquement dans cette guerre contre le terrorisme ?

Le développement d'AQMI au Sahel, c'est le succès du travail antiterroriste algérien et régional pour descendre la menace, la sortir d'Algérie. Les conséquences, malheureusement, c'est le Sud qui est déstabilisé. Donc, des Algériens s'installent [au Sahel] dans les années 1980-1990, notamment le fameux Mokhtar Belmokhtar qui sera le premier à s'implanter, à épouser des femmes de l'ethnie locale. Il va s'adapter au système et au peuple avec lesquels il vit. Cet ancrage-là va prendre du temps et nous, on va le suivre, on sera à chaque fois dans le tempo pour caractériser leurs intentions : est-ce que c'est des zones de repli ? Des zones pour préparer une remontée vers la France ou l'Algérie ? Et on voit que ça s'accélère, qu'il y a des conversions dans les autres ethnies. Les Arabes ne sont pas les seuls concernés, on voit des Touaregs, petit à petit, qui rejoignent. Et on voit que le système devient extrêmement opérationnel. À cette époque-là, ils décident de faire des opérations terroristes contre les intérêts occidentaux. On commence à avoir des alertes fortes sur des projets d'attentats contre nos ambassades et le rallye Paris-Dakar qui sera un des points de focalisation de ces individus. À l'époque, le rallye finissait à Dakar et passait par la Mauritanie. On avait donc développé un dialogue

très intense avec nos partenaires mauritaniens. Toute l'année 2006-2007, ont lieu des arrestations, par signalement, par détection. On est dans une situation d'inquiétude parce que le système judiciaire mauritanien n'est pas encore paramétré pour garder les gens en détention. Des individus veulent créer une déstabilisation de la Mauritanie même.

Vous dites recevoir des alertes, de quelles sortes étaient-elles ?

Ce sont les arrestations. Ces individus sont partis de Mauritanie, ils ont été se former, ils reviennent, porteurs d'un projet, et souvent ils étaient jugés et relâchés assez vite après. Ce sont ces individus-là qui vont créer le premier attentat anti-Français, hors Algérie : quatre Français tués le 24 décembre 2007 alors qu'ils étaient en voiture en chemin vers Aleg, un peu au nord de la frontière sénégalaise.

Comment l'apprenez-vous vous-même ?

Les autorités mauritaniennes nous informent que le père de famille est blessé, deux de ses fils sont tués, son frère est tué et un ami d'un des fils est tué. Quatre morts, c'est quand même un choc. On est le 24 décembre, à la DGSE, comme [partout], il n'y a pas 100 % des effectifs. On met une cellule immédiatement en place. C'est à la fois exemplaire et atypique parce qu'on ne l'a pas vu venir. On savait qu'il allait se passer quelque chose et notre focus était sur le parcours du Paris-Dakar, en Mauritanie[4]. Maintenant est-ce une opération d'opportunité, est-ce que [les assassins] se sont croisés là ? on a toujours aujourd'hui des incertitudes.

1. C'est-à-dire un lieu où un message peut être déposé ou retiré.

2. Le FIS (Front islamique du salut), favorable à l'instauration d'un État islamique en Algérie, arrive en tête du premier tour des élections législatives le 26 décembre 1991, mais le pouvoir annule le second. Le GIA, groupe islamique armé, décide alors de se lancer dans une rébellion sanglante.

3. Le 26 février 1993, des islamistes, menés par le Koweitien Ramzi Yousef, font exploser 700 kilos d'explosifs dans le sous-sol des tours, espérant les faire s'effondrer sur elles-mêmes. Six personnes sont tuées, plus de mille blessées.

4. L'épreuve est d'ailleurs annulée le 4 janvier 2008.

Jean, officier supérieur contre-terrorisme

« Est-ce que la vie d'un agent du Service vaut la vie de plusieurs enfants ? »

Le milieu des années 2000 est une période charnière pour le contre-terrorisme au Sahel. De longue date, la DGSE avait identifié des groupes djihadistes au nord du Mali et à la frontière avec l'Algérie, dont la fonction principale était de soutenir en carburant, armes, munitions les maquis algériens du groupe islamique armé (GIA), qui a enfanté en 1998 le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). En 2005, ils attaquent une caserne à Lemgheity, au nord-est de la Mauritanie. Début 2007, le GSPC fait allégeance à al-Qaïda et prend le nom d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Pour le structurer, la DGSE relève en mars l'arrivée au Mali d'un cadre du GIA et du GSPC, Yahia Djouadi. AQMI fait sienne la doctrine d'Al-Qaïda, c'est-à-dire la lutte contre l'ennemi proche et l'ennemi lointain. L'ennemi proche, ce sont les régimes locaux qu'il s'agit de renverser afin d'y instaurer la charia. L'ennemi lointain, ce sont les Occidentaux. Tout au long de l'année 2007, des consignes claires, captées par la DGSE, ordonnent de cibler notamment les intérêts français. Jean sera deux fois chef de poste en Afrique dont il dirigera le secteur à la Direction du renseignement (DR). Mais auparavant, il s'apprête à mener une de ces opérations qui marquent une vie.

*

Ancien officier de la Légion étrangère, vous avez rejoint la DGSE en 1997. Quelle fonction occupez-vous dix ans plus tard ?

Avant d'aller au Sahel, j'ai fait un petit tour au Moyen-Orient, où des journalistes avaient été enlevés[1]… Après, je suis revenu à Paris où j'ai été adjoint du chef du bureau qui s'occupait de l'Afrique. La situation du Sahel était déjà bien dégradée. En 2003-2004, le GSPC avait déjà enlevé pas mal d'Allemands avec Abderrazak « le Para » au Sud libyen. Donc, le terrorisme était présent dans toute la zone sahélo-saharienne, avec Mokhtar Belmokhtar qui était pris plus ou moins au sérieux par l'ensemble des acteurs internationaux – c'était « M. Marlboro », il était plutôt accusé de trafics de cigarettes que d'avoir un agenda terroriste.

Comment apprenez-vous le drame d'Aleg ?

Le 24 décembre 2007, je suis chez ma mère en province, et un bandeau passe à la télévision : quatre Français assassinés à Aleg. Je regarde ça, ma sœur qui voit le bandeau défiler coupe la télé : au moins la soirée de Noël, avec les enfants, la famille, on la passe tranquilles.

Vous n'avez pas été rappelé par le Service ?

Pas tout de suite. Les journalistes vont beaucoup plus vite que les services de renseignement qui doivent vérifier, recouper et puis, réagir. Sachant que, de toute façon, pour les quatre décédés et le blessé, il n'y avait plus grand-chose à faire. Il fallait qu'on entre dans un *process* de renseignement pour essayer de tirer les ficelles.

Comment tout cela s'organise-t-il ?

Déjà, sur place, le chef de poste, lui, il n'a pas de Noël. Il prend contact tout de suite avec les partenaires. L'ambassadeur, l'attaché de sécurité intérieure, l'attaché de défense, tous les membres de l'ambassade sont [aussi] à la recherche de renseignement : est-ce ou pas du terrorisme ?

Qu'est-ce qui va décider de l'envoi de missions sur place par la DGSE ?

Ce qui remonte en premier, ce sont les identités des assassins, les circonstances, et c'est une exfiltration très rapide du groupe, avec des éléments assez précis. Un groupe qui s'exfiltre tout de suite, et qui passe la frontière avec le Sénégal le lendemain, c'est une opération préparée. Donc, là, un premier élément nous dit qu'on a vraiment affaire à une opération terroriste. Et la machine du Service se met en œuvre. On essaie d'identifier des communications téléphoniques entre les groupes que l'on connaît. Et on arrive à [en] identifier qui partent du Nord-Mali. Dans le même temps, nos collègues mauritaniens ont identifié des auteurs. Ils nous ont donné deux noms dès le 25 décembre. Un des chauffeurs a [en effet] été arrêté tout de suite et c'est lui qui a dit : « C'était untel, untel, le troisième je ne connais pas le nom. Ils sont partis par là. » Les Sénégalais mettent en place un très gros dispositif sur la frontière, plus de quatre cents gendarmes, pour les arrêter. Mais l'opération a été bien planifiée, et donc ils étaient déjà passés.

Vous connaissez les noms donnés par les Mauritaniens ?

Deux des trois sont connus. Ils avaient été arrêtés en Mauritanie, puis relâchés entre janvier et l'été 2007, parce que la justice mauritanienne n'avait rien à leur reprocher de concret. Ils n'étaient pas liés directement à des actions [terroristes], mais simplement à des sympathies, à du soutien. Cela nous permet quand même d'avoir les photos des individus et des numéros de téléphone qu'ils utilisent. Dès le surlendemain, on identifie le troisième assassin. Donc, on a l'équipe au complet. Le Service décide de projeter une mission au Sénégal pour les traquer. Sachant qu'à l'époque on a développé un moyen, l'IMSI-catcher[2], qui permet de localiser des téléphones. Mais bon, c'était vraiment balbutiant. C'était la première grosse mission de ce type-là.

La DGSE avise-t-elle les autorités sénégalaises de l'arrivée des siens ?

Tout ça se fait en transparence totale avec les services locaux. C'est une coopération transnationale, organisée localement avec les ambassadeurs et les chefs de poste [de la DGSE]. Les Sénégalais donnent rapidement leur accord et, le 28 décembre, on arrive à Dakar.

Vous êtes à la tête de cette équipe. Comment est-elle composée ?

Un IMSI-catcher, avec deux opérateurs de la direction technique (DT) pour le mettre en œuvre, et une équipe légère de la Direction des opérations (DO) pour assurer la coordination des moyens sur place. Une équipe part aussi à Nouakchott, avec Jérémie, pour assurer la liaison avec les partenaires locaux, leur transmettre ce qu'on sait, et leur demander des éléments complémentaires sur les individus que l'on serait susceptibles d'identifier. À Dakar, les autorités sénégalaises nous donnent des facilités, notamment auprès des opérateurs de téléphonie. Ça passe sous un cadre juridique, l'attaché de sécurité intérieure est associé à la démarche. On localise [alors] les individus dans un village de pêcheurs, Yoff, où il y avait l'ancien aéroport, Dakar Yoff. On essaie de les approcher avec notre matériel technique. L'inconvénient, c'est que ce petit village a des rues très étroites, donc on ne peut pas y aller en véhicule. Or une équipe de Blancs, à Dakar, fin décembre-début janvier, ça peut passer, mais dans ce village-là, non. Ce n'est pas très touristique, on attire plus l'attention qu'autre chose.

Avez-vous pu quand même avancer dans l'enquête ?

On arrive à isoler un carré, mais de 300 mètres sur 300 mètres. Ce n'est pas très précis… On associe la gendarmerie sénégalaise à nos recherches, ils envoient des sources, des individus, ils identifient des gens qui viennent d'arriver, qui sont repartis, etc. Ces individus sont écartés parce qu'ils sont beaucoup trop vieux, et ça ne correspond pas aux photos qu'on a. On prend en compte aussi les contraintes sénégalaises, parce qu'il y avait des émeutes ethniques dans ces quartiers-là. Et donc, faire intervenir la gendarmerie

dans un truc comme ça… Les Sénégalais nous indiquent [que] ça les gêne un petit peu.

Quel est alors le déclic ?

Vers le 2 ou 3 janvier, les individus quittent Yoff. On les suit grâce aux opérateurs de téléphonie, et on voit qu'ils se déplacent, qu'ils traversent la Gambie et qu'ils se retrouvent en Casamance, direction la Guinée-Bissau. La difficulté, c'est d'avoir un temps d'avance pour créer la nasse. Le Service anticipe donc et projette immédiatement une deuxième équipe d'IMSI-catching à Dakar, avec des moyens lourds de la DO : un avion avec un hélicoptère. On a ainsi une capacité à faire des bonds, en faisant des posés dans la nature avec ce gros-porteur qui ravitaille l'hélicoptère, moyen d'agir de façon plus souple, [mais] dont l'élongation est beaucoup plus faible. Dans le même temps, les ambassadeurs prennent contact avec les autorités de Guinée-Bissau pour leur dire : « [Les terroristes] sont en train d'arriver chez vous, on voudrait envoyer une équipe, est-ce que vous êtes d'accord ? » Le 8 janvier au soir, on localise les individus sur la frontière de la Guinée-Bissau. Le 9, on voit qu'ils traversent. Et là, on les perd.

Comment menez-vous la traque ?

On arrive le 10, en fin de matinée, à Bissau et je prends contact tout de suite avec l'ambassadeur, pour lui expliquer la manœuvre. Dans notre avion, on a pris une équipe d'attachés de sécurité intérieure de Dakar, deux policiers français, et il y avait un OT plus spécialement chargé de la liaison avec les autorités locales. Un deuxième IMSI-catcher arrive aussi […]. Je coupe l'équipe en deux, parce qu'on ne pouvait pas mettre tout le monde dans le même hôtel, et je regroupe mon équipe opérationnelle, donc mes techniciens et les gens de la DO […]. On mange et je décide d'aller respirer la ville, une ville que je ne connaissais pas du tout, et le Service n'était pas très familier [non plus]. Mais quitte à faire cette reconnaissance, je décide de mettre les appareils en marche. On tourne, sans savoir où on va […].

L'IMSI-catcher détecte des téléphones dans une zone donnée, et avec un niveau de signal variable en fonction de la distance. Les premiers n'étaient pas très précis, on arrivait à avoir des éléments de précision de l'ordre de 20-30 mètres, mais pas beaucoup plus. La distance peut être au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest. Donc ça nécessite de tourner en rond, on s'éloigne, on se rapproche, on essaie de localiser […]. À la fin de notre parcours, il doit être à peu près minuit et demi, je ramène l'équipe à l'hôtel. Et là, surprise, l'appareil sonne. Je ne m'attendais pas à trouver mes clients aussi rapidement !

Que décidez-vous donc ?

On s'écarte, pour ne pas attirer l'attention. Je fais venir l'OT en charge de la relation avec les services locaux et je lui dis : « Est-ce que tu as pris contact avec la directrice de la police judiciaire ? Les clients sont dans l'hôtel. Faut pas qu'ils s'échappent ! » La directrice de la PJ ne répond pas, donc un autre commissaire de police de Guinée-Bissau arrive et sur le parking, devant l'ambassade, à minuit et demi, je lui explique la situation, je lui donne les photos des individus : « Ils sont là, c'est les assassins qu'on cherche. » D'après les renseignements qu'on avait, ils n'avaient pas d'argent. Donc, j'ai dit : « J'imagine qu'ils sont dans une arrière-cuisine ou quelque chose comme ça parce que c'est un hôtel de standing. » Il réunit une équipe de policiers et ils vont à la réception de l'hôtel. Nous, on n'intervient pas, on les laisse, pour ne pas attirer l'attention. Le réceptionniste [leur] dit : « Oui, oui, ils sont là, chambre 17. »

Avez-vous attendu pour les interpeller ?

Le commissaire vient me voir : « Qu'est-ce que je fais ? » Je lui dis : « On les arrête. » Donc, il rentre… À ce moment-là, ils avaient éteint leur téléphone : l'IMSI-catcher, muet. [Les policiers] entrent dans la chambre 17. [Les djihadistes] étaient tous les deux dans le même lit. Ils

crient « *Allah Akbar* » et reconnaissent très rapidement leur participation à l'assassinat. Ils sont arrêtés et mis en prison à Bissau.

Que ressent-on à ce moment-là ?

Un petit peu d'adrénaline, mais même avant, parce que je ne m'y attendais pas. L'équipe était fatiguée, on rentrait… mais je dis, non, on va quand même tourner un peu. C'est juste de la chance.

Une chance qui se provoque quand même…

Mais c'est de la chance.

Avez-vous dû demander à la Centrale l'autorisation d'intervenir ?

À minuit, c'était compliqué de demander… surtout qu'ils étaient dans un hôtel où j'avais mis une partie de l'équipe du Service. Imaginez le lendemain matin, au petit déjeuner, mes deux terroristes prendre le café à côté de nos camarades policiers… Donc, je n'ai pas demandé l'autorisation. Je les ai fait arrêter et j'ai rendu compte.

Sidi Ould Sidna et Mohamed Chabarnou sont donc appréhendés. Quelle suite pour vous ?

Notre camarade policier (français) commence les auditions avec les Bissao-Guinéens pour faire parler les individus qui reconnaissent leur participation, la façon dont ça s'est déroulé, etc. […] Maintenant qu'on a arrêté les auteurs de l'attentat, mon objectif est de faire un pas en arrière, de laisser le système judiciaire se dérouler. Sachant qu'on a quand même accompagné cette phase-là. Le risque d'évasion était certain, donc on soutient les Bissao-Guinéens dans la surveillance et la garde. Et s'enclenche une démarche diplomatique entre la Guinée-Bissau et la Mauritanie pour l'extradition de ces individus. Deux jours après, la Mauritanie envoie un avion militaire pour les récupérer.

Pour vous, en quelque sorte, l'affaire est terminée ?

Non, parce qu'il y a un troisième homme, Maarouf Ould Hayba qui a quitté les deux premiers au Sénégal, et qui est allé directement au Mali, en passant par Keyes. On le localise à Tombouctou. Le Service décide d'[y] projeter une équipe prépositionnée à Bamako. Maarouf était aidé à Tombouctou par un certain Taki Ould Youssef qui assure le lien avec les groupes terroristes du Nord-Mali. Ces équipes viennent le chercher dans la ville de Ber, et là, le Service dit : « Non, au-delà de Ber, on ne peut pas aller, l'équipe est trop petite, pas en mesure d'affronter une équipe lourde d'AQMI. » Et donc, on reste à Tombouctou. Mais on le suit toujours. On sait qu'il part à Tessalit.

Quand vous dites « on le suit », c'est par le biais d'écoutes ou par des sources ?

Une combinaison des deux. Le renseignement technique nous donne des faits actualisés, on va dire, et le renseignement humain nous donne un peu de renseignement prédictif. Et donc, on voit qu'il est à Tessalit, au sein du groupe, et qu'il est accueilli là-bas, en sécurité, pour l'instant. [Car] il n'est pas resté très longtemps au Mali.

La DGSE maintient-elle son dispositif ?

Tout le monde se replie à Paris, et on suit l'affaire judiciaire à Nouakchott. On essaie d'en tirer ce qui peut nous être utile pour la connaissance du groupe. Là, apparaît un certain Khadim Ould Semane, un prédicateur salafiste, proche d'un individu qui avait exfiltré l'équipe d'Aleg vers le Sénégal. On bâtit le réseau relationnel : Qui est en contact avec qui ? Qui fait quoi ? Qui est le chef ? D'où viennent les ordres ? etc. C'est un travail de fourmi qui est fait ici [à la Centrale], qui permet de faciliter les prochaines opérations. Parce que cette affaire n'est pas finie. Arrive le 2 avril, et coup de tonnerre, Sidi Ould Sidna, un des deux arrêtés à Bissau, s'évade du tribunal de Nouakchott alors qu'il était présenté au juge

d'instruction. Les Mauritaniens nous préviennent tout de suite, en totale transparence. Le Service décide de projeter une équipe pour le rattraper avant qu'il ne rejoigne le Mali. Le 4 avril, j'arrive à Nouakchott avec une équipe lourde, d'entrée, les deux IMSI-catcher et un avion.

Tout cela se fait toujours en coopération avec les services locaux ?

Le portrait-robot est diffusé, les Mauritaniens nous remontent des équipes de soutien, notamment dans son réseau familial, qui sont surveillées, et une de ses cousines qui l'aide à s'enfuir. La cousine n'est pas arrêtée parce qu'il faut la laisser interagir avec son groupe. C'est là où le temps du renseignement n'est pas le même que le temps judiciaire. On tisse la toile autour de Sidi Ould Sidna. Et on s'aperçoit qu'il y a quand même beaucoup de monde autour de lui, que son soutien logistique est très fort. On travaille avec les IMSI-catcher et on localise la villa où il était. On est le 6 avril.

Évadé le 2, localisé le 6 : belle efficacité !

On est assez performants je pense, sur cette affaire […]. C'était une villa impressionnante, un quartier fréquenté par des Occidentaux ; on se demande où ils ont les moyens pour récupérer ça ! Les Mauritaniens décident de monter une opération d'encerclement parce que, d'après le suivi de la cousine, ils étaient cinq ou six [dedans] quand même. Problème : il n'y a pas d'adresse, pas de nom de rue […]. J'étais [donc] dans le véhicule de tête pour montrer là où était la villa. On avait retiré nos camarades de la DT, j'étais avec l'équipe de la DO […]. Et au moment où on arrive devant, une grosse fusillade est déclenchée, avec même un tir de lance-roquette ! C'est passé pas très loin…

Votre voiture est prise pour cible. La villa est-elle quand même investie ?

Les Mauritaniens n'ont pas le temps de finir l'encerclement qu'une Mercedes s'échappe. Ils tirent sur ce véhicule, on le retrouvera les pneus

crevés, 400 ou 500 mètres plus loin, avec un corps à l'intérieur et un blessé grave. Et puis du matériel a été récupéré, inquiétant : des cordeaux détonants, des détonateurs de fortune faits à partir de seringues, de l'explosif de fortune et des charges creuses artisanales…

Qui sont ces deux hommes ?

[Le mort] est inconnu. Celui qui est blessé, c'est l'artificier du groupe. Donc, ça nous rassure, [il] n'est plus en mesure de refaire des explosifs.

Et dans la villa, du matériel a-t-il été trouvé ?

Un studio de prise de vue avec un décor et des vidéos qui avaient été tournées. On voit une vidéo de Maarouf Ould Hayba, donc le troisième qui s'était échappé, à Nouakchott, revendiquant l'attentat d'Aleg, et la mise en œuvre d'un autre attentat.

Vous savez où ?

On trouve des repérages sur le centre culturel qui était au sein du lycée français : savoir comment on y entrait, où il y avait des gardes. C'était vraiment un repérage abouti […]. Et là, la pression monte quand même d'un cran. L'ambassadeur est prévenu. De toute façon, tout le monde était prévenu [car], même si les terroristes se sont tout de suite enfuis, les Mauritaniens ont continué à tirer sur la villa : quand on tire sur une villa, ça fait des ricochets, un soldat retire, etc. Ça a duré un certain temps, suffisamment pour mettre Nouakchott en émoi. Les Mauritaniens ne s'attendaient pas à voir ça au cœur de leur capitale, ça a été une sidération.

Juste une précision, l'équipe de la DGSE est-elle armée à cette occasion ?

Une partie est armée, en coordination avec les autorités locales.

Elle peut participer à l'assaut ?

Non. C'est de l'autodéfense.

Donc l'artificier est saisi, il peut s'exprimer ?

Non. Il a une balle dans la tête, il est dans le coma, et il décédera dix jours après. Les seuls éléments d'enquête que l'on a, à ce moment-là, c'est ce qu'on a trouvé dans la voiture, plus le repérage dans la villa, et aussi le nom du locataire : Khadim Ould Semane. Ça le met en chef de groupe. Les Mauritaniens identifient deux autres villas louées par cet individu. Dans une, on va trouver un laboratoire avec des balances pour faire de l'explosif, des thermomètres, tout ce qu'il faut pour fabriquer de l'explosif. Et dans une troisième villa, du stockage avec des précurseurs, différents matériels qui servent à confectionner des explosifs de fortune. L'attentat était imminent.

Les explosifs étaient prêts à l'emploi ?

On [en] a trouvé, en petite quantité. Mais on avait les repérages sur la ville et il nous manquait quand même des éléments importants, parce qu'on avait vu qu'ils avaient des bouteilles de gaz, remplies d'explosifs avec des détonateurs à l'intérieur. [Or] on ne les a pas trouvées […]. L'ambassadeur est immédiatement mis au courant, on a un peu de chance avec nous, on est en période de congés scolaires, le lycée est vide. Donc, on a un tout petit peu de temps. Mais pas beaucoup. Tout le monde redouble d'efforts. On sait que Maarouf est arrivé, on l'a vu sur la vidéo, et il nous manque Sidi Ould Sidna. Les photos sont diffusées. Les policiers [mauritaniens], quand même bien choqués par la fusillade du 7 avril, contrôlent les gens dans la rue et le regard [de l'un d'eux] est attiré par une femme, mais qui n'a visiblement pas une démarche de femme… Maarouf a été arrêté comme ça, le 10 ou le 11 avril. Il a essayé de se défendre mais bon, il n'était pas habitué à porter une robe, j'imagine ! Il a été neutralisé par le policier, aidé de la population qui avait été aussi choquée.

Maarouf parle ?

Pas beaucoup. Il assume, reconnaît les noms de ses chefs, mais ne donne pas de renseignements très utiles. On savait qu'il y avait une opération qui se préparaît sur le lycée français, mais il n'avait pas de date, d'éléments qu'on ne savait déjà. Donc, on reprend tout à zéro. Paris reprend les synthèses des auditions, le renseignement qui arrive de nos amis mauritaniens, ce qu'on peut récupérer de partenaires étrangers, les Sénégalais, les Maliens, sur les itinéraires des uns et des autres. Nous, on est là en soutien, en leur donnant du matériel technique. On arrive à dresser la toile d'araignée à peu près complète du groupe. Et fin avril, on arrive à identifier la cache de Sidi, avec Khadim Ould Semane.

Quelle tactique est employée pour les arrêter ?

Les Mauritaniens arrêtent un membre du groupe qui propose tout de suite de travailler contre, en échange d'un allégement de peine, ou quelque chose comme ça. On arrive à localiser les différentes caches, mais Sidi Ould Sidna devient de plus en plus méfiant, il se déplace très régulièrement, on a du mal à le suivre. Mais on arrive grâce aux renseignements mauritaniens à arrêter Khadim Ould Semane, le 29 avril, et Sidi Ould Sidna le 30, en récupérant tout le matériel. Sans effusion de sang, sans combat, sans rien, il s'est rendu tout seul […]. Dans la cache de Khadim Ould Semane, on retrouve les bombonnes de gaz, les kalachnikovs, l'armement.

Que disent les terroristes lors de leurs auditions ?

Ils sont dans une position très revendicative, donc ils assument complètement leurs actes, ils les revendiquent même. Il n'y a pas de difficulté pour les faire parler à ce moment-là.

Ont-ils donné leurs motivations pour l'attentat d'Aleg : rapt qui a mal tourné, haine de la France ?

C'est sans doute à l'origine un enlèvement qui a mal tourné, avec une possibilité de récupérer des rançons ou une contrepartie autre, des

prisonniers par exemple. C'est aussi un sentiment assez radical, pas spécialement anti-Français. En février 2008, il y a eu un attentat contre l'ambassade d'Israël en Mauritanie, avec une fusillade, etc. Donc ce n'est pas que la France. C'est l'Occident en général.

Quinze ans plus tard, diriez-vous que vous avez pris beaucoup, trop, de risques dans l'affaire Aleg ?

C'est ce que m'a dit mon chef au retour. Mais je n'ai pas [eu] de réponse à la question que je lui ai posée : « Est-ce que la vie d'un OT du Service vaut celle d'enfants du lycée français ? » Je ne sais pas. Enfin, si, j'ai la réponse… C'est ça, la prise de risque, jusqu'où on est capable d'aller. À l'entrée du Service, vous avez une stèle où chaque personnel décédé a une petite marque à son nom. Ça rappelle qu'on peut aller jusqu'au bout.

1. Georges Malbrunot et Christian Chesnot (enlevés en août 2004 en Irak), Florence Aubenas (janvier 2005, toujours en Irak).

2. L'IMSI (International Mobile Subscriber Identity – identité internationale d'un abonné de portable) est un numéro d'une quinzaine de chiffres identifiant chaque usager dans le monde.

Sofya, linguiste-traductrice

« C'est un engagement personnel qui va au-delà du simple bureau quotidien. »

Sur chaque autel de la fiction voulant servir le mythe de l'espionnage, un diptyque. À gauche, l'agent beau comme un dieu qui tue plus qu'il ne réfléchit. À droite, les écoutes. Quand hier l'espion était un barbouze, aujourd'hui il est un geek qui pourrait espionner qui bon lui semble. L'une comme l'autre, ces images sont d'une telle puissance qu'elles s'impriment profondément dans l'inconscient collectif. Il est presque vain d'essayer d'expliquer que, plus encore depuis le vote des lois sur le renseignement à partir de 2015, la DGSE est probablement l'administration la plus contrôlée en France. De même que les parlementaires peuvent éplucher ses comptes, de même quatre d'entre eux, en compagnie d'autant de magistrats – l'ensemble composant la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) – ont le loisir de demander la justification et le mode d'exploitation de toute interception. « Nous ne faisons pas n'importe quoi », fut le leitmotiv de notre long séjour en bordure de périphérique. Venue en France pour ses études, Sofya a choisi d'y rester et de la servir du mieux qu'elle peut en offrant à la DGSE sa connaissance des langues et de la culture de pays où d'autres ont préféré basculer dans le terrorisme. Elle est de taille moyenne, plutôt frêle, mais elle fait preuve d'une force

colossale pour, jour après jour, écouter des individus qui, eux, ne se préoccupent guère du respect des libertés publiques.

*

Que dites-vous de votre profession au sein de votre famille ?

Il y a juste mon mari qui le sait. Pour le reste, je travaille au ministère des Armées.

Y compris pour vos enfants ?

Les enfants sont très intelligents. Ils voient bien qu'il y a quelque chose. Parfois, ils me lancent : « Maman tu travailles où ? C'est pas les services secrets ? » Et comme je ne réponds pas de façon directe, alors que d'habitude je suis assez directe, je sens qu'ils se doutent de quelque chose. Mais dans quelques années, je vais leur dire. J'attends juste qu'ils aient l'âge adéquat pour comprendre dans quelle structure je travaille.

Cela ne vous manque pas de ne pas pouvoir leur parler d'un métier que peu font ?

Si, des fois. Parfois, le soir, j'aimerais dire : « Je suis fatiguée parce que ceci, cela », mais je ne peux pas me permettre. C'est un choix à assumer.

Pourquoi l'avez-vous fait il y a six ans ?

J'avais réussi plusieurs examens dont la DGSE et j'ai opté pour la DGSE parce que c'était une structure fermée, et ce mystère-là m'intéressait. Je travaillais dans le ministère des Armées et avant dans l'Éducation nationale. J'avais envie de changer.

Préparer le concours, ça demande du temps quand on a une vie professionnelle…

C'était un peu difficile, j'avais déjà mes enfants et ils étaient jeunes, donc ça demande beaucoup d'implication, travailler le soir, mais pour les

personnes motivées, c'est faisable. On passe [ensuite] l'oral et il y a la troisième étape : est-on apte à travailler à la DGSE ? Il faut avoir un dossier de sécurité propre.

Vous avez des origines étrangères.

Oui.

Il est un temps à la DGSE où c'était assez rédhibitoire pour y entrer. Ce n'est plus le cas ?

Non. Pour moi, c'est une force d'avoir une double culture sur les dossiers, ça donne une profondeur d'analyse.

À votre connaissance, êtes-vous nombreux dans ce cas ?

Des personnes apprennent les langues qu'on appelle exotiques, mais les natifs, on n'est pas si nombreux que ça.

Quelles furent vos découvertes à l'entrée ?

C'est un monde à part. Déjà, ça paraît bête, mais c'était la première fois que j'entrais dans un sas. Il y a ensuite des contraintes, au niveau de l'utilisation des appareils électroniques. On n'a pas le droit d'avoir le téléphone dans notre bureau, donc il y a d'autres moyens pour nous contacter [*via*] le standard.

Y a-t-il des moments de convivialité à la DGSE ?

On a des pots, des réunions de cohésion, tout est fait pour instaurer une certaine proximité entre les agents. C'est très important parce que c'est le seul moyen de rencontrer d'autres personnes dans le Service, avec qui on n'a pas un dossier en commun. Il y a aussi des événements sportifs ou pour Noël.

Quelles sont vos motivations à travailler avec un certain nombre de contraintes ?

C'est un engagement personnel, qui va au-delà du simple travail de bureau quotidien. C'est vouloir réussir à amener sa petite empreinte dans cette grande maison. C'est très important parce qu'on travaille sur des sujets sensibles, on sait que nos travaux auront un impact.

Comment définiriez-vous votre travail ?

On a des documents à traduire, audio ou vidéo, de l'arabe dialectal, supposons. Ces informations, on va essayer de voir si elles correspondent à ce qu'on sait. On va identifier l'origine de la personne. C'est très important parce que certains terroristes essaient aussi de camoufler, d'utiliser des termes de telle ou telle région.

Les cibles qui savent qu'elles peuvent être écoutées vont essayer d'utiliser un dialecte différent du leur ?

Oui, ça arrive. Les dialectes se ressemblent. Il suffit que la personne utilise un seul mot et le doute s'installe : il a parlé pendant cinq minutes dans un certain dialecte et tout à coup, il utilise un mot dans un autre ? Il faut avoir d'autres audios, pouvoir comparer, jusqu'à trouver la faille […]. On a des enregistrements, on les remonte dans notre logiciel et on voit que c'est tel numéro [de téléphone]. On commence à écouter et à traduire, pas toutes les phonies, que ce qui est important – il faut savoir que ça demande beaucoup de temps et de ressources aussi.

Vous ne vous contentez donc pas de la traduction ?

Non, il faut aussi la vérification. Parfois, par exemple, on a le numéro d'une personne, un nouveau numéro. Et là, on se dit : « Cette personne-là, ça me dit quelque chose, son nom, sa voix, le timbre de la voix… » Je vais regrouper, essayer de capitaliser les autres audios que j'avais déjà écoutés. On sait qu'il y a des choses qu'on ne peut pas modifier, le rire, des subtilités

qu'on essaie de retrouver […], le vocabulaire, le dialecte… Plusieurs critères rentrent dans le travail d'exploitant linguiste.

Combien de dialectes êtes-vous capable d'identifier ?

À peu près cinq à six.

Êtes-vous nombreux à la DGSE à les maîtriser ?

Pas assez pour le service…

Quand une crise se déclenche, la DGSE va chercher à recruter des connaisseurs de la langue ou former en interne ?

Le service de formation forme les gens et la structure essaie d'inculquer les bases, c'est-à-dire les différences entre les langues. Si une personne parle un dialecte qu'on identifie mal, ça fausse les données.

Pouvez-vous également reconnaître des voix ?

Quand on écoute une voix régulièrement, à un moment donné, même si cette voix change de numéro, on se dit : « Ça me dit quelque chose. » Après, je vais la comparer avec ce que j'ai déjà entendu comme voix et il faut savoir que c'est un travail collégial. Je vais dire : « Moi, je suis sûre et certaine à 90 % », mais je vais demander l'avis d'un ou deux collègues. S'ils me disent : « Non, on n'est pas sûrs », je vais donner 45 % et on va essayer de trouver d'autres audios pour faire la concordance.

Se fie-t-on toujours à votre expertise ?

Au départ, quand j'ai intégré le Service, je traduisais, mais je demandais toujours l'avis de quelqu'un. Au bout d'un certain temps, la confiance s'installe. De toute façon, il faut toujours rester attentif et demander l'avis dès qu'il y a un doute. Il y a aussi l'interprétation. Les langues, c'est aussi la culture.

Avez-vous le souvenir de la première écoute que vous avez eu à analyser ? Y a-t-il un frisson particulier ?

Je me rappelle des premières fois, parce que je n'arrivais pas à distinguer les voix en fait. J'avais toujours cette peur de dire : « Est-ce que c'est lui ou pas ? » Petit à petit, on commence à avoir ses repères. C'est comme un puzzle, il y a le début, la fin, moi, je vais faire le lien entre les différents points et je vais arriver à dire : effectivement, cette voix-là ressemble à cette voix-là, par le rire, les tics de langage, l'accent, par des petites informations. Donc, oui, au début, c'était un peu difficile.

Des logiciels permettent dorénavant des traductions automatiques. La machine supplante-t-elle l'humain en la matière ?

Beaucoup de personnes [le] pensent, mais au niveau des langues, c'est très difficile. À la rigueur, quand il s'agit d'arabe littéraire ou classique, c'est peut-être faisable. Mais quand il s'agit de dialecte, c'est très difficile. Ça peut aider un officier traitant à dire « voilà, c'est de l'arabe », mais la traduction automatique n'est pas fiable à 100 %, même pas à 60 %. C'est comme la reconnaissance faciale de personnes qui se ressemblent, il y a une marge d'erreur qu'il faut prendre en compte.

Venons-en au contenu des écoutes sur lesquelles vous travaillez. Que se racontent des terroristes entre eux ?

Ils parlent de leurs vies normales, de leurs épouses, de leurs projets… Parfois, ils peuvent parler du temps, de la sècheresse, mais aussi de préparer telle ou telle action, sans entrer dans les détails. Ils ont compris qu'ils sont peut-être sur écoute, ou bien ils ont des consignes de sécurité, eux aussi. Donc ils ont des codes. Il ne va pas dire « Je vais attaquer l'ambassade de France ». Il va donner un nom à l'ambassade, au mot « attaquer ». Et dans la conversation, ça peut paraître tout à fait bizarre, donc il faut réécouter, réécouter : est-ce que c'est juste une erreur ou c'était voulu ? C'est pour nous induire en erreur ou ne pas nous permettre de suivre la conversation ?

Une information très importante peut être noyée dans un audio, donc on est toujours vigilants sur le contenu.

Avez-vous souvenance d'un cas où le suspect a oublié qu'il pouvait être écouté ?

Oui. Il parlait pendant pas mal de temps d'un objet. Et [puis], sa langue a fourché, il a dit « prisonnier ». À ce moment-là, on a compris que tel mot correspondait à celui-là. Après, bien sûr, il faut revenir sur tous les audios et on essaie de rectifier le tir.

Et pour vous, y a-t-il alors comme un sentiment d'euphorie, d'excitation ?

Ah oui ! On est contents parce que la découverte, c'est une petite perle, on la transmet à d'autres collègues, ça va leur servir à débloquer tel ou tel audio ou vidéo.

Y a-t-il un phénomène d'urgence dans les expertises que vous livrez ?

Ça dépend des dossiers. L'officier traitant va dire : « Celui-là, il me faut un retour dans les vingt-quatre heures, même avant. » Parfois c'est moins urgent.

L'écoute d'une personne peut-elle susciter chez vous de la peur ?

Il y a toujours ce stress-là, parce qu'on suit des dossiers sensibles. Et l'information, il faut qu'elle soit exacte, au niveau, même, éthique. Parfois, il y a des écoutes assez violentes, ça aussi ça stresse : des vidéos, ou un contenu de façon générale, ou de l'écrit assez violent, détaillant certains événements… C'est stressant, mais on essaie toujours de gérer son stress d'une façon ou d'une autre. La DGSE met [aussi] les moyens pour les agents qui se sentent en détresse, ou qui ont accès à des dossiers assez sensibles ou violents. À ce moment-là, ils peuvent en parler pour évacuer.

La violence de ces vidéos et audios ne vous est pas néfaste à terme ?

Ce n'est pas comme [si] on regarde un film et on passe à autre chose. Là, c'est regarder, regarder et traduire. C'est cette répétition qui fait qu'on est stressés, plus ou moins traumatisés, je dirais. Mais il y a des astuces que les psychologues nous donnent pour justement palier ce stress, qui n'est pas humain en fait. On n'est pas fait pour regarder tant d'atrocités.

Quelle est l'écoute qui vous a le plus marquée ?

Il y en a plusieurs. Il y avait le suivi d'un terroriste, et ça a abouti grâce à des reconnaissances vocales. On se dit : voilà, il y a une satisfaction. Mais aussi d'autres écoutes que je n'ai pas trop aimées [car] c'était de la torture, donc on entend, comment…, l'interrogatoire… C'est très important parce que ça permet de savoir comment ils procèdent[1], comment ils peuvent avoir de l'information quand ils ont un soupçon sur quelqu'un, mais en même temps, quand on est en train de traduire, l'imaginaire joue… C'était une écoute, pas une vidéo, notre cerveau complète avec des images, donc ce n'est pas très agréable. [Et] il y a un sentiment de frustration parce qu'on ne sait pas si la personne est décédée…

Vous parvenez à dissocier entre ce que vous entendez et le travail que vous avez à faire ?

On est obligés. C'était une torture dans l'eau… On essaie. Mais on imagine… Après, on est un peu perturbés, mais il faut faire la part des choses.

Pour ce genre d'écoutes, on fait plutôt appel à un linguiste ayant de la bouteille ?

Je ne sais pas si on peut les donner à des nouveaux arrivants. Il faut du temps pour connaître la personne, est-ce qu'elle capable de traiter ce genre de documents ? Personnellement, on m'a posé la question : « Ça ne vous dérange pas […] ? ». J'ai dit non, tant que je n'ai pas essayé, je ne peux pas dire si je peux ou pas. Il y a toujours un accord, une discussion avant.

Vous arrivez à ne pas ramener ce stress chez vous ?

Ça m'est arrivé. Une vidéo m'a tellement choquée qu'en préparant mon dîner, j'y pensais. En fait, c'est comme on-off : il faut à un moment donné dire « là, je fais une pause ». Et quand je suis revenue au travail le lendemain, je me suis donné un délai au cours duquel je n'ai pas travaillé sur ce dossier-là. Si on ne veut pas travailler sur des éléments très violents, on peut le demander, la structure comprend très bien […]. On a un peu honte de dire aux autres : « Voilà, je ne peux pas travailler sur ça » […]. Il faut savoir faire une pause. C'est une force.

Ce serait peut-être plus inquiétant encore que ce genre de vidéos ne provoque aucune réaction…

Le taux de tolérance est différent selon les personnes. Moi, je peux regarder des vidéos et les traduire, par contre je ne supporte pas le sang. Des actions violentes, ça me traumatise. Et il y a des personnes qui peuvent travailler sur quinze mille images et les regrouper sans aucun problème.

Il y a la violence des images et celle des mots. En général, les terroristes s'expriment sur leurs motivations, leur haine de la France ?

Effectivement, il y a une grande violence au niveau des mots envers la France, envers les ressortissants français. Cette violence, c'est choquant parce qu'on se rend compte que c'est sans pitié. Donc, quand il y a des otages, on s'imagine le traitement qu'ils peuvent subir. Il y a [aussi] l'exploitation de la religion de façon erronée, ça c'est très choquant sur le plan psychologique.

Dans le cas d'otages, arrivez-vous à garder la distance nécessaire pour que cela ne devienne pas un combat personnel ? Ou au contraire, il faut que ce soit un combat personnel pour mieux faire son travail ?

Je pense qu'il faut que ce soit les deux. Un combat personnel parce qu'on s'engage à faire son travail et à aboutir, libérer les otages, quels que soient les otages. Mais il faut aussi garder une distance pour se protéger. Parce que s'impliquer à 200 %, ce n'est bon pour personne. C'est vrai qu'on se dit « C'est un ressortissant français, on va faire le maximum », et il faut le faire, mais il faut aussi rester lucide.

Vous avez toujours connaissance du cadre dans lequel a été effectuée l'écoute ou l'interception ?

Oui.

Et vous êtes-vous déjà dit après une écoute : je me suis trompée ?

Parfois on est saturés psychologiquement et physiquement, donc le lendemain, à tête reposée, je réécoute, et je me rends compte que j'entends des trucs que je n'ai pas entendus la veille […]. Il ne faut pas avoir honte d'envoyer un mail et dire : j'annule cette diffusion.

Le son ambiant est-il également étudié ?

Quand ce sont des audios, l'entourage, les sons autour, c'est très important, parce qu'on peut entendre un enfant, la femme, le vent, des tirs… Ça donne une idée : est-ce que c'est dans un camp, dans un espace ouvert… ? On le signale dans la traduction.

Pouvez-vous être amenée à partir en mission ?

C'est à la volonté de l'agent. Moi, je suis linguiste. Si on travaille à l'étranger, on est amenés à travailler avec d'autres moyens, d'autres procédés. Donc, c'est une expérience à vivre.

Quel peut être l'apport d'une linguiste sur le terrain ?

S'il y a un entretien avec des prisonniers, c'est mieux d'avoir son propre linguiste qui maîtrise les deux langues, le dialecte. Aussi, c'est

toujours plus convivial pour les partenaires. Ça consolide les rapports.

Est-ce une émotion supplémentaire ?

La Centrale, c'est notre quotidien. Quand on part à l'étranger, il faut prendre en considération d'autres règles de sécurité, on part sous couverture… Ce n'est pas plus important, c'est plus concentré.

Que direz-vous à vos proches quand vous partirez ?

J'ai déjà préparé ce que je dirai à mes enfants : « C'est pour une mission de travail », sans entrer dans les détails. Il y a juste mon époux qui va le savoir.

1. Précisons que, bien entendu, il s'agit de tortures exercées par des djihadistes sur leurs prisonniers.

Charles, interprète de données techniques

« On ne fait pas n'importe quoi, et même si on voulait, on ne pourrait pas. »

« Amphi filiation ». Tout à gauche, deuxième rang en partant du haut. Un groupe de jeunes hommes pas très intimidés, ni par l'instant ni par les lieux… En rencontrant Charles pour la première fois, je me suis dit qu'il avait dû en être. Avec lui, bienvenue à la DGSE du prochain quart de siècle. Sneakers et tee-shirt, Charles n'a que 21 ans. Six mois auparavant, il avait reçu son insigne numéroté du BCRA sous le regard bienveillant d'Alain Grout de Beaufort qui n'en avait que cinq de plus quand il fut sorti du train de la déportation pour être fusillé dans le bois de Domont. Chargé sur son PC de donner du sens à des milliers de datas, Charles reconnaît qu'il est loin de risquer quotidiennement la mort, comme l'immense majorité des employés de la DGSE. Pour autant, quelques cheveux blancs lui sont déjà apparus. Peut-être sous la seule incidence de la génétique. Mais peut-être aussi que le passage des salles de TD insouciantes aux cellules de traques numériques de personnes qui ne pensent qu'à offrir l'Occident aux flammes de l'enfer n'est pas si anodin que ce que l'humilité le conduit à dire…

*

Qu'imaginiez-vous de la DGSE avant de la rejoindre ?

Je suis assez jeune, je ne me suis jamais trop intéressé au milieu du renseignement. À part les *James Bond*… Je n'ai jamais été dans ce genre de choses.

Comment y êtes-vous venu alors ?

C'est eux qui m'ont repéré, je ne sais pas trop comment. J'ai fait une licence en cyber, en province. Ils sont venus à moi : « Bonjour, tu as un profil très intéressant, on aimerait discuter avec toi… »

Comment cela s'est-il passé ?

C'était à la sortie des cours, ils sont venus, ils m'ont vu dans un café, quelque chose comme ça, avec deux, trois camarades à moi, puisqu'ils en avaient d'autres en ligne de mire. On a discuté.

Ils vous ont dit appartenir à la DGSE ?

Pas comme ça. Mais dans l'ensemble, c'était un peu le message qu'ils voulaient faire passer : « On travaille pour le gouvernement. » J'étais un peu sceptique, mais après, j'ai vite vu que ce n'était pas du pipeau.

Vos professeurs étaient au courant ?

Je ne pense pas.

Comment vous ont-ils ciblé alors ?

Je ne sais pas trop. On a dû faire des salons… Je vous avoue que leurs méthodes sont, on va dire, discrètes.

Étiez-vous flatté, curieux, surpris ?

Curieux et surpris, oui, ce sont les termes. Ça m'a donné envie d'en savoir plus.

Vous êtes allé sur Internet ? Vous avez tapé « DGSE » ?

On essaie de faire attention quand même, parce que, quand on ne connaît pas trop ce milieu-là, on s'imagine beaucoup de choses, fantasmes ou non. J'ai essayé de regarder en faisant des petites recherches alternatives, Wikipédia, ce genre de choses.

Et cela vous a attiré ?

On peut dire que ça m'a séduit. Parce que toute l'histoire autour, avec le BCRA, les résistants, tout ça, c'est un gros héritage et je me suis dit que ce qu'on fait ici, ça pouvait être très intéressant et très innovant, et que je ne verrais pas ça ailleurs.

Comment s'est déroulée votre intégration ?

J'ai rempli un dossier très volumineux avec beaucoup de choses assez personnelles, très personnelles même. On nous demande des informations sur la famille proche, aussi bien que [sur] la belle-famille si on en a une, copains-copines ou mari-femme. Si on a été dans des pays étrangers, pourquoi, combien de temps. Où est-ce qu'on a travaillé, combien de temps, pourquoi. Les études, des addictions, la présence sur les réseaux sociaux.

Donc, le dossier est passé au crible. Au bout de combien de temps vous a-t-on recontacté ?

Quelques mois plus tard, j'ai vu un psychologue, pour voir si j'étais apte à travailler dans un milieu tel que celui-ci. Ensuite, j'ai rencontré un personnel métier, qui m'a interrogé sur mes compétences. Et enfin, après tout ça, j'ai eu la réponse de la sécurité.

Et vous suiviez toujours vos études à ce moment-là ?

Oui.

Quelles sont alors vos motivations pour rejoindre la DGSE ?

Déjà, pouvoir protéger son pays, agir pour une plus grande cause, ça, c'était quelque chose qui m'intéressait. Je n'avais pas spécialement envie de rejoindre une entreprise privée pour faire de l'argent, toujours plus d'argent. Moi, ce qui m'intéressait, c'était d'être utile. On m'a aussi vendu qu'il y avait beaucoup de moyens ici.

Comment se sont passés vos premiers jours ?

C'était quand même un peu spécial. J'avais encore un peu du mal à me rendre compte que j'étais dans la Boîte, surtout que quelques camarades ont été admis aussi, c'était assez rigolo. Un peu intimidé aussi, parce que c'est quand même un lieu mythique.

Que dites-vous à l'extérieur ?

Je suis informaticien au ministère des Armées à Balard. Si les gens veulent creuser un peu plus, je leur dis que je fais de l'Excel toute la journée. Et là, ils disent « Ah, super », et ça passe à autre chose. Ma conjointe est au courant de ma situation ici. Pas mes parents.

Pourquoi ?

L'occasion ne s'est jamais présentée de leur expliquer concrètement. De toute manière, ça ne fait pas trop longtemps que j'y suis, donc peut-être que j'y remédierai dans les mois, années, à venir, je ne sais pas.

Et au bout de six mois de présence à la DGSE, pas de manque de ne pas pouvoir raconter ce que vous faites ?

Non, aucun. De toute manière, je ne suis pas quelqu'un de spécial, il y a plein de gens qui travaillent ici, je suis comme tout le monde. Et il n'y a pas de quoi se vanter de travailler ici, c'est juste une administration spéciale.

Vous êtes de la promotion « Alain Grout de Beaufort ». Quels souvenirs gardez-vous de l'« amphi filiation » ?

Les organisateurs de la formation nous ont dit un mot comme quoi ils étaient fiers qu'on ait rejoint le Service, qu'on allait être amenés à travailler pour le bien, si on peut dire. Et ensuite, de nombreux formateurs sont venus et nous ont appelés tour à tour pour nous remettre nos insignes.

Votre parrain a été tué en mission en 1944. Que cela vous inspire-t-il ?

Ça montre que, dans un certain sens, on a une continuité, qu'on poursuit le travail des résistants et ça, ça montre bien la qualité opérationnelle du métier, qu'il y a une suite à tout.

Et que l'engagement peut aller jusqu'à la mort ?

Nous ne vivons pas à la même époque. Mais c'est vrai que ça nous rappelle que des personnes sont mortes pour qu'on puisse travailler ici.

À l'inverse, de manière plus prosaïque, ne pas pouvoir utiliser Internet à votre jeune âge, cela ne vous manque pas ?

Tout de suite les clichés… [*Rire*.] Non, ça ne me dérange pas. De toute manière, on n'est pas en prison, on peut prendre des pauses, retrouver son téléphone. Et puis, qu'est-ce que c'est, trois heures sans Internet ?

Commencer votre carrière par un métier très normé, hiérarchisé, contrôlé, ce n'est pas rebutant ?

Non, je ne trouve pas. Il y a des règles partout. Qu'il y en ait un petit peu plus afin d'obtenir plus de sécurité, et avoir confiance en ses collègues, c'est le prix.

Vous n'avez pas l'impression d'être bridé, brimé même ?

Non. Ce n'est pas du tout freiner, ralentir juste pour embêter les gens. Il y a vraiment un but derrière, il faut juste le comprendre.

Vous êtes le plus jeune au sein de votre centre de mission, cela vous rapporte-t-il une considération différente de la part de vos collègues ?

Souvent on me fait la blague du « Ah, tiens, tu es né après le 11 Septembre ! ». C'est bon enfant.

Vous servez au contre-terrorisme. Quelle est la nature de votre travail ?

Pour faire simple, j'étudie des comportements techniques, donc des données, que je traduis afin d'en conclure certaines choses. Ces conclusions, je les partage avec mes collègues qui ont d'autres informations qu'on croise, et tout cet échange nous permet d'avancer et d'obtenir du renseignement.

Ces données viennent-elles de l'étranger ? Et qu'en faites-vous plus concrètement ?

Personnellement, je ne travaille jamais sur le territoire national, ce sont des cibles strictement établies à l'étranger. Qu'est-ce que je fais avec ces données ? J'essaie d'établir des relations entre certaines personnes, des localisations, des patterns de vie, beaucoup de choses… La nature de ces données, ce sont plutôt des messages. J'étudie plus l'enveloppe, donc comment ça a été envoyé, qui l'a envoyé, ce genre de choses, plutôt que le contenu en lui-même.

Quelle impression cela vous fait-il de prendre connaissance de messages à l'insu de leurs auteurs ?

C'est vrai que, dit comme ça, ça peut faire très sensationnaliste, mais il faut se remettre dans le contexte. Il y a vraiment une fin en soi. Ce n'est pas pour surveiller. Le but, c'est de protéger les intérêts de la France et des Français. Si je récupère ces informations, c'est vraiment pour protéger ma famille, mes amis, et de manière plus générale, le peuple français […]. Si j'ai envie de regarder l'activité de ma belle-mère, je n'ai pas le droit, je serais lourdement sanctionné. De toute manière, je n'ai pas les accès et tout

est très cloisonné. On ne fait pas n'importe quoi, et même si on voulait, on ne pourrait pas.

De quel type de contrôle s'agit-il ?

La CNCTR vérifie que l'on fasse bien notre travail et qu'on ne l'utilise pas de manière dérivée.

Comment se passe le travail en équipe : on vous dit « Tiens, on est en train de regarder tel endroit, telle zone, traite-nous ce genre de messages » ? Vous suivez un groupe terroriste en particulier ? Une zone particulière ? Avez-vous déjà eu la satisfaction de vous dire que vous aviez contribué à démonter un réseau ?

On m'a ciblé une zone géographique, ou certains individus, et on m'a dit : « Tu vas les suivre. » « Suivre » est un bien grand terme. « Tu vas les surveiller techniquement, et faire remonter tout ce qui est anormal. » Ce sont des données informatiques que je dois traduire afin que ce soit intelligible […]. Dans le contre-terrorisme, on fait du court terme parce qu'on réagit vite, mais on fait quand même du long terme parce qu'on suit des individus [sur lesquels] on cherche à récupérer le plus d'informations. C'est plus comme un marathon. Pour le moment, je travaille toujours sur le même dossier [depuis mes débuts]. Et chaque jour, je suis heureux d'avoir travaillé parce que je sais que j'ai fait un pas de plus.

À force de les suivre, vous avez l'impression de devenir familier de ces personnes ?

Oui, on commence à connaître leur famille, leurs déplacements réguliers, leurs contacts, ce genre de choses… S'il y avait des attentats qui devaient se préparer, un quelconque événement grave ou non, on serait amenés à le voir.

Combien de personnes cela représente-t-il ?

Je suis personnellement plusieurs dizaines de personnes.

Arrivez-vous à ne pas les ramener à la maison en quelque sorte ?

J'arrive à me détacher, mais c'est vrai que quelques fois, quand les journées sont très intenses, on y pense en rentrant. De toute manière, ça reste dans la tête, parce qu'aucun document [ne] doit sortir.

Pas de télétravail à la DGSE.

Non, aucun télétravail.

Combien êtes-vous pour couvrir votre zone géographique ?

Environ une dizaine.

Quid du dossier que vous traitez actuellement ?

Il est sensible et certaines informations, même la plupart, ne doivent pas atteindre le grand public. Il pourrait impacter les intérêts de la France.

C'est une motivation pour vous ?

Oui, parce que ça me donne une raison de plus du « pourquoi je me lève le matin pour aller travailler ». C'est pour la France, d'une manière générale.

Les attentats de 2015 ont-ils eu des conséquences dans votre service ?

De ce que j'ai cru comprendre, ces attentats, ça avait été très difficile. C'est à partir de [là] que beaucoup d'actions et de réformes ont été menées afin de mieux se préparer. Il y a eu un accroissement de la capacité technique à partir des attentats de *Charlie Hebdo*. Plus on a d'informations, plus on a de renseignement et plus on est compétents.

Vous êtes-vous déjà dit, au vu de l'information que vous recueillez, « Là, ça craint » ?

Il y a eu peut-être des moments de tension où j'ai dû agir avec un peu plus de pression, mais aucun où je me suis dit « Il y a un danger imminent, il faut agir ». En même temps, ça ne fait que six mois que je suis ici. À l'avenir, j'aurai l'occasion de vivre ce moment. Je ne l'espère pas, mais je pense malheureusement devoir vivre ça.

Ambitionnez-vous de partir un jour sur le terrain ?

Je suis jeune, j'ai le temps pour y réfléchir… Partir à l'étranger, ce n'est pas facile. Il faut avoir fait ses preuves, montrer à la hiérarchie qu'on est en capacité de partir.

Ce serait toujours dans le cyber ?

Si ça me plaît toujours dans dix, vingt ans, je partirai en tant que technicien. Mais si j'ai envie de me reconvertir dans l'opérationnel, c'est complètement possible.

Ce n'est pas ce qui vous tente le plus a priori…

Non. Être opérationnel, être vraiment comme le mythe, comme un James Bond, ce n'est pas du tout ce qui m'intéresse. J'ai commencé dans la technique, c'est ce qui me plaît, donc j'ai envie de poursuivre là-dedans.

Suites de l’affaire Aleg. Et fin ?

« Tous ceux qui sont impliqués dans les attentats ou les prises d’otages de ressortissants français feront l’objet d’une traque jusqu’à l’extinction de nos moyens. »

La linguiste Sofya et le data-analyste Charles sont deux des compétences auxquelles le contre-terrorisme peut faire appel dans ses enquêtes souvent très patientes. Ainsi, si elle a réussi en 2008 à faire arrêter les trois auteurs de l’attentat d’Aleg, sa traque ne s’est pas arrêtée là. Après les exécutants et les commanditaires, devait impérativement venir le tour des complices et des cadres du djihad au Sahel, par exemple le vétéran du GIA et futur émir d’AQMI en Libye, Yahia Djouadi, dont les terroristes ont cherché le soutien immédiatement après la commission de leur acte. Dès octobre 2009, encore grâce à une opération d’IMSI-catching, Jérémie permit à Niamey l’arrestation de Taki Ould Youssef qui avait aidé le dernier homme en fuite, Maarouf. Mais, comme le relatent de conserve Alexandre, Jean et Jérémie, il faudra treize années supplémentaires pour considérer l’affaire comme entièrement bouclée. Reste à savoir si la DGSE et ses partenaires ne sont pas voués à écoper un tonneau que n’auraient pas renié les Danaïdes…

*

Quel résumé feriez-vous de cette affaire d'Aleg ?

Alexandre : Ce n'était pas une opération clandestine. C'était une opération d'appui opérationnel, parce qu'on avait le réseau analytique et la capacité à amener aux Mauritaniens des moyens qu'ils n'avaient pas encore et qui leur ont permis d'aller plus vite dans la séquence. Comme c'était le premier attentat anti-Français hors d'Algérie depuis la création d'AQMI, on voulait marquer le coup. Pour nous, c'était extrêmement important de stopper les auteurs tout de suite, pour ne pas donner le sentiment d'impunité à ceux qui avaient commandité ça.

La menace terroriste a ensuite continué à infuser dans la bande sahélo-saharienne. Des actions furent-elles menées par la DGSE ?

Jérémie : C'est le grand débat qu'on a eu en interne à l'époque. On avait une compréhension assez bonne de comment fonctionnaient ces groupes, leur composition, peut-être pas dans le détail, mais au moins les chefs. La question était : avant qu'il y ait des kidnappings, des assassinats réguliers, que faire ? Intervenir, et peut-être laisser à penser que désormais le Sahel était une terre de djihad, et donc susciter des vocations, créer le risque d'un appel d'air ? Ou ne rien faire et espérer que ça passe ? Quand le Service a pu, il a favorisé les arrestations des individus qu'on a pu identifier, localiser, mais ces groupes sont quand même parvenus à essaimer dans la région et le phénomène n'a fait que grandir[1].

Quand la dérive de la situation au Sahel est-elle jugée trop inquiétante ?

Jérémie : Le moment où une partie du territoire d'un pays souverain, le Mali, est géré par des djihadistes [en 2012]. Ça fait naître des craintes très importantes puisqu'on sait bien qu'il y a cette volonté de faire venir des volontaires et que le but est à la fois de frapper l'ennemi proche et l'ennemi lointain […]. Tous ces gens qui vont être formés à Tombouctou, à Gao, un jour, ils seront renvoyés vers l'Europe, vers les intérêts français.

Quel a été le rôle de la DGSE dans le déclenchement de Serval, le 11 janvier 2013 ?

Jérémie : Il a déjà été de documenter toute la période qui a précédé, c'est-à-dire un an d'activités djihadistes pour contrôler le nord du Mali, faire venir des volontaires de toute l'Afrique de l'Ouest, le péril que ça représentait sur la stabilité de la région. Quand il sembla que les djihadistes entamaient une offensive vers le sud, cela permit [ainsi] de considérer qu'ils étaient peut-être capables d'aller jusqu'au bout, à Bamako, avec beaucoup de ressortissants français dans cette ville.

Quels sont alors vos capteurs ? Des sources, des interceptions satellitaires, des photos ? On a parlé de colonnes de djihadistes descendant vers le sud du Mali…

Jérémie : Il y a de l'imagerie, on peut observer des déplacements de troupes vers le sud. Quelques sources peuvent nous rendre compte de leurs discussions, notamment à Tombouctou dans la partie d'AQMI, et un petit peu de leurs ambitions. Mais il y a surtout la compréhension qu'on a depuis des années de comment fonctionnent ces djihadistes.

Comment se positionne le contre-terrorisme après le déclenchement de Serval ?

Jérémie : Puisque nous suivions ces groupes depuis des années, on avait la cartographie des emprises djihadistes où ils sont allés se réfugier à partir du moment où l'opération Serval a été déclenchée. Et donc, notre rôle a été d'alimenter les armées avec nos connaissances, notamment sur l'Adrar des Ifoghas, dans le massif du Tigharghar, où ils avaient de nombreuses planques, grottes aménagées, etc. C'est ça que la DGSE a apporté, la continuité de ce qu'elle faisait depuis dix ans.

Étaient-ce des groupes ou des individus qui étaient ciblés, un peu à l'image du jeu de cartes portant chacune le nom d'un dignitaire du régime, dont

disposaient les troupes américaines en Irak ?

Jérémie : Des leaders, avec des personnalités affirmées, jouissaient d'un grand niveau d'autonomie. Un des leaders les plus putatifs de l'époque, c'était Mokhtar Belmokhtar, qui avait sa propre stratégie sur place, qui avait impulsé la création du Mujao[2] – il s'était un peu séparé d'Al-Qaïda, tout en gardant une relation de coopération. D'autres leaders historiques [opéraient], comme Yahia Abou el-Hammam[3], qui ensuite deviendra l'émir du Sahel pour le compte d'AQMI.

Comment expliquez-vous que Belmokhtar ait si longtemps échappé à la traque ?

Jérémie : C'était un bon professionnel, si on peut dire. Un vétéran des GIA [qui] avait beaucoup bourlingué. Et puis, il faut bien comprendre que, pour tous ces leaders djihadistes, on a la difficile tâche d'aller les chercher dans leur milieu. Quand ils s'implantent au nord du Mali, ou ailleurs, la première chose qu'ils font, c'est qu'ils nouent des liens étroits avec les populations locales, souvent ils se marient avec les tribus. Ils apportent quelque chose dans des zones où il y a peu, ils sont une force économique. Avant Serval, ils étaient peut-être un peu négligents avec certains médias qu'ils utilisaient. Ils vont progresser là-dessus, et ce qui rend leur traque si longue, c'est que les grands émirs de ces groupes ne touchent plus de moyen de communication directement, ils utilisent des courriers humains comme Ben Laden reclus à Abbottābād : des gens venaient le voir et les messages repartaient à peu près de la même manière. Avec la difficulté supplémentaire que, dans un environnement urbain, c'est plus facile de caractériser des zones. Dans un milieu ouvert, de grottes, de déserts, c'est vraiment difficile de se faire décrire un endroit et ensuite de le retrouver…

Comment fait-on concrètement : il faut mailler la zone, prendre contact avec les bergers ?

Jérémie : L'idée est effectivement d'avoir des individus au plus près des groupes, sachant qu'eux-mêmes exercent un contrôle de zone qui fait que quiconque arrive sur leur territoire, où il n'a rien à faire, sera immédiatement contrôlé et pourrait même avoir des problèmes assez rapidement… Ce qui nous a permis de nous rapprocher un peu de ces groupes à l'époque, c'est qu'ils ont séduit certaines franges des populations locales, mais qu'ils se sont attiré l'hostilité d'autres, qui conservaient un droit à évoluer sur zone. C'est notamment vers ces gens-là qu'on a investi pour avoir des gens sur le terrain capables de rendre compte, au-delà de ce qu'on peut observer depuis le ciel ou de ce qu'on peut écouter.

Vous avez donc exploité le lien historique de la DGSE avec les Touaregs…

Jérémie : La DGSE est là pour trouver des alliés. Et qui mieux que les populations arabes, ou touaregs, pour bien comprendre au nord du Mali comment ça fonctionne, et pour évoluer sur la zone de manière naturelle ?

Comment la traque était-elle opérée : tout se conduisait depuis Paris ou des agents étaient envoyés sur place ?

Jérémie : L'information a vocation à être remontée vers Paris, centralisée et produite ici. Par contre, il y a des gens en poste dans tous ces pays, il y en a [d'autres] qui sont projetés très régulièrement dans des zones dans lesquelles on n'est pas de manière permanente…

Quand un Européen arrive à Kidal, il doit tout de même se faire facilement repérer…

Jérémie : Dans l'Adrar des Ifoghas, on était dans une configuration un peu différente. On peut difficilement [y] envoyer quelqu'un sous couverture. [Mais] on était dans une configuration où l'armée française était déployée, donc on avait un travail différent de soutien pour poursuivre les opérations contre les terroristes.

La DGSE n'a donc pas utilisé le Service Action pour ces neutralisations au Sahel.

Alexandre : Avant Serval, la DGSE utilisait le SA dans cet espace-là. Mais à partir du moment où l'opération Serval est décidée, tout notre renseignement sur les acteurs du djihadisme est transmis vers les armées au fil de l'eau, et de manière de plus en plus organisée, pour permettre la riposte, le *containment*, et puis la reprise de Tombouctou, etc. La donne change. C'est un espace militaire. Donc nous sommes contributeurs avec les services maliens qui ont joué leur partition jusqu'au bout.

Diriez-vous que Serval a été l'occasion de créer un attelage nouveau entre d'un côté la DGSE et de l'autre les forces spéciales ?

Jérémie : Oui, je pense qu'on a énormément progressé dans le dialogue. À l'occasion de Serval, des cellules mixtes ont réuni le Service, la Direction du renseignement militaire (DRM), les forces spéciales. C'était tout à fait indispensable pour mener des opérations face à des cibles qui avaient augmenté leur niveau de sécurité.

Alexandre : Au Sahel, on avait créé un maillage. Les armées sont arrivées, puis les Forces spéciales. Tout ça a créé un écosystème qui permettait à la DGSE, si je dois ramener à nous, d'utiliser son renseignement. De le finaliser sur une action qui n'est pas la nôtre, réalisée par les forces armées et décidée par le politique.

Un renseignement de la DGSE suffit-il à déclencher une opération des forces spéciales ?

Jérémie : C'est plus construit que ça parce que, quand bien même on a un renseignement humain, quand bien même il serait fiable, nous indiquant que X va se retrouver près d'un puits identifié, la planification militaire fait qu'on a besoin de construire, de reconnaître. La vie des soldats français est en jeu. Le jour où une source humaine nous dit « X est dans telle zone », tout un tas d'autres capteurs mobilisés permettent d'affiner cette

localisation. Évidemment, le Graal en la matière est d'avoir une sorte de localisation en temps réel, remise à jour régulièrement. Ça, c'est très compliqué.

Arriveriez-vous à estimer le nombre d'opérations menées par les forces spéciales sur renseignement de la DGSE ?

Jérémie : Je n'ai pas de chiffres, mais de très, très nombreuses… Sur la période, il y a eu quantité d'opérations, d'autant qu'il y a eu toute la phase amont des opérations militaires de Serval pour chasser les djihadistes des villes. Donc, si on compte les échecs, les succès, les tentatives, on peut parler de centaines d'opérations sans difficulté.

Parallèlement à la traque au Sahel, comment les attentats de 2015 ont-ils été vécus à la DGSE ?

Alexandre : On était présents sur les réseaux actifs. Donc on a pu immédiatement amener du renseignement opérationnel sur les acteurs qu'on suivait. Mais ça a été un choc, très, très dur pour toutes nos équipes. On est d'abord parisiens. Là, il y a un sentiment qu'on n'a pas fait tout ce qu'il fallait. C'est classique. Après, vous revisitez tout le schéma et certains de nos personnels sont encore très marqués par ce qui s'est passé. Je pense qu'on a fait le maximum et qu'on a amené beaucoup de plus-value aux forces de police et de sécurité dans notre segment. Mais oui, c'était très, très dur.

Nous sommes en 2023. Quel bilan tireriez-vous de la longue traque menée depuis l'attentat d'Aleg survenu en 2007 ?

Alexandre : Tous ceux qui ont participé à cette opération ont été arrêtés ou neutralisés.

Jérémie : Les commanditaires notamment : Yahia Djouadi a été, comment dirais-je, neutralisé par l'armée française au cours d'une opération en 2022[4]. Et l'émir d'AQMI (Abdelmalek Droukdel) lui, c'était en 2020[5].

Ça veut dire que le Service garde en mémoire, sur une durée longue, l'implication de terroristes ?

Alexandre : Absolument, la mémoire est essentielle. Tous ceux qui sont impliqués dans les attentats ou les prises d'otages de ressortissants français feront l'objet d'une traque.

Certains auteurs parlent d'« assassinats ciblés ». Quelle est la motivation de la DGSE : faire justice ou acte de vengeance ?

Alexandre : La mienne serait l'efficacité. Il y a un côté exemplarité : il faut stopper. Il faut que ça soit connu que ça sera sanctionné. Peut-être pas le jour même, mais un jour. Justice, oui. Si on peut les arrêter, on les arrête, mais les commanditaires, les grands chefs qui ont planifié délibérément une stratégie antifrançaise ne sont pas forcément éligibles à une arrestation normale.

Jérémie : S'agissant d'Abdelmalek Droukdel [par exemple], il a été neutralisé au terme d'une opération militaire, c'est-à-dire avec des règles d'engagement, dans un cadre tout à fait [défini], qui était le cadre Barkhane. Et donc, il y a tout un protocole mis en place pour permettre aux cibles, le cas échéant, de se rendre. Simplement, on comprend bien que la plupart des membres sont très déterminés, parfois favorables au combat – pas tous, il y en a qui se rendent aussi – mais là, s'agissant de l'émir, il me semble qu'il n'y a pas eu de volonté de se rendre, au contraire, ils se sont défendus.

Belmokhtar a-t-il été tué sur renseignement français ?

Alexandre : Oui.

Même chose pour Droukdal ?

Alexandre : Sur renseignement français aussi, en partie. [Nous étions] une coalition, mais oui, la DGSE a été moteur dans sa traque. Et en parfaite cohérence avec nos camarades des armées et nos autorités politiques. Ces

cibles dites à haute valeur ajoutée étaient prioritairement traitées par la DGSE. Nous étions menants sur cette quête-là, avec une concentration de moyens importante. Les armées avaient beaucoup de cibles à traiter. Notre segment, c'était justement neutraliser la capacité à créer la menace, taper par le haut. Après, c'est une stratégie très difficile à mettre en œuvre dans la durée si on n'a pas le bon tempo. Belmokhtar a réussi à nous échapper douze ans. C'est très long, très coûteux, très fatigant, mais c'est indispensable pour éviter des émirats qui se développent dans des zones d'impunité.

Dans les dix ans qu'ont duré Serval et Barkhane, quelle est la part de renseignement technologique dans le déclenchement de ces opérations de neutralisation ?

Alexandre : Je dirais dans les 80 %, 90 % peut-être. Mais sans les 10-20 % de la source humaine, elles n'auraient jamais eu lieu. La technique et les moyens d'observation, d'écoute sont clés, mais si vous n'avez pas la source qui vous amène sur l'objectif, qui vous explique ce qui va se passer, qui a rendez-vous avec qui, vous n'êtes jamais en position de frapper.

Le développement des moyens techniques a-t-il changé la nature du travail de renseignement ?

Alexandre : Ça a changé et ça n'a pas fini de changer. Ce qui devient important, ce n'est pas seulement le renseignement, c'est les données qu'on récupère qui permettent de construire le renseignement qu'on n'a pas. Souvent, on est encore dans l'image d'Épinal : il y a un secret, si j'arrive à envoyer un agent, il va me le ramener. Aujourd'hui, le secret peut être partagé dans vingt, trente, quarante bases de données, ordinateurs, serveurs, etc. Donc, le but c'est de récupérer le maximum d'éléments éparpillés et de reconstituer le puzzle ici. C'est ça que permet la technique maintenant. Pas seulement l'interception, mais la construction d'une capacité. Si on rajoute l'intelligence artificielle, le quantique, tout ça va

mouliner de plus en plus de datas. La question, c'est l'officier de renseignement : quelle doit être sa plus-value ? Eh bien, beaucoup de secrets ne sont pas accessibles par les moyens techniques. Cette bascule s'est opérée au cours des vingt dernières années. Au début, le renseignement technique aidait le renseignement humain. Maintenant, j'ai envie de dire, le renseignement technique va construire le besoin et on rajoutera des capacités opérationnelles, renseignement, pour finaliser l'action et avoir la plus-value d'un service de renseignement.

Le développement du renseignement technique ne va-t-il pas en fait tuer le renseignement technique ?

Jean : Quand j'ai fait mon stage en 1996, pour entrer au Service, un directeur de la NSA expliquait [dans une interview] qu'avec leurs satellites, ils pouvaient voir s'il y avait une balle de golf dans un trou. Mais qu'il fallait un homme pour soulever cette balle et voir s'il n'y [en] avait pas une deuxième en dessous.

Et c'est ce qui vous motive ?

Jean : Je suis entré à la DGSE, j'avais 36 ans passés. Ça fait quand même vingt-six ans, et ce qui me fait rester, c'est que j'ai toujours cette adrénaline. Ça peut sembler bête, mais quand une source vous donne un renseignement, à un moment donné, vous êtes le seul à [l']avoir. Après, vous allez le transmettre à votre hiérarchie, [il] va être exploité vers les autorités politiques ou non, mais quand on a un renseignement, quel que soit le renseignement, sur une prise d'otage, une menace d'attentat, à ce moment-là, on est le seul à l'avoir. Et ça, ça maintient jeune et ça donne envie de poursuivre !

Alexandre : On revient à notre djihadiste. Il doit bouger, communiquer et payer. Ce sont trois fonctions sur lesquelles on peut agir en renseignement technique comme humain. Il peut parler à la voix, mais s'il fait ça, il faut qu'il se déplace physiquement. S'il se déplace physiquement,

on peut avoir une chance de le localiser, de le suivre, etc. Payer, c'est le geste le plus compromettant, qu'ils font de la manière la plus démarquée possible. Mais même le clandestin qui vit dans le désert et ne communique avec rien, il y a des moyens de l'atteindre, [*via*] ceux [avec lesquels] il va être obligé de communiquer : il y a bien quelqu'un qui va lui donner un explosif, quelque chose, un téléphone. Tout le travail du renseignement humain, c'est de construire, de comprendre la logique d'emploi de l'adversaire et de mettre les capteurs où il faut. Et les hommes sont indispensables pour la culture, la connaissance, l'intuition de se mettre dans le cerveau de l'autre. On peut imaginer que demain une diffusion de la DGSE [sera] construite par un logiciel d'intelligence artificielle qui fera l'agrégat de tout ce qu'on sait. Et à la limite, tant mieux, parce que l'analyste aura un travail plus intéressant à faire. Il pourra vraiment challenger ce que lui offre la photo DGSE et rajouter tous les éléments non dits, des petites perceptions, etc., pour créer la vérité de la DGSE ce jour-là, sur tel sujet. On parlait de récompense. Il y a l'adrénaline, mais il y a cela aussi : être celui qui va écrire le papier qui va permettre la décision politique. Les gestes vont changer, mais le métier restera le même.

Globalement, quel bilan tireriez-vous de cette décennie d'actions conjointes armées-DGSE ?

Jérémie : Objectivement, l'intervention française a libéré le pays. Elle a libéré Tombouctou, Gao et toutes les villes du Nord, le septentrion restant occupé par des groupes. Elle a apporté une victoire face à l'entreprise djihadiste. Des groupes d'al-Qaïda, par les efforts successifs, la chance aussi, ont quasiment été dissous. Après, dans toutes ces configurations-là, ce qui est difficile, c'est de gagner la paix.

Alexandre : L'histoire du terrorisme sahélien, comme celui de l'Afghanistan, comme en Syrie-Irak, c'est que la reconstitution est plus rapide que la neutralisation. Donc, si vous faites tout seul, si c'est dans des

zones où vous n'avez pas d'appui économique, humanitaire, santé, c'est une stratégie qui n'est pas suffisante.

Vous reprendriez l'image américaine évoquant une « tondeuse à gazon » à passer régulièrement ?

Jérémie : Je pense qu'il y a de ça. La mauvaise herbe repousse très rapidement, même dans une zone désertique […]. Sans sécurité, on ne construit rien, mais derrière, il y a des enjeux politiques, des enjeux de réconciliation entre populations. Le débat est plus large que l'action de renseignement et l'action militaire. Il est de savoir comment les pays de la zone sont capables de se construire pour faire face eux-mêmes à cette menace djihadiste.

La question du contre-terrorisme reste-t-elle aussi prégnante que dans les années 2000-2010 ?

Alexandre : C'est un gros sujet : est-ce que le terrorisme doit encore être priorisé ? En termes analytiques, al-Qaïda n'est pas mort. C'est encore une alternative dans beaucoup d'espaces, notamment au Sahel. L'État islamique est un concurrent, un adversaire, mais la dynamique sahélienne, c'est encore al-Qaïda et c'est al-Qaïda qui nous menace, nous, le plus. Syrie, Irak, Afghanistan : on voit bien que l'idée djihadiste n'est pas morte. La dynamique est moins bonne, c'est clair. Il y a une lassitude de tous, y compris parfois chez eux. Leurs objectifs nationaux n'ont pas été réalisés, mais il y a encore une capacité, c'est indéniable, à porter le djihad terroriste sur le territoire français et européen. Donc, il y aura toujours besoin de monitorer cette menace par du renseignement sur les intentions d'acteurs qui, n'étant plus des forces militaires, vont redevenir clandestins. On a encore, et la DGSI en a traité, des tentatives d'opérations en Europe et en France. Donc, oui, il faut rester extrêmement vigilant. Ce n'est pas parce qu'on a d'autres problèmes que celui-là a disparu.

1. L’auteur évoque ce phénomène, et les actions alors menées par la DGSE, dans *La Guerre de la France au Mali* (Tallandier, 2015).

2. Mouvement pour l’unicité du jihad dans l’Afrique de l’Ouest.

3. De son vrai nom, Djamel Okacha.

4. Dans la nuit du 25 au 26 février, il fit l’objet d’une opération de l’armée française dans le nord du Mali.

5. À 50 ans, dont trente de djihad, il fut tué le 3 juin lors d’une action des forces spéciales, appuyés par des hélicoptères et un drone Reaper.

Bertrand, directeur de la Recherche et des Opérations

« L'ultime victoire pour un membre de la DGSE, c'est de réussir une opération extrêmement complexe qui n'est pas du tout éventée. »

Les murs sobres et classés de la caserne des Tourelles. Le souterrain creusé par les Allemands pour échapper aux bombes alliées. Les rajouts peu inspirés du XX^{e} siècle. Des tours Seventies. Des empilages d'Algeco. Une aile ultramoderne en construction. Le bosquet de peupliers sur la pelouse soignée de la cour centrale et les compositions sagement sauvages qui débordent depuis peu d'énormes bacs de béton comme dans tout Paris. La DGSE aura tenu à transcrire jusque dans son décor la diversité de ses métiers. Bertrand fait partie de ceux qui ont la chance de pouvoir porter leur regard assez loin du périph. Dans son bureau, le portrait du président de la République, les drapeaux français et européen, le fanion du Service qu'il a été si fier de commander et le ticket encadré d'un match du tournoi des Six-Nations. On devine sous le costume que l'homme aime peut-être encore pratiquer le rugby, plus à l'aile qu'au centre. Un peu le résumé de la carrière d'un civil intégrant cette DGSE que certains rejettent aux marges de l'action publique, d'un officier traitant rejoignant l'une des structures les plus secrètes d'un service déjà secret, d'un cadre ayant déjoué les pronostics de rigueur à chaque mercato de directeurs en se voyant attribuer

la nouvelle direction de la Recherche et des Opérations. « Abordez tous les sujets que vous souhaitez », m'a-t-il confié en prélude de l'entretien. Car, peut-être plus encore depuis qu'il est parvenu à ce poste, Bertrand sait combien est essentielle la confiance de la population en ceux de ses services qui se voient accorder un cadre d'action exceptionnel pour assurer sa sécurité.

*

De quelles manières l'organisation de la DGSE se distingue-t-elle de celle de ses grands homologues ?

Il y a peut-être deux niveaux. Un niveau culturel : la place du renseignement dans l'histoire française est complètement différente de celle des pays anglo-saxons. On a aussi une spécificité, celle de la centralisation, qui est notre culture jacobine. Et puis après, le modèle intégré, ça, c'est vraiment la particularité de la DGSE qui concentre en son sein tous les capteurs, tous les moyens d'action. C'est très envié par nos partenaires.

Autant cela peut être envié à l'extérieur, autant c'est parfois critiqué à l'intérieur…

Ça fait partie du jeu démocratique de s'interroger sur l'organisation de ces services. Et quelque part, la balle est dans le camp de la DGSE. C'est à elle de prouver que ce modèle intégré est performant pour elle, mais aussi pour les autres services de renseignement parce que l'on mutualise [ici] des moyens techniques au profit des autres membres de la communauté nationale du renseignement.

Nous sommes à la DRO, née de la réforme impulsée en 2022. Quelle est sa finalité ?

La DRO concentre les moyens opérationnels en dehors des moyens techniques. L'autre grande innovation de la réforme, c'est la création de

centres de mission qui ont vocation à porter une stratégie sur un segment géographique ou thématique donné.

Comment cela se passait-il avant et comment cela se passe-t-il maintenant ?

Ce que je perçois au bout de six mois de réforme, c'est la capacité à travailler très tôt tous ensemble. On avait une logique de silo, qui faisait que l'on finissait par se retrouver, mais tout un bout de chemin était fait où on était seul dans son coin. Là, dès le départ, on parle tous ensemble.

L'idée maîtresse est donc de gagner du temps ?

Pas que. Parce que, culturellement, la DGSE est déjà très réactive. C'est gagner du temps, mais c'est [aussi] développer des synergies, combiner les capacités opérationnelles, techniques, humaines.

Vous-même, vous êtes emblématique de la réforme puisque vous venez de l'ex-Direction des opérations (DO)[1] *…*

J'ai un parcours interdirectionnel assez classique de jeune officier traitant, entré à la Direction du renseignement (DR), passé à la DO au gré des opportunités, puis à la DG. Et je me suis retrouvé dans ce poste de directeur, pas par hasard, j'ai la faiblesse de le croire, mais ce n'était pas tout à fait anticipé. C'est un des défis de la DGSE, de former ses cadres dirigeants. Jusqu'à il y a une quinzaine d'années, les directeurs n'étaient pas issus des rangs de la DGSE. Il y en a déjà eu un[2], je suis le deuxième, il y en aura d'autres.

Qu'êtes-vous allé chercher à la DO que vous ne trouviez pas à la DR ?

J'étais dans un régiment parachutiste pendant mon service national. Je pensais à la DGSE découvrir l'aventure, la piste en Afrique, toutes sortes de choses, et quand j'ai été reçu, un colonel m'a dit, droit dans les yeux : « Ne t'attends pas à sauter en parachute à 8 000 mètres, à ramper dans la boue. »

Je pensais qu'il était en train de tester ma motivation. Et en fait, j'ai découvert un univers bureaucratique. C'est une carrière où se côtoient l'action et la réflexion, et c'est ce que j'étais venu chercher au fond. À l'ex-DR, j'ai fait peu d'analyse, je suis parti très vite en poste extérieur, donc j'ai goûté au terrain. À la DO, j'ai vu le renseignement autrement. Il y a une culture métier un peu différente, mais l'essence reste la même.

Ce ne sont tout de même pas tout à fait les mêmes caractères, les mêmes morphotypes à la DO et à la DR… ?

Ce dont je m'aperçois en tant que DRO, c'est que les deux cultures se marient très bien. Il y a des antagonismes qui relèvent plus de la psychologie de la rivalité, mais finalement c'est très peu de chose. L'alchimie prend, quelque part je suis rassuré, et surtout, je suis très optimiste.

Quel est l'organigramme de la DRO ? Toutes les anciennes équipes ont été amalgamées ou il reste des entités propres ?

Sans entrer trop dans le détail, la DRO, c'est cinq services opérationnels qui ont leur spécificité, mais dont l'ambition est de travailler beaucoup mieux ensemble.

Pour en revenir à votre parcours, qui illustrera l'esprit de la DRO : après la DR, vous avez rejoint une unité clandestine au sein de la DO ?

J'étais en poste extérieur et la question s'est posée : que fais-je à mon retour ? J'avais deux opportunités et j'ai saisi la première qui s'est présentée, c'était la DO, dans une unité chargée de la recherche clandestine.

Cette unité n'a été créé qu'en 1991[3], donc c'est plutôt une jeune entité à l'échelle de l'histoire de la DGSE. Qu'en saviez-vous ?

Rien. Un service clandestin, très cloisonné. J'en connaissais le chef. Il cherchait quelqu'un et j'ai correspondu à ses critères.

Il vous a quand même fait passer des tests de sélection ?

Oui. La sélection, c'est un triple voyage en fait. Vous découvrez des gens, donc une culture d'entreprise. Vous vous découvrez vous-même. Et puis, vous entrevoyez un parcours. La sélection en elle-même, c'est davantage un *process* de maturation : est-ce que l'on est prêt à s'engager dans une carrière exigeante ? C'est la question que se posent toutes les personnes à la DGSE. Ce n'est pas propre à la DO, mais l'espace-temps [y] est un peu plus condensé.

Comment définiriez-vous le rôle de cette unité que vous avez fini par commander ?

Pour résumer en une phrase : elle va là où les autres ne vont pas ou ne peuvent pas aller. Soit par choix stratégique, la DGSE a décidé de ne pas investir un pays. Soit c'est difficile pour un OT qui évolue sous couverture diplomatique de se déployer dans ce pays. Le clandestin ne bénéficie pas de la couverture diplomatique, donc de l'immunité diplomatique. Et il peut travailler dans plusieurs pays.

Il existe un équivalent à cette unité dans les autres grands services ?

Bien évidemment, on n'en parle pas entre nous. On pense que la CIA pratique la clandestinité selon un modèle proche du nôtre. Très vraisemblablement les Britanniques. Pour les Allemands, on n'est pas sûrs. On pense que les Israéliens le font. Bien évidemment les Russes le font, sans doute les Chinois… C'est à peu près tout. La clandestinité, il faut du temps, de l'argent, une ambition opérationnelle. C'est une prise de risque opérationnel et diplomatique. Quand vous déployez un agent de renseignement clandestin que vous ne déclarez pas aux autorités, ça doit être valorisé au niveau stratégique.

Cela suppose que quelqu'un veuille bien assumer cette prise de risque. L'unité est-elle donc employée de la même façon en fonction des DG et des autorités françaises ? Cela remonte-t-il jusqu'à leur niveau ?

Toutes les opérations clandestines sont validées par le DG. Toutes. Ça peut surprendre parce que vu de l'extérieur du Service, on peut imaginer un comportement de franc-tireur. Ce n'est pas du tout le cas. Tout est très encadré.

Pour votre part, que savez-vous d'une opération du Service Action (SA) ou de l'unité clandestine ? Connaissez-vous les noms des opérateurs par exemple ?

Pour éclairer le DG, il faut avoir tous les éléments en main et en tête. Donc, je sais tout des opérations. J'en suis responsable devant le DG, c'est consubstantiel de ma fonction.

Comment définiriez-vous le SA ?

C'est un peu le bras armé/militaire de la DGSE. Il mène des actions de renseignement, d'entrave et de formation. C'est une unité composée très majoritairement de militaires. Là où on se distingue de l'armée, y compris des forces spéciales françaises, c'est que les opérations ont vocation à ne pas être assumées par les autorités françaises. Ça suggère derrière tout un écosystème qui permet d'effacer, de contrôler des traces, pas seulement humaines, physiques, mais aussi financières, techniques. La spécificité de la clandestinité, c'est tout le back-office. C'est un travail de longue haleine qui demande des expertises pointues.

Vous n'êtes donc pas de ceux qui pensent que l'on peut fusionner SA et Forces spéciales… ?

Ce débat n'a pas lieu d'être à partir du moment où la ligne de séparation est celle de la clandestinité, qui, elle, est d'essence politique. J'ai autant de respect pour le SA que pour les forces spéciales françaises. Ce sont de très

belles unités. D'ailleurs, beaucoup au SA sont d'anciens des forces spéciales. Je ne sais pas si le mouvement inverse se fait, un peu moins. Les relations sont globalement bonnes. Mais les opérationnels ont toujours envie de s'engager. On voit l'un mener une opération, on se demande pourquoi ce n'est pas nous… Je trouve ça plutôt sain finalement.

L'argument de ceux qui voudraient fusionner est que plus rien, dans le monde actuel d'ultraconnexion, ne peut longtemps rester secret.

Je serais tenté de vous dire que, si je suis encore en poste au bout de six mois, c'est que, heureusement, tout ne se sait pas. [*Sourire*.]

De la DGSE, en fait, on ne connaît que ses échecs.

Hum… Il y a beaucoup de réussites dont on ne parle pas.

Et cela ne vous contrarie pas ?

C'est quelque chose qu'on doit intégrer dès qu'on rejoint la DGSE. Ça fait partie d'un pacte tacite. On n'a peut-être pas de reconnaissance publique, mais déjà le fait de faire un documentaire sur la DGSE, pour moi, c'est une forme de reconnaissance. Et en fait, les autorités, quand on réussit de belles choses, n'hésitent pas à faire redescendre le message. L'ultime victoire pour un membre de la DGSE, c'est de réussir une opération extrêmement complexe et ambitieuse qui n'est pas du tout éventée.

Dorénavant les clandestins ont également droit à des décorations.

Ce genre de cérémonie est extrêmement fermé, y compris au sein du Service. Un de mes formateurs, il y a très longtemps, me disait que c'est un métier « totalitaire ». En tout cas, c'est un métier qui demande beaucoup de vous-même et [des] gens autour de vous.

Il y a beaucoup de divorces…

Oui, parce que c'est un métier qui demande d'être souvent sur le terrain, qui crée mécaniquement un fossé avec votre entourage si vous respectez les règles du cloisonnement. Je vais prendre mon exemple. Dans les repas de famille, au tout début de ma carrière, on me posait des questions, je ne répondais pas. Au bout de quelques années, on faisait le tour de table traditionnel, et quand on arrivait à moi, on sautait. J'étais « pudiquement ignoré ». Il faut l'accepter et il faut que l'entourage l'accepte. Il y a une sorte de diminution volontaire du rayonnement social. J'ai eu beaucoup de chance, mes proches sont extrêmement compréhensifs. Ils savent qu'on ne le fait pas pour nous, qu'il y a une grande cause. Et même des gens qui trouvaient que le secret était un peu exagéré, ils ont révisé leur position suite aux attentats de 2015.

Cette acceptation de l'absence de reconnaissance sociale n'est-elle pas contrariée par l'évolution de la société de plus en plus marquée par l'égoïsme ?

Je trouve que la jeunesse d'aujourd'hui est extrêmement engagée. Si je compare par rapport à ma génération d'OT, ils sont capables de s'engager beaucoup plus. La question que l'on peut se poser, c'est : quelle est la capacité à fidéliser ces gens-là ? Mais je n'ai pas l'impression que la DGSE soit affectée par le phénomène de « grande démission » que l'on a pu connaître aux États-Unis.

Vous qui commencez à avoir une certaine expérience, avez-vous vu la sociologie des personnels évoluer ?

J'ai vu une nette évolution qualitative à la hausse. La maîtrise des langues étrangères par exemple. Il y a vingt ans, il y avait très peu de réunions en anglais. Aujourd'hui, écrire, parler en anglais, c'est entré dans les habitudes. Je suis très envieux, et impressionné, quand je vois le CV des jeunes OT […]. La DGSE aussi s'est féminisée. Et on partait de très loin. Personnellement, quand je recrute un collaborateur, je ne me pose pas du

tout la question de savoir si c'est un homme ou une femme. Et d'ailleurs, sur les chefs de service recrutés à la DRO, vous trouvez des femmes. Le prochain DRO sera peut-être une femme, qui sait !

Plus de femmes également dans des opérations à risque ?

Le SA a des personnels féminins opérationnels, l'unité chargée de la recherche clandestine également. D'ailleurs, parmi les meilleurs OT que j'ai croisés, je pense à une jeune femme tout simplement extraordinaire, à tous les niveaux.

Voyons maintenant comment la DRO opère. Est-ce plutôt en anticipation ou en réaction ?

Aujourd'hui, la DRO agit sur sollicitation des centres de mission. L'enjeu du renseignement, c'est d'anticiper. Toujours. Quand on arrive sur le mode crise, on gère la crise et gérer la crise, c'est souvent la subir. Le défi est de se dire : où est-ce qu'il faut nous positionner pour détecter en amont les signaux d'alertes d'une crise ? L'art est difficile… Mais c'est l'ambition.

Quelle est la part d'impulsion de la DGSE et d'application des directives du Plan national d'orientation du renseignement (PNOR) ?

Le PNOR est notre contrat. Mais c'est un champ assez large. On peut aussi explorer d'autres pistes. Toutes les opérations [cependant] seront validées par le DG, donc ce n'est pas nous qui nous autorisons à aller explorer à droite ou à gauche. Il faut qu'il y ait une utilité. L'un des objectifs de la DRO est de positionner des capacités en amont pour que, au moment où la crise se déclenchera, un dispositif de renseignement ou d'action soit déjà installé. Là, on gagne du temps et on peut être performants. On l'a été très récemment.

Je suis obligé de vous demander où… ?

Mais vous savez que je ne vous répondrai pas. [*Sourire*.]

La France est de plus en plus concurrencée en Afrique par de grandes puissances. La DGSE en garde-t-elle quand même un savoir supérieur ?

Supérieur, je ne sais pas, mais on garde un bon niveau. Après, il y a deux manières d'appréhender la concurrence : c'est soit entraver, soit concurrencer [la France] sur le terrain de la connaissance. Certains grands pays ne cherchent pas nécessairement à connaître mieux la situation en Afrique, par contre ils cherchent à gêner la France. Ça, oui.

C'est un sujet de préoccupation pour vous ?

Oui.

Avec des plans d'action ?

Oui, mais qui ne sont pas propres à la DGSE. Cela relève de la diplomatie de la France. On est un grand pays, on siège au Conseil de sécurité [des Nations unies] comme membre permanent. On se doit d'avoir des partenariats très forts avec les pays africains.

Voyez-vous les conséquences de ces ingérences au niveau de vos sources ?

Il y a clairement aujourd'hui une vision différente de la France et du Français. Les sources humaines sont les citoyens de leurs pays, et sont perméables à ces discours. À l'inverse, ça offre également des opportunités parce que vous avez sans doute d'autres personnes que l'on entend moins aujourd'hui, et qui se disent que les compétiteurs de la France ne seront pas nécessairement les sauveurs de l'Afrique…

Donc il reste une place pour la France.

Ce n'est pas moi qui vais vous dire non. Je suis là pour ça.

Les centres d'intérêt de la DGSE ont-ils beaucoup varié ces dernières années ?

Beaucoup de gens vous diront que le renseignement, c'est une histoire de balancier […]. Je suis arrivé à la fin des années 1990. C'était un monde finalement assez codifié, atone, j'allais dire. 2001, c'est la révolution du contre-terrorisme (CT), qui nous ouvre la page dans laquelle on est encore actuellement. La maison que j'ai connue en arrivant, et celle d'aujourd'hui, ce n'est plus du tout pareil, à part les locaux. Une nouvelle page s'ouvre. C'est le retour des politiques de puissance, il [nous] faut redécouvrir un métier qu'on avait abandonné au moment de la chute du mur de Berlin, sans oublier le CT. La particularité de 2023, c'est l'accumulation, la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, à prioriser. Tout a atteint un niveau d'intensité très élevé. C'est un vrai défi pour la DGSE.

L'un des faits marquants de ces vingt dernières années est le nombre conséquent de djihadistes que la DGSE a contribué à éliminer.

Une menace, c'est dynamique. À partir du moment où elle n'est pas entravée, elle vous menacera toujours. La responsabilité de la DGSE est de suivre ces menaces jusqu'à les arrêter. On ne se venge pas.

D'autant que, dans ces traques de djihadistes, ce n'est pas nécessairement le SA qui tue.

C'est une cause commune de plein de pays […]. Le mandat de la DGSE est d'éclairer les décisions de nos autorités. L'engagement n'est pas que physique, il est très intellectuel. Vous avez des gens qui travaillent sur des dossiers pendant plusieurs années. Tout le monde ne peut pas le faire.

Le combat du CT paraît sans fin. Quand l'un est tué, un autre surgit. Comment se motive-t-on sur la durée ?

À partir du moment où on entre dans un service de renseignement, on sait que son dossier ne sera jamais bouclé. Comment on arrive à donner de

l'endurance aux experts ? C'est des motivations profondes qui amènent chacun à venir à la DGSE. Cette maison est formidable parce qu'elle vous permet de faire plusieurs carrières. Si, à un moment, vous commencez à être lassé, vous avez l'opportunité de changer de dossier, voire de métier. Mais vous avez aussi la possibilité de rester dans le même couloir de nage et de devenir expert.

Comme vous le soulignez, la décennie 2010 a été marquée par la multiplication des crises. Quelles conséquences pour le personnel de la DGSE ?

On est sur une pente ascendante en termes d'engagement moral, psychologique. Ce que l'on ne soupçonne pas, c'est l'impact de ces crises sur les gens de la DGSE, notamment ceux qui ont travaillé au lendemain des attentats de 2015. Et il n'y a pas que la DGSE, la DGSI encore plus. Là, la question de la motivation ne se posait pas. La question qui se posait, c'était la limite de la résistance humaine pour ne pas passer vingt-quatre heures au bureau. Ce sont des choses qui se sont réellement passées ici. Il a fallu dire à des gens : « Non, tu pars, tu vas te reposer. » La courbe d'engagement de la DGSE, par nature, suit celle de l'actualité géopolitique.

En matière de choc, cette décennie-là voit également, dans la nuit du 11 au 12 janvier 2013, l'échec de l'opération de libération de Denis Allex[4], détenu par les shebabs depuis quatre ans.

Ça a marqué tout le monde.

Vous ne pouvez en dire plus ?

Non…

[*Un long temps de silence.*]

Quand on vient à la DGSE, on impose à son entourage une chape de clandestinité […]. J'ai été confronté à des situations où j'ai accueilli des familles, extrêmement tristes, mais dignes. C'est une grande leçon en tant que chef de vivre ces moments très intenses… Vous pouvez m'excuser pour la réponse un peu lapidaire, mais c'est aussi des moments qui nous renvoient à ce que l'on impose à notre entourage.

Il y a eu d'autres morts ensuite, en particulier en Libye[5]*. Est-ce que cela remet en perspective la notion de service du pays ?*

Dans la cour de notre caserne, il y a un mémorial. Quand je recrutais un nouveau collaborateur, je l'amenais près de la fenêtre en fin d'entretien, je lui faisais voir ce mémorial et je lui disais : « Ton engagement peut aller jusque-là, il faut que tu l'intègres dans ta décision. » C'est une réflexion très personnelle, très intime. C'est le niveau ultime de l'engagement. Heureusement, ce n'est pas fréquent.

Toujours durant cette décennie, la France est intervenue en Libye et au Mali, mais pas en Syrie. Cela implique-t-il un positionnement différent pour la DGSE ?

La France a une histoire dans cette région. Je vous disais que l'on reconnaît une compétence africaine à la France, peut-être, dans une moindre mesure, qu'on lui en reconnaît dans cette région-là. Donc, on suit de près la situation.

Les unités clandestines avaient beaucoup opéré par le passé dans les régions kurdes. Cela a-t-il donné à la DGSE une expertise supérieure ?

Ce qui est important dans une crise, c'est d'avoir tous les points de vue. Fréquenter des Kurdes nous a permis de mieux comprendre leur point de vue, mais la crise syrienne n'a pas été appréhendée que par le prisme kurde.

Non, mais les Alliés se sont beaucoup reposés sur les Kurdes pour combattre les djihadistes. Le renseignement clandestin crée une relation de grande proximité avec des mouvements insurrectionnels, d'opposition. Cela donne-t-il un coup d'avance lors du déclenchement d'une crise ?

Il y a une sorte de fraternité du terrain, c'est indéniable, mais cette fraternité n'est pas synonyme d'alignement. Cela favorise le recueil de renseignement, mais on est habitués à le gérer en tant qu'OT. Une proximité ne doit pas verser dans l'amitié. J'ai eu beaucoup de respect, et même une admiration pour certaines des sources avec lesquelles j'ai travaillé, [mais] je ne les ai jamais considérées comme amies. Ce n'était pas le deal initial. Je travaillais pour mon pays.

Il y a le cas emblématique de l'Afghanistan où l'ex-Direction des opérations était proche de Massoud et l'ex-Direction du renseignement des taliban[6]. Cela a pu créer des tensions…

Oui, mais rien d'insurmontable. Et puis c'est la vocation d'un service de renseignement d'avoir tous les points de vue.

Est-ce fréquent que la DGSE soit présente simultanément dans deux camps opposés dans un conflit ?

C'est quand même rare. Et je vous rappelle que la DGSE ne s'oriente pas elle-même. Donc encore faut-il qu'il y ait une volonté politique pour qu'on ait un dialogue avec les deux camps.

Dans le cas d'activités très secrètes comme celles revêtant un caractère clandestin, des archives sont-elles conservées ?

Je n'ai jamais autant écrit qu'à la DGSE. Comment apprendre de ses erreurs si on n'a pas une trace ? Le propre d'un service de renseignement, c'est la mémoire.

Puisque l'on évoque la mémoire, le DG a beaucoup insisté pour retisser le lien avec le BCRA…

C'est important pour toute organisation humaine de savoir d'où elle vient. Ça donne du sens. Des modèles aussi. Dans ma famille, j'ai eu des résistants, mais ça ne m'est jamais venu à l'idée de mettre en avant [cette] ascendance pour justifier mon engagement à la DGSE. Là, j'ai vu plusieurs lettres de motivation dans lesquelles les jeunes générations le mettaient en avant. C'est très puissant chez nous. On a tous un insigne de filiation avec l'Ordre de la Libération. Quelque part, on se situe dans le sillage de glorieux anciens, c'est un devoir d'exemplarité qui nous pousse.

Qu'a encore de commun la DGSE avec le BCRA ?

À un moment, on s'est posé la question de savoir si la DRO, on ne l'appellerait pas DRA, « Direction de la recherche et de l'action » – comme dans BCRA. On a pris « opérations » qui est un peu plus large, mais la philosophie est la même. C'est faire du renseignement à des fins d'action. Et c'est faire des actions à des fins de recueil de renseignement. Il y a une interaction permanente entre le renseignement et l'action.

Revenons à 2023, et imaginons qu'un grand pays en attaque un plus petit de manière très intrusive : comment la DGSE va-t-elle se mobiliser par rapport à la direction du renseignement militaire ?

Le jour où il n'y a plus de crise, il n'y a quasiment plus de DGSE. On est construits pour ça. La DRM fait du renseignement d'intérêt militaire. Elle va se concentrer sur l'ordre de bataille ennemi, éventuellement évaluer les pertes. Nous, on va très vite travailler sur les individus, la situation politique, avec éventuellement un segment clandestin. Après, dans le cadre d'une crise, généralement au sein du ministère des Armées, des cellules sont montées où des officiers de liaison échangent entre eux.

Voit-on déjà comment le conflit russo-ukrainien va impacter la DGSE ?

Le conflit nous a rappelé que cette partie du monde n'était pas complètement stabilisée. On était très « consommés » par le CT au Sahel, et avant en Afghanistan. On a regardé de nouveau vers l'Est.

N'est-ce pas historique ? Typiquement, Alexandre de Marenches avait fermé tous les postes du Sdece à l'Est.

Vous me l'apprenez. Mais c'était avant 2001. Les choses étaient plutôt stabilisées. Et en fait, la menace était là, assez lointaine, tout en étant très proche géographiquement. Aujourd'hui, on est dans un monde plus agressif, beaucoup plus imprévisible et ça vient de partout. Une crise n'en chasse pas une autre, c'est le cumul de crises. Le Sahel n'est pas réglé, il y a cette crise en Ukraine, il y a d'autres crises latentes que l'on connaît encore plus à l'Est… Et puis, il y a des points chauds [comme] le Caucase.

Diriez-vous que l'Ukraine en 2022 constitua une nouvelle révolution pour le Service ?

Non, parce que le conflit datait de 2014. Donc, on savait qu'il y avait un sujet. 2001, on ne l'a pas vu arriver. Personne. Depuis 2014, on retourne la tête vers l'Est.

Comment la DGSE a-t-elle vécu l'invasion totale par la Russie ?

De façon très factuelle. C'est un poste qui nous envoie des éléments et le DG convoque une réunion de crise. Son format est très variable. Généralement, il y a les responsables concernés. Il se trouve que la crise s'est déclenchée avant la transformation de la DGSE, donc c'étaient le DO, le DR, le DG, son adjoint, et puis toutes les parties prenantes. Ça peut être transformé en cellule de crise permanente, généralement rattachée à la DG, qui entretient un travail d'information des autorités et d'animation du dispositif sur le terrain.

Chaque direction y apporte ses informations ? Le DG impulse un mouvement ?

Au début de la crise, il n'y a pas grand monde qui gère quoi que ce soit. On est plutôt sur le modèle : on récupère de l'info, souvent contradictoire, qu'il faut discriminer, analyser, avec une saturation amplifiée par la concentration des médias. La parole de la DGSE est écoutée, aussi ne faut-il pas céder à l'émotion ou à la simplification. L'objectif, c'est la précision et la clarification. Après, dans un second temps, le DG peut impulser une stratégie parce que lui-même, à son niveau, participe à des cellules de crise gouvernementales où il reçoit des orientations […]. Souvent on nous demande : comment êtes-vous organisés à la DGSE pour gérer une crise ? Je réponds de façon un peu provocante : en fait, on n'est pas organisés. Parce que la DGSE est un organisme qui doit s'adapter à la crise. Il n'a pas besoin d'organisation, c'est sa vocation.

Quel peut être l'apport de la recherche clandestine dans ce genre de crises ?

Il y a sûrement intérêt à déployer cette capacité au début de la crise, parce qu'elle est plus réactive et moins lourde. Il faut laisser un peu de temps au reste de la DGSE de se mettre en ordre de bataille et à partir du moment où la DGSE a pu installer un dispositif un peu plus solide, plus conséquent, multicapteurs, le capteur léger, réactif, est [déplacé]. On travaille par échelons.

Je ne vais pas vous demander si vous aviez des clandestins en Russie avant le déclenchement de la crise, mais ce genre de crises peut-il être propice à la recherche clandestine ?

On a un dispositif vivant, qu'on va adapter en fonction des besoins…

À quel niveau essayez-vous de placer ces différents capteurs : auprès d'éléments étatiques, d'entreprises… ?

Je vais vous répondre : au meilleur endroit. [*Sourire*.] Chaque crise a sa spécificité. Le meilleur endroit pour l'une ne l'est pas nécessairement pour l'autre. Toute une étude est faite en temps réel, qui nous oblige parfois à faire des paris, que l'on perd ou que l'on gagne. Ça peut être effectivement auprès d'acteurs institutionnels. Ça peut être au plus près de la ligne de front ou au contraire dans des pays périphériques. Notre objectif, c'est de recueillir du renseignement. Ce n'est pas nécessairement au cœur de la mêlée, ça peut être à la sortie.

Auriez-vous un exemple… ?

On peut imaginer un pays très fermé dont on aimerait connaître la stratégie. Le raisonnement un peu court pourrait être de se dire : il faut pénétrer les cercles de pouvoir. Mais une autre façon d'appréhender l'objectif est de s'interroger sur les circuits de l'information utile et ses relais. Les gens au pouvoir voyagent. C'est peut-être plus facile de travailler sur [leurs] relations à l'extérieur. Ça demande tout un travail que l'on appelle d'environnement, de ciblage.

De manière générale, le renseignement que vous recueillez vous donne-t-il une lecture différente des conflits que celle donnée par les médias ?

Un ancien DG aimait dire : « On est ici pour voir le dessous des cartes. » On voit le monde différemment, c'est très stimulant intellectuellement. Ici, on voit une autre vérité, une autre réalité, qui peut être très différente de ce que présentent les médias.

À quel niveau ? Sur les motivations des dirigeants ? Le positionnement des différents pays ?

Sur tout. Y compris sur les faits eux-mêmes. Il faut quand même une très grande humilité du côté de la DGSE. Ce n'est pas parce qu'on voit les choses différemment que c'est la réalité. Et puis, la vision rapportée par les médias, même si elle est différente de la nôtre, nous enrichit, nous

questionne. Quelle que soit la crise, je lis toujours de très près tous les médias, français ou internationaux. C'est un des défis de la DGSE aujourd'hui. Comment trouver une plus-value par rapport au flot d'informations déversé sur les réseaux sociaux, sur Internet ou à la télé ? Ce que la DGSE apporte, c'est de la fiabilité. On peut évaluer l'information et dire « ce qu'on vous dit, on peut évaluer son degré de certitude ».

Cette lecture-là du monde a-t-elle tendance à vous rendre plus optimiste ou pessimiste sur la marche des événements ?

Ne pensez-vous pas que les agents de la DGSE doivent être fondamentalement optimistes, sinon ils ne choisiraient pas ce métier-là ? Moi, je suis optimiste. Toujours. Il y a des difficultés et quelque part, c'est pour cela qu'on est là. L'optimisme, ce n'est pas nécessairement de résoudre toutes les crises, c'est déjà de défendre les intérêts de son pays, savoir qu'on peut le faire.

Avez-vous souvenir d'un échec dans votre carrière ?

La question de l'échec est intéressante, parce que c'est quoi, une réussite, dans notre métier ? Le processus de renseignement est un infini. On peut avoir des satisfactions, toujours fugaces. Recruter une source, réussir une opération, mais rien n'est jamais acquis. Des échecs… C'est un métier où on apprend à gérer l'échec. Enfin, si on n'est pas prêt à assumer une forme d'échec, ce n'est pas un métier qu'il faut faire […]. J'en ai eu plusieurs et je n'ai pas honte de le dire. Je me souviens d'un travail d'environnement que j'avais fait autour d'une personne pendant plusieurs mois à l'étranger. Je me sentais très confiant, je suis parti la fleur au fusil. Au moment où j'ai dit à cette personne – c'était au cours d'un déjeuner – que je travaillais à la DGSE – je me souviens, j'ai attaqué le dessert avec ça – il y a eu un grand blanc de sa part. Un silence gêné, lourd, très lourd. On a fini le repas, le dessert, le café, dix, quinze minutes où on ne s'est plus dit un mot… Un moment assez inconfortable ! Dans notre métier, on a

coutume de dire que l'on a 90 % d'échecs et 10 % de réussites. C'est la réalité humaine.

Et c'est humble de le reconnaître.

On ne peut pas tout le temps gagner. Mais il ne faut jamais renoncer. On essaye de réduire l'incertitude, mais on n'a jamais la garantie que l'on réussira. C'est ce qui fait que ce métier est grisant par essence parce qu'on est toujours surpris. Le monde n'est pas planifié, ce n'est pas un algorithme. Moi, je ne me suis jamais ennuyé à la DGSE […] C'est quoi, la clandestinité ? C'est la capacité à s'adapter à son environnement. Certains nous disent que la clandestinité de demain, c'est l'absence d'utilisation d'outils technologiques, techniques. Pourquoi pas ? Mais quand le téléphone portable est arrivé, on s'est dit : c'est fini, on ne pourra plus faire de liaison sécurisée… On trouvera toujours un espace. Si on commence à dire que la biométrie est un frein aux opérations, comme la transparence, notamment en matière administrative et financière, alors il ne faut plus rester à la DGSE. On est là pour surmonter tout cela. Quoi qu'il arrive en matière d'opération, tout commence, tout finit par l'humain.

1. Rappelons que jusqu'en 2022, la DGSE était divisée en cinq directions : la DO, la Direction du renseignement (DR), la Direction de l'administration, la Direction technique et la Direction de la stratégie.

2. Alexandre, ancien directeur du renseignement.

3. Pour en savoir plus, lire du même auteur *Les Guerriers de l'ombre* (Tallandier, 2017) et *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan* (Fayard, 2011).

4. Au SA depuis les années 1980, Denis Allex (pseudo) avait été capturé par les shebabs peu de temps après son arrivée à Mogadiscio, le 14 juillet 2009. Son binôme, détenu séparément, avait, lui, réussi à s'évader.

5. En juillet 2016, trois membres du Service Action sont tués, selon la version officielle, dans un accident d'hélicoptère. Le 24 juin précédent, trois agents de la direction technique ont disparu dans le crash de leur avion civil au décollage de Malte (les deux pilotes ayant appartenu au SA jusqu'à peu auparavant). Enfin, un militaire est mort à l'entraînement le 7 octobre 2019.

6. Voir, de l'auteur, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan* (Fayard, 2011).

Blake, agent du Service Action

« Nous sommes le “quitte à entraver”. »

À mon tour de faire acte de franchise. Quand il nous fut proposé d’interroger Blake dans une salle d’honneur ou un bureau, j’ai suggéré un lieu moins formel, moins propret, plus susceptible de titiller l’imaginaire. Et ce fut le sous-sol de Mortier. Qui a parfaitement rempli son office, en nous prémunissant même des rats qui l’ont conquis comme l’ensemble du sous-sol parisien. Je regrette ma réaction. De même que je regrette d’avoir sur le moment pensé que le choix par Blake d’un costume-cravate était peu judicieux. Il ne faudrait donc évoquer le Service Action qu’en treillis, dans une friche ou un parking abandonné ? Ce serait céder aux clichés et donc alimenter les fantasmes dont cette unité militaire est probablement, *volens nolens*, la plus riche collectionneuse au sein des armées et des services de renseignement français. Symbole aussi de la puissance qu’on lui prête, des auteurs lui ont attribué les dizaines de djihadistes éliminés au Sahel par les forces spéciales depuis 2013… C’est la fatalité du secret, qui préserve à la fois les actions authentiques menées au service de la France et les outrances de ceux qui sont assurés de ne pas avoir à se justifier. Le SA fait-il plus que ce qui peut en être dit ? Bien sûr que oui. Faut-il chercher à le savoir ? Pourquoi pas. Mais en gardant à l’esprit que, le jour où plus rien ne sera secret, tout le sera.

*

Diriez-vous que le SA en lui-même est un élément de souveraineté nationale ?

Oui, c'est certain. C'est une boîte à outils régalienne qui permet à l'État d'affirmer sa souveraineté sous la ligne du radar, quand il y a besoin de montrer qu'il n'est pas faible. Dans le monde compétitif dans lequel on est, on doit pouvoir se défendre par des moyens démocratiques, mais aussi, parfois, plus illégaux.

Vous faites légalement des choses illégales.

On peut dire comme ça.

Comment y êtes-vous venu ?

J'étais parachutiste des troupes de marine dans un régiment du sud de la France où j'ai commandé les chuteur-opérationnels, ces équipes capables d'être larguées à très haute altitude, en amont, pour préparer l'accueil de la troupe. Au moment du passage de lieutenant à capitaine, j'ai basculé du côté obscur de la force. J'ai toujours cherché le goût de l'action, me dépasser. Après les chuteurs-ops, après les forces spéciales, il y avait le SA que je voyais comme l'aboutissement de cette carrière spécialisée.

C'est la recherche d'un frisson supplémentaire… ?

Non, c'est véritablement s'accomplir dans des métiers exceptionnels avec des moyens, des vraies responsabilités parce que, très jeunes, on a des responsabilités qui dépassent celles des autres cadres dans les armées, ça, c'est très évident.

Comment candidate-t-on au SA ?

On fait un dossier. Un système de sélection s'étale sur toute une année. Il y a des tests psychotechniques, beaucoup d'entretiens avec différentes personnes – ça va du psychologue à des médecins, des cadres. Comme un

recrutement RH si vous voulez. Et un jour, vous êtes convoqué et on [vous] déroule tout un scénario [durant] lequel on [vous] met en situation et on regarde si on a les capacités, les caractéristiques, le profil, pour servir au SA.

Vous pouvez décrire ce scénario ?

Sans entrer dans le secret – parce que vous comprendrez bien que l'intérêt de ces tests, c'est de surprendre –, l'idée est de nous sortir de notre zone de confort, nous, militaires. Un militaire est en treillis, il évolue sur le terrain de manière parfois assez caricaturale. Là, justement, c'est de nous mettre dans un milieu pas militaire, de regarder comment on s'habille, comment on évolue, de nous faire faire des choses qui parfois sortent de l'ordinaire, non pas illégales, mais inhabituelles, et de voir comment on réagit. Ce n'est pas parce qu'on échoue au SA qu'on est un mauvais soldat. C'est un métier particulier, et l'objectif de ces tests, c'est de voir si on a ces aptitudes-là.

Que veut-on et que ne veut-on pas chez un candidat ?

Le SA agit de manière clandestine, très autonome, avec des effets stratégiques. Donc, une chose est essentielle : la confiance, l'honnêteté intellectuelle. Ça, c'est quelque chose qui est scruté, voir si l'on dit ce que l'on a fait et que l'on fait ce que l'on a dit. Après, c'est une capacité à se mouvoir dans un environnement, donc c'est l'adaptabilité, le mimétisme. Si on croise dans la rue, je caricature, un gars aux cheveux rasés, avec un pantalon beige trop court, ses chaussettes blanches, ses chaussures noires de tenue de sortie, on se dit : bon, il n'a pas compris. Ce n'est pas un métier donné à tout le monde.

Comment des tests peuvent-ils se prononcer sur une notion aussi impalpable que l'honnêteté intellectuelle ?

Le processus de sélection dure un an. Donc, sur l'ensemble de tout ce qu'on nous fait faire, on arrive quand même à le déceler. Et puis, une fois qu'on est recruté, on a quand même après entre un an et un et demi de formation où toutes ces qualités continuent à être testées, évaluées. Et parfois des gens échouent, soit parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas faits pour ce métier ou alors c'est le commandement qui décèle des failles.

Quel est le taux d'échec ?

À partir du moment où on est entré dans les phases d'entretien, j'ai envie de dire que c'est autour de 50 %. C'est très fluctuant en fonction des années, mais on n'est pas en manque de candidats, parce que notre vivier, ce sont les armées.

Vous avez dit qu'un bon soldat ne fera pas forcément un bon agent. Peut-on imaginer qu'un mauvais soldat le fasse… ?

Je ne pense pas. Un militaire a une colonne vertébrale. Il a de la méthode, il a appris à obéir depuis tout petit, parce que c'est tout de même notre ADN de soldat. On vient greffer – ou alors la greffe était déjà là, et on la révèle – cette capacité à évoluer dans un monde qui n'est pas du tout militaire.

Combien de temps faut-il pour se défaire d'une apparence militaire ?

La sélection, c'est déjà une bonne année. Ensuite, la formation, c'est douze-dix-huit mois. Donc, c'est deux à trois ans. De toute façon, vous en aurez qui auront toujours ce petit côté militaire qui reste, et puis d'autres qui seront beaucoup plus à l'aise. Comme nous sommes une boîte à outils, on a besoin de toutes sortes de profils.

Au SA, que raconte-t-on aux familles ?

La chance que nous avons, c'est que nous avons tous servi dans les armées. Moi, j'ai travaillé à Balard à une époque, donc, tout simplement, on

est dans les états-majors. Dans la sphère immédiate, familiale, il appartient à chacun de gérer. Mon épouse savait, mes enfants ont su à l'âge où ils ont pu comprendre. Mais c'est un équilibre propre à chacun… Après, il ne faut pas se mentir. Nos camarades de promo savent très bien, mais ne posent pas de questions.

Quand vous partiez à l'étranger, que disiez-vous à votre famille ?

Je pars en opération. Ils ne savaient pas où, ils ne savaient pas quand je rentrerais, parfois je rentrais plus tôt, plus tard… La base arrière, comme on dit dans les armées, donc nos familles, est importante et il faut que cette relation-là soit la plus saine possible.

Comment fabrique-t-on un agent du SA ?

On commence par le fonds de commerce, si l'on peut dire, le socle de la vie en clandestinité. Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est vivre dans un costume qui n'est pas le vôtre partout à travers le monde. Ça passe par plein de formations liées à la sécurité, aux transmissions, aux savoir-faire spécifiques. Donc c'est très varié, mais le socle est commun à l'ensemble des unités, le SA étant la seule unité interarmées en posture permanente opérationnelle. S'ajoutent des stages selon l'unité dans laquelle on vous a affecté.

L'apprentissage de la clandestinité est-il grisant pour un militaire ?

Ce n'est pas grisant, c'est très exigeant. Car ce n'est pas naturel d'être quelqu'un d'autre. Donc, c'est du travail, du savoir-faire, des procédures, et tout ça doit être répété, appris, et ne souffre pas de l'à-peu-près. Parce que vous imaginez bien que quand vous partez en mission, si vous êtes pris, c'est compliqué…

Il y a une patte SA pour la formation à la clandestinité ?

Il y a un centre de formation propre. C'est lié à la finalité de ce qu'est le SA. La DGSE a une mission de recherche de renseignement de nos autorités, quitte à entraver ceux qui nous empêchent d'affirmer notre souveraineté. Et nous, nous sommes le « quitte à entraver ». Le SA n'est pas fait pour aller recueillir du renseignement, mais pour conduire des actions clandestines de coercition. Ça n'est pas la même chose, la même finalité, et ça impacte bien évidemment la formation.

Qu'entendez-vous par « entraver » ?

C'est un spectre très, très large. Entraver, c'est s'opposer à tout ce qui pourrait nous attaquer, nous, la France, l'État, et ça, ça passe par des moyens humains et techniques variés.

Quand vous revêtez votre uniforme, vous portez une fourragère verte en filiation avec le BCRA. Qu'en reste-t-il dans votre fonctionnement ?

Les procédures du SA aujourd'hui se sont adaptées à la vie de notre monde, mais elles viennent profondément de l'époque du BCRA. Des choses ont pu évoluer parce que la technique évolue, mais la technique est aussi un danger. Qui dit monde numérique, dit traces numériques. Nos anciens n'avaient pas la technique, mais ils pouvaient agir en s'affranchissant de ça. Donc il faut réapprendre des choses qu'[ils] apprenaient

En 1991 a été créé une unité dédiée à la recherche humaine clandestine. Cela voulait-il dire que le SA ne pouvait pas assurer toutes les missions ?

Ce sont des cadres du SA qui l'ont créé, mais [ce] n'est pas tout à fait la même chose. La mission de cette unité, c'est aller recueillir du renseignement de manière clandestine là où on ne peut pas l'avoir. La mission du Service Action, c'est l'action de coercition clandestine. Nous, la finalité, c'est l'action. Ce n'est pas que l'un est plus exigeant que l'autre, c'est que ce n'est pas le même métier.

Les clandestins parlent souvent de l'importance du « back-office ». De quoi s'agit-il ?

Un agent du SA n'est pas en sustentation, [faisant] ce qu'il a envie de faire. Quand vous êtes en opération sous une autre identité que la vôtre, tout ça doit être suivi. Des ordres sont transmis, des ordres en cours d'action, des comptes rendus. Finalement, c'est comme dans un régiment, vous avez les fonctions support qui sont toutes tournées vers le soutien des agents en opération, qui ont besoin de ce fil d'Ariane. Donc il y a un back-office, très fort, très lourd, pour permettre à un agent déployé de se dire « Je suis backé », c'est-à-dire que, s'il se passe quelque chose, il y a des procédures, on peut venir me chercher, on surveille ce que je fais, on sait ce que je fais, on me guide s'il y en a besoin.

L'agent sur le terrain conserve donc toujours un moyen de communiquer ?

Soit il a des moyens techniques, mais qui ne relient pas au Service, et parfois pas à la France. Soit il peut avoir des rendez-vous et croiser des agents qui ont cette mission d'avoir un œil sur celui qui agit de manière illégale, et qui, eux, ont d'autres moyens, parfois techniques, parfois eux aussi humains. C'est pour ça aussi que la formation est longue. Tout cela est vu et doit être maîtrisé par l'ensemble des agents.

De quels moyens matériels dispose le SA ?

Ça fait sourire parfois certains, mais on ne conduit pas forcément des opérations clandestines qu'avec des moyens civils […]. Parfois, pour remplir une opération clandestine dans certaines zones du monde, on passera de manière beaucoup plus discrète par des moyens militaires, parce qu'il y en a tellement qui passent, qu'il n'y a pratiquement que cela qui passe, que par des moyens civils. Et vice versa : dans certaines zones, on passera beaucoup plus facilement par des moyens civils que par des moyens militaires. Pour pouvoir conduire tous types d'opérations que le pouvoir

nous ordonnera, il faut donc avoir cette palette à notre disposition […]. Il y a une unité marine, une unité de l'armée de l'air. Et puis, vous avez des unités terre, des centres qui ont chacun leur spécificité. Il y a les opérations aéro-maritimes, avec les nageurs de combat qui vont sous l'eau, des gens qui sont capables d'armer tous types d'embarcations. Ensuite, vous avez un centre dans le sud de la France, plus lié aux zones de crise, vraiment grises, donc très instables, et qui maîtrise aussi les milieux, les zones désertiques, les forêts, avec une capacité à s'autodéfendre, se protéger, plus développée que dans les autres unités. Enfin, vous avez une unité, un peu la maison mère historiquement, qui est l'école de la clandestinité, là où sont les plus clandestins, capables d'évoluer dans des zones que l'on appelle quadrillées, des zones stables, des démocraties, dans lesquelles la police, l'armée exercent, contrôlent, donc quadrillent leur territoire – et donc dans lesquelles il est parfois plus dur d'évoluer de manière clandestine.

Comment le SA décide-t-il d'employer l'une ou l'autre de ses unités ?

C'est une des grandes différences avec les forces spéciales, chaque opération est unique. Si pour remplir une mission, il faut aller seul, en faisant le poirier, on évaluera le risque et, si nos autorités l'endossent, on ira. L'objectif, c'est remplir la mission. Avec ceci néanmoins, c'est que ce n'est pas le résultat qui prime, c'est la manière dont on conduit l'opération. Comme nos opérations doivent être non revendiquables, et non imputables à l'État français, si jamais on a laissé des traces, eh bien, on rate l'opération. Alors que si on n'a qu'essayé, et qu'il n'y a aucune trace, on a quand même réussi l'opération.

Toutes ces unités représentent un effectif de… ?

Grosso modo, mille hommes. Et femmes bien évidemment. Nous avons de nombreuses femmes [car] quand on doit se déployer dans certains pays comme tout le monde, eh bien, il faut être comme tout le monde. Donc, il faut des hommes et des femmes. Et parfois, on atteindra plus facilement nos

objectifs grâce à des femmes, parfois grâce à des hommes, parfois grâce à des couples, voilà, tout est possible.

La proportion de femmes augmente-t-elle au SA comme partout ?

Nous cherchons des femmes, elles le savent, et il y a aussi déjà plus de femmes dans les armées, donc, naturellement, il y a plus de candidatures. Mais nous ne transigeons quand même pas avec la sélection. Si une femme ne satisfait pas aux tests, elle ne sera pas recrutée.

Une femme peut-elle faire carrière au SA ?

Nous avons plusieurs unités et l'une est commandée par une femme. Donc nous sommes un modèle de ce côté-là.

Quel est son parcours ?

Elle a candidaté, suivi tout le processus de sélection, elle a été formée, affectée dans l'un de nos centres, a fait des allers-retours avec les armées – parce que dans une carrière, c'est obligatoire –, elle a été chef opérations d'une de ces unités, et aujourd'hui, elle commande cette unité. Donc, elle a un parcours parfaitement linéaire, comme les hommes.

La maternité n'est pas un frein ?

Elle est maman, donc c'est possible. Après, des femmes ont renoncé à cause de cela bien évidemment. Chacun voit midi à sa porte.

Et des hommes au SA ont-ils mis leur carrière entre parenthèses parce qu'ils avaient des enfants ?

Ça se multiplie, mais je ne sais pas si, au sein du SA, c'est le cas. Les armées, et donc le SA, ne sont que le reflet des évolutions de la société. Nous ne sommes que des citoyens français comme les autres.

Puisque le SA est à l'image de la société, compte-t-il aussi des hommes et femmes issus de l'immigration, selon l'expression ?

Il y en a eu et il y en a. Mais ce n'est pas un critère. L'action du SA n'est pas en France, donc la France, ce n'est pas le sujet. C'est la solidité du dossier au travers de cette sélection et de cette formation, qui fait que la personne arrive ou pas à être agent du SA. Et sur cela, on ne transige pas.

Le SA intervient au Moyen-Orient ou en Afrique. On peut imaginer qu'il ait besoin d'agents capables de se fondre dans ces populations…

Non, pas forcément. Tout est mondialisé aujourd'hui. Il y a peut-être des époques où vous aviez moins de Blancs dans certains pays, mais aujourd'hui vous avez des Blancs partout. Ce n'est pas un besoin qui prime, ce sont les qualités propres de l'homme ou de la femme, l'aptitude à être un agent opérationnel sur des opérations clandestines.

Venons-en à ces opérations : de quelle manière le SA peut-il intervenir au profit de la DGSE ?

Il n'y a pas de catalogue. La clandestinité ne rime pas avec immédiateté. Ou alors on est dans une action conventionnelle, ou une action de force spéciale, qui ne sera pas secrète, mais discrète. Si on veut qu'une opération soit non revendicable par nos autorités politiques, qui plus est si c'est illégal, ça ne se fait pas comme ça. Il y a tout un processus qui nécessite peut-être une succession de missions qui aboutiront quelques mois, quelques années plus tard. Moi, dans ma petite histoire, j'ai conduit des missions très variées, pas une seule identique, aussi bien par les zones géographiques que par ce qu'on y allait faire.

N'y a-t-il pas quand même quelques grandes catégories comme le soutien à un mouvement insurrectionnel, la livraison d'armes… ?

Dans le cadre de l'appui à la fonction d'anticipation, ça peut être de savoir ce qui se passe dans certaines zones quadrillées, d'aller chercher des

choses qui ne sont pas dans le monde numérique. Dans des zones de crise, c'est peut-être d'anticiper quelles seront les prochaines autorités démocratiques ou non en capacité de préserver nos intérêts. Ce que l'on a appelé à l'époque le soutien à un mouvement insurrectionnel. Qui peut être sous forme de soutien ou tout simplement en étant au contact pour pouvoir renseigner nos autorités.

Et toujours en ne dévoilant pas son appartenance à la DGSE ?

Quand on est au contact d'un mouvement, on est quasiment ès qualités. Après, c'est le DG qui fixe le cadre. Parfois, il souhaite que l'on sache que la France est présente. On construit notre mission en fonction. On peut aussi agir de manière complètement démarquée.

Concrètement, comment le SA est-il missionné ?

Il y a les opérations au profit de la DGSE dans le cadre de sa mission globale, ça, c'est très partagé. Le SA [y] est en appui d'autres services qui ont besoin d'un coup de main parce qu'ils n'arrivent pas à atteindre tel endroit ; l'état-major du SA est connecté avec les centres de mission, la DRO, c'est un dialogue permanent. Et après, là où on touche le SA dans ce qu'il a de plus régalien, c'est l'outil stratégique. Et là, c'est très vertical, très cloisonné. Dans ces cas, le DG peut très bien convoquer le chef du SA et lui dire : « Mes autorités m'ont posé tel problème, qu'est-ce que vous pouvez me proposer ? » L'état-major réfléchit et fait des propositions.

Dans quelles situations l'exécutif peut-il avoir un recours si direct au SA ?

Il y a des zones dans le monde où les intérêts de la France peuvent être contestés et où l'exécutif estime qu'il faut avoir un traitement particulier. Probablement que le traitement diplomatique n'[y] est pas suffisant. […] Le SA ne s'auto-anime pas. Il ne remplit pas de missions dans un coin du monde parce qu'il [en] a envie. Il a un taux d'emploi largement supérieur à ce qu'il devrait être, donc il n'a pas besoin d'aller se chercher des missions.

Quel genre d'ordres peut être émis par l'exécutif… ?

Vous pouvez imaginer tout ce que vous voulez, je ne vous en dirai pas plus.

Cela peut aller jusqu'à la neutralisation d'un individu ?

Il vous appartient de l'imaginer… Tout est possible.

Que pensez-vous de ceux qui assimilent le SA à des « tueurs » ?

Ça n'engage qu'eux. Aujourd'hui, la mission du SA n'est pas de remplacer les forces conventionnelles et les forces spéciales. C'est de mener des entraves contre tout ce qui agit contre les intérêts français, sous la ligne du radar – c'est de l'action non revendicable pour l'État. Le SA fera ce qu'il est capable de faire. C'est un processus très normé, très contrôlé, beaucoup plus qu'on ne le pense. Après, c'est le brouillard de la guerre…

De manière générale, un conflit ouvert comme l'Ukraine peut-il impacter le SA ?

Forcément. Parce qu'il impacte la DGSE, et que le SA a une capacité d'action au profit des missions de la DGSE.

Donc, dans ce cas-là, ce sont des missions d'appui à la recherche de renseignement… ?

Ça peut tout simplement être au contact de personnes pour qu'elles soient plus efficaces. Dans le cadre des mouvements insurrectionnels, le simple fait d'être au contact permet d'informer nos autorités sur la réalité de ce qui se passe et non pas sur ce qu'on lit dans les médias. Parce que l'une des guerres aujourd'hui, c'est l'information, la désinformation. Dans des zones très reculées, on enverra plus facilement un agent opérationnel capable de s'autodéfendre, de s'auto-exfiltrer et de renseigner.

Quid des modes d'infiltration ?

Vous avez des moyens civils dont nous ne parlerons pas. Et vous avez des moyens militaires qui sont connus : des avions, des tracteurs sous-marins pour évoluer sous l'eau, des moyens moins conventionnels, des jet-skis, des quads, des avions qui permettent de larguer des charges lourdes sur la mer ou sur la terre pour passer au-delà des frontières et pas par l'aéroport afin de ne pas laisser ces empreintes […]. Ils vont [ensuite] récupérer quelque part du matériel – ça, c'est le montage de l'opération. Ils rentrent alors dans une posture où ils sont complètement clandestins, c'est-à-dire qu'ils ne sont rien, ils n'existent pas dans l'environnement dans lequel ils sont. Ils conduisent leur mission, qui a été préparée et millimétrée, par exemple ce que l'on appelle une action de force, une action armée, pour exfiltrer une source du Service, un prisonnier qui a pu être une source du Service, en employant la force ou pas. Ils font [enfin] une marche arrière. Probablement qu'ils s'exfiltreront par un autre moyen, peut-être des moyens aériens, maritimes viendront les chercher. C'est une opération clandestine sans qu'il y ait de traces à l'entrée et à la sortie du pays.

Un « montage », cela peut représenter combien d'hommes ?

C'est du sur-mesure. Vous pouvez avoir un avion, un bateau, et sur le terrain, ça peut être de deux à dix hommes, tout dépend des qualifications et des qualités dont on a besoin au sein de cette équipe. Ça peut être un médecin, ça peut être, s'il faut le faire, ouvrir une porte par un moyen explosif… On cisèle.

Sur les images que le SA a mises à notre disposition, on voit la destruction d'un véhicule. Quelle peut en être la finalité ?

C'est de l'entrave. Donc, vous pouvez adresser un message. […] Vous avez deux moyens. Soit une explosion contenue, soit une explosion beaucoup plus visible…

Cela peut donc être intentionnellement signant ?

Cela dépend du cadre qui nous est fixé : est-ce qu'on doit absolument ou pas remonter à la DGSE, à la France ? Le mode d'action et les moyens seront calibrés en fonction des impératifs que nous fixe l'autorité.

Un agent du SA est-il systématiquement armé ?

En zone quadrillée, son arme sera son costume, sa légende et son prétexte. En zone de crise, le costume, la légende ou le prétexte sont aussi essentiels, mais ce sera tout simplement sa tenue et son arme. Nos opérations ne devant pas être rattachées au Service et à la France, on doit être en capacité d'utiliser l'armement et les tenues que vous trouvez dans toutes les zones de crise. C'est une question de mimétisme pour paraître peut-être plus comme un mercenaire, un instructeur [local] au profit de telle unité, tel mouvement insurrectionnel…

Comment le SA peut-il venir s'inclure dans des opérations de contre-terrorisme ?

Pour le contre-terrorisme, au Sahel, les forces militaires françaises, les forces spéciales, étaient présentes. Donc, c'est un théâtre de guerre où le SA n'a pas de raison d'être sous une forme d'action cinétique. Néanmoins, sur certaines opérations, il peut y avoir des segments clandestins, parfois en amont, parfois hors de ces zones, et le SA, à ce moment-là, a toute sa pertinence pour agir parce que la France n'[y] est pas engagée militairement. L'action de CT est une action légitime, partagée, partenariale. Nous n'avons [donc] aucun intérêt à [y] entrer pleinement, sauf quand on nous le demande, parce que notre mission n'est pas partenariale.

Donc, comme Bertrand l'a exposé, le SA n'est pas impliqué dans la litanie de chefs djihadistes neutralisés depuis Serval.

Non. Il faut être très clair. Le SA a pu jouer des rôles indirects, mais le « finish », comme on dit dans ce milieu-là, c'est bien évidemment les forces

spéciales, la très grande majorité du temps, qui ont agi – et qui agissent très bien – qui avaient les moyens sur place et la légitimité pour le faire. Le SA faisait d'autres choses, dont on ne parlera pas.

Peut-on tout de même lever subrepticement le voile… ?

Quand la France combat un ennemi, eh bien, le SA [peut] être éventuellement avec cet ennemi pour renseigner la France, par exemple…

En matière de contre-prolifération, peut-on imaginer le SA aller recueillir les preuves sur le terrain ?

Dans des zones grises où il faut être capable de s'autoprotéger, et si ça se passe mal, de s'auto-exfiltrer, le SA peut être utilisé « en finish » ou en amont. Là, il participe plus globalement d'une opération du centre de mission qui gère cette thématique-là. Une fois de plus, la boîte à outils.

Vingt-cinq ans de carrière comme vous, cela représente combien de missions ?

Je serai incapable de vous le dire… Une centaine, partout à travers le monde ?

Quel a été votre moteur toutes ces années ?

Servir mon pays. Avoir la petite impression que, à son petit niveau, on est utile. Au SA, mais à la DGSE de manière générale, les actes que l'on pose ont une portée stratégique. Le citoyen ne le sait pas et il peut y avoir une certaine satisfaction d'avoir le dessous des cartes, d'être capable de lire les choses un peu différemment.

Pense-t-on souvent à la mort ?

Oui. Mais ce n'est pas en arrivant au SA. Quand on est militaire, c'est quelque chose que l'on intègre tout de suite. Après, l'adrénaline prend le pas, c'est la mission et c'est le culte de la mission que l'on apprend aussi

dans les armées. J'ai perdu des camarades, de bons camarades, et comme on est une petite famille finalement, qui vit beaucoup sur elle, on est plus impactés. Mais j'ai envie de dire que c'est aussi pour eux qu'on continue et qu'on est là. C'est aussi pour eux que je vous parle parce que j'ai perdu des camarades dont j'étais très proche, mais qui ont fait leur métier jusqu'au bout… Ce sont des gens qui ont donné leur vie pour leurs idées, pour leur pays, ce n'est pas anodin.

La mort de Denis Allex a peut-être été celle qui a le plus marqué le Service…

Oui. C'était une figure, quelqu'un d'exceptionnel. Quand on connaît l'énergie qu'a mise le SA, mais surtout la DGSE dans son ensemble, pour faire que [sa détention] se termine, et après, quand on a été le chercher[1], il fallait qu'on y aille et là, toutes les polémiques sur ce sujet sont stériles. Les gens ne savent pas de quoi ils parlent. On ne laisse jamais un camarade sur le terrain, toute unité militaire fonctionne comme ça. Donc, il fallait que ça se passe comme ça et il n'y a rien à regretter parce qu'on savait que ce n'était pas gagné. Après, c'est le brouillard de la guerre[2]. Oui, ça a été un élément dur, mais fort aussi, au sein de la DGSE, parce que ça a été suivi au très haut niveau, de manière très intense, [en] mobilisant beaucoup de personnes pendant quelques années. Je pense que dans ce malheur – non, ce n'est pas un malheur, il a fait son devoir, on a fait notre devoir –, je pense que ça a rapproché le SA et la DGSE au sens large, parce que le SA [vit] un peu à l'écart – il le faut, c'est le cloisonnement.

Peut-il y avoir au SA le sentiment d'appartenir à une forme d'élite ?

Élite, je ne sais. D'être dans un monde à part, oui, parce que toutes les contraintes font que, quand on sort en ville, on ne raconte pas notre vie. C'est frustrant, et en même temps, on le sait quand on arrive, on endosse, c'est la culture. C'est nos anciens qui nous l'apprennent et continuent à nous l'apprendre. Et quand certains écrivent des c…, ça nous révolte et

souvent, malheureusement, ce ne sont pas les meilleurs qui écrivent. C'est peut-être pour ça qu'ils [le font], mais bon…

Appréhendez-vous le moment où vous devrez vous-même quitter le SA ?

Oui et non. Parfois, je me dis que ça me ferait du bien de passer à autre chose. Et en même temps, ce sens de la mission, et du devoir, cet environnement, je pense qu'on ne le retrouve nulle part ailleurs. Le monde extérieur ne nous fait pas peur, de manière générale. Mais je ne retrouverai pas la camaraderie, les gens avec qui on a partagé des moments forts, durs, on a parlé de Denis Allex. Tout le monde ne vit pas ça.

1. Opération de grande ampleur menée à Bulo Mareer par le SA, avec des moyens mis à disposition par la marine et les forces spéciales (deux hélicoptères Tigre), dans la nuit du 11 au 12 janvier 2013.

2. Outre Denis Allex, le SA a perdu deux de ses hommes au cours de l'opération.

Franck, expert en renseignement humain

« Pour le clandestin, on est bien conscients qu'on cherche le mouton à cinq pattes. »

Coupe rase, mâchoire carrée, épaules larges, ventre plat, verbe fort et assuré. Franck le reconnaît lui-même : son allure militaire a vite repris le dessus depuis qu'il a quitté l'opérationnel. Où il est resté suffisamment pour qu'au début de sa carrière, ne pas posséder d'ordinateur était considéré comme un gage de sécurité quand, à présent, ne pas s'épancher en public sur les réseaux sociaux est source de soupçons. Dans l'intervalle, Franck a vécu des années de clandestinité dans ce Service Action qu'il rêvait d'intégrer et fait ensuite profiter de son expérience des promotions entières de nouveaux arrivants à différents stades de leur carrière. Comme Jérémie l'a déjà affirmé, tout analyste ne fera pas un bon officier traitant (OT). Tout militaire, a complété Blake, ne fera pas un bon agent du Service Action. Il est venu le temps d'ajouter avec Franck pourquoi tout OT, tout membre du SA, ne seront pas non plus d'incontournables recrues pour le service chargé de la recherche clandestine.

*

Vous qui êtes militaire depuis 1989, qu'est-ce qui vous a attiré à la DGSE ?

Jeune sous-officier, je me retrouve affecté dans un régiment de chars de l'est de la France. La mission est d'attendre le déboulé de l'Armée rouge. Six mois après la chute du mur de Berlin… Et puis, c'était l'armée de conscription. Je m'y ennuie ferme. Je réussis le concours d'officiers et je choisis le génie, une arme avec des effets tangibles sur le terrain. Mais j'arrive à une époque où le régiment effectue moins d'Opex […]. Ce qui m'a poussé vers le Service, c'est donc un petit goût d'inachevé et l'envie – il ne faut pas se le cacher – d'appartenir à ce qui est considéré comme une élite.

Que saviez-vous du SA ?

Comme tout un chacun, pas grand-chose, si ce n'est une unité professionnelle avec des missions hors normes, des gens hors normes, au cœur de l'action au sens large.

Comment la hiérarchie a réagi à votre demande d'affectation ?

Des chefs estiment que vous trahissez l'institution, alors qu'on veut juste la servir autrement. Et des chefs poussent. Ma première demande a été refusée par l'organisme qui gérait les mutations des personnels de l'armée de terre, qui a quasiment renvoyé une lettre d'insultes au régiment. Cramé pour cramé, j'ai refait une demande l'année suivante et j'imagine qu'ils se sont dit : « Lui, il ne va pas nous lâcher, donc on va le laisser partir. »

Que pourriez-vous dire des tests de sélection à peine ébauchés par Blake ?

Rien de surhumain. Je dirais que c'est un petit peu comme une célèbre chaîne de fast-food : il faut venir comme vous êtes. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse. Ce qui intéresse, c'est celle du candidat. Ce serait une grave erreur pour [lui] d'essayer de nous montrer son bon profil. Parce qu'il passerait peut-être au travers des mailles du filet, mais en nous mentant, il se ment à lui-même. Et il vaut mieux que le vernis craque avant, plutôt

qu'on intègre quelqu'un sur la base d'un jugement biaisé et qu'on se rende compte plus tard que l'individu ne fait pas l'affaire.

Une fois admis au SA, que découvrez-vous ? Une unité classique ?

Absolument pas. Je me souviens très bien que le jour où je me suis présenté, en civil, le chef de corps m'a accueilli avec les pieds sur le bureau en me disant que ce qui fait la richesse de ce centre, ce sont ses personnels. Et c'est vrai que, capitaine, j'ai été formé par des militaires du rang ou des sous-officiers. Tout le monde n'est pas prêt à l'accepter. Moi, je suis arrivé avec une profonde humilité : OK, j'ai tout à apprendre.

Combien de temps vous a-t-il fallu pour vous débarrasser de votre apparence militaire ?

Les réflexes, le phrasé, l'attitude, on met plusieurs mois. Certains ne s'en séparent jamais vraiment. Il suffit de me regarder, j'ai *a priori* plutôt la tête de l'emploi… En même temps, aujourd'hui, je ne suis plus opérationnel, donc chassez le naturel, il revient au galop !

Qu'apprend-on à ses débuts au SA ?

Vous commencez par apprendre les rudiments de ce qu'on appelle les actes élémentaires de l'agent secret, c'est-à-dire apprentissage de la clandestinité, les rendez-vous clandestins, des techniques particulières, contre-filature, filature, effraction… Ce tronc commun dure quelques mois. Ce premier stage vise en fait à vous faire acquérir les réflexes qui vous permettent de garantir votre sécurité individuelle quand vous êtes seul sur le terrain. Ensuite, vous avez différents stages, [dont] l'apprentissage de la clandestinité au travers du montage d'une identité fictive. La formation diffère un peu en fonction de votre centre d'appartenance. La mission première du [mien], c'était l'action dans n'importe quel type de milieu, montagne, jungle, désert. Donc, on apprend des savoir-faire spécifiques basés sur le tir, le maniement des explosifs, le sabotage…

Pour vous qui veniez de la régulière, quel regard portiez-vous sur le matériel à disposition ?

L'un de mes formateurs, le premier que j'ai eu dans mon stage de sécurité individuelle – donc c'était vraiment le début de ma formation – nous recevait pour faire un point. Il me dit : « Bon, comment tu te sens ? » Je lui dis : « Vous voyiez, *La Grande Récré*, au moment de Noël ? Eh bien, j'ai l'impression qu'on m'[en] a donné les clés en me disant : sers-toi ! » Par exemple, j'étais parachutiste, donc habitué quand même à voir des avions. Mais quand on montait dans un avion, c'était assis, ceinture bouclée, on était quatre-vingts à l'intérieur. Là, j'ai vu un avion se poser, on était… deux.

Et en termes de munitions utilisées à l'entraînement ?

Beaucoup ! En un mois, j'ai tiré entre dix et douze mille cartouches de 5.56 et à peu près autant de 9 millimètres…

Au cours de ces premières formations, avez-vous l'impression d'approcher ce qui fait le mythe de l'agent secret ?

Je n'aime pas le mot « mythe » car il y a une part d'illusion, de faux. La sensation que j'ai eue au cours de ma formation, c'est une sensation assez grisante, non pas de devenir un surhomme, mais de se sentir devenir une mécanique bien huilée et performante.

Au bout de combien de temps est-on lâché en mission ?

Ça dépend de la conjoncture et des opportunités. Moi, j'ai été désigné le dernier jour de ma formation.

Comment une mission se prépare-t-elle ?

Il faut se renseigner sur le pays, sur la situation intérieure, sécuritaire, sanitaire. Prendre en compte tous les éléments de la mission : ce que je vais

faire, au profit de qui, pourquoi, avec qui éventuellement, avec quoi, contre qui, contre quoi. Et surtout, partir du principe qu'il n'y a aucune raison que tout se passe bien. Il faut donc envisager le pire, pour que le jour où ça arrive, on évite de perdre du temps à réfléchir.

Que vous a-t-on fixé comme mission ?

Ça, je ne peux pas en parler.

La durée ?

Cinq mois.

De quoi vous rendre compte si vous étiez vraiment fait pour ça…

J'ai trouvé ce que je suis venu chercher, je me le suis dit le lendemain de mon arrivée […]. J'avais également ressenti cela en recevant ma formation de parachutiste.

Pas d'appréhension ?

Au moment de quitter mon épouse, si, un petit peu. Je me suis dit : « Bon, je pars quand même sur un truc un peu bizarre… »

Elle savait que vous apparteniez au SA ?

Je lui ai parlé de ma volonté d'intégrer le Service avant même de l'intégrer. Je lui ai dit : « Chérie, j'envisage de rejoindre telle unité, ça veut dire que je pourrai être désigné du jour au lendemain et tu ne sauras pas où. Tu auras une vague idée de ma date de retour, mais qui pourra être prolongée. Tu ne sauras absolument pas ce que j'y ferai et surtout, tu n'auras aucune nouvelle pendant mon absence. Est-ce que tu es prête à ça ? » Elle m'a dit oui.

Une fois sur le terrain, n'avez-vous pas l'impression d'être lâché dans la nature ?

Pas au sens abandonné. On est complètement autonome et c'est ce qu'on vient chercher.

Aucun contact donc avec la famille…

Non, parce que si je deviens Maurice Chombier, je n'ai aucune légitimité à appeler ma vraie épouse. À mon époque, il y avait zéro contact.

Vos missions vous ont-elles amené à téléphoner à une fausse épouse ?

La majeure partie des agents du SA avaient des identités fictives sur un temps relativement court. Donc, pas besoin de ce qu'on appelle des « répondants ». À la différence de ceux qui font de la recherche clandestine et qui, eux, incarnent réellement une deuxième vie et font vivre une couverture.

Peut-on dire que la recherche clandestine représente le summum de la clandestinité ?

Il n'y a pas de jugement de valeur. On adapte le degré de clandestinité à la mission et à l'effet voulu. Le SA n'a pas besoin de clandestinité maximale. L'unité chargée de la recherche clandestine, c'est sa raison d'être. C'est ce qui le protège et qui le limite dans son action. Ce qui le protège parce que le fait de se prétendre vendeur d'aspirateurs va pouvoir lui permettre de dissimuler ses activités. Mais c'est aussi ce qui va le limiter parce qu'un vendeur d'aspirateurs n'a aucune légitimité à poser des questions sur le contexte sécuritaire intérieur d'un pays. Ce sont deux métiers complètement différents. Le cœur du métier du SA, c'est l'action. Le cœur du métier de l'unité clandestine, c'est le renseignement humain. Un clandestin ne verra jamais une arme à feu. On ne lui demandera pas de sauter en parachute, de faire des roulés-boulés dans les buissons et de vider des chargeurs de kalachnikov. Son métier, c'est de discuter avec des gens.

Quel genre de couvertures peut-on imaginer ?

Ça peut être une association, une entreprise, qui est créée par l'officier traitant, avec éventuellement un site internet, des comptes bancaires, qui peut donc être soumise à des contrôles fiscaux. C'est une structure qui a une vraie existence légale, puisque le but est d'offrir le maximum de visibilité à un éventuel service [adverse] qui ferait des investigations pour se renseigner sur les activités réelles de notre OT. Elle servira de paravent pour se projeter dans certains pays, approcher certaines personnes et leur poser certaines questions. Le très bon OT clandestin, c'est celui qui est capable de faire évoluer un petit peu sa couverture pour se donner des prétextes supplémentaires afin de poser des questions plus larges.

Comment invente-t-on une identité fictive (IF) ?

En concertation avec la hiérarchie du SA, on choisit une identité, une adresse. Le but, c'est de connaître son prétendu quartier aussi bien que si on y vivait réellement. C'est donc un métier qui demande une énorme disponibilité puisque, lorsque le clandé n'est pas en mission à l'étranger, il partage son temps en France entre sa vraie famille, à sa vraie adresse, et l'animation de sa couverture : il faut qu'il aille faire vivre son appartement en IF, faire couler l'eau, utiliser l'électricité, faire un peu de bruit avec les voisins, dire bonjour à la gardienne, aller voir le boulanger, éventuellement ses quelques « amis » en IF, qui ne connaissent rien de votre identité réelle…

Avez-vous eu à décliner cette IF en mission ?

Bien sûr. Et ce n'est pas forcément avec un douanier. Dans certains pays assez policiers, on sait bien que les cafetiers, les chauffeurs de taxi sont en cheville avec les services de sécurité et que, quand on vous pose une question, la réponse va finir au commissariat du coin. Donc ça peut être le cafetier, l'hôtelier, le restaurateur qui voit un Européen dans un coin reculé de son pays et va dire : « Vous êtes là pour combien de temps ? »

Quelles sont les mesures de sécurité enseignées au SA ?

Quand j'y suis entré il y a vingt ans, on m'a dit : « Évitez d'avoir Internet – c'étaient les balbutiements – mettez-vous sur liste rouge. » Plein de petits réflexes très faciles à vivre à partir du moment où on les accepte. Dans la poubelle de ma résidence, je ne mets jamais de papier avec mon nom et mon adresse dessus, par exemple. La formation du SA aiguise [aussi] vos sens. Vous ne regardez plus les gens, les carrefours de la même manière. Vous vous attachez à de petits détails que le « commun des mortels » laisse passer.

On devient parano ?

Pas parano, vigilant. Typiquement, un des exercices qu'on fait assez souvent en formation, aussi bien dans le métier d'opérationnel que dans le métier d'OT, c'est le fameux exercice café : « Tu vois tel individu ? Tu vas aller discuter avec lui pour nous ramener le maximum d'infos. » La logique dans laquelle on le fait est différente au SA que dans la formation d'OT. Le but officiel est de ramener le maximum d'infos. Un des buts officieux est aussi de voir jusqu'où le candidat est capable de ne pas aller pour ramener tout ce qu'il doit. De façon à ce que le jour où une Ukrainienne d'un mètre quatre-vingt-cinq viendra discuter avec moi, et que je me rendrai compte qu'elle a des questions de plus en plus précises, je me dirai : « Tiens, ce n'est peut-être pas que pour mes beaux yeux. » Une logique de contre-espionnage. Les précautions de sécurité, c'est ça. Vous faites partie aujourd'hui d'un service de renseignement, à ce titre-là, vous pouvez être une cible, donc il y a une certaine hygiène de vie à respecter. Aujourd'hui bien évidemment, c'est difficile de dire à un jeune de 30 ans de se passer des réseaux sociaux, mais ils sont sensibilisés à ne pas trop divulguer.

Prend-on du plaisir à endosser une autre identité ?

Si c'est un calvaire d'endosser une IF, ce n'est pas vivable. Donc oui, c'est assez plaisant.

Faut-il une part de comédien chez chaque agent du SA ?

Plus chez les clandestins, je pense. Au SA, ça sera peut-être plus ponctuel, mais il faut être capable parfois d'endosser un rôle et d'avoir cette force de conviction que peut avoir l'acteur.

Ces techniques de clandestinité datent pour beaucoup de la Seconde Guerre. Pensez-vous souvent à vos grands anciens du BCRA ?

Oui. J'ai lu pas mal sur l'histoire du BCRA, du SOE[1], et du SA. Le premier jour où je suis entré, je me suis dit : « J'entre dans une unité qui est l'héritière de ces gens-là, de la Résistance. » Donc est-ce que je vais être à la hauteur, eux ont vécu des choses que, moi, je ne vivrai jamais ? Est-ce que j'aurais été capable de me conduire comme eux, de rejoindre de Gaulle en abandonnant ma femme et mes enfants pour revenir trois ans après, parachuté, de nuit, en France ? Je ne sais pas.

Pourquoi avez-vous quitté le SA ?

Hasards de la carrière d'un officier. Lorsque vous avez occupé certains postes, vous devez évoluer. J'ai basculé à la Centrale en 2006.

Sans pincement au cœur ?

J'ai quitté le SA la larme à l'œil… Lorsqu'on est chef, nos subordonnés sont notre raison d'être, notre raison de nous lever le matin. Ça crée des liens particuliers qui manquent bien évidemment.

Ne fut-ce pas difficile de passer à un emploi plus « calme » ?

Après le SA, j'ai eu la chance d'appartenir à un service dont je ne vous parlerai pas. Où j'ai continué dans l'opérationnel pendant encore quelques années.

Quand êtes-vous passé, en quelque sorte, de l'autre côté de la barrière, en devenant formateur ?

En fait, j'ai été formateur un petit peu tout le temps : dans les métiers opérationnels, puis j'ai été formateur officier traitant, et récemment, j'étais dans l'unité chargée de la recherche clandestine où j'étais en partie responsable de la sélection et du recrutement.

Quelle définition d'un officier traitant donneriez-vous de votre côté ?

Je crois que c'est le comte de Marenches qui disait : « Un métier de salopard, mais pratiqué par des seigneurs. » Le métier d'OT, selon moi, demande plus de savoir-être que de savoir-faire. C'est de l'humain, donc, la qualité première, c'est l'empathie. L'empathie de « Monsieur tout le monde », c'est être capable de comprendre comment un individu fonctionne et de percevoir ce qu'il ressent. C'est un peu ce que j'appelle le syndrome du mécanicien : vous ouvrez le capot et, ah, OK, c'est comme ça que ça fonctionne, si je tire là-dessus, ça accélère, si j'appuie là-dessus, ça freine, et si j'appuie là-dessus, ça klaxonne. L'empathie ramenée au métier d'OT, c'est : au vu de ce que j'ai constaté de ma source, il faut que j'agisse de telle manière pour obtenir ce que je veux. Ça n'a rien à voir avec la sympathie. On peut être particulièrement ferme et désagréable tout en faisant énormément preuve d'empathie.

Des OT du SA et de l'unité clandestine requièrent-ils des profils très différents ?

Chaque métier est différent, donc la formation est différente et elle s'adresse à des profils différents […]. Il y a [déjà] des qualités nécessaires pour entrer au Service, quel que soit l'emploi qu'on occupe. Je pense à la loyauté, la rigueur, la discrétion, la capacité d'adaptation. À ces qualités-là, vont s'ajouter d'autres qualités si vous êtes agent du SA, et encore d'autres si vous êtes OT clandestin. Pour l'OT « habituel », les points rédhibitoires, ça va être le manque d'empathie, de rigueur avec la sécurité individuelle, de

capacité d'adaptation, des mauvaises qualités rédactionnelles. Et le manque d'honnêteté. L'honnêteté intellectuelle, c'est la base de tout, en fait.

Et on arrive à la sentir chez une personne ?

Aucun système de recrutement n'est 100 % infaillible. Mais en formation, oui, on voit celui qui n'est pas honnête ou qui aura toujours une espèce d'excuse, genre : « Oui, mais c'est pas de ma faute, il pleuvait, j'avais un ongle incarné, etc. » Ce qu'on attend d'une recrue de la DGSE, ce n'est pas d'essayer de nous expliquer que ce n'était pas de sa faute, mais qu'il n'a pas fait l'affaire pour telle raison.

Et donc, que faut-il en plus pour le SA ou l'unité clandestine ?

Il vous faut une loyauté et une honnêteté intellectuelle extrêmes parce qu'on vous délègue la réalisation sur le terrain d'un effet et vous partez seul. Si vous postulez pour le SA, vous avez plutôt intérêt à avoir une bonne condition physique. Une grosse mémoire, le sens de l'observation, ça aide. Si vous avez cette capacité à penser en dehors du cadre, une bonne appréhension de la balance efficacité-sécurité, [aussi]. Pour le clandestin, on est bien conscients – pour avoir été chargé en partie du recrutement, j'ai pu récemment le toucher du doigt – qu'on cherche le mouton à cinq pattes. On veut des gens extrêmement disciplinés, mais capables d'initiative. On veut des autonomes, pas des indépendants. On veut des audacieux, pas des chiens fous. On veut des gens rigoureux, pas des rigides. On veut des créatifs, pas des fantasques. Tout est affaire de curseurs, en fait.

Les tests de sélection sont donc différents en fonction des métiers ?

Tous les personnels qui entrent au Service subissent une évaluation psychologique. Elle est plus poussée si vous postulez pour un emploi opérationnel ; ça va travailler notamment sur la stabilité émotionnelle qui doit être particulièrement forte.

Les mises en situation pour les clandestins sont différentes de celles des OT ?

Pour la formation d'OT, il n'y a pas de tests d'évaluation préalable, juste une formation avec des exercices. Il y en a lorsque vous candidatez pour le SA et les clandestins. Et ils sont bien évidemment différents puisqu'ils vont évaluer des qualités et des compétences différentes.

Pourriez-vous décrire un test de clandestin, à l'exception du test vu dans Spy Game ?

Non, je ne vous donnerai pas d'exemples. C'est une semaine de tests où on ne fait absolument rien de surhumain, qui fait appel aux qualités intrinsèques de l'individu, extrêmement basée sur le rapport à l'autre, alors que les tests d'évaluation du futur agent du SA sont peut-être plus individuels.

Quel est le taux d'échec ?

Entre le nombre de CV que l'on reçoit et le nombre de gens qui entrent en formation, environ… 95 % de déchets.

Cela veut aussi dire qu'il y a beaucoup de candidats.

Des gens viennent gratter et d'autres, on va les chercher nous-mêmes.

Vous-même, vous avez contacté de potentielles recrues ?

Oui. Quelqu'un nous avait été ciblé. Je savais par ailleurs qu'au travers de ses activités, il avait été plus ou moins en contact avec le Service à l'étranger, et qu'il était courtisé par d'autres entités [de la DGSE]. Je l'ai appelé en me réclamant du ministère des Armées, et au moment où je me suis présenté, je lui ai dit : « Je viens pour quelque chose de complètement diffèrent, éventuellement vous proposer un job. » On a discuté pendant deux heures et demie, et aujourd'hui il est clandestin de la DGSE.

Quels arguments avez-vous employés ?

Je n'ai pas voulu le convaincre. J'ai voulu lui donner envie. La nuance peut paraître subtile, mais ce n'est pas une source, c'est un futur OT, un futur frère d'armes. Donc, je ne vais surtout pas lui mentir, voire je vais même noircir le trait pour déjà écrémer les moins motivés. Je lui explique que ce qui nous intéresse, c'est ce qu'il est aujourd'hui, qu'on va lui demander de le faire dans une autre finalité, mais que son métier ne sera plus qu'une couverture avec tout ce que ça implique, de contraintes et de sacrifices. Et j'insiste d'ailleurs sur ces notions-là : « Je te propose un métier mal payé, solitaire, difficile, c'est l'un les plus exaltants au monde. »

Que mettez-vous dans les sacrifices ?

Typiquement, on approche des gens qui, s'ils n'étaient pas venus chez nous, pourraient gagner 6, 7, 8 000 euros, avoir sur leur CV une ligne qui les rendrait plus « *bankables* »…

Leur parlez-vous aussi des risques pour la vie privée ?

Je les mets en garde sur tout. Je leur pose le contrat sur la table et je leur dis : « Je vous ai appelé une fois, je vous laisse réfléchir quinze jours, trois semaines, mais c'est vous qui me rappelez. Je veux que ce soit vous qui fassiez la démarche ».

Cette personne que vous avez recrutée a conservé son métier. Il y a donc des clandestins qui opèrent sous leur véritable identité.

Absolument. Moi, je suis militaire. Si je devais être clandestin demain, et si je me prétendais vendeur d'aspirateurs, vous tapez mon nom sur Internet, et au gré de mes promotions, vous allez rapidement voir que je ne suis pas vendeur d'aspirateurs, d'où la nécessité de me faire travailler en identité fictive. Si on veut recruter quelqu'un parce qu'il est spécialiste mondial d'une thématique particulière, parce que cette thématique-là nous intéresse, et si on veut qu'il puisse se prévaloir de son expertise et de son

CV, on est bien obligés de le faire travailler en identité réelle (IR). Les inconvénients, les risques et les contraintes sont différents. Celui qui est en IR, si on le projette dans un pays dans lequel les services de contre-espionnage locaux sont suffisamment puissants pour travailler sur lui en France, et si en France, il prend des largesses avec sa propre sécurité, il peut un soir ramener des invités inattendus à la maison… Cela fait partie des risques du métier que j'évoquais avec les candidats.

Quand ils sont en mission, les clandestins disposent-ils de moyens « made in DGSE » pour transmettre leur renseignement ?

Non. Quand vous êtes vendeur d'aspirateurs, vous n'avez aucune légitimité à détenir des gadgets de James Bond. Vous travaillez avec ce avec quoi travaille un vendeur d'aspirateurs. Vous devez vous comporter comme ce que vous prétendez être. Donc, à l'étranger, aucune mesure de sécurité. Les mesures de sécurité, c'est pour la France. Quand je dis « mesures de sécurité », c'est des mesures de sécurité individuelles, contre-filature, etc. Un vendeur d'aspirateurs à l'étranger ne vérifie pas s'il est suivi.

Si le clandestin à l'étranger se sent en danger, quelle est sa roue de secours ?

Son assurance vie, c'est sa couverture : « OK, vous me suivez ? Mais vous voyez bien que je ne fais que vendre des aspirateurs… » Soit au bout de deux jours, le service adverse voit qu'il n'est pas intéressant et il laisse tomber. Soit le clandestin fait l'objet d'une attention particulière, des soupçons pèsent sur lui, et là, c'est déjà plus problématique. Mais fort heureusement, ça n'arrive pas parce que nos gens sont bien formés.

L'évolution de la technologie ne va-t-elle pas pousser de plus en plus vers l'IR ?

La clandestinité a plusieurs talons d'Achille. L'un, c'est la biométrie. Si on recrute un individu qui est allé dans certains pays, on ne peut pas l'y

renvoyer en identité fictive. Lorsqu'il va passer la frontière, on va lui dire : « Monsieur Chombier, vous êtes déjà passé sous un autre nom. Expliquez-nous… »

Cela sous-entend-il que les clandestins seront recrutés pour des missions précises, dans des zones déterminées ?

Oui, on risque d'avoir des gens employables dans un nombre très restreint de pays. Donc d'être obligés de démultiplier les recrutements, sachant que, bien évidemment, on ne fait pas non plus de l'art pour l'art et qu'on recrute pour répondre à un besoin.

1. Special Operations Executive, service secret créé par Churchill en juillet 1940.

Éric, expert en renseignement humain

« La légende, c'est ce que je suis. La couverture, c'est ce que je fais. »

Deux bureaux en vis-à-vis. Un uniforme de lieutenant-colonel, qui n'est pas le sien. Deux photos d'Afghanistan, qui sont bien à lui. Et c'est à peu près tout. À la DGSE, la discrétion n'est pas un vain mot. Grand gaillard à la voix douce, Éric est manifestement heureux de pouvoir se livrer. Il est vrai que son parcours est riche, de conducteur d'autorités à expert en recueil de renseignement humain. « Au fond, confiera-t-il au sortir de l'entretien, le plus difficile est de parler à un journaliste. » Car si l'homme éprouve l'envie de raconter sa carrière, l'agent blanchi sous un harnais de trente ans le rappelle régulièrement à l'ordre pour ne pas dire ce qui ne doit pas l'être. Pas de noms, pas de lieux, pas de dates. Si Éric sert maintenant dans un centre de mission, il fut longtemps affecté à l'ex-Direction des opérations. De quoi être rôdé au jeu des questions-réponses. C'est ainsi qu'après relecture de notre entretien, je découvris que, ne l'ayant moi-même jamais évoqué, ce chaleureux cinquantenaire avait réussi la prouesse de ne jamais citer le nom du service auquel il avait longtemps appartenu…

*

Comment avez-vous rejoint la DGSE ?

Mon père était au Service. Donc, au moment où j'ai été appelé sous les drapeaux, je lui ai manifesté le souhait de pouvoir faire mon service national au sein du régiment qui arme la DGSE.

Que vous disait votre père de la DGSE, qui s'appelait encore le Sdece à son époque ?

Très peu de choses. C'était toujours très vague, je n'étais pas particulièrement demandeur non plus.

À quoi ressemblait un service militaire à la DGSE ?

Outlook n'étant pas particulièrement employé, bon nombre de militaires du rang avaient des fonctions de – on appelait ça « chameaux coureurs » – c'est-à-dire la diffusion de toutes les correspondances entre les différentes directions. C'étaient des journées bien remplies, on marchait beaucoup. J'étais conducteur également, d'autorités, au sens large.

Pourquoi avoir demandé à rester à la DGSE, une fois votre année terminée ?

J'avais envie d'être utile au sein d'une institution française. De servir dans un service de renseignement. Le fait de tirer un fil, d'aller dans des recherches différentes de ce qu'on peut voir ailleurs, le côté investigation m'intéressaient énormément, et puis la technicité liée à la fonction.

Êtes-vous directement opérationnel ?

Les plus anciens nous mettent le pied à l'étrier. Ils nous donnent les règles d'usage, les modes de fonctionnement, la culture service. On en a besoin.

Vous avez le souvenir d'un ou deux tuyaux qu'ils ont pu vous transmettre ?

Savoir être patient. Il y a un temps pour observer, pour apprendre et puis après pour se positionner. Ça, je l'ai souvent entendu.

Les anciens qui vous ont reçu avaient connu le Sdece des années 1960-1970. Étaient-ils différents des officiers de renseignement d'aujourd'hui ?

C'était une autre mentalité. On était une trentaine d'années après la Seconde Guerre mondiale qui avait vu la naissance du Service, le BCRA. Donc, ils avaient une autre approche, peut-être plus… plus directe, plus brutale je dirais, même si le terme n'est pas exact. Les menaces aussi n'étaient pas forcément les mêmes.

Parlaient-ils des anciens DG ?

Oui, j'ai entendu bon nombre de fois le nom d'Alexandre de Marenches. Et puis, tous les ans, à la période de Noël, il accueillait chaque enfant du Service au Grand Rex. Quand, comme moi, on a été enfant d'un agent du Service, puis agent du Service, le nom d'Alexandre de Marenches reste.

Quel souvenir en conservez-vous ?

Un grand bonhomme. C'était une stature, une présence, mais encore une fois, c'est une vision d'enfant.

Il y avait aussi plus de militaires à l'époque.

Le Service avait une empreinte militaire plus marquée, c'est certain.

Parlaient-ils des grandes affaires d'autrefois ?

Ils cultivaient le secret. Ils en disaient suffisamment pour que ce soit alléchant, surtout pas trop pour que ça devienne concret […]. Ce que je ressentais, c'était la vigilance des anciens sur ce qu'ils disaient ou sur l'accès à certains sites au sein de notre emprise.

Quelles furent donc vos premières activités ?

J’étais catégorie C à ce moment-là, dans un emploi administratif à la direction technique qui consistait à assurer le suivi logistique des agents du Service en mission. De manière assez prosaïque, c’est des billets de train ou d’avion, un passeport en cours de validité, ce genre de choses, et puis le suivi comptable.

Vous commencez par une tâche très administrative. Ambitionnez-vous alors de passer à quelque chose de plus lié au métier du renseignement ?

Effectivement, quelques années après avoir intégré le Service, j’intègre la Direction des opérations (DO). Ce sera une part importante de ma carrière, au cours de laquelle je serai amené à réaliser des opérations [visant] à recueillir du renseignement selon les règles et les capteurs à disposition au Service.

Vous avez donc subi les tests de sélection à la clandestinité. Ne furent-ils pas difficiles après un emploi de bureau ?

Il y a un coût d’entrée. Il faut écouter, prendre les recommandations, parce qu’il y en a quand même beaucoup. Après, on peut avoir une appétence, une prédisposition.

Avez-vous eu droit au test de Spy Game ?

Je l’ai eu, oui.

Sans donner la ficelle que vous avez utilisée, comment l’avez-vous abordé ?

Sur ce type d’exercices-là, ce qui est très intéressant, c’est la capacité du stagiaire à avoir le bon prétexte pour pouvoir être suffisamment rassurant auprès de la personne à qui on va s’adresser quand on va taper à sa porte. Voilà, je vais être rassurant, poli, agréable. Je trouve ça très amusant à construire dans un temps très court.

Un échec à ce genre de tests est-il rédhibitoire ?

Non, parce qu'un stage est composé de différents modules. C'est à remettre dans un contexte plus global. Ce qu'il faut, c'est ne pas tout rater.

Avez-vous également dû passer le test consistant à capter l'attention pour permettre à d'autres personnes de dérober par exemple un document ?

Oui, c'est l'exercice de diversion. À mon sens, la diversion doit être agréable, plaisante pour l'environnement, rassurante : le cri de panique ou la gifle à une table de restaurant, c'est de très mauvais ton, parce que la violence inquiète les gens. Alors qu'une démarche plutôt agréable, une demande en mariage un petit peu sonore par exemple, ça passe bien mieux !

Ces tests vous ont-ils servi dans l'exercice de vos fonctions ensuite ? Avez-vous été confronté à ce genre de situations ?

Ce qui sert, et ça, c'est un fil rouge tout au long d'une carrière, c'est l'emploi du prétexte. Ce n'est pas nécessairement d'aller prendre contact avec un inconnu, mais c'est de pouvoir avoir suffisamment de rebonds, de se réadapter dans un temps très court, pour être là où on nous attend. Ces formations-là servent à cela en fait.

Contrairement à l'imagerie populaire, la sélection s'opère donc plus sur la psychologie du candidat que sur ses capacités physiques ?

Ce n'est pas « ou », c'est « et ». Il faut avoir une stabilité psychologique, être humble, avoir la tête sur les épaules. Il ne faut pas être chien fou. Il faut aussi malgré tout savoir s'engager, sortir d'une zone de confort.

Avez-vous eu l'impression, durant ces tests, de toucher du doigt ce qui représente le plus l'agent secret ?

Pour moi, il y a le cinéma et il y a la réalité de la vie. Les techniques de filature, ce genre de choses, oui, effectivement, ça existe. Mais la vie d'agent secret est bien moins, je dirais, facile qu'elle peut l'être au cinéma.

Il ne faut pas l'idéaliser. Encore une fois, il faut garder la tête froide et l'esprit clair.

Ce calme, cette pondération, c'est pour vous la principale différence par rapport à l'agent secret au cinéma ? Quand vous voyez un film, vous vous dites souvent que c'est invraisemblable ?

Au cinéma, on a qu'une heure et demie sur une séquence. Le métier d'agent secret, c'est un temps long. C'est un métier de patience, d'observation, d'action, mais ça prend beaucoup, beaucoup de temps. Et la mise en œuvre n'est pas si aisée que ça.

Quand vous partez sur le terrain, vous n'avez pas l'impression, comme au cinéma, d'être en danger permanent ?

Non, nullement. Lorsqu'on est en déplacement, c'est une vie normale, puis il y a une séquence où on est dans d'autres temps opérationnels, où, là, la vigilance est à son maximum. L'exposition d'un agent du Service [au danger] n'est pas celle d'un militaire sur un théâtre de guerre. Le danger est autre, il n'est pas nécessairement une atteinte à notre intégrité physique. Le danger est sur le fait que nos activités puissent attirer l'attention, on est plus dans un segment de contre-espionnage ; le fait qu'une de nos cibles peut se rendre compte qu'elle fait l'objet d'attention, ça, c'est le danger.

Revenons à votre parcours. Vous êtes admis à la DO, vous devez suivre un stage de formation ?

Le stage initial va durer plusieurs semaines et nous amener à monter en gamme sur des compétences, tout ce qui est culture du prétexte, capacité à se mettre en situation, l'appropriation de compétences techniques liées au métier (tout ce qui va être photographique, compétences en prise de vue, filatures, observation). Au terme de ce stage, on intègre une unité, choisie pour nous.

Comment se déroulent vos toutes premières missions ?

On est sur une phase de binômage pour apprendre, pour ne pas faire d'erreur, parce que là, on est sur du réel. On ne sera pas sur les premiers rangs d'une filature, on sera sur un second, un troisième rang, pour savoir comment se positionner, faire dans le vrai ce qu'on a fait dans le stage.

Est-ce forcément sous couverture ou sous légende ?

C'est la sensibilité qui déterminera si la mission est peu ou très sensible, et le curseur mis sur la couverture de l'agent déployé. Couverture, légende, prétexte, on tourne toujours autour de ces mêmes données, qui sont à mon sens le socle de compétence et ce vers quoi on doit toujours se retourner quand il y a un moment difficile […]. La légende, c'est ce que je suis, la couverture, c'est ce que je fais. Ce que je suis : si je dois approcher une personne dans le monde de la science, ce sera plus simple si j'ai fait une grande école en sciences dures. Ma couverture, c'est pour qui je travaille, ce que je viens chercher.

Inventer une deuxième vie prend beaucoup de temps ?

Le coût est d'important à très important, selon si on est plus ou moins éloigné de ce qu'on est réellement. Il faut apprendre la matière, se mettre dans le costume, donc c'est nécessairement long. Il n'y a pas de couverture, aussi légère soit-elle, qui ne nécessite plusieurs semaines de travail.

La DO a ses propres structures clandestines ?

Chaque direction à ses outils, ses moyens, un savoir-faire propres… Chaque départ en mission est précédé d'un grand jury qui va permettre d'apprécier l'état de la situation, si tout a été pensé et surtout si tous les cas non conformes ont été envisagés.

Le jury entre dans quel genre de détails ?

Dans le micro-détail. Le questionnement du qui, quoi, où, comment, pourquoi et combien. Ces cinq interrogations sont essentielles.

Cela vous a-t-il servi sur le terrain : vous êtes-vous retrouvé dans une situation où l'on est venu vous poser des questions dérangeantes ?

Nécessairement, oui, j'ai été amené à devoir dérouler ce que je suis, et être des fois piqué parce que l'interlocuteur pousse loin son interrogation. C'est là qu'il faut avoir suffisamment préparé pour pouvoir être rassurant et aussi faire un retour d'expérience sur pourquoi tout cela m'a été demandé à ce moment-là, par telle personne, dans tel environnement. On appartient à une unité. Même si en termes de réalisation, on peut être seul, il y a derrière toute une structure de commandement qui va nous guider et nous donner, familièrement dit, la limite droite et la limite gauche des actions que nous avons à mener.

Pourriez-vous décrire le contenu de vos premières missions ?

Délicat comme question… [*Sourire*.] Parce que ça ouvre sur des choses sensibles… Je dirais que c'est de pouvoir être invisible dans le paysage et de pouvoir malgré tout mener une action dite clandestine, illégale, interdite au regard de la loi du pays dans lequel c'est réalisé. C'est [par exemple] surveiller un individu lié à un environnement d'une structure désignée comme cible, pour savoir s'il rencontre quelqu'un, où il réside, s'il détient en permanence avec lui son ordinateur portable par exemple, si sa voiture est bien de telle marque, tel modèle, stationnée à tel endroit… On en revient au prétexte : si ce véhicule est stationné sur un parking privatisé, comment j'y entre ; si le responsable du site m'interroge, qu'est-ce que j'y fais ? Est-ce que j'ai une voiture, est-ce que j'attends quelqu'un ? Cette préparation-là de prétexte intellectuel, c'est le cœur du métier.

Cela vient à rebours de l'image de l'agent secret affable, m'as-tu vu… Le but, c'est d'être le plus anonyme possible ?

C’est ça. Entrer quelque part, en ressortir, et si quelqu’un est dans cet environnement à ce moment-là, il dira : « Oui, j’ai vu quelqu’un entrer, mais il était de taille normale, enfin, pas trop grand, plutôt brun, il avait un blouson, une veste, une chemise. » Mais il ne pourra pas dire, s’il recroise cette même personne dans le quart d’heure qui suit, avec certitude en tout cas, que c’est elle.

Êtes-vous équipé à chaque fois en appareil photo, outils techniques… ?

Tout support qui permet de recueillir du renseignement est utilisé, que ce soit photo, sonorisation, ou vidéo. Les appareils vidéo aujourd’hui miniaturisés, c’est tellement facile d’emploi ! Si on devait remonter trente ans en arrière, l’appareil argentique était beaucoup plus encombrant.

Vous avez connu cette évolution ?

Oui. Ça a considérablement changé la mission. Quoi de plus commun qu’une personne qui a un téléphone portable à l’oreille… ?

Cela vulgarise-t-il le métier d’agent secret ?

Ça le facilite. Mais je ne me définirais pas comme agent secret. Je me définirais comme agent du renseignement. La DGSE n’est pas « secrète ». Elle a une existence connue, trouvable, donc ce n’est pas une officine dont on ne connaîtrait pas les agents, encore moins ses missions. On est un service spécial, un service de renseignement.

Revenons à la mission. Quand vous opérez sur le terrain, vous êtes seul, mais en fait vous ne l’êtes pas…

Notre environnement professionnel nous amène très rarement à être seul. La notion d’équipe est essentielle, c’est le pilier de tout. Et c’est ce qu’il reste au-delà de tout. Des gens avec qui j’ai été opérateur il y a quelques années sont toujours au cœur de mon environnement proche. C’est le signe d’un attachement qui a dépassé le cadre professionnel. On passe

tellement de temps ensemble dans des circonstances, des fois, cocasses qu'on est nécessairement liés.

Cela explique-t-il l'émoi que peut provoquer au sein de la DGSE l'arrestation d'un agent ?

Qu'on le connaisse ou pas, on est nécessairement affecté. Quel que soit son métier, on peut se transposer.

Pouvez-vous dire où ont eu lieu vos missions ?

J'ai été amené à me déplacer sur quatre des cinq continents. À chaque fois, c'était sur des zones de guerre dans lesquelles la France était engagée, que ce soit la zone afghane, la zone sahélienne ou encore au Moyen-Orient […]. En ce qui me concerne, ce n'est pas par l'envie d'aller s'exposer, de se faire peur. Ce serait mauvais à titre personnel et collectif. Ce qui m'a animé, c'est être au plus près d'une situation, de pouvoir répondre à une situation de crise.

Pourquoi êtes-vous ensuite passé à la DR ?

La DO, c'est dix années d'affection, quasiment un quart de ma carrière. Mais il y a un temps pour tout. La mobilité s'est faite à ma demande, c'était le temps de le faire. Et donc, de 2011 à aujourd'hui, je suis un agent de la DR [désormais divisée en centres de mission]. Dans un segment ni thématique ni géographique, sur un segment méthodologie de recueil de renseignement.

Martin, ingénieur en systèmes embarqués

« Dire que je suis le Q de la DGSE, ça me fait très plaisir. »

1965. Un an après le triomphe du premier opus, sort au cinéma *Fantômas se déchaîne*. Dans une scène drolatique, Louis de Funès présente à ses troupes éberluées les « gadgets » qu'il dit indispensables pour coincer l'ennemi numéro un de la police française. Le terme est si nouveau que les inspecteurs peinent à le prononcer. Son irruption dans un scénario tricolore doit beaucoup au succès grandissant d'une autre franchise née trois ans plus tôt au Royaume-Uni, *James Bond*. Dès le deuxième volet, et pour près de trente ans encore, l'acteur Desmond Llewelyn y incarne Q, qui, avec génie, mais aussi une prescience extraordinaire, est capable d'équiper 007 avec ce qui lui permettra de se sortir de tous les traquenards qui l'attendent. La fiction est d'un tel impact que l'espion, mythifié comme en Grèce, ne peut être aujourd'hui considéré sans ses attributs, un pistolet et des gadgets. Si, ainsi que Nicolas l'a souligné, un officier de renseignement français n'est quasiment jamais armé, il peut à l'occasion être équipé d'appareils *made in DGSE*. Et depuis longtemps. Dans les sous-sols de Mortier, en sont stockés des échantillons, pour certains datant de la Seconde Guerre. À l'instar de ceux produits aujourd'hui dans un fort de la banlieue parisienne, ils se distinguent du cinéma par un trait essentiel dont Martin, en poste depuis

plus de deux ans, et vêtu d'un tee-shirt siglé « Le redoutable », livre la quintessence : le gadget doit être à l'image de l'espion, indétectable.

*

Par quel chemin êtes-vous arrivé à la DGSE ?

J'ai fait un IUT en génie électrique. Après, j'ai rejoint une école d'ingénieurs. J'ai pu [y] réaliser un stage à la DGSE pendant une année de césure, donc six mois. Ça laisse une trace. Mais j'ai quand même fait le choix après d'aller travailler dans une start-up pour découvrir le monde du privé. Je ne voulais pas intégrer la DGSE sans avoir d'expérience professionnelle avant.

Comment décroche-t-on un stage à la DGSE ?

La DGSE vient dans un amphi pour une présentation et ils nous disent : « Vous êtes des ingénieurs, vous faites de l'électronique, on a besoin de profils comme vous. » On fait connaissance, on postule et puis après, toutes les étapes du stage classique : l'entretien, un peu d'attente avant de savoir si on est pris…

Que vous ont dit les agents recruteurs pour vous attirer ?

Je cherchais comment mettre mes compétences au service de l'intérêt général. Quand on fait de l'électronique et de l'informatique, ce n'est pas si évident que ça. Il se trouve qu'aujourd'hui la DGSE offre les moyens d'exploiter ces connaissances, de faire plein de choses passionnantes. C'est vraiment ce que j'ai pu apprendre en discutant avec les gens.

Vous aviez un attrait pour la fonction publique, mais pour la DGSE elle-même ?

Je ne m'étais jamais dit : la DGSE, c'est fait pour moi. C'est difficile aussi de se projeter tant qu'on n'y est pas. Donc, c'est important de venir essayer.

Comment est-on reçu comme stagiaire ? Est-on intégré à part entière ?

On n'a droit qu'à une version light de la DGSE. Forcément, il y a des secrets qu'on n'a pas envie de partager avec des stagiaires. Du moins, pas avec des gens qui seront partis dans six mois. On n'est pas enfermés dans une cave. On est plutôt avec d'autres stagiaires et ça crée une ambiance très bonne où l'on peut échanger.

Vous souvenez-vous de vos premières impressions en pénétrant dans la forteresse ?

Beaucoup de stress déjà. [*Rire*.] On ne sait pas comment on va être mangé. Il y a un amphi de présentation, et puis, le maître de stage vient nous chercher pour faire quelques procédures administratives, inscriptions tout ça… Là, on sent un peu le poids de la machine pour la première fois et après, en fait, on s'acclimate très vite. On s'aperçoit qu'on peut discuter facilement. Il n'y a pas que des secrets à raconter !

Quel était l'objet de votre stage ?

L'objet de mon stage [*rire*]… : comprendre les mécanismes de démarrage sécurisé pour, on va dire, les ordinateurs. En gros. Donc, les ordinateurs embarqués…

C'est-à-dire… ?

Dans un téléphone, on peut dire qu'il y a un ordinateur aujourd'hui, du moins la puissance est comparable aux ordinateurs d'il n'y a pas si longtemps. Dans la vie de tous les jours, on utilise plein de petits objets qui ont les mêmes fonctionnalités qu'un ordinateur. Par exemple, une télécommande, c'est bête, mais il faut appuyer sur un bouton, il faut transformer cet appui de bouton en un signal, c'est une sorte de mini-ordinateur. Donc, c'est sur toutes ces choses-là que je travaille.

Depuis votre stage également ?

Je ne fais pas exactement la même chose qu'en stage, mais je suis dans la même thématique de travail.

À la fin de votre stage, vous rendez un mémoire, je suppose ?

Oui. Quarante pages, classique.

Classique et classifié ?

Oui et non. C'est du « diffusion restreinte », si je ne dis pas de bêtises. Les professeurs qui nous corrigent n'ont pas d'habilitation, donc ils n'ont pas vocation à lire des travaux secrets. Cela étant dit, le rapport de stage ne doit pas être diffusé.

Quand vous revenez à l'école, ressentez-vous de la curiosité ou de la jalousie de la part de vos camarades ?

Mes camarades ne savent pas que je suis allé à la DGSE. [*Rire*.] Le premier point qu'on nous demande quand on veut intégrer la DGSE, que ce soit en stage ou pour un travail, c'est de rester discret sur sa candidature. C'est la petite phrase exacte, je pense, qui est donnée à chaque fois. On ne dit pas qu'on est à la DGSE, on dit qu'on est au ministère des Armées, dans une boîte privée, un peu n'importe quoi. L'important, c'est d'y croire soi-même.

Les professeurs aussi ignorent que votre stage se déroulait à la DGSE ?

Ils savent *a minima* qu'on était au ministère des Armées puisque c'est écrit sur la convention. Mais ils ne savent pas qu'on est à la DGSE. Ce n'est écrit nulle part sur le rapport et je ne [le] leur ai jamais dit.

Après vos études, vous choisissez donc de rejoindre une start-up, puis la DGSE. L'option salaire est-elle prise en compte ? Quand on est ingénieur,

on peut prétendre à des salaires plus élevés qu'à la Direction technique et de l'innovation…

J'estime qu'en tant qu'ingénieurs, on est quand même assez bien lotis. Du moins en début de carrière. Moi, j'aime que mon métier ait du sens. C'est quand même plus sympa de faire quelque chose d'utile pour tout le monde plutôt que de gagner deux mille euros de plus par an. [*Rire*.]

Vous avez passé le concours ?

Je suis contractuel. Mes amis en interne m'[avaient] dit : « Viens, il y a d'autres façons de faire, on n'est pas obligé de passer par le concours. »

Comment devient-on contractuel à la DGSE ?

La meilleure voie, c'est de répondre à une offre d'emploi. À ma connaissance, aujourd'hui, il y en a sur LinkedIn, sur toutes les plateformes Job Teaser, etc. Ensuite, on candidate. CV, lettre de motivation. Après, il y a un premier entretien de ressources humaines où on commence à discuter de pourquoi on veut rejoindre le Service. C'est important, les motivations. Ils nous disent : « Vous allez devoir travailler dans le secret, ne pas en parler à vos proches, est-ce que ça vous pose un problème ? » Il y a un deuxième entretien, technique cette fois, où on rencontre vraiment les ingénieurs de la DGSE. Ils nous posent plein de questions, plus ou moins précises, plus ou moins tatillonnes suivant les profils […]. Malheureusement, ça ne suffit pas d'intéresser les gens qui recrutent. Il faut aussi qu'il y ait une enquête de sécurité pour l'habilitation qui dure un certain temps…

Donc, entre le moment où vous vous manifestez et celui où vous êtes pris, il se passe combien de temps ?

Dans mon cas précis, presque dix mois. Quand on est motivé, ce n'est pas ça qui pose problème.

Le turn-over est important dans les services techniques…

Les métiers de l'informatique sont très concurrentiels. Donc, oui, les gens ont tendance à aller et venir. Ce que j'ai remarqué, c'est qu'il y a une base très attachée à la DGSE. Ils aiment vraiment ce qu'ils font. Et puis, il y en a d'autres qui ont envie de voir autre chose, surtout quand les écarts de salaire, pour certaines spécialités, peuvent être assez importants.

On reste combien de temps en moyenne à la DTI ?

Au moins trois ans parce que le contrat pour lequel on est recruté dure trois ans. Ensuite, c'est très facile de prolonger. Mais il y a cette espèce de barrière où on se dit : « Mon contrat se termine, est-ce que je n'ai pas envie d'aller voir ailleurs ? »

Cette déperdition d'expérience ne pose pas de soucis au fonctionnement du Service ?

C'est une perte, forcément, mais je ne pense pas que l'on soit à plaindre vis-à-vis notamment du privé où c'est quand même la norme de bouger très souvent d'une boîte à une autre. Déjà trois ans, c'est pas mal, surtout pour les gens qui sortent d'école.

Donc, vous intégrez le Service. Y a-t-il une excitation à avoir accès à des choses que le commun des mortels ne voit pas ?

Oui. On voit plein de choses, à faire, à découvrir, à apprendre. On a envie de discuter avec tout le monde. Et on va se confronter au besoin d'en connaître. Donc, il y a aussi parfois quelques déceptions, les premières questions qu'on pose avec pour réponse : « Je ne suis pas sûr que tu devrais savoir, on en parlera peut-être plus tard » […]. Les contraintes au quotidien, on s'y fait assez rapidement. Le fait de ne pas avoir son téléphone à son bureau, on peut penser que c'est absolument horrible et paradoxalement, dès qu'on s'en passe, on se rend compte que la productivité augmente. Les messages urgents n'étaient finalement pas si urgents que ça.

Question rituelle : que dites-vous à vos proches ?

Pour ma famille, je suis au ministère des Armées. J'imagine qu'ils doivent se douter de quelque chose, ils comprennent que je fais quelque chose de secret, ça, c'est difficile de [le] leur cacher. La seule personne à qui j'ai dit mon appartenance au Service, c'est ma fiancée. Parce que j'estimais que c'était trop lourd de ne pas partager ce secret-là avec celle qui partage sa vie.

Ça ne vous manque pas des fois de ne pas pouvoir en parler en société ?

Oui, avec ses amis, on peut avoir envie d'en parler. Après, je n'ai jamais aimé être le centre de l'attention. Ce que je préfère, c'est quand j'entends mes amis parler de sujets d'actualité ou quand ils parlent des services secrets, des espions… Je les écoute parler, je ris intérieurement. Parfois je sors une ou deux âneries. Ça a ses avantages et ses inconvénients.

Puisque vous avez l'occasion de le faire avec des personnes extérieures au Service, comment décririez-vous l'objet de votre métier ?

Pour obtenir le renseignement, la première chose à laquelle on pense, c'est James bond, qui va voler des papiers dans un tiroir. Aujourd'hui, on a d'autres méthodes, beaucoup plus efficaces. Par exemple, on veut mettre un micro dans une pièce parce qu'il va y avoir une réunion importante. Mon métier, c'est de comprendre le besoin autour de ce micro : il faut qu'il soit petit, parce que l'on ne va pas mettre un micro de cinéma au milieu de la table ; il faut qu'il puisse fonctionner pendant plusieurs heures *a minima*, peut-être plusieurs jours. Donc, il faut qu'il ait une batterie suffisamment longue… Voilà, on récupère tous ces besoins, on les analyse et on trouve une solution. On va chercher les micros, les batteries, chez les fabricants. On va prendre des mini-ordinateurs pour les programmer… Au final, on produit un petit circuit électrique, que l'on va donner aux personnes recueillant le renseignement. Qui, bien sûr, nous font leur retour. Et on

essaye de proposer des solutions toujours plus performantes. C'est difficile…

Peut-on donner le nom de votre service ?

Je travaille pour un service de la Direction technique et de l'innovation. Mon métier précisément, c'est ingénieur en systèmes embarqués. On fait de l'informatique et de l'électronique. C'est une compétence duale, mais nécessaire, pour pouvoir mettre en place ce genre de systèmes intégrés.

Géographiquement, où se situent vos bureaux ?

Sur un site de la banlieue parisienne, pas trop loin de Paris. On met un peu de temps à y aller, mais il y a de l'air frais et de la pelouse… C'est agréable au quotidien.

Comment s'organise votre travail : faut-il que des agents vous expriment à la base un besoin ?

On fait un travail de veille technologique, on essaye de trouver des idées, on se dit : « Ah, tiens, grâce à ce produit, je vais pouvoir avoir tel effet, je pense que ça va intéresser quelqu'un. » Mais forcément, on ne peut pas tout anticiper non plus, donc ils peuvent nous solliciter. C'est plus ou moins formalisé, ça dépend de l'urgence du besoin, comme toujours.

Ces matériels sont utilisés à l'étranger ?

Un peu partout dans le monde, mais on n'a pas trop d'infos sur où exactement.

C'est ce que j'allais vous demander. Une équipe va partir pour une mission et vous dit avoir besoin d'un matériel. Vous en dit-elle la finalité ?

Il y a toujours une zone d'ombre, mais nécessairement, nous, on a besoin de savoir le contexte général parce que, sans que ce soit du sur-mesure, on a besoin d'adapter, de vérifier que ça réponde bien aux

contraintes. Ils nous en disent le moins possible, donc on essaye de s'entendre. On n'est pas juste un ingénieur derrière un bureau.

Et quel délai en moyenne vous accorde-t-on ?

Notre équipe est chargée de concevoir des systèmes qui auront vocation à être réutilisés. On ne fait pas que du *one-shot*. On est obligés de concevoir notre système, de faire en sorte qu'on puisse le reproduire, etc. Donc, le minimum, c'est quelques semaines ou mois pour avoir un produit fini, propre, prêt à être utilisé, sans faille… On l'espère.

Pourriez-vous nous donner un exemple de produit que vous avez développé ?

Dernièrement, j'ai eu l'occasion de travailler sur un système d'enregistrement sonore et vidéo, en termes simples, un micro et une caméra. L'objectif, comme un peu tout le temps, c'est de faire un système petit parce qu'il doit être discret et surtout un système clandestin : si jamais quelqu'un venait à [le] trouver, il ne faut pas qu'il puisse remonter à la France. Exemple simple : si j'achète ma caméra à la Fnac, elle aura tous ses réglages en français. Ça va faire un peu tache. Il faut que ce soit anonyme, personne ne l'a fait, il est juste tombé là par hasard. Pour nous, ça donne beaucoup de contraintes. On est obligés de choisir nos composants électroniques en conséquence. Également, quand on fait du développement informatique, on ne travaille qu'en anglais, c'est neutre. Après, forcément, les utilisateurs nous diront toujours qu'on ne fait pas assez petit, pas assez discret. Et là, il faut un peu tempérer les ardeurs de tout le monde, et dire qu'on a soit le choix entre proposer plein de gadgets différents, soit un gadget très, très bien fait.

Vous employez le mot « gadget » : est-il péjoratif selon vous ?

Moi, j'aime bien le mot « gadget ». Dans l'imaginaire collectif, cela a plutôt une bonne connotation, c'est facile à comprendre. Les mots qu'on

utilise ici, « produit », « système », c'est compliqué, on ne voit pas tout de suite de quoi on parle. Cela dit, le problème derrière ça, c'est que, quand on dit « gadget », forcément on voit tous les gadgets de James Bond. Donc, il faut faire comprendre [à nos utilisateurs] que les gadgets qu'ils voient à la télé et au cinéma ne sont pas tous réalisables, en tout cas pas avec les technologies d'aujourd'hui.

Typiquement, quand quelqu'un vous appelle, il vous dit : « Fais-moi un gadget » ou « Fais-moi un système innovant » ?

Il nous dit rarement « Fais-moi quelque chose » : on n'aime pas trop ça. [*Rire*.] Le vrai processus, c'est quelqu'un qui nous appelle et nous dit : « J'ai besoin de faire ça dans tel contexte, qu'est-ce que tu peux me proposer ? » Nous, dans le meilleur des cas, on a un gadget déjà tout prêt : « Prends-le, il est super, tu l'utilises comme ça et ça va faire ce que tu veux. » Quand on n'a pas le gadget, on lui dit : « Ça, aujourd'hui, on ne peut pas le faire en l'état, on va le mettre à l'étude. » Mais bien sûr, il faut aussi lui dire que ce n'est pas le seul à vouloir des gadgets. On est très contents, on a plein de travail, malheureusement il y a forcément un moment où on est obligés de faire de choix […]. Parfois, ce qu'on aime bien dire, pour les provoquer un petit peu, c'est : « Je peux faire ça, mais qu'est-ce que j'arrête de faire à côté ? » Bon, c'est un peu brusque comme pédagogie, mais ça marche assez bien pour que les gens comprennent qu'on n'est pas un nombre infini.

Puisque vous avez convoqué les mânes de James Bond, est-il péjoratif de dire que vous êtes le Q de la DGSE ?

Dire que je suis le Q de la DGSE ça me fait très plaisir. [*Rire*.] Là encore, on est sur une bonne image, tantôt très geek, tantôt un peu moins, ça dépend. Je les trouve toujours sympas, que ce soit dans *Mission impossible* ou *James Bond*. Dans les faits, je pense qu'on est moins compétents que Q, qui est quand même très, très fort, qui maîtrise beaucoup de choses, et

j'aimerais bien être son élève ou que sais-je. Donc, non, je ne trouve pas ça péjoratif, mais je pense que les gens ne se rendent pas compte à quel point les capacités de Q sont démesurées par rapport à un humain normal.

Q travaille souvent dans des espèces de grotte, avec tout plein de gadgets dans tous les sens. Vous, à quoi ressemble votre service ?

Notre espace de travail quotidien n'est pas très fouillis. On a parfois des centaines d'exemplaires d'un produit, donc il faut les garder dans un endroit dédié. Après, quand on est en période de conception, on a des écrans dans tous les sens, des cartes qui traînent, des câbles etc. Mais c'est quand même toujours très rangé, on fait attention.

Êtes-vous les seuls à produire le gadget, de la conception à la fabrication ?

On va faire une version minime du gadget et on va le proposer à l'utilisateur. Il va nous faire un premier retour. Ça revient chez nous, on dit : OK, on l'améliore, et ainsi de suite jusqu'à arriver au produit fini. Pendant toute cette période de conception, on va recommencer très souvent, on fait des soudures nous-mêmes parce que c'est le plus pratique. Par contre, quand il s'agit de produire une version finalisée, il y a des gens à la DGSE dont c'est le métier, mais on peut aussi se reposer sur des industriels qui ont une qualité largement suffisante, et même parfois meilleure, que nous.

La DGSE peut donc sous-traiter ?

C'est possible. C'est d'ailleurs à mon sens ce qui fait aussi la force d'un service de renseignement. On n'est pas tout seul, les industriels ont aussi les intérêts de la France dans leurs intérêts. Il y a toujours bien sûr cette problématique d'habilitation, de secret, etc. Donc nous, ce que l'on va faire généralement, c'est leur sous-traiter une partie d'un projet, qui [le] rend presque inintelligible.

Vous disiez que vous transmettez au moins un prototype du gadget à la personne qui l'a demandé. Cela veut-il dire qu'il y a une période où ils le testent eux-mêmes ?

On s'est aperçus que, quand on n'implique pas [l'utilisateur] dans la conception, on a très vite des surprises dans l'utilisation. Un petit bouton on-off, ça peut paraître bête dans nos labos. Et puis, quand vient la réalité des opérations, le bouton est trop fragile, il casse, il y a du sable qui se met dedans, on ne peut pas appuyer [dessus]… C'est le genre de choses parfois difficiles à anticiper, mais que nos utilisateurs, eux, voient tout de suite […]. Dans beaucoup de cas, ils profitent d'une opération pour tester.

Vous-même, vous pourriez être associé à une équipe sur le terrain ?

Les ingénieurs attirés par le terrain peuvent être demandeurs de ce genre de choses […]. Le terrain, c'est une partie indissociable de la DGSE forcément. De là à m'y consacrer pleinement… Je m'estime assez bon dans ce que je fais, donc je ne pense pas que ça me corresponde vraiment.

Pour continuer dans la mystique Q, y a-t-il un hangar où sont stockés tous les gadgets depuis des décennies ?

On ne stocke pas tous nos gadgets au même endroit. Parce que si jamais il y avait un problème, ça serait vraiment dommage de voir tout partir en fumée… Aussi, si quelqu'un de mal intentionné voulait obtenir des informations sur nos gadgets, ce serait vraiment lui faciliter le travail.

Dans un sous-sol de la DGSE sont tout de même stockés de vieux gadgets de la guerre froide…

J'ai assez brièvement vu cette caverne d'Ali Baba. Qu'est-ce que ça m'inspire ? Je trouve ça super déjà qu'on en ait gardé. Je serais encore plus agréablement surpris si je revenais dans vingt, trente ans pour voir si mes vieux gadgets prennent la poussière.

Dans cet antre, on voit des armes. Ce n'est pas votre domaine ?

Non. L'électronique a une part réduite dans les armes, surtout les armes à feu.

On y voit également des valises cachant d'énormes postes radio quand maintenant le téléphone tient dans une main. Faire toujours plus petit, cela reste un objectif premier ?

Je pense qu'on arrive bientôt à des limites. Par exemple, l'intelligence artificielle prend des proportions démesurées. Quand on fait de l'IA, on n'a pas forcément envie de faire une mini-IA toute discrète, ce n'est pas l'objectif. Après, pour être un peu dans le cliché, on parle du Métavers ce n'est pas du tout la question de la miniaturisation.

Comment le développement de l'IA pèse-t-il sur vos travaux ?

L'IA, c'est beaucoup de calcul. Il faut un gros ordinateur. Nous, ce à quoi on réfléchit, c'est d'essayer d'intégrer des IA dans des ordinateurs toujours plus petits. On y arrive plus ou moins bien, ce n'est pas tout à fait mature comme technologie.

Les moyens techniques de la DGSE sont-ils vraiment beaucoup plus importants que dans le privé ?

Les moyens que déploie la DGSE pour nous permettre de travailler sont vraiment très satisfaisants, et je pèse mes mots, en tout cas dans le milieu de l'ingénierie. On a tout ce dont on a besoin pour pouvoir avancer : toutes les chambres de test, les appareils de mesure, rien n'est trop beau.

Y compris pour acheter les technologies les plus innovantes sur le marché ?

On est assez bien lotis là-dessus. C'est pour ça qu'on fait de la veille. On filtre aussi dans tout ce qui arrive pour ne récupérer que le meilleur.

Je suppose que vous faites attention aussi à la provenance de ces matériels ?

Ce qui nous intéresse, c'est la technologie, comment c'est fait. Qui l'a fait ? Pourquoi pas, ça nous donne éventuellement un niveau de perfection. Après, par exemple, si Apple sort un nouveau produit, on sait qu'ils y ont mis le paquet. Ça va être compliqué de comprendre ce qu'ils y ont fait et d'arriver à un équivalent.

Si Huawei produit un nouveau téléphone, ça ne vous dérangera pas de l'utiliser ?

Personnellement, je ne l'utiliserais pas, pour sûr. Après, dans le cadre de mon travail, on a les moyens de les étudier tout en étant conscient que Huawei place peut-être des mouchards dans ses équipements… On a dans les labos des cages de Faraday, des pièces dans lesquelles les ondes ne peuvent ni entrer ni sortir. C'est très pratique pour tester des produits télécoms avec des antennes, du wifi, du bluetooth, etc. Magiquement, ça enlève tous nos problèmes de mouchard ou quoi que ce soit !

Y a-t-il des échanges entre services alliés sur ces produits techniques ou est-ce que cela fait partie des joyaux de la maison ?

C'est tout à fait possible, mais ils sont, très souvent, très encadrés. C'est un peu un jeu de dupes où ni l'un ni l'autre ne veut vraiment dévoiler toute l'étendue de ses capacités. Nos meilleurs gadgets sont rarement issus de ces coopérations.

Comment la DGSE se situe-t-elle dans ce domaine ?

Classement très classique : les États-Unis et la Chine ont beaucoup de moyens, donc sont très forts, c'est mécanique. Après, je reste convaincu que la France fait partie des meilleurs. On a de bons ingénieurs, de bonnes formations, on nous donne les moyens.

C’est une question d’argent ou de filière de formation ?

Pour être bon techniquement, il faut tout avoir. Beaucoup d’argent pour pouvoir dépenser sans compter et beaucoup d’ingénieurs qui travaillent pour nous. Cela étant dit, ce n’est pas suffisant. Il faut avoir plein d’ingénieurs compétents. Donc, de préférence si les ingénieurs arrivent formés, c’est encore mieux.

Vous-même, vous pensez rester à la DGSE ?

J’ai l’intention de rester pour un deuxième contrat. Je souhaite même décrocher mon CDI. La question que se pose tout ingénieur quand il sort de l’école, c’est : est-ce que je vais chez Google, Facebook, Amazon pour faire quelque chose à la pointe de la technologie et être le meilleur dans mon domaine ? C’est quelque chose que l’on a à la DGSE en fait. On ne peut pas le mettre en valeur comme dans les Gafam, mais on a vraiment des experts, des pointures, et tout est mis en place pour que ça soit challengeant. Les gens n’y pensent pas naturellement. Et c’est dommage, ils passent à côté de quelque chose.

Mélinoé, OT clandestin

« Il faut être bien face à soi-même pour faire ce métier. »

Mélinoé est la fille d'un manipulateur qui, pour conquérir une femme, s'est fait passer pour le mari de celle-ci. L'histoire se complique quand ledit époux est le maître des Enfers, Hadès, que sa femme veille au retour du printemps sur terre, Perséphone, et que le goujat est le roi des dieux, Zeus en personne. Le corps à moitié blanc et à moitié noir, Mélinoé est la déesse des songes et des fantômes. Et donc des clandestins, si l'on en croit le choix de ce pseudo par une jeune femme élancée au charisme évident qui, avec sa façon – unique parmi tous les témoins interrogés – d'échanger quelques mots avec chaque membre de l'équipe, nous aura gratifiés d'une démonstration de son sens de la relation humaine. À moins qu'elle n'ait profité de l'entretien pour tenter de recruter puisque telle est à présent sa fonction en France ? Pourtant, comme elle aura la franchise de l'admettre, elle ne s'imaginait pas s'éloigner du terrain. Devenir officier traitant (OT) clandestin, c'est peut-être toucher du doigt ce qui ressemble le plus à la légende de l'agent secret. Mais la rencontre d'une déesse et d'un mythe n'est que rarement une sinécure…

*

La structure à laquelle vous appartenez est sans doute parmi la plus secrète de la DGSE. Est-elle connue en interne ?

Il y a un organigramme, donc on sait que ça existe. Pour autant elle n'est pas très connue. Beaucoup de gens se disent : qu'est-ce que cette petite unité ? Est-ce que je peux y aller ? Une sorte de boîte noire dans la boîte noire.

Est-ce considéré comme le top de la clandestinité ?

Il y a un peu ce mythe effectivement. Pour autant, quand on connaît l'ensemble des métiers de la Boîte, on sait très bien que l'analyste, comme le clandé sur le terrain, comme celui qui s'occupe de faire les écoutes, en fait, ça marche en équipe. Le clandé, s'il n'a pas d'orientations, il ne sait pas ce qu'il va chercher. Une fois qu'il a trouvé, il faut que [ce] soit déployé, analysé, synthétisé, présenté…

Comment y êtes-vous arrivée vous-même ?

J'ai un doctorat en sciences. J'étais chercheur. À la fin d'un colloque, j'ai été tamponnée. Un vrai recrutement, comme on fait avec des sources. Je pense d'ailleurs que la personne, que j'ai revue cinq ans plus tard à la Boîte, voulait me recruter comme source.

Quel discours vous tient cette personne ?

Elle ne me dit rien parce qu'elle fait bien son métier. Elle a un verre à la main. J'ai un verre. Elle s'intéresse à ce que j'étais en train de faire. Elle m'explique qu'elle connaît un peu la zone, qu'elle travaille sur les mêmes sujets. Très sympathique. Elle crée du lien, un intérêt mutuel. Et puis, de fil en aiguille, on échange une carte de visite. Et puis, il me rappelle très rapidement pour organiser un autre moment de discussion […]. On s'est vus une fois, deux fois, trois fois et puis, à la fin, il m'a dit : « Mais quand même, donnez-moi votre CV. » Lui, il s'était présenté comme une personne des Affaires étrangères. Je n'en ai plus du tout entendu parler pendant

plusieurs mois. Et un jour, j'ai reçu un coup de fil, du ministère des Armées : « Bonjour, est-ce que l'on peut se voir ? » Bon… Je suis plutôt de nature curieuse, donc j'y suis allée. Et on m'a dit : « Je suis tel colonel, de tel [service] de la Boîte. On a une idée pour vous. » Ils ont su [*rire*], en bons manipulateurs, trouver les bons mots pour m'intéresser. Et en fait, c'était facile. Parce que c'est tellement extraordinaire au premier sens du terme que cela m'a vite appâtée.

Pensiez-vous avoir une appétence pour la DGSE ?

Quand on est chercheur, et qu'on travaille à l'étranger, on aime créer du réseau, côtoyer l'autre, comprendre comment les choses fonctionnent. Donc, je n'ai pas été perdue sur les méthodologies de ce que l'on me demandait de faire.

La première fois que vous arrivez ici (à la Centrale), vous vous dites : c'est pour moi ?

En fait, je n'ai jamais mis les pieds au sein de l'enceinte du Service. Jamais. On est une toute petite unité, on reste à l'écart de la grande Boîte.

Alors que vous dit ce colonel ?

Il ne me dit pas les quatre lettres. Il me fait comprendre que dans cette grande Boîte, il y a une petite boîte qui fait des choses encore plus clandestines. Qu'il faut aller chercher du renseignement à haute valeur ajoutée. Que l'on est toujours en déplacement. Qu'on élabore nos propres idées de manœuvre. Qu'il faut créer une couverture et que l'on n'aura pas de lien avec la grande Boîte. Donc, oui, c'est absolument passionnant dès le départ.

Ça ne vous remue pas ?

Ça me remue, mais c'est ça qui m'intéresse. Tout ce qui était challenge, test, ça m'a parlé tout de suite.

Se retrouver à l'étranger dans des conditions particulières, c'est tout de même une prise de risque supérieure.

Le risque est mesuré, préparé, appréhendé. C'est ce risque-là qui fait qu'on a envie d'y aller. D'être sur cette brèche-là. De toujours mesurer à quel moment on va s'arrêter, où on peut pousser… C'est cette brèche-là qui est passionnante. Cette crête.

Le colonel vous a laissé un délai de réflexion ?

Oui, bien sûr. J'ai fait les tests deux mois après les derniers entretiens. Eux-mêmes laissent ce délai pour qu'on prenne bien conscience des enjeux.

Vous en parlez autour de vous ?

J'en parle à mon mari : « Il se passe un truc, je ne sais pas très bien ce que c'est, mais je vais aller voir. » C'est tout.

Comment peut-on tester chez une personne une aptitude à être déployée à l'étranger sous couverture ?

C'est… long. [*Rire*.] Laborieux. Et en fait, c'est non-stop pendant X jours. Et donc à un moment, quand bien même la personne voudrait montrer un visage qu'elle n'a pas, le naturel reprend le dessus avec la fatigue, les enjeux, les situations qu'on met en face de vous. Je suis partie du principe que mieux vaut être naturel dès le départ parce que c'est pour moi, c'est moi qui vais déployer quelque chose, il faut que je m'y sente bien.

Quelqu'un vous appelle et vous dit : « Soyez à 8 heures à tel endroit » ?

8 heures à tel endroit avec « prends ta valise, tu vas dormir pendant tant de temps dans cet hôtel, tu suivras les consignes on te demandera de faire tel exercice ». Le fait que ce soit sans pause, sans filet, ça met vraiment en jeu la personnalité et ils comprennent assez vite où peuvent être les failles de la personne et si vraiment elle est faite pour ça.

Pouvez-vous nous parler des tests ?

Je ne sais pas… En fait, tout ce qui rend la vie sociale inconfortable, ils vous demandent de le faire. Tout ce que l'on n'a jamais envie de faire, tout ce qui dans ce monde de normes est plus ou moins interdit. Donc, c'est des exercices de diversion, c'est aller chercher divers éléments. C'est se mettre dans l'inconfort et le déséquilibre…

Fut-ce pénible pour vous ?

En fait, je me suis très vite aperçue que mentir était facile. Que faire semblant était facile. Que les gens sont assez sympas quand on présente bien les choses et que, quand on se présente sous une fausse identité, [ils] ne se posent pas du tout de questions.

Vous êtes seule ou cela se fait en groupe ?

On est toujours seul. La solitude, c'est un point clé de la clandestinité. Il faut être bien face à soi-même pour faire ce métier.

Un échec à ces tests est rédhibitoire ?

Mentir à ses instructeurs, rompre la confiance, faire des refus de saut, avoir peur, être en retrait, ça, effectivement, c'est rédhibitoire. Mais la manière dont on joue l'exercice, il n'y a rien de rédhibitoire.

Que vous êtes-vous dit au premier soir de ces tests ?

Je me suis dit : « Un, ça va être long ; deux, qu'est-ce qui va m'arriver demain ? » En fait, je me suis prise au jeu aussi, en me disant : « OK, de toute façon, c'est lancé, je vais aller bout et advienne que pourra. » Mais je suis sortie de là lessivée.

Vous vous souvenez des ficelles que vous avez utilisées ?

À ce moment-là, c'est plutôt de la repartie, de l'intérêt porté à la personne. C'est réussir à avoir assez d'intelligence de situation pour rebondir et faire en sorte que ça puisse se dérouler de la manière prévue […]. Ce qui est testé, c'est surtout la prise de risque : on lui dit d'aller à tel endroit, elle sait que c'est interdit, est-ce qu'elle va le faire et si elle le fait, comment elle se démerde pour y aller ?

Les instructeurs suivent de près ?

Parfois ils sont absents. C'est aussi une manière pour eux de tester la confiance. Parfois on pense qu'ils sont absents. En fait, ils sont en filature. Et puis des fois, ils sont à deux mètres, donc on voit l'instructeur qui nous regarde dans les yeux pendant qu'on est en train d'essayer de dérouler quelque chose qui est compliqué. C'est encore plus inconfortable.

Franck nous a dit que le taux d'échec était élevé.

Il est énorme. Un sur quinze. Recruter un clandé, c'est extrêmement compliqué, donc il faut qu'on passe et qu'on passe des gens. Sachant déjà que trouver un CV qui convienne, c'est compliqué. Ensuite, il faut expliquer les enjeux, les contraintes : tout ce que tu vas faire, tu n'en parleras à personne et tu diras que tu fais autre chose. Rien que ça, c'est compliqué. Et puis, il y a des contraintes de carrière pour des gens qui ont prévu de déployer leurs activités dans des grandes boîtes. Il y a des contraintes financières parce qu'on sera toujours moins bien payé que dans le privé. Donc, tout ça fait qu'il faut vraiment avoir envie d'y aller. Et ensuite les tests sont extrêmement sélectifs.

En ce qui vous concerne, l'entrée au Service vous a-t-elle obligée à mettre votre carrière de chercheuse entre parenthèses ?

Ma couverture n'avait absolument rien à voir avec mes activités précédentes. Je le savais.

Un doctorat, c'est pourtant beaucoup d'investissement…

Recréer quelque chose *ex nihilo*, ça m'intéresse. Le problème, c'est que ça veut dire aussi mentir à mes amis, ma famille, tout ça… Surtout que ma couverture était vraiment plus ou moins exactement à l'inverse des valeurs aussi que porte la recherche. J'ai eu des retours du genre : « Tu as retourné ta veste. Pourquoi tu fais ce genre de choses ? »

Et ça a été compris ?

L'une des premières choses qu'on apprend, c'est prétexter, inventer, argumenter. Dès le départ, j'ai dû le faire dans ma propre vie personnelle avec les gens qui comptent le plus pour moi… Une fois qu'on a fait ça, c'est d'autant plus facile avec des inconnus.

Qu'avez-vous dit à vos proches ?

Grosso modo, je vends le fait que toutes les contraintes de la recherche, finalement, ça me pèse. Que je vais réfléchir à autre chose et que je vais prendre le temps durant ces quelques mois de monter un autre projet. Ça les surprend. Ils questionnent et on teste nos arguments. Et puis, ils voient que le projet prend forme, qu'au bout d'un an, j'arrivais à me payer avec ce que je fais, que je suis plus épanouie, que je continue à voyager, donc, bon…

Comment « fabrique »-t-on un clandestin ?

On passe du temps dans des appartements parisiens à voir défiler des gens qui nous disent des trucs sur la gestion du risque, la manière de rédiger le renseignement qu'on va récolter, comment aller chercher le renseignement, comment manipuler les gens, faire des cours de théâtre… Tout ce qui permettra d'être le plus à l'aise possible, d'apprendre aussi le métalangage de la couverture, de comprendre quels sont les circuits de financement que l'on va utiliser. De lire et relire ce que la Boîte produit sur les zones dans lesquelles on va être projeté pour comprendre les besoins…

C’est vraiment plusieurs mois. À la fin, on est un produit fini, capable d’être projeté et de renseigner.

C’est donc relativement intensif…

C’est extrêmement intensif. Et encore une fois, je pense être très endurante. Dès le départ, on sent que ce métier va être fatigant ! [*Rire*.]

Vous avez eu droit en particulier aux cours sur la manipulation ?

Oui. La spécificité des clandestins, c’est qu’on restera toujours dans un traitement inconscient. La personne en face ne saura jamais que l’on appartient à la Boîte. On ne pourra jamais sortir cette carte-là. Ce traitement inconscient est complexe et c’est tout ce qu’on apprend en formation : comment faire en sorte de manipuler la personne sans qu’elle se sente manipulée ?

Et donc, comment fait-on… ?

C’est selon la personne, le pays, le dossier, le secteur. On ne va pas tenter de recueillir un renseignement à haute valeur ajoutée de la même manière avec un chef de cabinet d’un pays du Maghreb et une femme d’affaires en Asie.

Justement, vous a-t-on recrutée aussi parce que vous êtes une femme ?

Hum… Je pense qu’on me recrute sur mon CV. Être une femme est une particularité comme une autre, que j’essaye d’utiliser du mieux possible. Mais tout comme être un homme de 50 ans a ses qualités et ses défauts.

Beaucoup de femmes dans l’unité clandestine ?

La proportion est à peu près équivalente à celle de la Boîte, donc toujours moins que d’hommes.

Une femme mariée avec des enfants pourra-t-elle intégrer le Service ?

Elle pourra toujours si elle a quelqu'un qui s'occupe de ses gamins et si elle a assez d'espace mental pour être concentrée sur ce qu'on lui demande de faire. Donc, c'est compliqué.

Ça arrive… ?

Ça a pu arriver.

Outre la manipulation, il faut aussi apprendre les rudiments de l'identité fictive (IF) ?

Moi, je savais que j'allais être en identité réelle (IR).

Est-ce que cela vous posait un souci particulier ?

Je me suis dit : très bien, IR ça va être confort, je vais pouvoir appeler mes amis quand je serai en projection, mon mari, etc. Et en fait, on s'aperçoit vite que c'est sans filet. C'est-à-dire que le moindre problème, il y a nous, et puis il y a les gens derrière, et puis il y a mon nom qui peut sortir dans les médias… Si je suis en otage quelque part, ce sera moi et je ne pourrai ni me cacher ni protéger les gens que j'aime. C'est une charge mentale que je n'imaginais pas pendant la formation et que je pensais plus confortable. L'IF permet d'avoir une bulle complètement homogène, extrêmement bien construite, une autre vie parallèle qu'on peut mettre de côté quand on arrive à passer du temps en famille. L'IR, tout est mêlé. Quand on est en vacances avec sa famille, des sources appellent pour travailler sur un projet, etc. Le risque est présent tout le temps.

De manière générique, diriez-vous qu'à l'avenir les nouvelles technologies vont rendre impossible le recours à l'IF ?

C'est une énorme contrainte. Pour des opérations comme les nôtres, on tend vers du recueil de renseignement de niche, complexe à atteindre, dans des zones où on ne peut plus se cacher parce qu'au-delà de la biométrie, il y a des caméras partout, et tout ce qu'il faut pour retrouver assez facilement

qui on est. Là, on tend vers de l'IR. Pour autant, cette capacité-là [de l'IF] sera toujours utile ailleurs et nous allons la garder. Chez nous, et aussi au Service Action, on trouvera les manières de la faire perdurer.

Vous êtes sous IR, mais vous avez quand même une couverture. Quels en sont les principes ?

Le principe, c'est de déployer des activités qui vous permettent de renseigner sur la plus large zone possible, dans des secteurs qui vous permettent d'atteindre des cibles d'intérêt. Ma couverture m'a permis de faire du business et donc de prendre des contacts.

On vous a laissé libre champ pour la créer ou il existe une sorte de catalogue de couvertures ?

Un bureau vous explique comment faire. On vous guide. On trouve aussi des financements qui permettent d'enclencher les activités. Des honorables correspondants (HC) sont extrêmement utiles […]. Il faut [en effet] un peu de crédibilité et certains HC permettent d'avoir un ou deux premiers contrats qui seront utiles pour se projeter dans le pays dans lequel on veut aller, ou pour prétexter d'avoir déjà des activités.

Il faut préciser que le HC rend service, le plus souvent, sans contrepartie.

C'est bien là le sujet : il rend service pour la beauté du geste. Tous ceux que j'ai rencontrés, c'était uniquement par patriotisme. Souvent, ils ont une certaine réussite et une surface sociale. Ils ont envie de rendre quelque part quelque chose. Plusieurs m'ont dit : « Ce qui me motive à continuer mes activités dans telle zone, c'est que je sais que ça pourra aider la Boîte et que je pourrai aider un clandestin à se projeter »

Vous créez donc une vraie société.

Une vraie société [avec] un vrai bureau, un siège social, des statuts, un comptable, un avocat, tout ce qu'il faut : des cartes de visite, des clients, des

vrais, quelques-uns faux. [*Rire*.]

Concernant les employés, qui est au courant ?

Absolument personne. Et jusqu'à la fin. C'est ça qui assure la sécurité du montage.

Votre société est-elle créée dans la perspective d'opérer dans une zone particulière ?

Non. C'est ça aussi la particularité du métier. Il faut une certaine plasticité mentale pour travailler dans un pays d'Asie et la semaine suivante sur un autre continent, parfois sur le même continent, mais dans une zone qui n'a rien à voir en termes de normes sociales, d'environnement, etc.

Comment cela se passe-t-il du point de vue de votre rémunération ?

Quoi qu'il arrive, on sait qu'on aura un salaire. Quand je suis arrivée, on m'a dit : « Voilà, vous aurez tant. » OK, reçu. [*Rire*.] C'était à peu près ça, la négociation… Forcément, je ne suis pas payée par le ministère des Armées, donc il faut trouver un financement qui me permette de me rémunérer, que ma comptable voie qu'il y a assez de contrats pour que je puisse me rémunérer à hauteur du salaire que j'ai négocié avec la Boîte […]. Il faut trouver un circuit de financement complètement démarqué pour avoir sur le compte bancaire de la société assez de fonds pour [voyager], pour être payée, payer l'Urssaf, les consultants, etc. […] Alors, ça peut être un peu chaotique au départ, mais pour autant ça fonctionne…

Au total, combien de personnes au sein de la Boîte sont-elles au courant de la vraie finalité de l'entreprise ?

Extrêmement peu…

Quelle est la durée d'existence ?

C’est ce qui nous différencie du Service Action. Nous, c’est vraiment sur le temps long. Sachant que c’est très compliqué. Quand je suis arrivée, on m’a dit : « Tu verras, ce métier, c’est vraiment dur, tu feras ça trois, quatre, six ans peut-être… » Je m’étais dit : « Mais non, je suis passionnée, donc non, je ferai ça dix ans. » Au bout de quatre ans, je comprends mieux…

Parce que c’est fatigant de mentir ?

En fait, on ne ment pas complètement parce que c’est notre vraie vie. On ment par omission. Il y a beaucoup de non-dits. Là aussi, petit retour d’expérience, quand je suis arrivée, je croise un clandestin qui me dit : « Tu verras, tu auras deux métiers. » Et je lui dis : « Non, moi, mon métier c’est d’être clandestine, c’est d’aller chercher du renseignement. » En fait, non. On a vraiment deux métiers, c’est-à-dire que notre vie est partagée entre cette structure de couverture, où il faut faire des contrats, des rendez-vous, des colloques, se déplacer, organiser des rencontres, payer les Urssaf, faire sa compta, enfin toute la paperasse… Et toute l’autre partie où on travaille avec les analystes et les bureaux de recherche pour comprendre exactement la zone, les enjeux, les besoins de la Boîte, qui on doit aller cibler… Ce sont deux espaces complètement différents. Et c’est lourd intellectuellement et physiquement.

N’y a-t-il pas pour le coup une part de schizophrénie pour s’investir autant dans les deux ?

Il y a certes de l’énergie passée à faire en sorte que la société tourne. Pour autant, le but *in fine* c’est le rens. Il y a aussi un certain confort à se dire : quand bien même je n’atteindrai pas un chiffre d’affaires à un million à la fin de l’année, je sais que ça va tourner parce qu’on trouvera des financements. Donc, je pourrai toujours inventer des choses. À X, je dirai que j’ai tel contrat avec telle boîte. À un autre, je dirai que c’est un autre

contrat. Ils ne vont pas se rencontrer parce qu'ils ne sont pas sur les mêmes continents *a priori*. On jongle.

Quels objectifs vous fixe-t-on ?

Aider nos autorités à décider leur positionnement face à un gouvernement, anticiper de potentiels mouvements populaires et s'ils ont été déclenchés, qui les a déclenchés ? Dans quel but ? Faire ressortir ces personnes-là, dire qui ils sont, leurs liens, leurs objectifs, est-ce qu'ils ont un avenir politique ? Sur d'autres sujets, quelles sont les méthodologies d'autres sociétés ou d'autres groupes pour s'infiltrer dans un pays ? Ça reste géopolitique et en même temps très concret parce que si on sait que l'on doit tamponner une personne de telle société, dont on sait qu'elle a des liens avec un fonds d'investissement et un ministre, il faut trouver comment trianguler pour créer un projet business qui nous permettra d'atteindre ce fond-là par exemple, dont on sait que le ministre, ouvertement ou pas, a des parts ou des intérêts.

Généralement l'unité chargée de la recherche clandestine intervient dans des zones dans lesquelles la DGSE a l'habitude de fonctionner ?

Non. Sa plus-value, c'est de se rendre dans des pays où il n'y a pas de postes, où on sait que les Français, en règle générale, ne sont pas vraiment bien accueillis. Là où il y a des trous dans la raquette, entre guillemets.

Si vous êtes arrêtée, vous n'avez pas de passeport diplomatique.

Aucune capacité de dire qu'on appartient à la Boîte. J'en avais vraiment bien conscience. Le seul filet, c'est la solidité de la couverture. Donc, on s'emploie à montrer que si on va chercher ce renseignement-là, qui peut être de la cartographie spécifique sur une société d'État ou sur les enjeux de l'organisation d'un gouvernement, c'est parce que ça va nous aider à avoir un business. Il m'est arrivé parfois d'être au contact de la personne que je voulais tamponner, mais de ne pas avoir de prétexte pour lui poser les

questions qui m'auraient permis d'avoir le renseignement. Et ça, c'est la chose la plus frustrante de la terre ! Parce qu'on ne peut pas y aller. Et on ne peut pas sortir la carte « diplomatie » ou « Boîte ». Impossible.

Combien de temps entre la création de la couverture et le premier renseignement recueilli ?

Six mois à peu près.

Et vous opérez toujours seule ?

Le clandestin met en œuvre ses propres mesures de sécurité. Avant, pendant, après, notamment entre ma structure de couverture et quand je viens parfois à la Boîte, il y a des mesures de sécurité lourdes, complexes, que le clandestin fait seul. Qui sont consolidées si besoin par d'autres pour être bien sûr qu'on passe d'une bulle à l'autre en sécurité. Il n'est même pas pensable d'y couper parce que c'est ma sécurité, la sécurité de ma famille, du Service. Mais ça prend du temps, de l'énergie, de la concentration.

Une fois à l'étranger, pouvez-vous quand même avoir un lien avec le Service ?

Il y a un contact avec cette fameuse base arrière qui est notre fil de vie. Ça veut dire aussi que dans la construction de la légende, cette personne-là doit apparaître de manière très concrète. Et pour envoyer le renseignement, on a des techniques pour le transmettre de manière clandestine…

L'activité que vous exercez peut-elle nécessiter qu'il y ait urgence à transmettre un message ?

Un renseignement urgent, important, c'est assez rare. C'est parce qu'il y a une crise, un « sélecteur technique », c'est-à-dire un numéro de téléphone ou une adresse mail, qui serait utile à la Direction technique et de l'innovation, par exemple.

Prend-on du plaisir à manipuler ? Ou ressent-on du remords ?

Les deux. Enfin, surtout du plaisir. [*Rire*.] En fait, ce n'est pas tant prendre du plaisir à manipuler au moment où on le fait, c'est prendre plaisir à obtenir ce qu'on était venu chercher. C'est un peu le Graal. Ces personnes-là, on peut intrinsèquement les apprécier. Et du coup, c'est plus facile aussi parce qu'on partage quelque chose qui est intangible. On peut aussi, vraiment, ne pas avoir du tout envie de passer du temps avec eux et pour autant, il va falloir. Et là aussi, c'est tout aussi agréable de récupérer le renseignement parce qu'on a mis d'autant plus d'efforts.

Jamais de remords donc, surtout quand vous avez créé des liens ?

Je me suis toujours dit que la personne était en toute conscience face à moi et m'expliquait les choses que j'avais envie de savoir. Même si elle le regrettait le lendemain, elle l'a fait, donc c'était elle face à elle-même. Donc, des remords, non. Ce job-là, c'est la quête de sens aussi. On sait pourquoi on le fait. Tout ce qu'il y a derrière sera toujours beaucoup plus important que la personne qui est en face de vous ou nous-même, petite personne clandé, qui va chercher quelque chose et qui peut avoir personnellement quand même des remords parce que j'ai menti, ou parce que je n'ai pas tout dit, ou parce que je l'ai manipulée, ou parce que je me suis servie de quelqu'un qui était proche d'elle pour la manipuler…

Comment faites-vous, vous qui êtes sous IR, pour couper les ponts avec la source, une fois la mission accomplie ? Elle a votre numéro, elle peut vous appeler…

Le temps fait qu'il y a [de moins en] moins d'intérêt. Comme c'était une couverture business, le monde des affaires va vite aussi. Si la personne n'a plus d'intérêt à contractualiser, d'intérêts pécuniaires ou autres à être en relation avec vous, elle passe à d'autres sujets. Sur des contrats de haut niveau, les gens sont un peu hors sol. En revanche, les gens qu'on a vus pendant plusieurs années, c'est compliqué […]. Eh bien, c'est mettre de la

distance, ne plus répondre, expliquer qu'on est passé à autre chose. C'est couper le lien humain en fait. Mentir sur le fait qu'on est passé à autre chose et que la relation n'était que purement utilitaire…

La relation que vous avez établie n'est pas suffisante pour qu'ils connaissent votre intimité ?

Là aussi, c'est de la manipulation. Si la personne nous parle de son intimité, il va falloir partager un peu, quitte à [*rire*] inventer aussi. Ou si la personne qui parle de son intimité est dans une situation inextricable, on dit qu'on l'a vécue, alors qu'on ne l'a pas vécue… C'est une histoire de positionnement.

Comment se souvenir de ce que l'on a dit à chaque source ?

Personnellement, je n'écrivais pas. Mais c'est des relations au long cours qui sont alimentées toutes les semaines. Ça ne s'oublie pas.

Y a-t-il un danger de recherche permanente d'adrénaline ?

Oui. Car on sait qu'on est meilleur au fur et à mesure du temps. Qu'on peut y arriver parce qu'on y est déjà arrivé. Mais on est tellement bien accompagnés que les gens autour de nous diraient : « Il y a des équations à faire entre le besoin, le risque, les enjeux. Sur ce terrain, avec le risque de contre-espionnage, la sensibilité du dossier de couverture et les personnes en face de toi qui sont très bien formées, alors là, non. »

Quand avez-vous senti que la clandestinité devenait trop pesante pour vous ?

Au bout de quatre ans, je me suis dit : « Il ne faut pas que je fasse l'année de trop parce que la faute de sécu est vite arrivée » […]. On a un devoir de convaincre. Parfois les gens poussent un peu les questionnements, mais il faut les rassurer. La mise en danger est contrebalancée par le prétexte, la conviction, l'envie d'aller chercher le rens.

Avez-vous jamais eu peur ?

La peur n'évite pas le danger. Donc, ça ne sert à rien. C'est la compréhension de la situation qui nous amène à une certaine appréhension. On consolide tout ce qui est possible pour faire en sorte que ça se déroule de la meilleure manière. Pour autant, il y a des petits moments de déséquilibre dans des situations qui ne sont pas prévus. Mais c'est ce qui fait le sel de l'activité.

Auriez-vous un exemple en tête ?

C'est le moment où on se dit : « Là, il faut de la repartie, vite ! » C'est des situations de la vie réelle, dans des pays complexes, des situations sécuritaires très dégradées, mais rien qui ne soit ingérable. Je n'ai jamais eu un pistolet sur la tempe.

Vous-même vous n'êtes pas armée en mission…

Que ferait une businesswoman armée ? Ça n'a aucun sens.

Comment avez-vous mis un terme à vos activités clandestines ?

J'ai pu programmer une sorte de rétroplanning pour me dire : « Je vais aller faire tant de projections dans ces pays-là, pour atteindre tel rens. Et à la fin de ça, je ferme la société. » Et je passe à autre chose.

Votre société n'aurait-elle pu être transmise à d'autres ?

Dans la mesure où je restais à la Boîte, je ne pouvais pas léguer ma société à un autre clandestin. Ce qui, parfois, est un peu dommage parce que toutes ces années de travail sont perdues […]. Plus la structure est pérenne, plus elle est crédible, plus elle a de visibilité, moins les interlocuteurs se doutent qu'ont pu passer X clandestins dans cette société.

Et comment expliquez-vous ce nouveau changement de situation à votre entourage ?

Je dis en fait la vérité : « Je suis fatiguée, ce monde est extrêmement compliqué, j'en ai un peu marre de voyager, j'ai envie de lancer un autre projet. »

Vous restez quand même dans la même unité ?

J'ai eu la chance d'avoir envie de rester, qu'il y ait de la place, et que je sois accueillie pour faire ce travail de chef de bureau. Donc d'encadrer les clandestins.

Pas de spleen ? Ne vous dites-vous pas : « Ce n'est plus moi qui pars ? »

J'ai pu m'y préparer. J'étais fatiguée et, en même temps heureuse d'avoir le sentiment du devoir accompli. Après, la sédentarité, le fait de passer de l'autre côté, de prendre des responsabilités, c'est vraiment ce dont j'avais envie. C'est de la pâte humaine aussi, de gérer les clandestins !

Ulysse, officier supérieur cyber

« Les seules batailles perdues, ce sont celles qu'on ne mènera pas. »

Si le cyber est le champ de bataille de demain, alors la montée au front pourra se faire en pédalant et la guerre en costume. C'est ainsi que s'est présenté Ulysse, la trentaine, une main dans le plâtre après une mauvaise chute de vélo. Le démon des stéréotypes avait encore frappé. Quand il nous a été annoncé que nous pourrions interroger un cyber-espion, je m'imaginais un copain de travée de Charles dans l'« amphi filiation », un technicien à la vingtaine décontractée. Et j'admets en avoir ressenti de l'appréhension, car mes études d'ingénieur étant désormais loin, je n'étais pas sûr de pouvoir décoder celui qui passait une large partie de son temps à faire l'inverse sur ses PC. Bien sûr, un geek aurait pu faire l'office. Et nous expliquer la dernière mode dans les armes informatiques. Mais la problématique cyber englobe bien d'autres aspects, de géopolitique, de droit, même de psychologie. Au fond, sous des aspects de modernité exacerbée, elle répond au même vieux schéma d'analyse qui me valut un jour cette remarque peu amène d'un général : « On ne dit pas "les" renseignements, mais "le" renseignement. "Les" renseignements, c'est le 12. » Il y a « les » informations : telle entreprise a été victime de telle attaque cyber, tel jour. Et il y a « le » renseignement qui, au prix d'enquêtes

minutieuses, va identifier, derrière les cyber-pirates, tel État, avec telle stratégie, justifiant telle riposte de la France. Il fallait donc bien un science-piste comme Ulysse pour nous expliquer pareille odyssée.

*

« Heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage »… Pouvez-vous nous raconter le vôtre vers la DGSE ?

C'est un voyage qui a débuté il y a environ dix ans. Pour moi, la DGSE n'avait rien d'une évidence, c'était une époque où elle était peut-être plus discrète. J'ai un parcours assez classique aujourd'hui au Service, des études en sciences politiques, relations internationales, et c'est sur le tard que je me suis retrouvé à travailler sur les problématiques cyber. Je suis responsable d'une équipe en charge du suivi d'une thématique géographique. Ce n'est pas quelque chose que j'imaginais faire au début de ma carrière.

Quels souvenirs gardez-vous de ces débuts ?

En toute franchise, je ne savais pas si j'allais y rester. Je ne savais pas si, derrière le mythe, il n'y avait pas quelque chose de finalement assez terne. Dix ans plus tard, le fait que je sois resté montre que c'est très loin d'être terne ! Nous ne sommes pas des barbouzes, nous sommes des espions, des fonctionnaires. Nous faisons des choses exceptionnelles, mais dans un cadre légal, au service de l'État.

Cette image de barbouze qui perdure vous gêne-t-elle ?

Non, c'est juste le reflet d'une méconnaissance, et peut-être d'une forme de mépris, pour ce que nous sommes. En France, ce qu'on appellerait dans le monde anglo-saxon les *Intelligence Studies* ne sont pas aussi populaires. Et puis, ne nous mentons pas, l'histoire du Service a parfois été émaillée de tensions, de ruptures du contrat entre le Service et les autorités politiques.

Question rituelle : où êtes-vous censé travailler si on vous le demande ?

Il existe des administrations françaises qui n'ont jamais compté autant d'employés que certaines administrations du Minarm[1]…

Et dans le cercle familial… ?

Il est bien évidemment nécessaire, ne serait-ce qu'à son conjoint, de le dire. Je suis parti en affectation à l'extérieur, je n'allais pas me cacher derrière mon petit doigt… Et puis, même à ses parents : à un moment, on a parfois un peu envie de partager, juste pour rassurer qu'on n'est pas en rupture de ban, qu'on n'a pas choisi quelque chose de complètement inintéressant…

Vous commencez donc votre carrière comme analyste. Dans quel domaine ?

Sur des questions géopolitiques, dans un secteur chargé d'un suivi géographique. Pour quelqu'un qui rejoint l'institution comme catégorie A, « rédacteur exploitant », qui est le métier d'exploitation du renseignement, est le métier de base. C'est celui où on est au cœur du réacteur, c'est-à-dire qu'on est le point de fusion, de convergence, de l'ensemble des sources du renseignement.

Quelles furent vos réactions à la découverte de vos premiers dossiers ?

Peut-être que je vais tuer un mythe, mais la DGSE n'est pas omnisciente ni omnipotente. Donc il y a des segments sur lesquels nous sommes excellents, et où nous n'avons à rougir ni de personne ni d'aucun d'autre service de renseignement. Et puis, il existe des segments sur lesquels nous sommes perfectibles. Mais une chose est certaine, c'est qu'on est toujours surpris positivement par les capacités de la Boîte. Les déçus sont les gens qui ont mythifié excessivement le Service.

En dix ans, avez-vous vu la DGSE évoluer ?

Il y a eu structurellement une forme de rajeunissement et ça a pu, en bien et en moins bien, changer certains aspects. En bien, on peut penser au rapport à la technologie, à l'innovation. En moins bien, quand on est jeune, on est souvent impétueux, parfois immature. On a ce panel d'outils à disposition et on a envie de tous les utiliser. On veut une équipe opérationnelle qui aille à tel endroit, utiliser tel capteur technique, et en fait, non, ce n'est pas possible parce qu'en dépit de la richesse de la Boîte, nous avons des capacités limitées et nos autorités doivent faire des « optimisations sous contraintes ».

Comment le Service témoigne-t-il sa reconnaissance ?

Comme toute administration, à travers des lettres de félicitations. Nous sommes soumis au régime du Rifseep[2] et du complément indemnitaire annuel qui est une sorte de prime de performance. Des fonctionnaires de la DGSE se voient remettre des décorations au regard de leur engagement sur plusieurs années. [Mais] certains restent cinq ans et auront un impact formidable sur le cours du Service, d'autres resteront quarante ans et feront une carrière médiocre. Ce qui est gratifiant, c'est d'avoir partagé une aventure collective. Ce sont les collègues avec qui on a travaillé, grandi peut-être, qui font le sel de notre aventure au sein de la DGSE.

On a donc le droit de nouer de véritables relations dans un service secret.

On a le droit d'aller à nos mariages, de partir en vacances ensemble, de boire des coups ! C'est une vie, d'une certaine manière, tout à fait normale. Et puis, il y a des moments où on a besoin de ça pour décompresser, pour exprimer certaines de nos déceptions, de nos frustrations. C'est important de ne pas tout garder pour soi.

Le terrain, c'était un moment que vous attendiez ?

Au début, on peut l'attendre. Et puis, quand on a fait le saut, on peut rétrospectivement regretter ce moment d'analyse…

Avez-vous une méthode propre pour amener une source à trahir ?

Ce qui est fondamental, c'est d'écouter l'autre. Un bon indicateur : lors d'un déjeuner, il faut que notre assiette soit vide et celle de la personne en face pleine […]. Et pour nous, les sources ne trahissent pas, elles aiment deux fois. Prenons un cas de l'Histoire : Kim Philby[3] n'avait-il pas l'intime conviction de participer au chemin de l'Angleterre vers le socialisme éclairé ? C'était toute la force des traitants du KGB que de le convaincre de ça. Donc, si l'officier traitant fait bien son métier, la source n'a pas l'impression de trahir.

Elle n'a pas l'impression, mais elle trahit. Philby, il a trahi l'Angleterre.

C'est le point de vue de l'Angleterre. [*Sourire*.]

Quand donc en êtes-vous venu au cyber ?

Relativement récemment. C'était l'envie de prendre une claque intellectuelle, de découvrir quelque chose de tout à fait nouveau pour moi et de me remettre en question. Mon équipe est en charge de caractériser, cartographier des attaques cybernétiques, menées contre les intérêts français, par un acteur étranger. Cela nécessite de travailler sur ce qu'on va appeler l'infrastructure, par exemple les serveurs utilisés, les malwares ou « maliciels[4] » utilisés, mais également sur l'écosystème, sur les acteurs, pour comprendre qui mène quelles actions, pourquoi, et à quel besoin cela répond.

C'est vaste !

C'est ce qui fait le charme de cette activité. Ça peut paraître éminemment technique et en fait, c'est on ne peut plus transverse. Les attaques cybernétiques contre la France touchent l'ensemble des entreprises et des institutions. Et ce sont des conséquences très concrètes. Quand une entreprise française de pointe perd certains secrets industriels, c'est des

emplois qui disparaissent à moyen terme. C'est la capacité de l'économie française à produire des emplois à haute valeur ajoutée qui est sapée. C'est des « chômeurs pour demain ». Quand un hôpital voit ses données cryptées par un acteur malveillant, c'est des opérations qui sont retardées, c'est de la perte de chance pour des patients, voire certains décès qui auraient pu être évités. C'est tout à fait concret finalement.

Quelle est la composition de votre équipe ?

Elle est constituée à la fois d'ingénieurs spécialisés, mais également d'analystes, d'exploitants spécialisés dans le renseignement et c'est la fusion de ces deux cultures qui fait la force de la DGSE dans le traitement du domaine cyber.

Cet alliage n'est pas pratiqué par tous les services alliés ?

Chaque pays a sa structuration. La force de la DGSE, c'est d'être un service intégré, et cette intégration est fondamentale dans le domaine cyber. Il y a une réforme en cours au sein de la DGSE, à cet égard le cyber a été précurseur.

Vous essayez d'agir en anticipation ou toujours en réaction ?

Si nous pouvions tout prédire, et préserver les intérêts français des attaques, tout serait parfait. Mais ce n'est pas le cas. Nous intervenons parfois *a posteriori*, parfois *a priori*, parfois en même temps… Par ailleurs, l'écosystème cyber en France est éminemment interministériel. Le travail de la DGSE n'est rien sans le travail de l'Anssi[5], de la DGSI, du Comcyber[6] des armées.

Comment définiriez-vous le positionnement de chacun ?

Vous avez d'un côté une victime, de l'autre un attaquant. Le travail de la DGSE, c'est de s'intéresser à l'attaquant, et le travail de l'Anssi, c'est d'être du côté de la victime et des systèmes d'information français.

Vous dites « du côté de l'attaquant » : la DGSE se permet-elle d'attaquer elle-même ?

Le cyber n'est pas une arme de dissuasion, mais d'emploi. Et la DGSE est tout autant défenseur qu'attaquant…

Ça fait partie de ses prérogatives ?

En tout cas, ce sont les prérogatives qui nous sont accordées par les autorités françaises.

Voyons la parade. Imaginons qu'une entité française est victime d'une cyber-attaque, comment intervenez-vous ?

Nous, DGSE, nous n'avons pas vocation à dialoguer avec la victime. Ce dialogue est assuré par l'Anssi. Notre objectif va être de remonter vers l'attaquant, d'être en mesure de l'identifier et ainsi, d'offrir à nos autorités la capacité de comprendre : « Telle entité est à l'origine de cette attaque. » Nous allons utiliser l'ensemble du spectre des moyens de la DGSE. Pas seulement les moyens techniques, mais également les moyens humains – c'est beaucoup plus simple si quelqu'un nous raconte ce qui se passe ! – mais également les moyens opérationnels. Parfois, d'un point de vue technique, nous allons être capables de remonter à un immeuble. Eh bien, rien de mieux qu'une équipe opérationnelle pour nous dire ce qu'il y a derrière cet immeuble.

Toutes vos actions sont visées par les instances de contrôle ?

Bien évidemment. Nos actions font l'objet d'un contrôle administratif de la part de la CNCTR[7]. Ça peut paraître ésotérique, mais c'est strictement encadré.

Reprenons le cas où vous avez pu remonter informatiquement à un immeuble. Envoie-t-on des sources, des agents du SA pour savoir qui est

dedans ?

C'est une enquête. Il y a des zones où on va estimer qu'il n'est pas possible d'envoyer des membres du Service, et donc ça va être un agent opérationnel qui va effectuer une reconnaissance pour nous. Ça peut être tout bêtement prendre en photo la plaque des entreprises, des habitants présents dans cet immeuble. *A contrario*, c'est s'apercevoir qu'en fait c'est un immeuble vide. Ou un data center.

L'enquête va-t-elle permettre de remonter jusqu'au décideur, l'organisation ou l'État ?

Nous n'y parvenons pas toujours, il ne faut pas se voiler la face. Mais c'est l'objectif qui nous est assigné. Une pratique assez courante dans le domaine cyber, c'est d'utiliser des outils, des pratiques d'un attaquant d'un pays tiers pour se camoufler. Donc, il ne faut pas nommer de façon indiscriminée un pays comme étant à l'origine si on n'est pas en mesure de caractériser avec certitude. On veut éviter à tout prix de diffamer.

Comment acquérir une certitude en la matière ?

Nous allons fournir des éléments caractéristiques qui vont permettre de crédibiliser, de donner un niveau de confiance dans notre analyse. Ça va être : « Tel malware, tel maliciel, est spécifique à tel acteur. » Ou : « Nous avons trouvé telle langue dans la rédaction du code. »

Quelles sont les grandes catégories de cyber-attaquants ?

Vous avez des États, des groupes cyber-criminels… L'attaque informatique, ça peut être [aussi] un amant jaloux qui va utiliser un outil commercial pour entrer sur le téléphone de son épouse. Le spectre de l'attaque informatique est très large. Ça va de l'usurpation d'un login à l'utilisation multiple de ce qu'on va appeler des vulnérabilités de type « *zero day* ».

C'est-à-dire ?

Les « *zero day* » sont des vulnérabilités qui ne sont pas rendues publiques et qu'un acteur va utiliser pour pénétrer un service informatique ou un serveur, et [en] prendre à terme le contrôle […]. Plus une « *zero day* » va être jugée compliquée, plus on va estimer que l'acteur va avoir des compétences techniques fortes en ingénierie, mais également pour la mettre en œuvre […]. Des attaques informatiques ont été rendues publiques comme ProxyLogon[8], où l'acteur a utilisé trois « *zero day* », une première pour accéder à une deuxième, puis à une troisième, et enfin atteindre son objectif. On doit avoir une forme de respect pour ces gens-là, parce que ce sont des adversaires créatifs, audacieux, et rusés.

Donc, ce sont plutôt des organisations étatiques, criminelles ?

Ce n'est pas un très grand secret : par exemple certains acteurs cyber-criminels travaillent au profit du gouvernement nord-coréen afin d'offrir des devises qui permettront aux Nord-Coréens de financer leur programme, leur économie et leur programme de prolifération.

Une fois l'acteur identifié, la DGSE intervient-elle pour l'empêcher de nuire ?

On va proposer des éléments de réponse qui peuvent aller de la simple publication à des actions clandestines ayant des effets variés…

Des effets pas forcément informatiques ?

La DGSE ne s'interdit rien […]. Ma mission primaire, c'est d'identifier les acteurs, connaître l'écosystème attaquant. Pour la seconde partie, celle qu'on va qualifier de réponse, le Quai d'Orsay va donner son opinion, l'Anssi va donner son opinion, il y a vraiment un dialogue interministériel et chacun va y participer. Et en fonction de ce que décident les autorités, on va mettre en œuvre un certain type de réponses qui, pour certaines, vont relever du domaine réservé de la DGSE.

Quel est le taux de réussite dans la découverte de l'auteur ?

Je dirais évidemment qu'il est trop faible par rapport à l'ambition qui est la nôtre, qui est très élevée. C'est l'iceberg : il faut être conscient qu'on ne voit qu'une partie des attaques. Certains acteurs vraiment très forts, on ne les découvre parfois que plusieurs années après.

Actuellement, une entreprise, un intérêt français, à quel genre de cyberattaques peut-il s'attendre ?

À un mail malveillant, à du phishing, à un employé qui branche une clé [USB] qu'il n'aurait pas dû brancher… L'imagination est au pouvoir dans le domaine cyber. Un attaquant déterminé, et disposant des ressources nécessaires, mettra tout en œuvre.

Un État ou une organisation puissante parviendront-ils toujours à leurs fins ?

C'est peut-être effrayant, mais malgré toutes les mesures de protection, il faut partir du présupposé que quelqu'un qui veut y arriver y arrivera. Ce qui fait que l'attaque n'aura peut-être pas lieu, c'est le caractère disproportionné des moyens à mettre en œuvre. Prenons un mot de passe. Il existe plusieurs manières de [le] récupérer. Une de ces manières, c'est ce qu'on va appeler des attaques de force brute : on va tester tout bêtement des combinaisons. Si le mot de passe utilisé par l'individu est composé de quatre éléments, c'est une durée. Par contre, s'il est composé de seize éléments, c'est d'autant plus long et compliqué. Et donc, à un moment, l'attaquant va dire : « Ça fait deux semaines que mon programme tourne, ce n'est pas nécessaire d'aller plus loin. » Ce n'est pas tant une question de « peut-on y arriver ? » que « a-t-on les moyens nécessaires et la patience d'arriver ? ».

Cela fait partie de vos prérogatives de former les entreprises françaises à se prémunir ?

Pas du tout, c'est le travail de l'Anssi, et cela nécessite bien du courage !

Justement, n'avez-vous pas l'impression de mener une guerre vaine ?

Les seules batailles perdues, c'est celles qu'on ne mènera pas. C'est sûr que si on ne fait rien, on va perdre. On a une obligation d'essayer. Ce qui nous motive, c'est de se dire qu'on ne travaille pas tant pour nous, pour le présent, que pour le futur aussi, pour quelque chose qui est plus grand que nous.

Avant l'Ukraine, on aimait à dire que la guerre du futur serait une guerre cyber. Pour vous, c'est galvaudé ?

Je définirais l'espace cyber comme un espace très ouvert, où beaucoup de choses se passent, et où il n'y a pas de petits acteurs. On peut développer un programme nucléaire, c'est coûteux, ça prend du temps, ça demande des ressources étatiques. Développer un malware qui permettra de crypter les données d'un commerçant dans une logique d'obtenir une rançon, ce n'est pas si compliqué que ça.

La technologie est-elle arrivée à un point tel que des cyberattaques pourraient déstabiliser un État ?

À la fin de son mandat, Ronald Reagan a vu le film *War Games*[9] et il a posé la question lors d'une réunion du Conseil national de sécurité : « Est-ce que ça peut arriver ? » La réponse a été au bout d'une semaine : « Oui, et c'est même bien pire que ce que vous imaginez. » Donc, en fait, la capacité à déstabiliser un État n'est pas nouvelle. Dans l'esprit des gens, le cyber c'est nouveau, mais en fait, c'est aussi vieux que la télécommunication. Un acteur déterminé, volontaire, pourra prendre le contrôle de toute entité

aujourd'hui dès lors qu'elle est connectée. Ça peut même être votre robot tondeuse.

Il y a des failles partout.

Au-delà des failles, il y a des systèmes informatiques et connectés partout. Ça a créé des failles, des possibilités pour un acteur malveillant.

La DGSE s'est-elle dotée de moyens en conséquence ?

Si vous demandez à un analyste s'il aimerait avoir plus de moyens, tout le monde aimerait en avoir plus ! Mais il faut avoir conscience qu'aujourd'hui, au sein de l'administration française, nous sommes une administration privilégiée.

On parle de l'ordinateur quantique, de l'intelligence artificielle : amèneront-ils quelque chose ?

Prenons le cas de ChatGPT : des gens ont testé sa capacité à éditer des outils malveillants. L'intelligence artificielle permet des choses magnifiques et dès lors qu'elle est mal utilisée, elle offre des potentialités horribles d'une certaine manière.

Y a-t-il une accélération des attaques contre la France ?

Je ne serai pas en mesure de dire si par rapport à ce dont l'Allemagne est victime, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, c'est beaucoup ou pas.

La DGSE elle-même est-elle soumise à des attaques cyber ?

Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question.

Pas en mesure ou vous ne pouvez pas en parler ?

Les deux…

Une parade ne serait-elle pas de limiter au maximum l'utilisation des nouvelles technologies ?

Je ne pense pas que la réponse à ce risque puisse être de détruire les machines. À travers les réseaux sociaux, les gens exposent bien plus de leur vie privée et personnelle que ce qu'un pirate informatique pourrait leur voler sur leur boîte mail.

Cela suppose des formations aux dangers encourus dans les entreprises ?

D'une certaine manière, c'étaient les mêmes préconisations quand il y avait les risques du contre-espionnage humain. Les mises en œuvre du risque ont changé, mais le risque est toujours présent et nous, en tant que service offensif, on est parfois bien contents que les gens fassent des erreurs…

1. Ministère des Armées.
2. Régime indemnitaire des fonctions, des sujétions, de l'exercice et de l'engagement professionnel.
3. Officier du MI6, recruté par les Soviétiques avant guerre, parti se réfugier en URSS en 1963.
4. Logiciel malveillant utilisé par les cybercriminels pour s'infiltrer dans les ordinateurs de leurs victimes à leur insu.
5. Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information.
6. Le commandement de la cyberdéfense.
7. Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.
8. En mars 2021, Microsoft révèle que des failles dans un de ses logiciels ont été exploitées pour lancer une attaque cyber nommée ProxyLogon permettant aux hackers de prendre le contrôle des gestionnaires d'e-mails des utilisateurs.
9. Sorti en 1983.

Le Monastère

Récapitulons.

Un lieu isolé, cerné de hauts murs, dont même les taxis ne connaissent pas la fonction.

Des locaux austères.

La règle du silence (périphrase pour le « secret »).

Des occupants qui ne s'appellent que par des prénoms, parfois sans rapport avec leurs identités réelles.

Qui, pour la plupart, ont refusé de se laisser dominer par l'argument financier.

Qui ont accepté de se priver au quotidien de certaines des facilités offertes par la modernité.

Qui privilégient le temps long.

Qui se mettent au service d'une cause jugée supérieure à leurs seuls intérêts.

Qui permettent ainsi à des millions d'autres d'aspirer à une vie meilleure.

Mais qui refusent de s'en vanter.

Mieux, qui préfèrent passer hors les murs pour des quelconques.

Ite missa est. Cela faisait quinze ans que j'essayais de savoir si, envers et contre tout, il y avait un mystère DGSE. J'ai interrogé plusieurs dizaines d'officiers, qui connurent l'adresse mythique du 10 Duke Street à Londres ou qui s'apprêtent à investir celle du Fort-Neuf à Vincennes. Mais je n'avais

jamais encore passé des semaines dans leur fief. Sur la base de cette expérience, je crois donc pouvoir proposer de changer le surnom de la DGSE. Fini « la Boîte », « la Centrale », « le Service ». Place au « Monastère ».

Les puristes avanceront qu'il manque tout de même le célibat et la liturgie. Pour ce qui est de la vie privée, l'arbre de Noël permet d'affirmer qu'il y a certes encore de la marge entre l'appartenance à la DGSE et l'érémitisme. Mais combien de couples ont été détruits par la recherche éperdue du renseignement décisif ? Quant aux prières, la DGSE est comme la République, laïque. Chacun est libre d'y confier à qui il veut sa destinée. Toutefois, sur son insigne, ne figure-t-il pas désormais une croix, de Lorraine ? Quant à la soutane, ce n'est pas à Mortier qu'il faut redire que l'habit ne fait pas le moine…

Bien sûr, on pourra crier – c'est tellement approprié – à la manipulation. Le documentaire, c'est vrai, n'a pu être réalisé qu'au gré d'une étroite surveillance. Les témoins interrogés ont certainement reçu des éléments de langage, et quand bien même ce ne fut le cas, le cœur de leur métier est de peser chaque terme de leur discours. Oui, des dates, des lieux, des appellations, des digressions ont été supprimés. Mais pour l'unique raison de l'atteinte qu'ils faisaient porter à la sécurité des opérations et des personnes. Pour tout le reste, la sincérité, la fameuse honnêteté intellectuelle si souvent invoquée, s'est imposée en raison d'un facteur face auquel même la DGSE est impuissante : le temps. Dans ce cadre exceptionnel où, pour la première fois, ils étaient autorisés à s'exprimer, même des professionnels de la retenue, après plus de deux heures d'interview, une heure de off, et les rencontres qui ont pu survenir à l'improviste dans les couloirs de Mortier, finissent par se dévoiler. Et quand vingt témoins, plus les dizaines des quinze années de recherches précédentes, livrent des propos concordants, on peut penser que la vérité n'est pas si loin.

Pourtant, pas de « monastère » dans les nombreuses œuvres de fiction… C'est que l'officier de renseignement cumule les caractéristiques d'être l'un des personnages favoris des écrivains et scénaristes et de se situer aux antipodes de ses représentations. La bande des James Bond, Jason Bourne, Ethan Hunt, Jack Ryan, Malko Linge, Hubert Bonisseur de La Bath, a réalisé un hold-up imparable sur l'imaginaire collectif. L'« espion » est la concrétion de fantasmes inassouvis. Il est beau, fort, agile, omnipotent et omniscient… Même l'excellent *Bureau des légendes* est incapable de lutter. Car – Mélinoé pourrait en attester – on ne combat pas un songe.

Une spécificité nationale, solidement ancrée dans une partie des médias comme de la classe politique, veut que, de surcroît, ce songe soit forcément maléfique. Par conséquent, en France, l'« espion » est également cynique, retors, cupide, mais toujours efficace par la grâce du secret qui viendrait opportunément couvrir ses méfaits.

Est-il si aventureux de penser qu'il y a une voie entre le superhéros et la crapule ? « Nous ne sommes, a dit Blake, que des citoyens comme les autres. » Ses coreligionnaires et lui auraient pourtant des excuses à ne pas l'être tout à fait. Qu'est une vie où il faut systématiquement laisser passer en société toute allusion souvent narquoise à l'institution que l'on sert ? Où il faut mentir pendant ses quinze premières années à l'enfant auquel on est censé inculquer l'honnêteté comme vertu cardinale ? Et cela, ce n'est que pour l'extérieur de la forteresse. À l'intérieur, il s'agit d'apprendre à vivre avec l'intransigeante compagnie de la sécurité. Ne pas chercher à savoir ce qui se dit derrière la porte entrouverte. Ne pas faire et ne pas dire si l'on n'y est pas autorisé. Le tout sous le regard du génie bicéphale de l'administration française, à la fois protecteur et castrateur : la garantie de l'emploi pour les fonctionnaires, l'habitude à prendre de voir ses mérites récupérés par ses chefs…

Que cela soit dit : porte des Lilas, se vit l'ascèse des érudits. De la discipline, de la rigueur, de la soif de connaissance et même cette distance

hautaine que l'on peut trouver chez certains religieux enivrés par leurs pensées profondes : au fond, les gens, à l'extérieur, ils sont si faciles à duper, il suffit de les laisser parler d'eux, ils adorent ça…

Des moines, oui, mais joyeux. « Fondamentalement optimistes », a proposé Bertrand. À Mortier, peut-être en compensation des règles drastiques encadrant leur travail, les employés de la DGSE sont souvent ces « cheveux bleus – ongles multicolores », comme a pu les esquisser le directeur de l'administration. Tenues décontractées, pots festifs, cantines animées… Les moines de Mortier pratiquent aussi l'humour en détournant les répliques d'OSS 117 pour leurs sonneries de téléphone (fixe), en donnant aux figurines d'un baby-foot le nom des DG successifs, en affichant dans un couloir les portraits jaunis de dictateurs africains – pied de nez à la « Françafrique ». La bonne humeur est aussi recommandée à la Direction de la sécurité quand elle apprend que des employés tête en l'air ont oublié d'enlever leur badge dans les quelques restaurants des lices de la citadelle.

Des moines, joyeux, et très loin d'être tous téméraires. Certes, comme dans tout ordre monastique, il y a l'abbaye et il y a les prieurés. Dans les centres d'entraînement de Cercottes ou de Perpignan, on risquera toujours plus sa vie qu'à Mortier. Mais combien il est marquant de relever que le rêve du « terrain », donc d'une prise de risque supérieure, n'est pas du tout aussi partagé que ce l'on veut en penser. En fait, l'immense majorité se satisfont d'une vie de bureau, et c'est à leur honneur de le reconnaître car, si une erreur de casting provoquera ailleurs la perte d'un contrat, ici, elle pourra déstabiliser tout un pays.

Il reste une question. La plus importante de toutes : quelle Espérance ? Cisterciens et Bénédictins endurent obligations et privations parce qu'ils pensent qu'il y a Dieu, que leur dévotion sauvera des âmes et, au passage, les leurs. Quelle lumière guide les agents de la DGSE ?

Ce ne peut être la notoriété. Certes, d'aucuns, comme Anne, s'enthousiasment de l'émulation interne qui compenserait l'anonymat en société. Mais la DGSE est autant un monastère qu'une île. Au bout de quelques années, Robinson ne se lasse-t-il pas de l'estime qu'il ne peut susciter que chez son seul compagnon Vendredi ? L'« île du désespoir », dit-il…

L'argent ? Contrairement à une rumeur tenace, la paie est loin d'être modeste à la DGSE, surtout en sortie d'école. Pour autant, la Boîte reste une administration avec ses grilles et ses barèmes gravés dans le marbre de Bercy. Ou alors il faut accepter de partir en poste dans ces pays « à moustiques », selon l'expression de Nicolas, où les candidats seront effectivement très bien rémunérés, mais aussi soumis à des conditions de vie et de danger qui leur feront peut-être regretter d'avoir le salaire pour seul conseiller…

Quel but alors ? Une institution qui tient à sa dorure régalienne aurait poussé pour que, dans l'exposé de leurs motivations à lui rester fidèles, les témoins aient systématiquement mis en avant le service du pays, de la République, de la France. Or cela ne fut presque jamais le cas. Certes, il y a indéniablement à la DGSE ce souhait – et ce n'est pas fortuit si ce fut Charles, le plus jeune, qui l'exprima le plus simplement – de « protéger [la] famille, [les] amis et de manière plus générale, le peuple français ». Sous le règne aujourd'hui triomphant de l'égocentrisme, cette ambition pourrait sembler aussi surannée que la réclusion volontaire. Elle tient de l'alchimie entre de grands principes fédérateurs et de petites satisfactions personnelles. Ainsi la marche de plus en plus chaotique du monde est-elle une garantie antimonotonie pour ceux qui ont charge de la comprendre. Ailleurs vilain défaut, la curiosité s'en trouve sans cesse stimulée. Un peu comme dans les armées, l'institution permet aussi à chacun de s'accomplir en changeant de métier s'il le désire. À l'instar d'Éric, celui qui commence chauffeur peut terminer expert en contre-terrorisme.

Il est enfin un mot presque tabou. Endosser une autre identité ? Simplement, à en croire les agents, un métier qui s'apprend… Savoir ce que d'autres ne sauront que des mois plus tard ? On s'y ferait, minorent-ils… Écouter des conversations ? Tout cela est très contrôlé, aucun frisson particulier… Ainsi, il serait impossible d'admettre le plaisir que peut procurer un bout de chemin avec le secret ? La faute à la pudeur maison. Dans un pays où les services de renseignement ne gagnent qu'à peine leurs titres de noblesse, qui avouerait goûter à la clandestinité pourrait être soupçonné de couver de vils projets. Or c'est confondre jouissance et joie. Devenir un autre s'accompagne d'une forte excitation aux premières missions, mais, comme dans tout corps de métier, la routine peut ensuite s'installer. Le plaisir, lui, est cette quête avouée par Jean qui, à 60 ans passés, trouve toujours la même satisfaction à se sentir, quelques heures durant, le seul détenteur d'une information. Peu importe à vrai dire l'envergure de celle-ci. Ce qui compte, c'est le succès du stratagème imaginé pour l'acquérir.

De fait, une fois décapée, la couche d'humilité, naturelle ou forcée, dévoile chez chaque agent un tempérament joueur. J'en veux pour preuve ultime ce que je suis le seul à avoir été en capacité de percevoir lors des tournages. Pour qu'ils ne puissent être reconnus, les témoins ont été filmés dans l'ombre qui leur va si bien. Étant assis à un mètre d'eux, j'ai pu cependant capter leur regard qui, de tout ce qui fait notre être, est peut-être le moins facile à dompter. Je l'ai vu se vitrer, quand les questions dérangeaient. Je l'ai vu s'embuer, quand les camarades disparus y faisaient un tour. Je l'ai surtout vu s'illuminer, quand étaient évoquées leurs actions, d'une allégresse qui ne peut être feinte.

Remerciements

Par bien des aspects, la DGSE est à la fois un musée du service de l'État et une vitrine des batailles du futur. Son directeur général, Bernard Émié, nous a laissés en pousser à peu près toutes les portes, dans le respect bien entendu des règles de sécurité. Je ne saurais l'affirmer avec pleine certitude, mais je pense que, grâce à lui, s'est ainsi dessiné le premier portrait intimiste d'un des plus grands services de renseignement au monde. Lui dire ma plus vive gratitude en tout premier lieu me semble donc une évidence.

Toute ma reconnaissance va ensuite aux témoins, à leurs directeurs et chefs de centre de mission respectifs, qui ont, comme on dit, joué le jeu. En fonction de l'habitude ou non de parler à des représentants de « l'extérieur », ainsi que le dirait Cécile, les entretiens ont éprouvé plus ou moins de difficultés à démarrer, mais ils ont chaque fois permis de découvrir de nouvelles personnalités et de nouveaux métiers. N'était-ce pas de toute façon écrit entre deux personnes qui n'aiment rien tant qu'écouter l'autre… ?

Merci aussi à leurs collègues qui ont subitement vu leurs bureaux et couloirs investis par d'inhabituels caméras et micros. D'où la chaleureuse gratitude que je veux ensuite témoigner au contremaître en chef de ce chantier inédit. Ce fut Romane qui dut endurer en préparation mes nombreuses questions. Ce fut Romane qui harcela les différentes directions pour sélectionner les meilleurs témoins. Ce fut Romane enfin qui organisa

tous les tournages, de l'entrée du matériel technique à l'intérieur de la citadelle (c'est très rapide à écrire, mais il est facile d'imaginer ce que peut inspirer à la sécurité l'afflux de matériels d'enregistrement sur un site hautement sécurisé) à sa sortie (faut-il ajouter un commentaire ?), en passant par la réservation de salles pour les entretiens au sein de bâtiments dont la suroccupation a fini par faire entendre ses craquements jusqu'à Bercy – j'en profite au passage pour présenter mes excuses à tous les amateurs de musique du Monastère que nous avons privés de répétitions en squattant leur local des mois durant !

À la cellule communication, que soient aussi remerciés ses chefs successifs, P. et S., ainsi que C. qui a la charge des relations publiques. Pendant les tournages, Romane composa un duo éphémère, mais solide, avec S. Après quelques décennies à écumer toutes les directions, cette silhouette élancée au bouc grisonnant officie à la DG/S, aussi appréciée que redoutée, puisqu'à elle revient la protection des personnels de la DGSE, mais aussi du secret de leurs activités. Autant le dire, la présence de S. fut au départ redoutée. Mais il sut démontrer à sa manière pourquoi en anglais « renseignement » se dit *Intelligence*… Un salut très convivial au passage à celles de ses troupes qui veillent sur les entrées de Mortier et qui ont su faire preuve à notre égard de compréhension, et même – en espérant que cela ne leur porte pas préjudice – de sympathie.

Les membres de l'équipe vidéo de la DGSE ont mis à notre disposition leur savoir-faire. Merci donc à V., B., C. et à leur chef, T.

De notre côté, si j'ose dire, la liste des intervenants est suffisamment longue pour mériter un générique. Il m'est impossible toutefois de ne pas assurer une nouvelle fois de toute mon amitié Michel Rotman, qui ne m'en voudra, je l'espère, pas trop – mais comment ne pas le faire ici ? – de le qualifier de légende de l'audiovisuel. Avec lui, j'ai arpenté les longs couloirs du quai Louis-Blériot afin d'emporter l'adhésion de France Télévisions où je voudrais remercier, vivement, le secrétaire général

Christophe Tardieu, dont l'enthousiasme me fut si précieux au début de ce long périple, ainsi que Catherine Alvaresse, Antonio Grigolini, enfin Renaud Allilaire.

Chez Kuiv, société de production fondée par Michel Rotman à une époque où œuvrait encore le Sdece, Marie-Hélène Ranc, Blanche Tivolle, Carole Behereborde ont chacune à leur manière enrichi le film de leurs contributions.

Je veux dire ensuite ma joie d'avoir vu l'équipe de tournage et de fabrication du film s'approprier ce monde du renseignement, sans *a priori* ni forfanterie, et mon grand plaisir d'avoir travaillé avec elle : le réalisateur Théo Ivanez, le chef opérateur Matthieu Kauffmann, la première assistante caméra Roxane Bois, l'ingénieur du son Julien Momenceau (à l'occasion suppléé par Marianne Roussy-Moreau), les chefs électroniciens Alexandre Milosevic, Ferdinand Godard et Nathan Fredouelle, le monteur Alex Cardon.

Et puisque nous sommes ici dans un livre, mes derniers remerciements – même si j'ai dû hélas en oublier – vont aux éditions Tallandier qui ont su démontrer une adaptabilité que ne renierait pas un service secret !

DU MÊME AUTEUR

ESSAIS HISTORIQUES

1 061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération, Perrin, 2000.
La Campagne d'Italie. Les victoires oubliées de la France, Perrin, 2002.
Les vaincus seront les vainqueurs. La France en Allemagne, Perrin, 2004.
Leclerc, Perrin, 2005.
Foch, Perrin, 2008.
Le Général Saint-Hillier. De Bir Hakeim au putsch d'Alger, Perrin, 2009.
La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, Fayard, 2011.
La Vérité sur notre guerre en Libye, Fayard, 2012.
Le Crocodile et le Scorpion. La France et la Côte d'Ivoire, Éditions du Rocher, 2013.
La Guerre de la France au Mali, Tallandier, 2014.
Leclerc. Le croisé de la France libre, Perrin, 2015.
Maréchal Juin, Tallandier, 2015.
Les Guerriers de l'ombre, Tallandier, 2017 ; « Points », 2018.
Le Maître du secret. Alexandre de Marenches, Tallandier, 2018.
Ils étaient 1 038, Tallandier, 2019.
Français, le monde vous regarde, Tallandier, 2020.
Dans l'honneur et par la victoire, Calmann-Lévy, 2021.
Les Guerriers sans nom, Tallandier, 2021 ; « Points », 2022.
Mathilde Carré alias « La Chatte », Seuil, 2022.
500 combattants de la libération, Tallandier, 2022.
Petit Louis, Grasset, 2024.

ROMANS

Otage@bagdad, Privé, 2007.
Nom de code : la Murène, Seuil, 2008.

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com